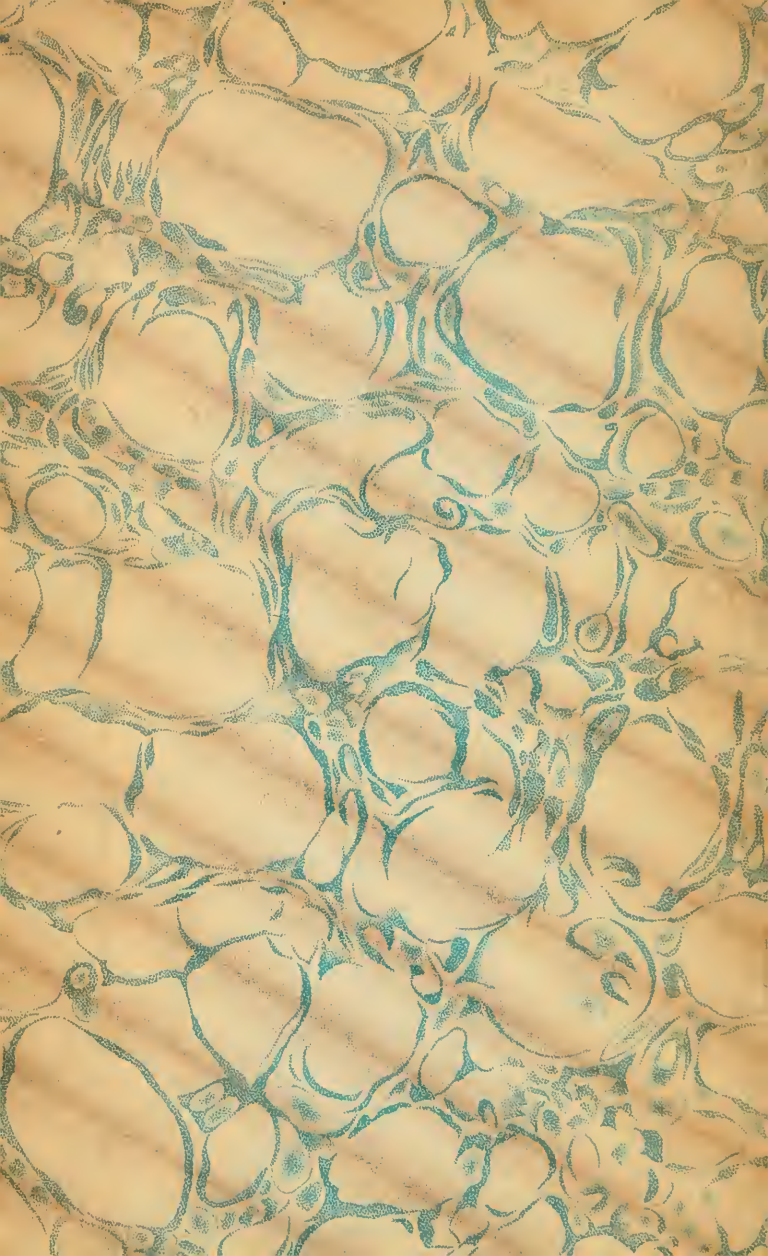
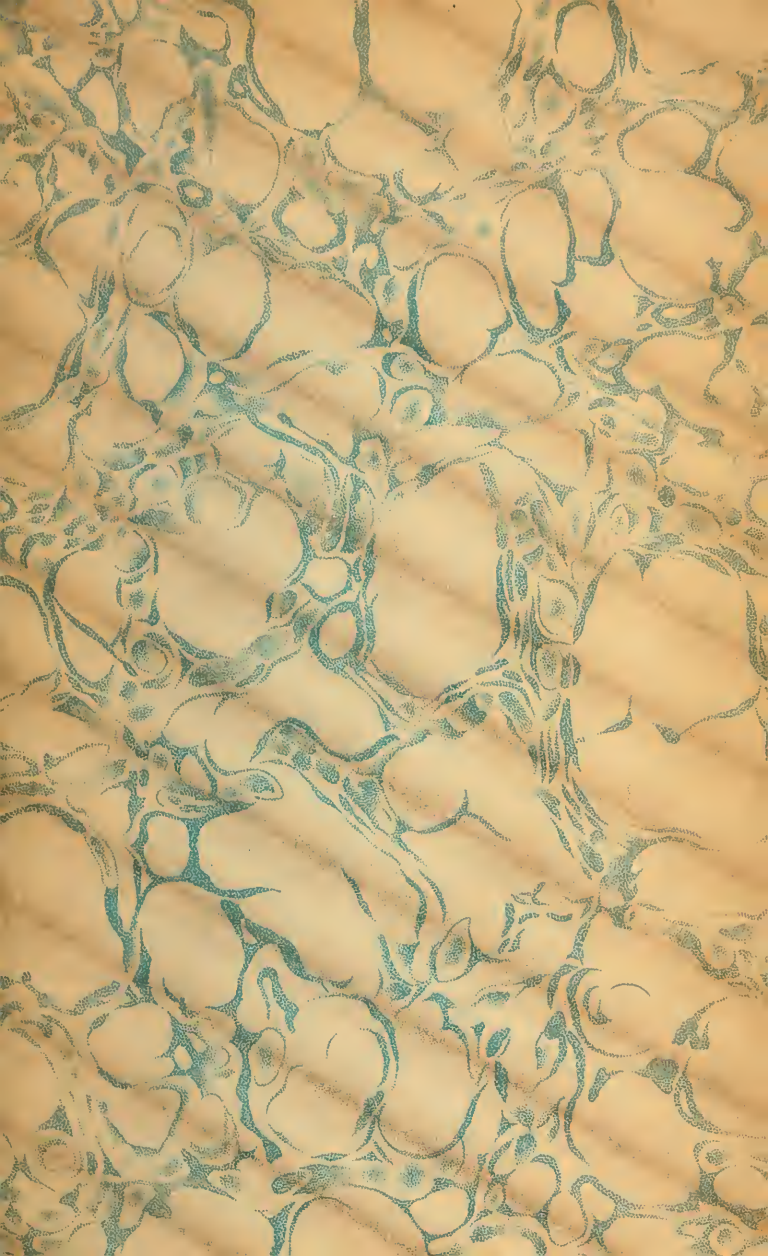
UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01568524 1





U.O.J
17/3/27

VOYAGES D'UN CRITIQUE

A TRAVERS LA VIE ET LES LIVRES

L'ANGLETERRE

POLITIQUE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

PUBLIÉS DANS LA BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

à 3 fr. 50 le volume.

La Psychologie sociale des nouveaux peuples..... 1 vol.
L'Antiquité..... 1 vol.
Le Moyen âge..... 1 vol.
Études sur le XVIe siècle en France..... 1 vol.
La France, l'Espagne et l'Italie au XVIe siècle..... 1 vol.
Voyages d'un critique à travers la vie et les livres. —
1. — L'Angleterre littéraire..... 1 vol.
Titan (de Jean-Paul-Frédéric Richter, — traduction)..... 2 vol.
Mémoires, tome Ier..... 1 vol.
— tome II..... 1 vol.

Paris. — Imp. E. Capiomont et V. Renault, rue des Poitevins, 6.

C4874a

OEUVRES

DE

PHILARÈTE CHASLES

VOYAGES D'UN CRITIQUE

A TRAVERS LA VIE ET LES LIVRES

L'ANGLETERRE

POLITIQUE

Was ich erlebte und erwanderte.
STEFFENS.

174396
9.10.22.

PARIS
G. CHARPENTIER, ÉDITEUR
13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13

1878

AVANT-PROPOS

Toute situation florissante a ses vices. Rome, sous les Scipions; l'Espagne sous Isabelle et Philippe; Florence sous les Médicis; Athènes au temps de Périclès, étaient remplies de misères, de douleurs et d'injustices. C'est le lot ordinaire de l'humanité. Il arrive même souvent qu'une prospérité excessive entraîne des maux assez graves : le soleil nous brûle dans l'été; c'est dans l'âge mûr que nous avons le plus souvent la fièvre. La fièvre chez un homme de trente ans, et l'amour chez un jeune homme de vingt, sont-ils des symptômes de décadence?

On peut dire de l'Angleterre : — « Est-elle en décadence? » Voici les mourants, les morts, les affamés; voici les greniers remplis de spectres, et les caves où ces pauvres gens expirent; voici les rues couvertes d'une lèpre vivante de misère et de débauche, fange morale et physique, traversée et sillonnée par des

équipages splendides, contraste effroyable et inhumaine insulte à ces souffrances; voici les campagnes, à peine cultivées par d'autres esclaves, plus malheureux cent fois que le serf de la glèbe au moyen âge, car ils n'ont ni pain pour vivre ni habits pour se couvrir. — « Dieu soit loué! l'Angleterre est ruinée; elle meurt sous le poids de son aristocratie! » On pousse un cri de joie, on surveille l'agonie et l'on attend le dernier râle.

Les Anglais ne sont pas les derniers à s'écrier: *Nous sommes perdus!* On est volontiers pessimiste dans le pays du fait et de la pratique, de l'expérience et de la tradition, du chiffre et des documents; — pays où l'on ne croit jamais aux théories, surtout à celles qui permettent tout; — pays où chaque parti, à l'envi l'un de l'autre, ne cesse de crier que tout est fini, que l'Angleterre va mourir, qu'elle se meurt ou plutôt qu'elle est morte.

Le *Morning-Chronicle* donne au public la liste des ouvriers morts de misère pendant les cinq années précédentes; des Sociétés charitables pour l'émigration évoquaient l'aumône publique et on faisait partir pour l'Australie des navires chargés de jeunes lingères sans ouvrage. — « Si nous n'y prenons garde, « dit le *Blackwood's Magazine*, l'Angleterre sera dé- « vorée par ses prolétaires. » — « Vains efforts! s'écrie « Carlyle, le métaphysicien humoriste; voici venir les « jours des calamités sans bornes; voici, continue-t-il

« dans son style étrange, la disruption, la dislocation « double et triple... Je vois un gouvernement qui se « précipite sur des abîmes, qui tombe et se culbute « sur des cataractes de fange, qui s'en va tristement, « lourdement à la dérive, ne sachant où, comme la « carcasse d'un âne mort!... » Et comme si cet étrange lyrisme n'eut pas suffi : « Salut! ajoutait-il, « chaos authentique qui vous emparez de ce monde « lumineux! le genre humain vous accueille par un « *Gloria in excelsis!* »

Ne soyons pas dupe des sombres exagérations du philosophe poëte Carlyle, funèbre avertisseur, semblable aux oiseaux de mer qui annoncent la tempête et l'écueil. Si la tempête ne vient pas, si le vaisseau ne se brise pas sur les rochers, le cri funèbre de l'oiseau prophète n'en est ni moins utile, ni moins poétique. Prêtez l'oreille à cette voix rauque et redoutable, bienfaisante et utile. La prudence le veut, mais « l'An- « gleterre est perdue, crie-t-il sans cesse. Elle a « trouvé le trésor fatal des Eddas et des Niebelungen, « *l'or rouge* qui rend stérile tout ce qui l'approche. »

Autour de Carlyle se groupent, comme les chanteurs autour du chef d'attaque, journalistes, statisticiens, poëtes, dramaturges et pamphlétaires. Les uns apportent des preuves de barbarie atroce, les autres des faits qui signalent une détresse profonde. C'est un chœur universel de terreur et de menaces.

Ils n'ont pas tort.

En 1815 la Grande-Bretagne encore haletante de sa grande lutte contre Napoléon, se mit à poursuivre la conquête industrielle. Son succès fut immense; et comme toute victoire, celle-ci coûta cher. L'aristocratie de sang et de race n'entrait pour rien dans ce mouvement nouveau qui s'opérait au profit de l'aristocratie industrielle et financière. Les résultats furent ceux que M. Mayhew, dans le *Morning-Chronicle*, le spirituel Dickens dans ses derniers ouvrages, Carlyle dans ses dithyrambes en prose ont signalés en les exagérant. Des classes entières ont été sacrifiées ; des misères horribles sont restées sans soulagement; l'indigence a rempli des quartiers de villes opulentes et couvert les campagnes. Ce fut alors que l'aristocratie féodale prit la parole, attaqua l'aristocratie industrielle, provoqua l'enquête, souleva l'indignation, et remplit de plaintes et de tableaux statistiques les colonnes des journaux.

Traduire et réimprimer ces lugubres enquêtes, ces chiffres désolants, ces cruels tableaux de la misère britannique, c'est ne rien prouver. — « Vraiment, peut-« on dire à ceux qui entreprenaient ce travail en « sous-œuvre, il existe déjà, les statisticiens anglais, les « Reviewers, les philosophes et spécialement M. Léon « Faucher ont exécuté la même œuvre avec une impar-« tialité rare, une lucidité supérieure et un remarqua-« ble talent. — Peu importe, j'attaque l'aristocratie, « comme mère des maux de l'Angleterre. — Mais, ré-

« plique-t-on, c'est une erreur; l'industrie et l'exagé-
« ration du commerce ont fait ce dont vous vous plai-
« gnez. — Alors j'attaque l'industrie. — Quoi! ce beau
« développement de la force humaine! la culture, l'ex-
« ploitation, la richesse! Oui, reprend-on, j'en attaque
« le monopole! — Mais c'est la liberté même, c'est la
« concurrence libre! — je ne veux pas de liberté! —
« Quoi! vous libéral! vous reniez la liberté! »

Voilà ce qui m'effraie, c'est que l'on soit libéral et ennemi de la liberté.

Roturier que je suis, de père en fils, et je m'en tiens fort honoré, j'ai grand peur des gens qui ne veulent pas souffrir la liberté. — La liberté! je sais bien ce que c'est et je l'adore. Je l'ai vue à l'œuvre; c'est le développement énergique de la force humaine; toute grandeur et toute noblesse en émanent. Quant à l'égalité, montrez-la. — Où? Dans le royaume de l'absolu? — Mais où est l'absolu? Il se cache dans la théorie, dans le songe, dans la chimère, dans ce qui n'est ni terrestre, ni possible, ni palpable, ni humainement vrai, ni désirable. Hélas! il se voile de nuages sanglants et obscurs où l'homme va le chercher, le fer et le feu en main, au nom de l'Inquisition ou de Louis XIV, au nom de Brahma ou de Jean Knox.

C'est là ce qui sépare profondément les esprits faux des esprits exacts et pratiques: — « O France! s'écrie-t-il, adore l'idée. » — Nous disons au contraire: —

« Chère patrie, vois de quelles blessures les hommes de la rhétorique t'accablent : ils te disent qu'il y a quelque chose de plus beau que la liberté, de plus saint, cela n'est pas vrai. » — « O France ! continuent-« ils, il ne te suffit pas d'être raisonnable dans tes ac-« tes ; c'est même un soin médiocrement utile. Adore « une raison idéale et sois folle à ton aise ! » — « O France ! lui dirions-nous, mets la raison pratique dans tes actes et déraisonne si tu le veux dans tes romans ! »

Mais que devient l'absolu ? que devient l'idéal ?

Ah ! l'absolu, qui sourit si vivement aux esprits faux, est ce qui nous épouvante. C'est lui qui a fait la Saint-Barthélemy et la Jacquerie. L'absolu a disparu d'Angleterre en 1868, et depuis cette époque d'organisation modérée, le sang humain y a peu coulé. L'absolu a créé 1793. L'absolu a mis le feu aux bûchers de l'Inquisition. Les anabaptistes prêchaient l'absolu. Ils adoraient l'idée.

L'idée absolue est le contraire du possible ; c'est Dieu condamné, le monde détruit. Ce que rêvent les esprits voués à l'idée, c'est l'humanité anéantie ; ce que cherchent les hommes de cœur et de sens, c'est l'humanité servie. Ce que désirent les prêtres de l'absolu c'est l'impossible, le néant ; ce que veulent les sages, c'est un peu de soulagement et sans cesse plus de soulagement pour les maux de l'humanité.

Il est difficile de s'entendre avec des gens qui s'écrient incessamment :

O théorie! ô idée! ô égalité métaphysique! venez « régner sur le monde! » Et je serais tenté de m'écrier : « O pratique modeste des choses humaines, « et vous, vérité humble et sainte, vérité applicable! « éclairez-nous! — La rhétorique est sublime; nous sommes modestes. Elle croit à l'homme comme à un Dieu; nous pensons que ce dieu a besoin de beaucoup d'aide. Elle lui dit sa force; nous comprenons notre faiblesse.

L'*absolu* déteste la liberté. La liberté n'est jamais absolue; elle est relative; le vieillard n'est pas libre comme le jeune homme; la femme ne l'est pas comme l'homme mûr. Le tombeau, qui éteint toute liberté, est l'absolu même. La mort donne l'égalité par excellence, parce qu'elle donne la négation définitive. Nous ne vivons qu'en développant une somme de liberté proportionnelle à nos forces, inégale aux sommes de liberté qui nous entourent. Toute prétention d'égalité renferme la mort, la détraction, la haine, l'ironie, la négation. Elle y marche par l'envie.

Aussi, quand M. Proud'hon, un des écrivains les plus notables de ce temps-ci, à la fin de ses *Confessions*, évoque l'ironie et la haine, je trouve qu'il a parfaitement raison, et j'admire cet esprit conséquent. — « Sainte ironie, s'écrie-t-il, viens renouveler et égaliser le monde! « — Sous le niveau parfait de l'ironie qui égalise et tue, qui ose secourir le pau-

vre, sauver le pays, cultiver l'étude, aimer ses semblables ? »

L'absolu et la rhétorique nous endorment dans un rêve optimiste. Les esprits pratiques ne se contentent pas à si bon marché. Ils ne trouvent pas que tout soit parfait, et plus ils se plaignent, plus ils améliorent.

Un Polonais d'une grande sagacité, M. Strzelicky, disait des Irlandais qui s'acclimatent aux États-Unis : « Ils ne tardent pas à s'améliorer ; en moins de deux « ans ils deviennent aussi grognons (grumbling) que « des Anglais. » Cette « grognerie, » les tories l'emploient à signaler les fautes des whigs, et les protectionnistes s'en servent contre les amis de Cobden. C'est un concert de gros mots désagréables. La société anglaise sait les entendre sans trop de colère, et ne court pas à ses fusils et à ses torches pour tout incendier quand on lui dit qu'elle est perdue !

L'Anglais se croit déshonoré s'il avoue qu'il est content ; boudeur par nature et par habitude il est désolé d'être satisfait. Les chartistes crient que les aristocrates dévorent l'Angleterre. L'aristocratique *Morning-Chronicle* répète que la Grande-Bretagne succombe sous l'avidité du haut commerce. Les anglicans orthodoxes versent des larmes sur la destruction des principes vitaux de leur Église. Les tories signalent le peu de respect des classes industrielles pour la noblesse. Tout le monde fait sa partie

dans ce concert, jusqu'aux grands financiers du pays : — « Comment, dit M. George Norman, direc-
« teur de la banque d'Angleterre, nous sauverons-
« nous ? Nous avons en pleine activité la lutte de ceux
« qui n'ont pas contre ceux qui possèdent, lutte qui
« n'a pas cessé de se manifester depuis l'institution de
« la propriété. Les souffrances du pauvre augmentent
« d'amertume et de violence ; il voit plus distincte-
« ment que par le passé le bien-être du riche, il le
« compare avec ses privations et ses douleurs ; il se
« persuade que la cause est dans l'égoïsme du pou-
« voir. Cela finira mal. »

M. Norman a raison ; cela peut très-mal finir. Oui, la classe pauvre est nombreuse en Angleterre et elle est terrible ; l'opulence et l'activité qui l'entourent ne font qu'animer sa rage. Oui, les lingots s'accumulent dans les caves de la banque ; en vain les tables statistiques du commerce anglais attesteront un accroissement de revenu progressif, si l'on n'apaise en les faisant vivre les parias de la société anglaise. Tout État périt par l'excès de son principe.

L'industrie et le commerce, qui, après tout ne font qu'un, sont l'essence même de la nation anglaise. Là est le danger. « Je vois des récifs devant nous, » disait récemment à la Chambre des communes un des hommes les plus sagaces du pays. Du moins les matelots sont sur les vergues, l'équipage est à son poste. Le commandant donne des ordres ; le porte-voix retentit.

On s'est engagé dans une passe dangereuse, cela est vrai. Des hommes y périront; qui peut en douter? Inventez donc une force sans accidents, une machine sans dangers, une voile qui ne doive jamais renverser le navire!

O profonde ignorance des lois du monde! Quoi! tant de grandeur et pas une victime! Un tel combat et pas de désastre! Dans cette marche pressée que de blessés et de morts; plus une armée avance, plus elle laisse de gens en route. On écrase le voisin et on le foule aux pieds: *Dura lex; sed lex!*

Ce n'est pas l'aristocratie anglaise qu'il faut accuser des malheurs de la conquête opérée par l'industrie. Les classes moyennes de la Grande-Bretagne sont plus coupables encore que son aristocratie; elles ont le sentiment de la propriété et de la famille au plus haut degré, et elles en abusent; dès que l'on veut toucher à leur arche, elles crient. Elles ont peut-être trop de bien-être pour avoir beaucoup de charité; elles se casernent dans leur égoïsme; un coup de tonnerre pourrait les en faire sortir.

Savez-vous qui les éveille?

Ce sont les nobles. Pendant que les gens de labeur grondent en bas, les aristocrates grondent en haut.

Tout le monde gronde, et c'est le salut général. cette mauvaise humeur universelle.

Partout on cherche les remèdes indispensables; ils sont difficiles à trouver, mais le mal est connu. Les

chartistes extrêmes ne sont pas ceux qui poussent le plus loin l'enquête ; ce sont les tories. Dans de gros volumes, dans des journaux importants, ils nous apprennent combien de jeunes filles la misère jette à la débauche ; combien de bouches sont affamées ; combien de mères tuent leurs enfants faute de pouvoir les nourrir ; combien de misérables tombent de froid et meurent dans des caves infectes et dans la boue putride. Hélas ! tout cela n'est que trop vrai : «—Prenez garde, dira le philosophe aux Anglais, prenez « bien garde à l'esprit rétréci de vos classes moyennes[1]. « Leur bien-être fait envie aux malheureux qui augmentent en nombre. Prenez garde aussi à vos manufactures. Comment alimenterez-vous de produits « un monde qui va bientôt apprendre à se passer de « vous ? Revenez à l'agriculture, changez de tactique, « carguez vos voiles, attendez le moment favorable, « pas une minute d'inattention ; ensuite vous prendrez le vent, il a changé. » Voilà ce que l'Angleterre, éclairée et avertie, essaie de faire. Elle sait bien qu'elle ne périra point par son aristocratie, si elle doit périr, mais par l'œuvre d'industrie immense et de commerce gigantesque à laquelle elle s'est condamnée. Sa tâche est sans proportion avec sa force. Il lui faut martingaler sans cesse.

(1) Je ne puis m'empêcher de noter en passant que ces conseils donnés à l'Angleterre et publiés par moi dans le *Journal des Débats*, s'adressaient à la France autant au moins qu'à l'Angleterre. Il y avait quelque courage à le dire et il est triste de penser que cette audace fut stérile.

Elle y a réussi depuis deux siècles; y réussira-t-elle toujours? Rome n'y est point parvenue; l'Espagne s'y est brisée.

Quant à l'Angleterre, en a-t-elle encore pour longtemps? Cela dépend d'elle-même; c'est à elle de se gouverner et d'éviter les récifs, pesamment chargée comme elle l'est, et allant à toutes voiles. Jusqu'ici, dans un tel péril, ses précautions prévoyantes, son active sagacité, sa vigilance pratique sont une grande leçon : il est impossible de soutenir avec plus d'habileté une vie sociale plus factice et un tour de force plus périlleux.

HISTOIRE PITTORESQUE

DE L'ANGLETERRE

HISTOIRE PITTORESQUE

DE L'ANGLETERRE

La nation anglaise, dont le caractère est tout d'une pièce, est plus encore que la nôtre le produit de races et d'habitudes. Bretons, Pictes, Saxons, Danois, Normands, nations diverses ou ennemies, fondues et réunies, pour ainsi dire, au feu des guerres civiles et des guerres étrangères, ont fini par composer l'étrange et grande nation qui, depuis le commencement du dix-huitième siècle, a exercé une influence si haute sur les destinées de l'Europe.

L'Angleterre se compose de deux îles, dont la première comprend l'Angleterre primitive et l'Écosse ; la seconde forme le royaume de l'Irlande.

La première de ces deux îles était appelée par les Romains *Albion et Bretagne*. Le pays ne prit qu'en 810 le nom d'Angleterre, en vertu d'un édit du roi Egbert,

qui voulut immortaliser ainsi la nation des Angles à laquelle il appartenait. Dans la suite, Ethelrade II prit le titre de roi de la Grande-Bretagne, par opposition à l'Irlande, nommée par les Romains *Petite-Bretagne* ou Bretagne Armorique, province occidentale de France où les Bretons, chassés de leur pays par les Angles et les Saxons, s'établirent vers le milieu du sixième siècle, avec la permission des rois enfants de Clovis.

L'histoire d'Angleterre, comme celle de tous les pays, est vague d'abord et profondément obscure. Cette contrée, soumise après les Gaules par les Romains, était aussi moins importante à leurs yeux; et sauf les beaux Commentaires de César et les quelques pages du Tacite sur Agricola, on n'a rien à citer qui éclaire ses sombres origines.

César commença la conquête de l'île d'Albion, peuple celtique, branche détachée sans doute du tronc gaulois. Agricola acheva de les soumettre, et fit fleurir sur leur terre la civilisation romaine. Au cinquième siècle, l'empire ouvert de toute part abandonna la Grande-Bretagne, qui tomba au pouvoir des Pictes et des Calédoniens. Ces derniers se défendirent mal contre de nouveaux agresseurs.

Divisés déjà par l'hérésie de Pélague, qui les avait gagnés presque avant la foi à Jésus-Christ, les vainqueurs ne surent pas s'unir contre les Saxons, qui sous la conduite d'Hengest et de Horsa, les chassèrent

sans efforts et assujettirent encore les Bretons, restés ça et là en état de révolte. Ceux-ci ne purent souffrir le nouveau joug et se retirèrent dans l'Armorique. Arrivèrent les Angles, que tous les beaux fruits d'Hartur, cet astre des romains du moyen âge, n'empêchèrent point de se fixer sur divers points. Alors se forma l'heptarchie ou le partage de l'île en sept royaumes, époque remuante et de peu d'intérêt, toute de liens définissables entre les événements. Egbert prince de la race d'Issaep, tarque du Wessex, avait vu la cour de Charlemagne: il en rapporta le sentiment de la grandeur. Il réunit les sept états sous sa main et sous le nom d'Angleterre.

L'extinction de l'heptarchie n'avait pas sauvé le pays. Au neuvième siècle, les Danois et d'autres *hommes du Nord* descendirent en France et en Angleterre. Battus souvent, toujours âpres au pillage, ils désolèrent longtemps les côtes.

Alfred le Grand vainquit huit fois ces brigrands et leur accorda pourtant généreusement des terres. Les barbares ne lui en surent aucun gré; ils attirèrent d'autres hordes et tombèrent sur Alfred, qui, abandonné des siens, fut réduit à se cacher pour un temps et à vivre chez un pâtre du travail de ses mains. Alfred était aussi sage que brave; il attendit, reprit le dessus, et poursuivit sans trouble un règne comparable à celui de Charlemagne. Les soins d'Alfred s'étendaient à tout; il avait des vues de police, d'agri-

culture, de commerce et d'art militaire; mais, comme Charlemagne, il mettait au-dessus de toute science, celle du christianisme. Alfred mourut à cinquante-deux ans, laissant un nom sans tache comme celui de Louis IX.

(De l'an 900 à 1065.) L'Église avait affermi son pouvoir, et le grand mouvement de l'invasion barbare cédait peu à peu à un esprit de paix évangélique. Mais le sang germain se faisait encore trop reconnaître. Alfred mort, aucune main royale n'était faite pour gouverner ce flot terrible. Ses successeurs ne purent maintenir ses institutions, conçues toutes dans l'intérêt de l'ordre et du bien-être. L'unité étonnante qui en formait le caractère alla bientôt s'effaçant sous l'empreinte des mœurs barbares. Les Danois surtout y portaient atteinte. Ce peuple féroce et sauvage, même après une habitude déjà longue d'agriculture et de propriété, revenait toujours à ses goûts de sang et de désolation.

Toutefois le désordre politique était compensé par l'institution religieuse introduite par saint Benoît. Alors paraît le moine saint Dunstan, homme puissant en œuvres, en paroles, qui, au milieu des maux effroyables de son pays, soutient et élève paisiblement le pouvoir évangélique, et règne plus véritablement sous plusieurs princes, que ceux-ci par leur sceptre terrestre. Saint Dunstan est une des plus importantes figures historiques de l'Angleterre au moyen âge.

La couronne passait souvent de l'héritier naturel au chef conquérant, des enfants de celui-ci à la race de celui-là, et l'Angleterre donnait toujours beau jeu à de nouveaux envahissements. Édouard, prince dépossédé après la mort du roi Edmond II, son père, avait cherché un refuge en Normandie. Rétabli dans ses droits par le vœu des Anglais, il avait gardé un noble souvenir d'hospitalité. Il attira des normands à sa cour et les traita avec une faveur dont ses sujets s'offensèrent. Mais ceux-ci ne purent rien contre ses vues secrètes. Édouard ayant fait vœu de chasteté, chercha un successeur hors de sa maison, et donna des espérances à Guillaume le Bâtard, duc de Normandie. Édouard avait l'esprit élevé et le cœur droit ; malgré l'injustice et la révolte des Anglais, il méditait des lois sages et généreuses qui n'ont point démenti son titre de *saint* et de *confesseur*.

Harold, fils du duc Godwin, Danois, avait pénétré le concert d'Édouard et de Guillaume ; il déjoua un moment ce projet, et après avoir flatté les Anglais dans leur haine contre les Normands, il monta assez facilement sur le trône, à la mort d'Édouard. Mais Guillaume n'avait rien oublié; après s'être mis en règle avec le pape et avoir rangé l'empereur à *son avis,* au milieu des divisions de la France, qui ne pouvait pas le gêner, il jeta soixante mille hommes dans trois mille barques, et fit ramer droit devant lui. La bataille d'Hastings fixa le sort de l'Angleterre, et la conquête

normande fut aussi durable qu'elle avait été précipitée.

(De l'an 1066 à 1135.) Guillaume garda toutefois quelques mesures avec les Anglais. Ceux-ci ne le craignirent plus, et se soulevèrent pendant un voyage qu'il fit en Normandie. Guillaume revint les écraser, ainsi que leurs alliés d'Écosse et de Danemarck. Il prit les fermes des Seigneurs anglais et les donna aux Normands, les investissant de sept cent grands fiefs qui relevaient de la couronne, et leur soumettant plus de soixante mille arrière-fiefs , dont quelques-uns furent laissés à des tianes anglais. Guillaume en usa bien avec le clergé, mais il assujettit les terres de l'Église au régime féodal, et se rattacha de son mieux à ce vaste corps, à la fois mobile et fixe, qui devait obéir à la royauté comme à son âme. Guillaume maintint ses droits, ou ses prétentions, contre Grégoire VII, qui venait de déposer l'empereur d'Allemagne, et d'ouvrir partout un champ au pouvoir universel de Rome. Ce mélange de royauté et de féodalité était un état violent, et les Normands eux-mêmes à l'exemple des Anglais se révoltèrent plus d'une fois. Guillaume, plus fort et plus habile que ses ennemis, eut encore raison de son fils Robert, qui voulait, avant la mort de son père, jouir de la Normandie, son partage à venir. Guillaume mourut, laissant à l'Angleterre la forme la plus puissante qu'elle eût eue jusque-là.

Guillaume II, son fils aîné, auquel il laissait la cou-

ronne, ne la prit pourtant que de vive force. Il eut à combattre son frère Robert, duc de Normandie, qui employa mieux ensuite sa bravoure et ses hauts désirs. Il se leva comme toute la chrétienté, quand les croisades commencèrent, et engagea son apanage au roi d'Angleterre pour subvenir aux frais de cette noble entreprise.

Pendant son absence, Guillaume II mourut, et la couronne, qui revenait à Robert, second fils de Guillaume Ier, lui fut enlevée par Henri, son puîné, qui, plus tard, lui prit encore la Normandie, et le tint en prison jusqu'à sa mort. Mathilde, fille de Henri, avait épousé Geoffroi Plantagenet, comte d'Anjou. Elle prit et perdit plusieurs fois le pouvoir après la mort de son père. Henri, sont fils sut fixer les destinées de sa maison, et les Plantagenets arrivèrent à la succession de la couronne.

(De 1155 à 1377.) Le règne de Henri II fut plein d'agitation et d'éclat. Le prince tint tête au baron, et pour les affranchir une bonne fois, il prit et démentela près de cent cinquante châteaux ; il établit des lois remarquables pour l'époque, et porta sa puissance plus haut que nul prince contemporain. Mais sa lutte contre le clergé fut fatale à l'un et à l'autre. Troublé dans son despotisme universel par Thomas Becket, archevêque de Cantorbéry, qui défendait les droits de la république Chrétienne, il s'emporta jusqu'à témoigner le vœu d'être délivré de lui ; il eut le malheur

d'être obéi comme s'il l'avait commandé. La vie de Henri ne fut plus qu'une suite de calamités. Il avait donné de grands apanages à ses enfants, qui abusèrent de tout, et se tournèrent contre lui. Henri les vainquit plusieurs fois sans pouvoir les gagner, et mourut du double chagrin que lui causaient leur ingratitude et le souvenir sanglant de l'Archevêque de Cantorbéry.

C'est pendant son règne que la chevalerie Anglaise fit la conquête de l'Irlande.

Richard Cœur de Lion, son fils, ne méritait le trône ni par ses révoltes contre son père, ni par les excès auquels il s'abandonna. Toutefois la violence et les désordres n'étaient pas ses seules passions. Il avait le goût des hautes aventures, et son nom est demeuré l'expression militaire des croisades. Il marcha en Asie avec Philippe-Auguste, y releva l'honneur des armes chrétiennes, et après un retour traversé et malheureux, vint mourir devant un château du Limousin.

Jean sans Terre, son frère, succéda à ses torts et non à sa grandeur. Il se fit partout des ennemis, et s'il échappa tantôt aux uns, tantôt aux autres, ce fut à force de ruse et de lâcheté. Après avoir bravé sans réflexion le plus puissant de tout, le pouvoir ecclésiastique, il dut céder sur tous les points, pour faire lever l'interdit jeté sur ses États par Innocent III. Mais l'autorité royale, dégagée de ce lien, en garda l'empreinte, et les barons et les évêques, las de la tyrannie de Jean, lui arrachèrent la *Grande charte*, origine toujours

citée des libertés anglaises, qui leur garantissait quelques droits, et bornait l'action du monarque. Le reste de son règne fut rempli de sang et de vicissitudes, qui firent de sa mort un jour de fête pour l'Angleterre.

Henri III, fils aîné de Jean, se trouvait sous la tutelle de Pembroke, homme énergique, qui fit respecter son pupille. Mais Henri arrivé aux affaires ne sut pas se maintenir. Il fut faible, injuste, servile et arrogant. Il viola en mille points la *Grande charte*. Les barons n'en firent pas moins, mais leur audace fut plus conséquente. Simon de Montfort, avec eux, se mit au-dessus du roi comme de la loi. Il le battit, et le fit prisonnier, malgré la noble intervention de Saint-Louis. Maître du royaume, Simon étendit les droits des sujets et s'occupa des communes, jusque-là presque entièrement négligées. Tantôt les rois, tantôt les barons, leur faisaient des avances, pour le besoin qu'ils avaient d'elles; mais une fois le profit obtenu, ils les écartaient volontiers, et ne consacraient pas légalement les vœux qu'ils leur laissaient concevoir. Simon fit pour elles un acte de la plus haute importance, il admit au *conseil commun* du royaume, jusque-là composé des seuls évêques et barons (et qui prit dès lors le nom de *Parlement*), deux chevaliers choisis dans chaque comté, et des députés envoyés par les villes et bourgs. Ainsi fut créée la *Chambre des Communes*. Simon n'était pas toujours aussi sage. A part

ses fantaisies d'équité générale, il était dur et accablant pour la nation. Les barons, qu'il gênait, se soulevèrent, Glocester en tête; le prince Édouard s'échappa de sa prison, et attaqua Simon, qui perdit la bataille et la vie. Mais Édouard crut trop tôt à la paix publique; il se croisa pour la délivrance de Saint-Louis; le désordre recommença pendant son absence, et s'accrut encore par la mort du roi.

Édouard s'était signalé en Orient, et le génie militaire avait développé chez lui la raison politique. Son règne fut une longue suite d'efforts et de succès, où les grandes vues éclataient comme l'audace et la promptitude. A la cruauté près, ce prince méritait le respect de l'histoire. Il fut fort et prudent dans toutes les épreuves, et résista avec autant d'audace que de fermeté au pape Boniface VIII, que Philippe le Bel tenait aussi en échec. Il contint la noblesse, le clergé et la nation en les opposant tranquillement les uns aux autres. Édouard conquit le pays de Galles, demeuré presque étranger à l'Angleterre, excepté le cas de rébellion contre le souverain. Il se défit des *bardes*, dont les chants nourrissaient l'indépendance des Gallois. Depuis cette époque, le titre de prince de Galles appartient au fils aîné des rois. Édouard, pris pour arbitre par les compétiteurs de la couronne d'Écosse, Bruce et Baliol, se fit le suzerain de ce dernier en l'appuyant de sa voix. Baliol se révolta, fut vaincu avec l'Écosse. Le grand Wallon eut l'honneur de sou-

lever d'autres insurrections, puis tomba par trahison au pouvoir d'Édouard qui le fit pendre. Édouard se mêlait à tous les soins administratifs. Il fut honoré du nom de *Justicier anglais*, pour avoir rassemblé régulièrement le corps représentatif, assuré le cours du pouvoir judiciaire, et rédigé une foule de lois importantes. Il décréta le premier que toute taxe serait contrôlée par le parlement ; c'est de là que les publicistes anglais datent le droit parlementaire du vote de l'impôt. Il favorisa les communes, dont les subsides étaient la condition de ses dessins militaires, et établit les juges de paix, dans l'intérêt de tous.

Édouard II ne soutint pas l'œuvre de son père. A son couronnement, les grands leur firent consacrer leurs droits, sans paraître se soucier des siens. Il eut à jurer de souscrire aux lois et statuts que ferait le parlement. Les communes levèrent la tête, et joignirent des pétitions aux bills de subsides ; l'autorité royale commença de s'enlacer de ces liens qui la couvrent aujourd'hui. Ce règne fut désolant pour l'Angleterre. Édouard, plongé dans la débauche, abandonnait tout à son favori, Gaveston, qui se fit maudire avec son maître. Tandis que l'Écosse se soulevait, sans réveiller l'honneur d'Édouard, l'Angleterre éclatait avec plus de fureur encore, et la révolte y avait pour chefs la reine elle-même, Isabelle de France, et le comte de Lancastre, premier prince du sang. Le roi eut le dessous, et fit de grands serments, entre

autres celui de chasser Gaveston. Mais il mentit de tout point, et Gaveston paya de sa vie les parjures de son maître. Édouard battu encore en Écosse n'en fut pas moins imprudent: il prit un nouveau favori, et les barons se révoltèrent encore une fois. Il les vainquit enfin, et Lancastre leur chef périt condamné par une cour martiale. La reine était alors en France, auprès de Charles le Bel; elle reparut avec Mortimer, son amant, souleva tout contre le roi, et le fit déposer; Édouard allait se relever, grâce à la pitié nationale, quand une mort violente et cruelle le prévint.

Édouard III était mineur. Il se forma un conseil de régence, dont Mortimer eut la direction. A dix-huit ans Édouard s'affranchit; le Parlement fit pendre l'infâme Mortimer, et la reine-mère; Isabelle fut enfermée. Édouard voulut soumettre l'Écosse toujours révoltée; il ne fit que la vaincre. Édouard se tourna vers la France, dont il demandait la couronne, comme neveu de Charles le Bel. Il s'allia aux Flamands contre Philippe de Valois, et prit le titre de roi de France. Guidé par Robert d'Artois même, prince du sang français; secondé par son fils, le prince de Galles, ou prince Noir, ainsi nommé par la couleur de son armure, il vainquit Philippe à Crécy, et prit Calais. Sous le roi Jean, Édouard fit en France une nouvelle descente, appuyé cette fois par Charles le Mauvais, traître encore à son pays. Le prince Noir battit Jean à Poitiers, et le fit prisonnier. Jean avait signé à

Londres un traité où il sanctionnait la possession anglaise de quelques provinces de France : les états ne voulurent point y souscrire. Édouard rentre en France, dévaste tout et vient bloquer Paris ; mais ne se voyant pas roi de France, il signe le traité de Brétigny, où il renonçait à ce titre et gardait les provinces anciennement conquises, avec la promesse d'une rançon de quarante millions. L'un des fils de Jean était parmi les ôtages qui répondaient du traité : il s'échappa et le roi retourna mourir à Londres, sans avoir pu tout payer. Édouard mourut bientôt, mais après le prince de Galles, dont le fils, Richard II, monta sur le trône. Les frais de guerre d'Édouard, supportés par les communes, et tout ce que représentait le parlement, étendirent les droits de celui-ci, en mettant souvent sa bonne volonté à l'épreuve. L'assemblée alla jusqu'à vouloir et obtenir que les ministres rendissent compte de leur gestion. Malgré bien des actes de despotisme inhérents pour ainsi dire à la rude et sauvage nature de la nouvelle race dominatrice en Angleterre et en Europe, les libertés diverses naissaient coup sur coup, et le pouvoir de les suspendre n'était pas le pouvoir de les anéantir

(De 1377 à 1461.) Pendant la minorité du roi, ses oncles, les ducs de Lancastre, d'Yorck et de Glocester, nourrissaient des pensées suspectes. Lancastre dirigeait les affaires qui devenaient embarrassantes. Wiclef prêchait alors la démocratie : cent mille

paysans mirent Londres au pillage, et marchèrent sur le palais, où le roi, par sa douceur et sa fermeté d'enfant les désarma tout à coup. La cour se ravisa et fit justice des révoltés. Mais Richard se montra au-dessous de lui-même : il se livra à des favoris. Glocester, deux fois révolté contre lui, fut mis à mort avant jugement. Après la mort de Lancastre, Richard, qui avait voulu dépouiller son fils Henri, fut attaqué par le parti de sa victime, dirigé bientôt par le duc d'Yorck. Il fut déposé et assassiné. Le jeune Lancastre prit la couronne sous le nom de Henri IV, quoiqu'elle ne lui appartînt pas. Il sut au reste la défendre contre les mécontents. Percy, comte de Northumberland, perdit contre lui la bataille de Shrewsbury. L'archevêque d'Yorck fut jugé et mis à mort. Henri fit condamner au feu les *Lollards* (insurgés permanents) qui étaient encore des wicléfistes, et contint fermement tous les ennemis du pouvoir. Il parut toutefois céder du terrain au parlement, qui de jour en jour voyait plus loin et voulait d'avantage. Mais quand la chambre basse, triomphante de quelques petits succès, prétendit régler l'emploi des revenus du clergé, Henri se retrouva fort et prudent ; il soutint les priviléges ecclésiastiques en homme qui prévoyait, au milieu des passions naissantes de la réforme, le danger d'une première exigence satisfaite.

Henri V, son fils, avait passé sa jeunesse dans la dissipation et les excès. Il changea en même temps de

condition et d'humeur. Il commença par vaincre et abattre sans retour les *Lollards*. Le clergé, qui eût tout perdu si les *Lollards* l'eussent emporté, seconda le roi d'abord, puis lui céda, par prudence ou par reconnaissance, une partie de ses biens. Henri assura partout la paix intérieure, autant qu'on le pouvait alors. Mais, pour plus de succès, il suivit le conseil d'Henri IV, qui lui avait dit en mourant d'occuper les anglais au dehors pour avoir la paix au dedans. La France déchirée par la guerre civile offrait un beau champ au roi d'Angleterre. Henri, cherchant la guerre et voulant colorer ses desseins, fit des demandes outrées, pacifiques en apparence, mais dont le rejet nécessaire amenait un appel aux armes. Il voulait pour femme la fille de Charles VI, et en pleine souveraineté les provinces confisquées par Philippe-Auguste. La France refusa la moitié de celle-ci, et Henri prépara tout pour son expédition ; mais ce ne fut pas sans avoir assuré sa retraite. Il pénétra une conspiration formée contre lui, et fit exécuter un fils du duc d'Yorck. Puis il s'embarqua pour la Normandie, et prit Harfleur. La famine vint arrêter ses progrès, et il songea à ramener son armée presque anéantie. A la bataille d'Azincourt, qu'il devait perdre, selon toute apparence, son sang-froid et ses sages mesures le sauvèrent, et la fougue française ne put rien contre lui. Henri, vainqueur, n'avait pas d'argent pour soutenir ses avantages. Il sortit de France après une

trêve forcée. Au bout de deux ans, il y reparut aussi fièrement que si la bataille d'Azincourt eût daté de la veille. Il joua et confondit les Armagnacs et les Bourguignons, qui l'appelaient tour à tour. Il prit Rouen, Pontoise, Gisors, et par un traité conclu à Troyes, se fit reconnaître héritier de la couronne. Après être entré comme roi de France à Paris, il épousa Catherine de France, et reçut le serment des états généraux et du parlement. Mais l'argent lui manquait toujours : il alla lever des subsides en Angleterre, et y mourut au milieu de ces soins. Par ses dernières volontés, ses frères, le duc de Bedford et le duc de Glocester, devinrent le premier régent de France, et le second régent d'Angleterre. Le parlement voulut dominer alors, et ce fut dans cet espoir qu'il dicta quelques mesures, dont la principale donnait au duc de Bedford la régence d'Angleterre, et la direction du roi-enfant, Henri VI, à l'évêque de Winchester. Bedford, maître du parlement, eut de quoi subvenir à de nouvelles campagnes, et se remontra en France, où il gagna la bataille de Verneuil, en Normandie, et réduisit Charles VII à n'être plus roi que d'une ou deux provinces dont les Anglais affectaient de ne tenir aucun compte. Mais les Bourguignons, qui avaient été moins Français que les Anglais même dans cette spoliation graduelle de la royauté légitime, commençèrent à se brouiller avec leurs amis d'outre-mer. Le duc de Bretagne revint à Charles. Le bâtard Dunois releva le

courage des troupes, et tailla les Anglais en pièces, à Montargis. Le progrès des armes de Charles fut aussi constant qu'il avait été imprévu. Enfin parut Jeanne d'Arc, jeune fille inspirée par de hautes idées que la France savait alors accueillir et comprendre. Jeanne d'Arc porta le coup mortel en France à la puissance anglaise. Bedford eût beau la faire juger et brûler après avoir pris tout le soin possible pour la calomnier, elle grandit par son supplice dans la mémoire publique, et sa justice sembla poursuivre après sa mort les lâches ennemis auxquels sa charité avait pardonné en expirant.

Les Anglais enfin chassés de France par Charles VII, se trouvèrent, à leur tour, en proie à la guerre civile, qu'ils avaient si longtemps soufflée sur une terre rivale. Glocester avait succédé à la régence du duc de Bedford. Il était plus violent qu'adroit, et, contrairement à ses vues, l'évêque de Winchester et Suffolk marièrent Henri VI, prince sans mérite et sans volonté, à Marguerite, fille de Réné d'Anjou-Sicile, femme d'une humeur virile et dominatrice. Marguerite commença par faire accuser et mettre à mort le duc de Glocester. Mais elle eut sur les bras un ennemi plus redoutable, le duc d'Yorck, dont le père avait été décapité en 1415. Premier prince du sang, et tenant à la branche aînée, ce prince, appuyé par le comte de Warwick, abattit Suffolk, que la cour bannit pour le lui soustraire, et qui n'échappa point au

poignard de ses ennemis. Le duc d'Yorck hésitait à montrer toutes ses espérances. Il s'y décida par degrés, se fiant aux communes, et somma la cour, les armes à la main, de chasser le premier ministre, Sommerset. Il prit, en paraissant encore le demander, le titre de protecteur du royaume. La cour, animée par Marguerite, opposa une armée au duc d'Yorck, qui gagna contre elle la bataille de Saint-Albans, et y fit le roi prisonnier. Marguerite ne fléchit pas encore, elle releva même un moment la fortune d'Henri VI, et lui rendit la couronne, en faisant une paix suspecte avec les yorckistes, dont elle était la terreur.

La guerre éclata bientôt avec une nouvelle fureur. La maison de Lancastre, qui régnait alors, avait choisi pour signe la rose rouge, et les Yorkistes se reconnaissaient à la rose blanche. Les yorkistes gagnèrent deux batailles, et le roi fut fait prisonnier dans la seconde par Warwick. Le parlement eut à juger des titres d'Yorck à la couronne; il reconnut son droit d'aînesse et lui remit le pouvoir, en laissant la couronne à Henri, par respect pour la longue possession. Marguerite, réfugiée en Écosse, ne put souffrir cet arrangement. Elle reparut en Angleterre avec une armée et vint combattre et vaincre le duc d'Yorck à Wackefield, où il perdit la vie. Marguerite courut de là sur Warwick, qu'elle battit près de Saint-Albans et dégagea Henri VI. Mais le nouveau duc

d'Yorck, Édouard, eut des succès contre le parti de Lancastre. Il s'empara de Londres, et, après avoir réuni son armée dans une plaine voisine, il fit convoquer le peuple, auquel Warwick laissa le choix entre Henri de Lancastre et Édouard d'Yorck. La réponse fut favorable pour Édouard, et se trouva consacrée par une assemblée de prélats, de seigneurs et de bourgeois.

(De 1461 à 1483.) Édouard IV, à peine monté sur le trône, faillit en être précipité par l'infatigable Marguerite. Ce ne fut pas trop de Warwick et de lui pour la vaincre à Towton, où l'on ne fit pas de prisonniers. Marguerite remua encore, et, sur la promesse qu'elle fit de livrer Calais, elle obtint de Louis XI une ombre d'armée qui fut dissipée sur le champ. La reine s'échappa par miracle; mais Henri découvert, fut conduit à la Tour, lié sous le ventre d'un cheval et livré aux insultes de la populace.

Édouard avait paru mériter jusque-là sa fortune. Il joignait à la grâce et à la majesté du maintien une valeur brillante et s'était concilié facilement bien des cœurs. A peine fut-il sûr de l'Angleterre, que ses passions éclatèrent avec violence. Le sang et les excès remplirent tous ses moments. L'ingratitude lui fit plus de mal encore. Warwick, son éternel appui, fut cruellement offensé, et, se croyant délié par le fait, excita contre Édouard un soulèvement terrible, auquel il sut mêler jusqu'au frère du roi, le duc de Clarence. Il traita avec Louis XI, se rapprocha de Marguerite

d'Anjou, fit Édouard prisonnier dans une bataille et replaça Henri sur le trône. Mais Édouard passa en France; grâce aux secours d'hommes et d'argent de Charles le Téméraire, il reparut formidable en Angleterre. Le duc de Clarence se déclara pour lui et fut imité par une partie du peuple. Warwick fut vaincu et tué à Barnet. Marguerite fut prise à Tewbsbury avec son fils, qui fut assassiné, ainsi que Henri son père. On imputa le meutre au duc de Glocester, frère du roi, si tristement connu plus tard sous le nom de Richard III. Marguerite fut rachetée par Louis XI et mourut obscure près de Saumur. Telle fut la fin de la guerre des Deux Roses, qui coûta la vie à 1,100,000 hommes et à quatre-vingts prince du sang, sans avoir avancé d'un jour la grandeur et le bien-être du royaume.

Édouard reprit le cours de ses infamies; il irrita la nation tout entière et Clarence fit encore signe de servir les mutins. Édouard le livra au parlement, dont il disposait à son gré. Clarence fut condamné à mort: Édouard le suivit d'assez près et témoigna quelque repentir en mourant, sans en laisser une mémoire plus respectée.

Le roi laissait un fils très-jeune, Édouard V, sous la tutelle du terrible Glocester. Glocester avait le goût de tous les crimes et une bravoure presque aussi étonnante que sa férocité. Son affreuse laideur semblait expliquer son affreuse méchanceté. Mais il

semble que la ruse et l'audace dominaient encore sa scélératesse. Au fort des troubles de la minorité, il réunit lentement toutes choses sous sa main. Il eut raison de la reine mère et de ses deux fils, qu'il donna pour bâtards. Il n'épargna aucune tête indocile, ni même Jane Phore, aimée par Édouard IV, et il fit mourir le jeune roi et son frère. Tout cela fut l'affaire de deux mois, durant lesquels personne n'eut le temps de se reconnaître. Le peuple se tut et frémit, mais le parlement approuva.

Richard n'avait pas tout prévu. Ingrat et fourbe, il compta sur la reconnaissance et la foi de Buckingham, instrument de ses crimes, et en fut mal payé. Ce dernier chercha un ennemi redoutable à Richard et le trouva dans Henri Tudor, comte de Richemond, issu, par sa mère, de la branche de Lancastre. Tudor, voulant réunir les deux Roses, essaya d'épouser une fille d'Édouard IV. Buckingham ne vit pas la fin de l'entreprise. Richard sut tout et le fit mettre à mort. Mais Tudor ne se troubla point. Il réunit en Bretagne 4,000 Français que lui donnait Charles VIII et fit voile pour l'Angleterre. Richard feignait de ne pas l'y attendre; il lui fallut bientôt reconnaître sa présence. Il marcha contre lui, l'atteignit à Bosworth et perdit la bataille et la vie, après des prodiges de valeur. Avec Richard s'éteignit la maison des Plantagenets, qui avait produit des rois d'une trempe si extraordinaire.

(De 1485 à 1509.) Henri VII ne craignit plus de

compétiteurs, mais les prétendants ridicules naissent des guerres sérieuses de légitimité. Le feu duc de Clarence avait laissé un fils, le jeune Warwick, que Henri montant sur le trône avait fait mettre à la Tour. Le fils d'un boulanger, nommé Simnel, dressé à représenter le jeune Warwick, se mit à la tête d'un parti d'yorckistes, éternels ennemis des Lancastres et prit la couronne en Irlande. Le vrai Warwick montré au peuple ne put le détromper et il fallut prendre d'autres mesures contre Simnel. La guerre semblait s'annoncer terrible, par l'adjonction d'un parent des Yorcks au prétendant. Mais Simnel ayant été pris à Stoke, Henri trouva une façon bizarre de se venger de lui. Au lieu de l'envoyer à la mort, il le fit recevoir dans ses cuisines en qualité de marmiton. Perkin, autre imposteur, s'éleva presque aussitôt et n'omit rien pour finir plus noblement sa tâche. Excité par la duchesse douairière de Bourgogne, il contrefit le duc d'Yorck, frère puîné d'Édouard V et assassiné comme lui. Henri fit connaître à tous l'imposture; mais Perkin n'en prit point souci. Il parut avec six cents hommes dans le comté de Rent. Battu, réfugié en Écosse, il revint inutilement à la charge. Il fut obligé de se rendre, et Henri le mit à la Tour, où on le fit mourir. Henri mourut, réconcilié avec l'Écosse, l'ennemie de sa maison, par le mariage de sa fille avec le roi de ce pays. Son fils cadet, depuis Henri VIII, épousa Catherine d'Aragon, déjà veuve de l'aîné,

princesse dont le nom allait se rattacher à l'un des plus menaçants événements de l'histoire d'Angleterre.

Il est temps de nous arrêter un peu et de jeter un regard sur la route intellectuelle que l'Angleterre a parcourue. Nulle sous les Romains, elle commence sous les Saxons et le christianisme un double développement de civilisation qui n'a rien de marqué ni de spécial encore; ses poëtes, ses chroniqueurs se confondent avec les poëtes et les chroniqueurs de la vieille race teutonique, et ne reçoivent un nouveau caractère que de l'influence évangélique alors commune à toute l'Europe qui se convertissait. Cette phase saxonne de l'intelligence britannique n'est pas encore anglaise à proprement parler.

La conquête normande change le langage de la Grande-Bretagne, lui impose les lois, les mœurs et les idées de ses conquérants et amène une ère toute normande. Je me refuserais également à la nommer anglaise. Finesse d'observation, facilité satirique, art de raconter tout ce que possédaient les menestrels normands, s'insinue et pénètre dans la civilisation anglaise; mais la fusion ne s'opère qu'à l'époque où Chancer, homme supérieur, écrit en vers anglais, c'est-à-dire en idiome Anglo-Saxon, altéré par le cours du temps et les locutions normandes, les plus gracieux et les plus piquants récits venus des régions diverses qui aboutissent à l'Angleterre. De là date la littérature britannique; là commence l'Angleterre de

la pensée, de la poésie et du style ; le génie saxon n'a pas perdu sa vigueur et son obstination ; le génie normand y a mêlé sa pénétrante sagacité : quand le tumulte féodal s'apaisera, quand les épées cesseront de se heurter, les grands écrivains naîtront.

(De 1509 à 1558.) Henri VIII commença son règne sous d'heureux auspices. Ce prince trouvait l'Angleterre en paix par la réunion des deux Roses. Il était honoré d'avance par tout ce qu'on attendait de lui, et non-seulement son mérite et ses avantages extérieurs, mais encore les défauts odieux et ridicules de son père, concouraient à relever l'apparence de son début royal. Il aimait les lettres et les arts, il était brave et magnifique, et son zèle pour le catholicisme, alors menacé dans une grande partie de l'Europe, achevait d'en faire un monarque imposant. Un caprice, ridicule tant il fut tardif, effraya cette grandeur et changea les destinées de l'Angleterre. Henri avait été fiancé jeune encore à Catherine d'Aragon, veuve de son frère aîné. Sans être épris de cette princesse, il ne lui reprocha rien pendant dix-huit ans de mariage. A la vérité ce laps de temps fut souvent donné à des prodigalités, à des guerres inutiles et à des actes de despotisme ; mais le nom de Henri demeura brillant et presque respecté. Sa passion subite pour Anne de Boleyn vint changer cet état de choses. Henri voulut obtenir du pape une bulle de divorce contre Catherine d'Aragon et lui donna des prétextes plus

ou moins insignifiants. Clément VII était obligé, comme pape et comme prince, à une extrême prudence ; il connaissait la foi chancelante ou intéressée de François Ier, de Charles-Quint et de la plupart des souverains et leur commune envie d'abaisser le saint-siége. Il ne voulait résister ou céder qu'à propos et dans les limites permises. La brutale demande de Henri VIII vint le troubler profondément. Sa réponse pouvait être tardive et non douteuse, et dans ce long délai, les hommes sages ne virent point l'obscurité du point de doctrine, mais la crainte des maux que le caractère de Henri présageait à l'Église. La reine soutenait ses droits avec la fermeté d'une Espagnole et la douceur d'une chrétienne, et rendait inutiles les ruses et l'opiniâtreté de Wolsey, ministre et favori du roi. Cependant les lenteurs de Rome irritaient la passion de Henri. Il voulait en finir sans l'avis du saint-siége et toutefois conserver quelques apparences catholiques. Par son ordre, Thomas Cranmer, archevêque de Cantorbéry, s'adressa aux universités, dont plusieurs déclarèrent non valable le mariage d'Henri, en s'appuyant d'un passage du Lévitique, cité triomphalement par le roi et qui les confondait avec lui. Le Parlement, inévitable écho des volontés royales, approuva hautement le dédain de Henri pour le jugement de Rome, et bientôt le roi, achevant sa rupture avec le saint-siége, se fit *déclarer protecteur et chef de l'Église d'Angleterre*. Cranmer

avait donné la main à tout; il fut créé primat de l'Église anglaise.

François Ier s'efforça de réconcilier Henri et le pape, avant que le mal déclaré eût pris tout son développement. Mais un courrier envoyé par Henri à Rome arriva deux jours trop tard. Le pape avait fulminé contre Henri la bulle d'excommunication.

Après cette séparation violente, on s'attendait à voir le protestantisme anglais s'avouer lui-même protestantisme, et suivre son cours terrible. Mais Henri ne ressemblait à aucun des chefs protestants, et il eut sur sa secte une influence doctorale qu'ils n'eurent pas sur les leurs. Henri était aussi passionné pour les dogmes catholiques, qu'il était ennemi du souverain pontife.

Henri VIII avait gardé ses dogmes catholiques, comme si l'on eût pu les séparer du reste, et son zèle étrange à les maintenir fut le trait le plus marquant de son règne. Il s'était fait déclarer protecteur de l'Église d'Angleterre, ce qui revenait à la dictature exercée par Luther en Allemagne, et par tous les hérésiarques en tous pays; mais il ne voulait pas entendre parler du protestantisme. Le *libre examen* était odieux à ce prince, comme si lui-même n'eût pas agi en très-libre exterminateur. Sa rupture avec Rome avait réveillé les sectaires, mal réprimés jusque-là, qui s'étaient élevés depuis Wiclef sur plusieurs points du royaume. Henri les traita aussi mal

que des catholiques et en fit brûler trois presque sans forme de procès. Cranmer avait la bassesse de Wolsey, sans posséder comme lui des talents et une sorte de grandeur qui la palliaient un peu ; son inépuisable complaisance équivalait à tout aux yeux du roi. Cranmer se mit gravement au-dessus du pape, ratifia le second mariage de Henri, et fit couronner Anne Boleyn. La cour de Rome, longtemps silencieuse, cassa solennellement ces deux actes. Henri n'en fut que plus empressé à les consacrer, et sa fille Élisabeth, née de la nouvelle reine, reçut le titre de princesse de Galles, en sa qualité d'héritière présomptive de la couronne. Marie, fille de Catherine d'Aragon, fut déclarée illégitime par le Parlement, c'est-à-dire par Henri, qui lui dictait tout.

En secouant le joug de Rome, Henri n'avait pas seulement cédé à un caprice voluptueux. Ce prince aimait la profusion autant que le plaisir, et les dépouilles de l'Église devaient lui plaire plus constamment que le charme d'Anne Boleyn. Les revenus du Saint-Siége, en Angleterre, étaient considérables; Henri s'étant fait pape à son profit, s'attribua les redevances du royaume à la chambre apostolique. Le parlement reconnut à Henri tous les droits qu'il voulut s'arroger, et d'une façon expresse la plénitude de l'autorité spirituelle, genre de souveraineté dont ce prince fut toujours jaloux. Henri ne se contenta point de cette usurpation. Il poussait la manie de déclarer

son pouvoir plus loin que celle d'en faire usage. Il publia, sous toutes les formes, ce qu'il pensait et ce qu'il voulait qu'on pensât de sa mission religieuse. Ce prosélytisme bizarre allait s'étendant chaque jour, et le roi en était déjà à faire effacer le mot de pape des liturgies et des livres de piété, et même à prendre triomphalement ce soin chaque fois qu'il en avait l'occasion. La puérilité du prince-pontife rendait sa haine ridicule sans l'adoucir; et, de la même main qui remplissait cette tâche burlesque, il signait froidement l'arrêt de mort de l'évêque Fisher; homme vénérable, qui avait veillé sur les premières années du roi et de Thomas Morus, qu'une démission généreuse des fonctions de chambellan et une vie de retraite et de discrétion n'avaient pu dérober à la lente et envieuse animosité de Henri. Ses crimes élargissaient la brèche qui séparait Henri du catholicisme, et malgré ses longs efforts pour n'être pas confondu avec les protestants, il se trouva naturellement rapproché d'eux par la force des choses. François Ier, qui lui voulait plus de bien qu'au Saint-Siége, essaya de les réconcilier. Il supposait Henri entraîné seulement, et fait pour revenir à de meilleures pensées; mais le monarque anglais avait eu des instruments, et ne l'avait jamais été. Il s'entendait avec les princes de la ligue de Smalkalde, et comme eux, pensait à s'enrichir des dépouilles de l'Église à laquelle ils ne voulaient, disaient-ils, ôter que les abus. Quelque ra-

pide que fût son agrandissement spirituel, Henri ne pouvait pas s'emparer de tout à la fois. Les monastères, dont il s'exagérait les richesses, excitaient profondément sa convoitise; mais il n'osait ni les envelopper dans une seule proscription, ni même se dispenser de toutes les formes pour en saisir une partie. Il commença par les monastères inférieurs; mais ce ne fut pas sans procès-verbaux calomnieux, sans enquêtes bizarres et honteuses, dont les faits et les conclusions étaient proposés à l'avance. Les agents du roi publiaient que les moines honnêtes, tyrannisés, persécutés par leurs supérieurs, appelaient de tous leurs vœux l'heure de l'affranchissement; et pour les décider à quitter leurs couvents, il fallut employer la violence.

Ce triomphe, douteux pour Henri, fut encore troublé par un autre événement. Anne Boleyn devint suspecte au roi pour des causes mal définies peut-être. Au milieu d'un tournoi dont elle faisait les honneurs, le roi la soupçonne tout à coup de le trahir; il la quitte, convaincu presque aussitôt, et l'usurpatrice des droits de Catherine d'Aragon, traduite en jugement, poussée, pressée sur tous les points, périt sur l'échafaud. Henri, si longtemps épris de cette femme, sembla vouloir remplir le vide que cette terrible affaire avait laissé dans son âme. Il redoubla d'ardeur théologique, et exerça de plus en plus sérieusement la ridicule papauté qu'il s'était arrogée. Il lui plut de ré-

duire les sept sacrements à trois. Il conserva le dogme de la présence réelle; il l'imposa d'une façon particulière, en sanctionnant, par des peines graves, le devoir de communier, de se confesser et d'aller à la messe; et comme ses fantaisies n'excitaient guère que des murmures au milieu d'une nation ébranlée dans sa foi, Henri exécuta hardiment ce qui l'avait inquiété d'abord. Par son ordre, les grands monastères furent supprimés, et leurs biens se trouvèrent à sa discrétion. Au reste, son avidité n'était pas plus honteuse que sa prodigalité n'était ridicule. Une femme lui ayant fait un délicieux poudding, en fut payée par le don d'une abbaye. Ces grotesques incidents n'ôtaient rien au sérieux de la cruauté du roi.

Dans son zèle pour la propagation de sa doctrine, il ne s'en tenait pas à des lois et à des mesures générales, il controversait en personne contre les dissidents, et malheur à qui ne se rendait pas. Un maître d'école de Londres, nommé Lambert, s'était jeté impétueusement dans le protestantisme, et avait été plus conséquent que le roi en rejetant, avec l'autorité de l'Église, une grande partie des dogmes qu'elle a droit d'enseigner. Lambert niait surtout la présence réelle, mystère que le roi défendit jusqu'à sa mort avec un acharnement étrange. Henri convoqua le parlement à Westminster, et argumenta cinq heures contre le maître d'école. Malgré son étalage théologique, Henri ne pouvait rien sur son adversaire ; il es-

saya tout à coup d'une autre sorte de logique : Lambert eut à choisir entre la mort et une rétractation; il ne se rétracta point, et fut exécuté quelques jours après. Cinq anabaptistes eurent le même sort. Dans le bill sanglant des six articles, où Henri réglait une foule de points de dogme ou de discipline, avec la mort pour garantie de succès avec les dissidents, la faculté même de se rétracter leur était interdite. La volupté faisait contraste avec ces terribles caprices, sans y apporter de trève. Henri s'était pris de passion pour Jeanne Seymour, et l'avait aimée plus encore qu'Anne Boleyn. Jeanne mourut après avoir donné à Henri le fils qui lui succéda sous le nom d'Édouard VI. Malgré la violence de ses regrets, le veuvage pesait au roi, et il se mit en quête d'une quatrième femme. Il tenait à la beauté, et Holbein, son peintre favori, lui semblait en être le meilleur juge. Un portrait d'Anne de Clèves, fait par cet artiste, charma Henri VIII, qui ne songea plus qu'à posséder l'original. La princesse était sœur de l'électeur de Saxe, bras droit de Luther, et chef de la ligue protestante. La vue seule de la princesse démentit le pinceau d'Holbein. Mais le roi n'était plus indépendant dans cette affaire. Le renvoi d'Anne de Clèves eût irrité les princes allemands, et Henri, jadis impitoyable pour leurs coreligionnaires, était entré par degrés dans des dispositions plus conciliantes. Toutefois ce mariage ne fit que retarder la consécration du dégoût de Henri. Anne n'avait ni

l'humeur fière, ni la haute foi de Catherine d'Aragon, et la proposition du divorce, faite bientôt par Henri, ne fit éclater en elle aucun sentiment élevé. Moitié par crainte, moitié par indolence, elle se prêta, moyennant une sorte de compensation de fortune et de loisir, au sacrifice de ses prétentions conjugales. A cette occasion, Henri ne manqua point d'unir ses deux plaisirs favoris, la volupté et la cruauté. Thomas Cromwel était vicaire général de l'Église anglaise, au même titre que le roi en était le chef suprême. Il avait préparé le mariage, et se trouvait responsable de la méprise de Henri sur la beauté d'Anne de Clèves. Il fut jugé et mis à mort, et Anne de Clèves se vit répudiée presque sans forme de procès. Catherine Howard remplaça Anne de Clèves, et n'en fut pas quitte à si peu de frais. Henri joignait la jalousie à ses autres passions, et la vertu la plus pure lui faisait ombrage. Catherine Howard devait le redouter à plus forte raison. D'anciennes faiblesses à cacher la mettait en grand péril; mais l'ambition la rassura, et la couronne lui parut belle. Henri sut tout et lui fit trancher la tête; presque tous les parents de Catherine eurent le même sort, pour n'avoir pas révélé sa conduite. Là-dessus, Henri, législateur inépuisable, dicta au parlement une loi qui condamnait à mort : 1° toute reine qui, supposée vierge avant le mariage, serait convaincue de ne l'avoir pas été; 2° quiconque n'avertirait pas le roi des infidélités de

la reine. Deux ans après, il épousa une veuve, Catherine Parr. Henri vieillissait sans perdre son goût pour la prédication et le sang. Il fit et défit des ordonnances sur la lecture de la Bible obligatoire, permise pour tous ou pour quelques-uns. Il écrivit deux manuels bizarres, intitulés l'un l'*Instruction du chrétien*, et l'autre la *Science du chrétien*, d'après lesquelles chacun avait à régler sa croyance et ses habitudes. Puis, pour protéger cette abondance de doctrines, les supplices recommencèrent de plus belle. Le zèle même du roi passa les frontières anglaises. François Ier, son voisin, prince léger et téméraire, ne prenait du catholicisme qu'à son aise, et déplaisait pour le moins autant à Rome qu'à Ausbourg. Mais Henri ne bornait pas sa sollicitude pontificale à une seule nation ; il trouva mauvais que le roi de France ne le fît juge de rien, et lui déclara la guerre par manière de croisade. Les Anglais descendirent sur les côtes de France, et le dénoûment de l'expédition en fut moins ridicule que son principe : Boulogne tomba au pouvoir de l'armée missionnaire.

La vieillesse développait encore dans le roi la passion de l'argent. Jusque-là ce qu'il devait aux uns il le payait avec l'argent des autres, et par la longue et graduelle spoliation de l'Église, et même de ses membres privés, frappés d'amendes et de confiscations sans fin, Henri avait satisfait à ses immenses besoins de faste et de plaisir. Endurci par l'âge et par

le souvenir d'une impunité croissante, il abolit toutes ses dettes par la main du parlement, et pourvut par des mesures inquiétantes aux moyens de contracter de nouvelles obligations. La tyrannie de ce prince se montrait de mille façons, mais jamais plus redoutable que lorsqu'elle prenait de douces formes. Henri trouvait quelques charmes dans le commerce de Catherine Parr, et s'abandonnait avec elle à des discussions théologiques dont il lui cachait le danger. La reine, se croyant libre parce qu'elle se croyait écoutée, laissa entrevoir un jour son penchant pour la réforme, telle que la concevaient les sectaires allemands. Henri dissimula sa colère, et alla faire dresser un acte d'accusation, terminé, comme on pouvait le prévoir, par une sentence de mort. Déjà même les agents de la justice royale s'approchaient de leur victime, et allaient la prendre pour la mener à la Tour. Catherine eut vent de l'affaire, et dans le cours d'un entretien où le roi l'écoutait, comme s'il n'eût pas su ce qui la menaçait, elle feignit des sentiments conformes à ceux de son bourreau présomptif, et témoigna tant d'admiration pour les lumières théologiques du roi, que les exécuteurs de l'arrêt, survenant tout à coup, faillirent avoir le sort qu'ils préparaient à la reine. Les années ne suffisaient point à l'activité cruelle de ce prince, et l'idée de la mort, que tout lui présageait enfin, ne s'accordait point avec son goût d'usurpation divine. Il décréta la peine de mort contre qui annoncerait celle du

roi, et le duc de Norfolk, jugé et condamné pour l'avoir dit malade et sans ressources, aurait été exécuté avec son fils, si l'événement n'eût obtenu grâce pour sa prédiction. Henri mourut, au milieu de la stupeur publique, sans qu'on pût reconnaître l'effet général de cet événement, après trente-sept ans d'un règne qui avait confondu toutes les idées.

Henri laissait trois enfants de différentes femmes. Par son testament il appelait à lui succéder, d'abord Édouard, fils de Jeanne Seymour, très-jeune prince, laissé entre les mains d'une foule de tuteurs. Marie, fille de Catherine d'Aragon; Élisabeth, fille d'Anne Boleyn, déclarées bâtardes d'abord, avaient été légitimées sur la fin de sa vie. Le testament de Henri VIII avait seize exécuteurs, et laissait l'administration de l'État à douze conseillers pendant la minorité d'Édouard. Cette division d'autorité n'alla pas loin. L'oncle maternel du jeune prince, homme adroit et résolu, attira bientôt les grandes affaires entre ses mains, et reçut à la fois les titres de protecteur et de duc de Sommerset. Malgré sa longue et vaste oppression, Henri VIII avait plutôt étonné qu'anéanti le catholicisme anglais, et il y avait de la hardiesse à poursuivre cet ouvrage. Sommerset aimait sérieusement les idées nouvelles; il les inculqua au jeune roi, et n'omit rien pour les répandre partout. Cranmer ne s'entendait pas avec lui sur les moyens d'exécution: il n'avait ni l'esprit sacerdotal qui gagne le cœur, ni la

grandeur humaine qui parle à l'imagination. Sommerset prit conseil de lui-même, et déploya toutes ses ressources privées et publiques pour assurer le succès et le maintien de la réforme. Il alla jusqu'à choisir des prédicateurs, aussi sages et aussi ardents qu'il put les avoir, pour combattre l'influence secrète et apostolique des débris du clergé orthodoxe. Henri VIII avait songé, vers la fin de sa vie, à étendre sa religion et son pouvoir en Écosse en mariant son fils avec la jeune Marie-Stuart. Sommerset revint à cette idée, et mena dix-huit mille hommes en Écosse pour y réduire les partisans de la cour et du clergé, énergiquement attachés au catholicisme. Une brillante victoire ne donna rien à Sommerset. Il revint à Londres pour affermir son autorité, que les envieux minaient sourdement. Il fit réformer par le parlement quelques lois de Henri VIII, jugées odieuses autant qu'insensées. Ce mesures lui valurent quelque popularité : il s'en servit pour régler la marche du protestantisme et entraver celle du catholicisme. La violence continuait d'avoir part à cet ouvrage. La réforme qui n'était qu'une tyrannie mise à la place d'une royauté, combattit la liberté qu'elle avait fait naître, et imposait sous peine du feu presque tous les mystères. Cranmer se signalait dans l'administration de cette justice nouvelle; son zèle alarmait parfois Édouard, qui avait les hautes qualités de la jeunesse de Henri VIII, avec un sentiment simple et élevé du bon et du juste

qui répondait de son avenir. Cranmer lui arrachait un jour une sentence de mort contre un dissident : « Si je fais mal, lui dit le prince, vous en serez responsable. » Sommerset avait la confiance d'Édouard et des protestants les plus honnêtes, mais il n'en était pas moins menacé. Son frère Thomas Seymour avait épousé la veuve de Henri VIII. La mort de sa femme le laissait libre d'aspirer à la main d'Elisabeth. Ses espérances le rendaient inquiet et redoutable. Il haïssait mortellement Sommerset, et voulait soulever l'Angleterre contre lui. Sommerset le fit mettre en jugement, après avoir essayé de le gagner. Seymour fut condamné à mort, et exécuté. Sommerset se soutint longtemps contre toute sorte d'ennemis. Il tomba enfin, et ce fut devant Dudley, comte de Warwick, qui l'avait armé contre Seymour. Tout se tourna contre lui ; Édouard lui-même et son conseil l'accusèrent. Deux ans après sa condamnation, il monta sur l'échafaud en exhortant à se mettre en prières le peuple qui allait se soulever en sa faveur.

Warwick succéda à Sommerset dans la direction du conseil de régence. Il se fit donner le titre de duc de Northumberland, et bientôt montra plus d'orgueil et d'exigences que Sommerset. Il se mêla beaucoup aussi d'arrangements et de dérangements de lithurgie, de symbole et de hiérarchie, sans porter dans ses entreprises le désintéressement et la grandeur humaine de Sommerset. Dans ses vues d'agrandissement, il maria

son fils Dudley à Jeanne Gray, petite nièce de Henri VIII, qui pouvait monter sur le trône après Élisabeth et Marie. Il voulut même qu'elle les y précédât, et à force d'adresse et de fourberie, il fit signer à Édouard des actes qui détruisaient les droits de ces deux princesses. Le jeune roi ne vécut point pour réparer et éclairer son tort. Il mourut à seize ans, laissant dans tout leur éclat les espérances qu'il avait données.

(De 1553 à 1558.) Marie, fille de Henri VIII et de Catherine d'Aragon, était la première héritière de la couronne. Jeanne Gray y prétendait à peine; mais Northumberland le souhaitait pour elle plus qu'elle-même. Il la proclama, la conduisit à la Tour, résidence des nouveaux rois, et n'omit rien pour le succès de l'usurpation. Mais Marie avait la foi et le sang de Catherine; elle ne s'effraya ni de la force militaire qui appuyait sa rivale, ni des préventions du peuple contre le catholicisme. Elle se montra dans le comté de Suffolk, promit, menaça, témoigna de la confiance, et s'attira de tous côtés des partisans. Northumberland se vit bientôt seul; arrêté, il demanda la vie. Il eut beau avouer sur l'échafaud sa foi secrète au catholicisme, que l'ambition avait fait faire en lui, comme en tant d'autres, il paya de sa tête sa perfidie envers Dieu et les hommes. L'exécution de Jeanne Gray et de son mari fut ajournée. Marie, maîtresse des affaires, s'empressa de relever le religion romaine. Le serment de

suprématie spirituelle fut supprimé, la messe rétablie en latin, et célébrée ainsi à l'ouverture et par l'ordre de ce même parlement que Henri VIII et Édouard IV avaient trouvé si docile. Cranmer et les autres évêques protestants furent déposés. Gardiner, ayant témoigné du repentir, fut cru par la reine, et pour garantie de ce retour à l'Église romaine, il eut la mission de la rétablir partout, et s'en acquitta d'une façon propre à la perdre de nouveau.

L'Angleterre n'était pourtant pas rendue à Rome. Marie comprenait la force des passions protestantes et voulait, si elle ne pouvait les adoucir, les étonner du moins par un accroissement de puissance. Pour consommer la victoire de l'orthodoxie, on négocia le mariage de la reine avec Philippe, fils de Charles-Quint. La foi et les armes de l'Espagne étaient également imposantes, et Marie, forte de ce double appui, ne doutait de rien pour l'avenir. Par les clauses du mariage, la reine gardait tout le pouvoir et l'Angleterre ses lois et ses coutumes. Mais la nation ne voulut rien croire et les murmures éclatèrent de toute part. Wyatt, homme énergique et plein de mérite, se mit à la tête d'un soulèvement qui faillit perdre Marie. Wyatt échoua toutefois et fut mis à mort avec le chef des mécontents, parmi lesquels il faut compter Suffolk, père de Jeanne Gray. Cette jeune princesse, victime déjà de l'ambition de son beau-père, le duc de Northumberland, le fut encore de celle de son

père, avant lequel elle mourut avec son mari sur l'échafaud. Élisabeth avait trempé dans le complot; elle fut soumise à une rigoureuse surveillance. Quand Philippe parut en Angleterre, le parlement, naguère indisposé contre l'Espagne par un reste d'orgueil national, était à peu près gagné par l'or ou les promesses de Charles-Quint. Philippe n'en réussit pas mieux à s'affermir. Son arrogance et sa dureté blessèrent tous les cœurs. Cependant il honora le cardinal Pole, dont les vertus et la haute intelligence contrastaient avec la violence et l'esprit mesquin de Gardiner. Le cardinal, proscrit par Henri VIII comme agent du pape, avait été rappelé par Marie et s'était montré digne de faire aimer et comprendre le catholicisme, comme une chose redevenue presque nouvelle en Angleterre. Mais l'esprit de réaction prévalait partout. Le parlement, misérable dans la bonne cause comme dans la mauvaise, appuyait, prévenait et dépassait les décisions les plus rigoureuses et rendait inutiles les nobles et sages efforts du cardinal Pole. Marie était naturellement généreuse, malgré son humeur altière et les mauvais conseils qui l'assiégeaient; mais sa passion pour Philippe la rendait souvent indifférente à tout, et dans les représailles qui ensanglantèrent son règne, son plus grand tort fut souvent l'oubli de ce qu'on faisait en son nom. Mais Philippe se dégoûtait d'elle autant que de l'Angleterre. Il finit par s'éloigner de l'une et de l'autre, et

Marie déchut encore aux yeux de la nation en la négligeant presque entièrement pour ce prince. Philippe lui demandait de l'argent, des troupes même pour ses fantaisies de guerre et de luxe, et allait promenant partout son inquiétude et son silence. Cependant il avait plus d'une fois défendu Élisabeth, dans des vues souvent aussi politiques que généreuses. Marie Stuart, petite-nièce de Henri, prétendait de loin à la couronne d'Angleterre. Ses droits n'étaient subordonnés qu'à ceux d'Élisabeth, et comme elle allait devenir dauphine, la France et l'Angleterre pouvaient passer un jour sous le même sceptre. Philippe continua de songer à Élisabeth, tandis qu'il flattait Marie de vaines paroles, dont elle seule était dupe en Europe. Elle perdit enfin toute espérance : Charles-Quint venait d'abdiquer en faveur de Philippe, qui ne parut plus occupé que de ses propres États. La manie de la monarchie universelle était dans Philippe II un héritage : il n'eut garde de le diminuer. Il débuta par un gigantesque projet de guerre, où l'Angleterre entra au hasard, à l'idée seule de nuire ou de déplaire à la France. La bataille de Saint-Quentin, perdue par les Français, sembla les menacer d'une longue suite de malheurs.

Mais le succès ne satisfit que l'orgueil des alliés, et le duc de Guise donna une revanche à la nation en prenant brusquement, et à la française, ce terrible Calais qui lui tenait tant au cœur. La perte de Calais

fut pour Marie un coup mortel. Cette princesse languissait déjà depuis longtemps et n'était presque plus responsable de ses fautes politiques. La nouvelle de cet affront la mit tout à fait en danger. Si l'on veut, disait-elle, savoir ce qui me tue, qu'on ouvre mon cœur après ma mort, on y trouvera *Calais*.

(De 1558 à 1603.) A l'avénement d'Élisabeth, il y eut un moment solennel pour le protestantisme et le catholicisme. La nouvelle reine était-elle pour ou contre Rome? Élisabeth avait pratiqué le catholicisme pendant le règne de sa sœur, elle avait fait plus de communions qu'on n'exigeait d'elle, et le superflu de sa dévotion avait en partie expliqué l'affection de Philippe. Une fois reine et libre, Élisabeth pesa mûrement ses actes présents et futurs. Quelle que fût la nature de sa foi, il parut bientôt que la politique l'emportait chez elle sur la religion. Le conseil de la couronne tel que l'avait formé Marie et Philippe, était tout catholique. Élisabeth ne le cassa point; elle admit quelques protestants, mais à une faible minorité et ne rompit point les relations délicates de sa cour avec celle de Rome. Elle chargea son ambassadeur en Italie de notifier son avénement au pape. Ces premières mesures lui gagnèrent les deux causes religieuses. Ni ses paroles ni ses démarches ne trahissaient ni la violence ni la bizarrerie de sa sœur, et, dans la lassitude mutuelle des protestants et des catholiques, qui n'avaient porté que des passions

humaines dans des affaires divines, une foule d'honnêtes gens tardivement écoutés saluaient la venue d'Élisabeth comme un présage d'ordre et d'union. Mais l'absence d'un homme également versé dans les choses de la terre et du ciel, laissait dans un grand péril le double cours des destinées anglaises. Le cardinal Pole était mort sans avoir accompli ses desseins, et même avec des circonstances tristes et fortuites, qui avaient pu jeter un nuage sur sa réputation de prudence et d'équité. Paul IV, pape régnant, eut eu besoin d'un médiateur de cette trempe. Livré à lui-même et ne consultant que sa rigidité naturelle, il traita avec hauteur le représentant d'Élisabeth. Sans daigner répondre à l'hommage de la reine, il réclama sur-le-champ et sans restriction tout ce que Henri VIII avait enlevé à l'Église, et voulut que l'Angleterre se mit tout entière à sa disposition. Il contesta même les droits d'Élisabeth et exigea d'elle qu'elle l'en fit souverain arbitre. Cette réponse consomma le mal : Élisabeth, incapable de pardonner, incapable de refuser un défi, leva dès cet instant le masque qu'elle avait si longtemps porté. Elle se déclara pour la religion de Henri VIII et d'Anne Boleyn, et s'entoura d'hommes dont la fortune et le pouvoir n'avaient pas d'autre origine. Ses deux choix les plus expressifs tombèrent sur Nicolas Bacon, magistrat d'un haut mérite, enrichi des dons ecclésiastiques de Henri VIII, et sur Guillaume Cecil, personnage bas, mais profond

et varié, qui avait servi admirablement tous les partis jusqu'à l'heure précise où il n'y avait rien à gagner d'eux. A l'exemple de son père Henri VIII, Élisabeth était plutôt théologienne que chrétienne, et l'une de ses grandes passions fut de catéchiser son peuple. Son faible même pour les favoris se développa moins rapidement que le besoin d'étendre, de diminuer, d'embrouiller les croyances, déjà si méconnaissables de ses sujets. Ce ne furent que confiscations, bannissement, exécutions, et ces rigeurs furent partagées entre les protestants dissidents et les catholiques. La vanité féminine, investie d'une suprématie religieuse, redoublait l'activité naturelle d'Élisabeth ; elle portait dans ces actes mêmes, tous différents en apparence, un prosélytisme étrange et puissant qui donnait un éclat particulier à toutes ses entreprises. Le mysticisme scolastique, mêlé à ses faiblesses de cœur, venait compléter la singularité de son caractère et soutenir par l'étonnement l'impression favorable produite par sa noblesse et sa beauté naturelle. Le plus célèbre des poursuivants fut Robert Dudley, fils du duc de Northumberland, qui avait voulu donner à Jeanne Gray la couronne portée depuis par Élisabeth. L'affection d'Élisabeth fut assez forte et se produisit sous des formes assez variées, pour qu'on s'étonnât de voir cette reine de vingt ans pourvoir sans efforts et sans omission aux vastes et croissantes fonctions de l'autorité suprême. Marie Stuart donnait surtout

l'éveil à Élisabeth, et comme reine future de France, et comme reine d'Écosse. Mais Élisabeth favorisa les troubles de la France en y faisant débarquer des troupes qui appuyèrent les calvinistes, s'emparèrent du Havre et rendirent respectable la puissance anglaise. La peste qu'elles rapportèrent à Londres et qui enleva 20,000 âmes en un an, n'étouffa point la joie d'Élisabeth victorieuse. Cette princesse avait encore frappé un autre coup en portant sa médiation et ses armes en Écosse pour y soutenir les protestants contre Marie Stuart. La réforme n'y descendait pas du trône sur le pays; elle était née dans le sein du peuple, plus fier en Écosse qu'en aucune autre contrée; il y avait là une violence sincère que Marie Stuart, deux fois reine et deux fois ignorante des choses publiques ne pouvait pas comprendre. La France avait envoyé des troupes en Écosse pour y venger la querelle de Marie. Elles ne purent tenir, non plus que les catholiques écossais, contre l'armée d'Élisabeth. Leur retraite laissa le champ libre à l'ambition de la reine d'Angleterre, qui domina dans le conseil des Douze, établi pour gouverner l'Écosse en l'absence de Marie. Le parlement écossais proscrivit la religion romaine, renversa l'ordre et les degrés du ministère et ne souffrit plus que des prédicateurs inspirés selon la doctrine presbytérienne. Marie, devenue veuve et obligée de reparaître en Écosse, vint affermir, en le combattant maladroitement, le protestantisme favo-

risé par Élisabeth. L'empire secret de celle-ci était plus redoutable encore que son ascendant manifeste, et Marie n'avait ni les qualités, ni les défauts qu'il eût fallu pour lutter avec cette ennemie. Élisabeth se sentait la plus forte et prenait un plaisir de femme, de reine et d'adversaire dogmatique, à tenir sous sa main ou sous son regard celle qui attirait à elle toute l'attention de l'Europe. Marie, prise d'une sorte de vertige au milieu de l'Écosse en feu, rechercha l'amitié d'Élisabeth, qui reçut ces avances d'une manière suspecte et énigmatique. Les divers mariages et les amours tragiques de Marie, et surtout ses imprudences religieuses et politiques, avaient porté à son comble la colère nationale, et la protection d'Élisabeth, même sincère, aurait à peine réussi à défendre Marie contre les protestants. Enfin, le comte de Bothwell, assassin du roi et mari de la reine, la perdit tout à fait. Marie abandonnée par lui aux mains des révoltés, fut contrainte d'abdiquer en faveur de son fils; retenue prisonnière sur l'ordre du régent Murray, elle s'échappa, se fit battre avec 6,000 hommes restés fidèles à sa cause, et courut mettre sa fortune et sa tête à la discrétion de la reine d'Angleterre.

Élisabeth s'assura de sa personne par mille moyens insensibles et attendit, avec la prévoyance d'une haute raison et la patience d'une haine profonde, que les innombrables mouvements des affaires amenassent l'heure de la vengeance. Marie, malheureuse, régnait

encore ; ses faiblesses ou même ses crimes s'effaçaient dans l'éclat de ses infortunes et de ses grâces incomparables. Élisabeth se jugeait parfois moins reine que sa prisonnière et sa jalousie se couvrait des prétextes de la politique, de la morale, de la religion. Enfin elle éclata.

Tout ce qui approchait de Marie cédait à sa beauté et au charme de son humeur et de son esprit. L'aimer, c'était haïr Élisabeth, et celle-ci confondait ces deux crimes. Chaque jour l'on conspirait, pour la reine prisonnière, contre la reine toute puissante, et le nom de Marie était de plus en plus compromis. Les catholiques regardaient Marie comme martyre de leur foi, s'agitaient aussi ça et là, lassaient l'hypocrite patience d'Élisabeth qui fit mettre Marie en jugement, malgré les hautes réclamations de la France et de l'Écosse. Élisabeth joignit au plaisir de perdre sa rivale le plaisir de dissimuler inutilement, et de se faire arracher par ses agents un arrêt de mort préparé de longue main. Malgré l'horreur de cette condamnation, le pouvoir d'Élisabeth demeura ce qu'il était. L'audace de cet acte parut en surpasser la perfidie et la cruauté. Cette longue affaire, qui fut la plus grande de toutes pour le cœur d'Élisabeth, ne gêna en rien le jeu général de son administration. Plus conséquente que Henri VIII, elle abolit pièce à pièce le catholicisme par une suite d'actes plus habiles encore que tyranniques, et la virilité de son

gouvernement ôta toute espérance au Saint-Siége. Les jésuites de Flandre, protégés et animés par Philippe II, gouvernaient des émissaires anglais et donnaient un continuel effroi à Élisabeth. Leurs relations, ménagées sous mille formes, avec les catholiques du royaume, provoquèrent des mesures sanglantes ; cinquante prêtres furent exécutés en dix ans ; une cour de haute commission, investie d'attributions inquisitoriales, poursuivait partout la religion romaine, et la punissait comme un crime d'État ; les rigueurs de Henri VIII se renouvelaient sans cesse, avec cette différence que les plus capricieuses fureurs d'Élisabeth portaient le caractère d'une certaine majesté, et que la prospérité commerciale, militaire et scientifique de l'Angleterre se liait dans l'opinion publique au principe même de cette persécution. Le massacre de la Saint-Barthélemy fut mis sur le compte du catholicisme. La vieille religion du pays ne parut plus qu'un levain de discordes et un avant-goût de sang ; et telle fut l'habileté de la reine à exploiter ces passions ignorantes, que la grandeur de son règne occupe à peu près seule les lecteurs même des crimes qui le remplissent.

La mort de Marie Stuart souleva toutes les cours chrétiennes. Jacques VI, son fils, resté en Écosse sous la main des conseillers, éclata en menaces contre Élisabeth. Mais il était son successeur naturel, et cette idée arrêta ses projets de guerre. Philippe II eut

plus qu'un premier mouvement. Redouté et affermi dans l'Espagne catholique, comme Élisabeth dans l'Angleterre protestante, il médita gravement la conquête d'un pays où il n'avait pas su régner. Alors parut en mer la plus imposante flotte qu'on eût encore vue, flotte capable d'intimider toute autre reine qu'Élisabeth. L'expédition fut malheureuse, et finit mesquinement comme une rodomontade. La flotte anglaise avait fait autant de mal que la tempête à l'*invincible Armada;* ce succès éleva la pensée des marins anglais, et leur enthousiasme, nourri par Élisabeth, les engagea dans des entreprises qui développèrent et assurèrent le principe maritime de la grandeur anglaise. Les flottes anglaises se vengèrent sur l'Espagne en attaquant ses côtes et ses colonies, et lui rendirent des actes pour des intentions. Élisabeth agit aussi contre les catholiques de France, en donnant des hommes, de l'argent et des avis à Henri IV, jusqu'à l'avénement et l'abjuration de ce prince. Tous ces soins étaient légers pour Élisabeth. La galanterie remplissait ses plus chers moments, et les chagrins d'amours devaient seuls lui devenir mortels. Bien des favoris s'étaient succédé, sans que rien fît comprendre à Élisabeth les misères de son âge. La trahison d'Essex lui ouvrit les yeux. Après l'avoir condamné à mort comme reine, elle s'expliqua, comme femme, l'ingratitude du comte. Elle se vit tout à coup telle que tout le royaume la voyait, ridicule et odieuse.

Une tristesse de mort s'empara d'elle ; la méfiance en amitié, même en affaires, s'y joignit encore, et la rendit insupportable en l'avertissant qu'elle l'était. L'idée d'avoir un successeur était pour elle une seconde mort, et personne n'osait se presser de le choisir. Elle haïssait le fils de Marie Stuart ; mais elle n'avait pas de concurrent à lui donner. Ce prince, élevé dans la religion protestante, et zélé même pour sa propagation, eut enfin l'assentiment d'Élisabeth. Elle mourut après l'avoir désigné.

Cependant la civilisation anglaise avait fait un pas immense.

De Henri VII à Élisabeth, la nationalité s'est formée ; le cœur de l'Angleterre a battu ; ce groupe social qui doit faire de si grandes choses s'est reconnu lui-même, et l'idiome s'est fixé. Le mouvement qui commence avec Chaucer s'arrête un moment, puis l'essor donné par la naissance du pouvoir britannique le précipite avec une violence et une force inouies. La poésie épique, le drame et la philosophie apparaissent à la fois gigantesques. Spencer recueille les plus douces et les plus heureuses fictions du moyen âge, et consacre leur allégorie dans une épopée-idylle ; l'observateur et l'analyste par excellence, François Bacon, fils de Nicolas Bacon, établit avec une éloquence, une poésie et une subtilité de style sans pareille, ce principe de l'analyse, destructeur de la société du moyen âge, père du doute,

avant-coureur des théories du dix-huitième siècle. On ne fait attention qu'au talent étrange de cet homme, et l'on ne voit pas les conséquences de sa doctrine, qui rayonnera sur trois siècles, et agira sur eux d'une manière fatale. Enfin, le drame anglais, représenté non-seulement par le grand Shakespeare, mais par Marston, Marlowe, Peel, Massinger, Ford, Dekker, Ben Jonson, pléïade d'hommes supérieurs, annonce cette magnifique étude du cœur humain que l'Angleterre portera si loin un jour et dont le vénérable roi est Shakespeare.

(De 1603 à 1625.) Toute cette moisson intellectuelle appartient à la fois au règne d'Élisabeth et à celui de Jacques VI d'Écosse, ou Jacques Ier d'Angleterre. Ce prince n'était de force ni à changer ni à suivre les errements d'Élisabeth. Sa bonté et son instruction semblaient les premiers de ses défauts. A le voir, par sentiment de justice, travailler à satisfaire trop de gens, et par là mécontenter tout le monde, on eût pu lui souhaiter de moins bonnes intentions. La théologie le perdit surtout ; il voulut réconcilier les sectes et les sépara davantage. A cette époque d'exaltation et de crimes hardis, Catesby et Percy, poussés par une inspiration semblable à celle de Ravaillac, voulurent faire sauter la Cour et le Parlement pour ouvrir la voie au retour de la religion romaine. La poudre était déjà portée à la salle des séances, quand le roi découvrit le complot. Il fit exécuter les coupables,

et eut grand'peine à modérer la fureur du peuple contre les catholiques. Le peu d'empire qu'avait ce prince s'affaiblissait encore par le favoritisme. La fantaisie du roi élevait on ne savait d'où des gens inutiles ou dangereux, qui lui avaient plu au passage, et le mépris national, entretenu par les puissants souvenirs du règne précédent, préparaient des dangers croissants au successeur de Jacques Ier. Charles, son fils, rejeté comme gendre par le roi d'Espagne, avait épousé Henriette de France, fille de Henri IV, et par là se trouvait légèrement suspect à la réforme, déjà impatient du joug de son père. Le Parlement, naguère docile aux rois et aux reines, s'était piqué d'honneur sous Jacques Ier, et ses murmures en faisaient présager de plus redoutables. Il eut souvent à contenir ou à ranimer le roi, dont la prodigalité bizarre et la politique, faible au dedans et au dehors, compromettaient sans cesse l'honneur et la force du trône.

(De 1625 à 1643.) Charles Ier avait vingt-cinq ans à la mort de son père. Il lui était supérieur en beaucoup de choses, et, toutefois, par l'embarras croissant des affaires, il n'avait pas plus de Chambres que lui pour en maîtriser le cours. Ses bonnes œuvres, sa droiture et sa dignité naturelles étaient rendues inutiles par ses manies théologiques. L'orgueil anglais et protestant, qui avait crû lentement pour la perte de la royauté, n'aurait pu respecter qu'un magni-

fique despotisme, couvert des apparences d'une tolérance sans peur. Charles Ier était au-dessus de ce double rôle. Buckingham, guide suprême du roi, le rendait odieux à force de l'être lui-même, et l'engageait dans des démêlés inutiles et funestes avec le Parlement et avec les puissances étrangères. Incapable d'agir et de laisser agir les hommes supérieurs, Buckingham se chargeait de tout pour échouer toujours. Il fit rompre l'Angleterre avec la France à cause d'une passion ridicule qu'il avait pour Anne d'Autriche, et dans l'espoir d'humilier son ennemi Richelieu. Étranger à la marine, il se mit à la tête d'une flotte magnifique qui vint périr devant l'île de Ré.

Charles avait, à l'exemple de Buckingham, toujours besoin d'argent, et, à son exemple, il en demandait avec beaucoup de hauteur.

Les communes y regardèrent à deux fois, et Charles, à peine soutenu par la Chambre des lords, signa des lois restrictives de son pouvoir pécuniaire. C'était là pour le roi un premier pas en arrière; mais la leçon ne lui profita point. La Rochelle prise, malgré les secours de l'Angleterre, alliée des protestants français, irritait les réformateurs, et leur mécontentement s'exprimait dans les communes sous des formes financières, administratives, ou militaires. La résistance hautaine de Charles blessait non-seulement les intérêts mais encore les croyances qui se trouvaient der-

rière. Les puritains surtout parlaient distinctement. Les épiscopaux, où l'espèce de secte hiérarchique arrangée par Henri VIII et ses successeurs, tenant à une partie de la religion ancienne, en portaient tout l'odieux dans l'opinion des puritains, et l'accusation de papisme frappait tous les actes qui favorisaient les premiers. Charles Ier était leur représentant, et les puritains mesuraient toute la portée de ce rôle. Tourmentés déjà par un besoin d'indépendance, ils s'alarmaient de tout ce qui ne leur ressemblait pas. Le Parlement avait blâmé un prédicateur qui exigeait l'obéissance passive ; le roi lui donna un évêché. Laud, évêque de Bath, plus exigeant qu'un pape en matière de dogme et de soumission, et devenu à ce titre profondément impopulaire, fut élevé par le roi au siége de Cantorbéry. Les puritains dressèrent la tête. Hampden, leur organe, se signala par sa hardiesse parlementaire, quand Charles Ier vint demander un surcroît d'impôt à l'Assemblée dont il offensait les principes. Mais Charles ne voyait pas la force qu'il perdait ; sa gloire de canoniste lui cachait tout le reste. Il voulut l'étendre en Écosse et faire adopter la hiérarchie et la liturgie anglicanes. Le Parlement écossais se prêta à ses volontés ; mais le peuple, en qui résidait la vie du protestantisme, accueillit cette réforme avec un sombre silence. Quand le doyen d'Édimbourg, se conformant à la liturgie nouvelle, voulut commencer le service en surplis, on s'écria de

toute part : *Un pape! l'antéchrist! qu'on le lapide!* L'évêque voulut prêcher et faillit périr dans la chaire. Cette explosion se prolongea et devint un incendie ; une ligue se forma sous le nom de *covenant*, et l'on s'obligea par serment à défendre la foi contre le papisme. Charles combattit bravement la révolte, mais avec un succès inutile ; les Écossais se rallièrent, et se fut à recommencer. Le Parlement refusa des subsides au roi, et donna le temps aux Écossais de passer la frontière et de prendre Newcastle. Charles avait dissout le Parlement indocile ; force lui fut de l'assembler encore. Wentworth[1], puritain et républicain de mérite et d'honneur, avait embrassé la cause de Charles, et succédé au pouvoir de Buckingham, assassiné au milieu de ses bravades. Wentworth avait été créé comte de Strafford. Cette dignité blessait les indépendants, qui avaient déjà sur le cœur l'infidélité de Wentworth, et qui l'accusèrent de haute trahison. L'estime et le courage ne suffirent point à la défense de Strafford.

Le Parlement condamna le comte à mort. Charles ne signa point l'arrêt ; mais troublé par la fureur publique, il eut la faiblesse de nommer quatres commissaires pour la signer. Le remords suivit de près cet acte, et Charles l'emporta au tombeau.

Les communes devenaient de plus en plus hautaines. Les pétitions alarmantes s'y multipliaient, et le roi ne pouvait ni les admettre ni les supprimer. Il ne fit

qu'un seul acte positif, qui témoignait assez de l'affaiblissement de son pouvoir ; il signa un bill d'après lequel le parlement serait assemblé régulièrement, et ne pourrait être ni prorogé ni cassé. Le parlement paya pendant un an l'armée des insurgés écossais, et la traita avec grand honneur ; Charles dévora cet affront, et eut bientôt un autre chagrin. Les Irlandais catholiques, aussi redoutables que les protestants anglais, se révoltèrent et massacrèrent un grand nombre d'Anglais. Ils avaient mis en avant le nom du roi et de la reine ; les presbytériens les prirent au mot. Leur fureur s'exprima au nom des communes, qui pourtant, en levant des subsides et en appelant la milice, restèrent maîtresses contre l'Irlande, et ne songèrent au fond qu'au renversement de la royauté absolue. Les lords firent mine de s'y opposer ; les communes se déclarèrent seulement chargées des intérêts de la nation, et insultèrent les évêques, à tel point que ces derniers se retirèrent de la Chambre haute. Le roi voulu punir cinq des plus mutins, et ne s'attira que du ridicule. Le peuple ne le craignait plus, et l'accablait de pétitions au nom de chaque corporation, même au nom des femmes, sans chercher autre chose que de l'humilier. Menacé à Londres, Charles se retira à Yorck, et ne revint pas, malgré le vœu des communes.

Celles-ci virent dans ce refus une déclaration de guerre. Elles changèrent les gouverneurs des comtés, reçurent de toutes parts des armes, de la vaisselle et

de l'argent, et publièrent leurs intentions. Le roi parla aussi, et fit des concessions, mais on les méprisa. La reine, dont la religion le compromettait aux yeux des presbytériens, lui avait donné tous les catholiques d'Angleterre ; elle lui envoyait de Hollande des munitions, et le soutenait par des lettres héroïques. Charles était moins fort que les presbytériens, quoiqu'il eut encore avec lui les épiscopaux et la plupart des pairs. Sa bravoure lui attira du monde ; il eut d'abord quelques succès, et enleva Bristol ; mais le danger renaissait et s'étendait partout. Dans le Nord, les Écossais marchaient avec les parlementaires ; et parmi eux s'élevait un homme connu déjà, mais moins honorablement, dans les communes pour sa haine grossière contre la royauté : c'était Olivier Cromwell. Son intrépidité et ses hautes vues militaires firent bientôt de lui l'âme de l'armée parlementaire. A Marston-Moor, prés d'Yorck, il décida de la victoire gagnée sur le prince Rupert, neveu du roi. Il fut encore vainqueur à Newbury. L'enthousiasme religieux de Cromwell, mêlé d'apparences grossières et d'habitudes mystérieuses, avait fait de lui l'expression du parti que les autres partis avaient d'abord négligé. *Les indépendants* représentaient le peuple dans sa force, c'est-à-dire dans son exaltation rebelle et dogmatique. Ils allaient jusqu'où la passion pouvait aller, et tendaient ouvertement à l'anéantissement de la royauté. Mais Dieu régnait dans leurs discours ; la discipline

et la dévotion étaient dans l'armée. On y lisait la Bible, on y prêchait, et les plus fiers officiers variaient leurs fonctions par la prière et les transports prophétiques. Les royalistes, au contraire, se livrèrent à la dissipation, souvent au désordre, ce qui rehaussait dans l'opinion publique l'étrange grandeur de leurs adversaires. Cromwell, secondé de Fairfay, battait les royalistes. A la faveur de ces victoires, le presbytérianisme faisait des progrès d'un autre genre. Le parlement ne distinguait plus les épiscopaux des catholiques; pour s'éloigner encore des uns et des autres, il établit dans l'Église le gouvernement presbytérien, et fit mourir l'archevêque Laud, qui en était le plus ferme adversaire. Le roi perdait tous ses appuis, il se tourna vers les écossais qui lui manquèrent. Pour s'assurer le prix de leurs services, ils remirent Charles au parlement. Mais le parlement était menacé à son tour. Les indépendants le trouvaient inutile et gênant. Ils l'inquiétaient déjà, et les communes voulaient les licencier. Les indépendants se révoltèrent, et furent bientôt les maîtres. Un parlement s'éleva, formé d'officiers et de soldats, devenus sans le savoir purs instruments de Cromwell.

Un des membres de ce corps prit cinq cents chevaux et alla enlever le roi. Ce coup fut mortel pour l'autre parlement. Cromwell fit mettre en accusation onze membres presbytériens. Londres s'agitait; il y mena son armée, comprima l'émeute, et bientôt tomba sur

les levellers ou niveleurs, qui dépassaient le goût des siens pour l'égalité. Cromwell devint maître de tout. Le roi s'étant échappé, lui fut rendu par le gouverneur de l'île de Wight. Les Écossais eurent beau se repentir de leur trahison, et s'armer pour la délivrance du roi, Cromwell le retint sous sa main. A son retour de Preston, où il avait battu les Écossais, il réforma et bouleversa le Parlement, qui avait voulu trop tard se faire du roi un rempart. Le roi fut accusé de haute trahison, pour avoir combattu le peuple et le Parlement.

Les communes méprisèrent l'opposition des pairs à ce bill, et se déclarèrent seules dépositaires du pouvoir national. Charles Ier comparut trois fois devant la Chambre, dont il déclinait la juridiction. Condamné à mort, il eut la tête tranchée devant son palais de White-Hall. Un homme masqué servit de bourreau, et montra la tête royale au peuple consterné. Le malheur avait justifié la mémoire de Charles, ses plus fiers ennemis regrettaient leurs infidélités. Mais le sentiment public n'inquiétait point Cromwell. Il abolit la royauté, et supprima la Chambre des pairs. Les communes devinrent le *Parlement de la république d'Angleterre*. L'Irlande remuait pour Charles II ; Cromwell y court, l'épouvante, et fait passer toute une garnison au fil de l'épée.

(De 1643 à 1658.) Les Écossais proclamèrent Charles II, qui se crut déjà à Londres. Cromwell alla

les chercher, les écrasa à Dunbard et s'empara d'Edimbourg. Charles passa pourtant en Angleterre avec l'armée écossaise; mais battu à Worcester, il fut trop heureux de s'échapper et de gagner la France. Il passa tout un jour dans le creux d'un chêne, au milieu des soldats que Cromwell lançait à sa poursuite. Cromwell rentra royalement à Londres; il déclara l'Écosse unie à l'Angleterre comme une province conquise. Le Parlement pliait à regret sous la main de Cromwell. Le général n'attendait qu'un prétexte pour s'en débarrasser. Il arrive, entre dans la salle avec trois cents soldats, et dit aux représentants : *Le Seigneur que j'ai invoqué n'a plus besoin de vous; il a choisi d'autres instruments, sortez.* A mesure qu'ils passaient devant lui, il leur donnait à chacun une épithète : *Toi, tu es un ivrogne; toi, tu es un voleur; toi, tu es un débauché.* Puis il fit fermer la salle et en mit la clef dans sa poche. Cromwell fit une seconde insulte à la nation ; il choisit pour la représenter cent quarante-quatre personnes, la plupart ouvriers. Cette assemblée, dite Bare-bones, du nom de ses membres, se montra aussi ridicule qu'inutile. Ce fut une transition à l'accomplissement des vœux de Cromwell, qui tenait à ce que l'armée fût dépositaire de tout droit. Il reçut de la sorte le titre de *protecteur de la république*, et s'installa tranquillement au palais de White-Hall. Malgré la vigueur et l'adresse de sa politique, des voix libres s'élevaient encore çà et là. Des parlements

convoqués par lui combattaient le gouvernement militaire. Il les cassa sans les soumettre entièrement.

La force de son administration en rachetait souvent l'injuste origine. Sous Cromwell la navigation s'étendit et s'illustra. Blake, Peen et Venable humilièrent les marines portugaises, hollandaises et espagnoles. L'*acte de navigation* décida des destinées commerciales de l'Angleterre. Ces grandes œuvres délassaient Cromwell ; mais sa vie privée lui pesait. De profonds chagrins de famille, les complots qui le menaçaient sans cesse et le trouble de sa conscience l'épuisèrent en quelques années. Il mourut la prière à la bouche. On le plaça, avec une pompe inouïe, dans les sépultures royales de Westminster. Mais deux ans après, la réaction royaliste s'attacha à son cadavre. On l'exhuma pour le traîner au gibet sur la claie. Richard Cromwell, son fils, choisi par lui pour son successeur, était aussi loin de son génie que de sa scélératesse. Il se démit volontiers, sur la sommation des indépendants qui voulaient des actes de vigueur. Fleetwood, gendre de Cromwell, fut nommé général. Lambert gouverna en son nom ; il convoqua et cassa le parlement des *croupions,* débris de celui qui avait jugé Charles Ier, et ne put saisir le rôle grave et redouté de Cromwell. On était las de l'anarchie, et le premier mouvement monarchique pouvait être décisif. Monk donna graduellement le signal. Gouverneur d'Écosse pour la république, après avoir servi

Charles Ier, il se déclara pour les croupions, et Lambert fut mis à la Tour. L'armée de Fleetwood se débandait; Monk prit son temps, marcha sur Londres, rallia les partis et introduisit dans un parlement l'envoyé de Charles II. Charles promettait tout; il fut proclamé et reçu à bras ouverts.

(De 1660 à 1685.) Charles II n'avait rien de sérieux dans les idées. Il se hâta d'exécuter des mesures auxquelles il avait renoncé par serment; il cassa le covenant en Écosse et l'épiscopat y fut établi. Charles II n'était point, comme son père, guidé par une conviction méditée; l'insouciance caractérisait ses actes les plus importants. Le chancelier Clarendon, anglican sincère, mais inflexible, le poussait à de nouvelles imprudences; un nouveau parlement soumit tous les prêtres aux évêques. Les non-conformistes furent approuvés par le peuple et l'animèrent encore par des prédications clandestines. Charles II, élevé par une mère catholique en protégea la religion et blessa la fierté de la masse protestante; il la choqua surtout en attaquant, sans nécessité et avec un résultat humiliant, la Hollande, république protestante gouvernée par le fameux Jean de Witt, et en rendant Dunkerque à Louis XIV, le prince le plus odieux à l'Angleterre réformée. Après une peste qui avait dépeuplé Londres, un incendie le réduisit en cendres. Les catholiques en furent accusés par le peuple et le roi se ressentit du surcroit de haine qu'on leur portait.

Clarendon venait de se retirer, sacrifié par le roi à une maîtresse, et le ministère perdit le peu qu'il avait de considération. Shaftesbury et Buckingham, diversement infâmes, eurent la direction des affaires. Leur despotisme ne ménagea pas plus les catholiques que les protestants. Mais l'idée de despotisme n'était dans l'esprit public que l'idée même du catholicisme, et le Parlement et la nation le témoignèrent de plus en plus clairement. Les communes voulaient des garanties pour la religion anglicane : en 1673 elles firent signer au roi l'acte du *test*, qui obligeait tous les fonctionnaires civils et militaires de prêter serment contre la transsubstantiation et de communier à la paroisse anglicane. Jacques, duc d'York et frère du roi, eut à quitter le commandement de la flotte et Charles n'osa pas y mettre opposition. Des bruits de conspirations antiprotestantes, soigneusement entretenus par les ennemis du roi, lui ôtaient tout pouvoir moral et préparaient la ruine de sa maison. On donnait le duc d'York pour l'instigateur des crimes supposés, et Charles, pour le mettre en sûreté, l'obligea de quitter l'Angleterre, en lui répondant de ses droits à la couronne. Charles n'avait qu'un fils naturel, Monmouth, que Shaftesbury voulait porter au trône; le Parlement le secondait indirectement en prononçant l'exclusion du duc d'York, et en le déclarant traître à l'État, s'il remettait le pied dans l'un des trois royaumes. Le Parlement fut cassé par le roi, mais

avant de se séparer, il fit passer la loi *habeas corpus*, garantie d'inviolabilité qui n'appartient qu'à l'Angleterre. Le duc d'York revint secrètement près du roi et lui créa de nouveaux embarras. Le Parlement fut souhaité comme contre-poids à l'autorité royale; Charles le convoqua malgré lui et se vit lié plus que jamais. Mais le Parlement se montra si cruel et si insensé dans ses persécutions contre les catholiques, qu'ils inspirèrent enfin une sorte d'intérêt et l'épouvantail de la conspiration papiste se trouva hors d'usage. Charles s'exagéra les effets de ce changement; il parla fièrement au Parlement convoqué à Oxford et le trouva toujours ferme sur l'exclusion du duc d'York, qui bravait de loin l'assemblée en ne ménageant point les presbytériens écossais. Charles venait de casser le gouvernement, quand le duc arriva pour pousser plus loin les choses; il dépouilla Londres de ses chartes et priviléges et s'empara des charges municipales. Ce ne furent plus alors que conspirations. Lord Russel et Algernon Sidney, condamnés trop rapidement, moururent avec une dignité qui confondit leurs juges et donnèrent à la révolte plus d'importance morale que n'avait fait leur vie. Charles s'éteignit au milieu de ses mesures, dont il commençait à deviner le résultat, sans pouvoir dessiller les yeux de son frère.

(De 1685 à 1688.) Tout impérieux qu'il était, Jacques ne put être roi sans faire de grandes promesses.

L'imprudence héréditaire des Stuart lui ôta la mémoire. Il compromit, en la protégeant trop, la population catholique et la cour de Rome lui en donna elle-même l'avertissement. Monmouth, se donnant pour fils légitime de Charles II, étudiait le mécontentement des Anglais et s'efforçait de le mettre à profit. Il gagna beaucoup de monde et fut même proclamé dans quelques villes; mais ses succès furent courts; battu et pris à Sedgemoor, il fut exécuté à Londres. Le juge Jeffreys, si tristement fameux, poursuivit la recherche des complices de Monmouth et inonda de sang les comtés qui avaient écouté le prétendant. Jacques se voyant affermi, voulut dispenser les catholiques du *test* protestant et trouva le Parlement rebelle. Il n'en distribua pas moins les emplois aux catholiques et porta à son comble l'irritation populaire en exerçant une vaste surveillance sur l'Église protestante. La sécurité de ce prince égalait seule sa téméraire brusquerie. Il avait donné sa fille à Guillaume, prince d'Orange, qui ne lui voyant pas d'enfant mâle, attendait paisiblement l'heure de lui succéder. La naissance d'un fils du roi changea l'humeur de Guillaume. Il n'attendit plus rien que de la politique. Il entra dans les sentiments des protestants anglais et se fit souhaiter graduellement comme le redresseur de tous les torts religieux. Louis XIV comptait les pas de Guillaume vers l'Angleterre; il dit ce qu'il voyait à Jacques II, qui rejeta son appui et son avertisse-

ment. Jacques II ne se détrompa qu'après l'événement. Alors il se hâta de faire des concessions, des réparations, qui ne lui valurent que du mépris. Il songeait encore à traiter avec les alliés de Guillaume, quand celui-ci arriva avec cinq cents vaisseaux et quinze mille hommes, qui débarquèrent à Torbay. Jacques fut abandonné de tous et prit la fuite déguisé en prêtre. Ramené à Londres, il ne put voir Guillaume, qui lui donna ordre de s'éloigner de la capitale. Jacques s'échappa et alla chercher un asile en France, laissant l'Angleterre à un roi dont le règne allait déterminer un long cours d'événements.

Au milieu de ce grand drame, le commerce avait grandi; les arts de la guerre et de la civilisation avaient pris un développement énorme. Quant à la littérature proprement dite, quatre noms avaient marqué les phases de l'époque que nous venons de parcourir. De l'enthousiasme biblique, mêlé à la culture de la poésie italienne, était né Milton, auteur de l'épopée protestante et calviniste, secrétaire de Cromwell. Du ridicule attaché au fanatisme et à tous les excès de la controverse était né Butler, auteur de ce plaisant *Hudibras*, qui fatigue la pensée à force de railler les horreurs d'un temps sanguinaire. La satire politique, l'épître didactique, la traduction et la critique apparaissent avec Dryden, le Boileau de l'Angleterre et le maître incomparable de la versification mâle et sévère. Enfin les idées analytiques de Bacon, modifiées et élaborées,

appliquées à l'étude du gouvernement et à la psychologie, produisirent Locke, dont la doctrine accompagne l'avénement de Guillaume d'Orange et semble le reflet exact des nouveaux dogmes de l'État et de la philosophie.

Je ne parle pas de cette littérature passagère, débauchée, frivole, qui servit de cortége à Charles II. Elle ne tenait pas au cœur de la nation : les Rochester, les Roscommon, les Etherege, les Wallers étaient des étrangers pour le peuple anglais ; la mode de leurs chansons libertines passa bientôt et ne laissa qu'un souvenir de mépris.

(De 1688 à 1702.) Le prince d'Orange avait à transiger en montant sur le trône. Ses droits et ceux du Parlement furent réglés de gré à gré. Jacques II, accusé d'avoir violé le contrat fondamental, fut regardé comme déchu. Guillaume n'était pas roi pour cela, et bien des voix ne voulaient qu'une régence. Mais Guillaume, appuyé par sa femme, obtint la couronne avec elle. Le Parlement fit ses conditions, résumées dans le grand *bill des droits*, contrat libre entre la nation et la maison régnante, et base principale de la constitution d'Angleterre. Jacques II, néanmoins, espérait encore. Il parut en Irlande avec un corps français, et soumit l'île tout entière, à l'exception de Londonderry, ville presque protestante, qui soutint un siége terrible, et lui fit perdre neuf mille hommes. Guillaume passa en Irlande, et battit Jacques sur les bords de la

Boyne. Jacques avait aussi compté sur l'Écosse; mais Gord, qui tenait pour lui, avait rendu Édimbourg; Guillaume et Marie y furent aussitôt reconnus. Jacques retourna à Saint-Germain, vivre dans la retraite et la piété. Guillaume, maître de l'Irlande, jeta les yeux sur le continent, et y retrouva Louis XIV luttant contre toute l'Europe. Guillaume, âme de la ligue, fatiguait l'Angleterre par ses demandes d'hommes et d'argent. Son goût pour la Hollande blessait l'orgueil national, irrité déjà par sa tolérance pour le calvinisme. Le despotisme anglican avait murmuré bien des fois, et Guillaume n'avait pu lui imposer silence. Les presbytériens d'Écosse furent plus mutins encore : de sanglantes mesures les contirent à peine. Jacques envoya un manifeste aux mécontents; mais de la côte où il allait s'embarquer pour les joindre, il vit la flotte anglo-hollandaise gagner la bataille de la Hogue sur la flotte française commandée par Tourville. Guillaume, de son côté, perdit Namur, et fut battu à Steinkerque et à Nerwinde. Mais rien n'abattit ce prince. Il obtint du Parlement des subsides pour continuer la guerre, reprit Namur et fut reçu triomphalement en Angleterre. La mort de la reine vint affaiblir l'autorité de Guillaume. Mais l'odieux d'une conspiration jacobite le rendit plus populaire. Les deux chambres, souvent récalcitrantes, ne virent que le danger commun, et se rapprochèrent spontanément du roi. Le mal passé, le

remède passa. Guillaume, reconnu par Louis XIV, après le traité de Ryswick, voulut être sur un pied plus royal que jamais. Il demandait une armée permanente, et le Parlement craignait cet instrument de despotisme. La marine seule n'inquiétait pas la liberté anglaise, et le développement de cette ressource ajoutait chaque jour à la richesse et à la fierté du pays. On ne laissa au roi que dix mille hommes; on lui fit même renvoyer sa garde hollandaise. Divers bills réservèrent la prérogative royale, et fixèrent dans le corps délibérant la partie la plus vive de la puissance publique. On déclara aussi que la duchesse de Hanovre, petite-fille de Jacques Ier, monterait sur le trône après la princesse Anne, sœur cadette de Jacques II, et l'anglicanisme devint la première condition d'avénement au trône d'Angleterre. Mais les Stuarts chassés n'avaient renoncé à rien. Le fils de Jacques II, reconnu tout à coup par Louis XIV, allait tenter aussi la fortune, et avoir affaire à Guillaume, quand ce dernier mourut d'une chute de cheval.

(De 1702 à 1714.) Guillaume et Marie n'ayant pas laissé d'enfants, Anne Stuart, sœur de la reine, et protestante comme elle, succéda, en vertu de l'acte de 1689. Sa religion lui valut la couronne, que le catholicisme ôtait à son frère. Le prince de Danemark, mari de la reine, ne fut que son premier sujet. Elle reprit les hostilités contre Louis XIV, devenu, par l'acceptation du testament du roi d'Espagne, un nou-

vel objet de jalousie pour l'Europe. Malborough fut la terreur de la France, et, de concert avec le prince Eugène, il battit à Hochstædt l'armée franco-bavaroise. L'Angleterre, animée par le succès et par la haine religieuse, s'épuisa en sacrifices pour abattre Louis XIV, mais ce prince se releva encore un moment.

L'agitation de l'Angleterre n'était pas moins sérieuse. Les querelles de sectes remuaient les âmes que la prudence de la reine apaisait par tous les moyens possibles. L'Écosse restait presque indomptable. Le républicain Fletcher et une partie du Parlement animaient le peuple contre l'Angleterre, avec laquelle tout les menaçait d'une union prochaine. Cet événement avait été la pensée dominante des Stuarts. Cromwell l'avait accompli pour un temps; mais la force n'avait pu que suspendre le droit. Anne espéra mieux et se mit à l'œuvre. Elle donna aux Écossais ce qu'ils voulurent de garantie, sous le nom d'*actes de sûretés*. Les commissaires des parties contractantes dissertèrent les divers points, et signèrent un traité qui donna aux deux nations les mêmes lois et les mêmes priviléges. Un grand nombre d'Écossais entrèrent dans le Parlement britannique, et l'Écosse reçut de l'Angleterre une indemnité considérable. Malgré les clameurs des partis, l'acte d'union prévalut et fut sanctionné par les deux parlements. Les armes anglaises soutenaient au dehors l'éclat de

ce règne. Malborough battit Villeroy à Romillies, et, plus tard, Vendôme et le duc de Bourgogne à Oudenarde. Mais ses victoires ne couvraient pas ses torts. Ses violences et ses déprédations l'avaient rendu odieux. Les tories, ses ennemis, avaient d'autres griefs; ils profitèrent de son impopularité pour les faire valoir. Il fut disgracié comme whig, et les tories vainqueurs prirent une importance qu'ils n'avaient point encore eue. L'Angleterre devenait de plus en plus une, et son rang s'élevait à vue d'œil en Europe. Louis XIV cessa d'appuyer Jacques III; à Utrecht, il abandonna les Stuarts et reconnut la succession constitutionnelle de la famille de Hanovre. Jacques III s'agitait pourtant encore. Sa tête fut mise à prix, et sa sœur consentit elle-même à cette loi. Elle mourut bientôt après, laissant une mémoire que l'Angleterre respecte.

(De 1714 à 1780.) George Brunswick, électeur de Hanovre, arrière-petit-fils de Jacques Ier, prit la couronne d'Angleterre, en vertu de l'acte de succession. Son avénement consterna les jacobites et les tories. Les whigs, plus chauds amis du protestantisme et de l'indépendance, saluèrent l'arrivée du nouveau roi comme une ère nouvelle. George les trouva en majorité dans les communes, et se prévalut de leurs dispositions. Outre cet avantage, il avait encore, pour s'affermir, une réputation militaire. Le prétendant ne perdit pourtant pas courage. Il fut proclamé par le

comté de Marr, en Écosse, et dans le nord de l'Angleterre ; mais les révoltés, battus à Dublin, n'osèrent plus rien tenter, et Jacques se rembarqua. La cour gagna un surcroît de popularité. Trouvant le Parlement docile, elle parvint à en fixer légalement la durée septennale. L'Angleterre eut à souffrir alors d'opérations semblables à celles de Law. Une compagnie du Sud fit naître un agiotage affreux ; le roi et le Parlement travaillèrent à relever le crédit et à soulager les victimes de la banqueroute. George eut encore l'aveu général en se coalisant avec la France et la Hollande pour maintenir la paix d'Utrecht, menacée par les intrigues d'Alberoni, qui voulait donner à son maître les couronnes de France et d'Espagne. L'amiral Byng n'attendit même pas la déclaration de guerre, et battit complétement la flotte espagnole. George, toujours plein d'ardeur militaire, et toujours occupé de son électorat, réussissait à garder une armée permanente. Mais le Parlement était aux ordres du roi, il se soumit même quand la cour suspendit indéfiniment l'*habeas corpus*, sous prétexte de conspiration jacobite, et rétablit la loi martiale, qui, contrairement à l'esprit de la législation anglaise, enlevait aux magistrats civils la connaissance des délits militaires. La facilité du Parlement devint bientôt honteuse.

Sous George II, Robert Walpole, homme habile et corrupteur, achetait, de son propre aveu, les voix

qu'il lui fallait. Les tories et quelques whigs modérés formaient une opposition honorable mais inutile. Walpole fit disgracier le prince de Galles, qui la secondait puissamment, et poursuivit impudemment le cours de ses scandales. Cependant les revers de la marine anglaise en Espagne ayant irrité la nation, elle s'en prit au ministre, qui fut obligé de se retirer. Pour réparer cet échec maritime, le nouveau ministre fit la guerre sur terre ; il soutint Marie-Thérèse, de concert avec la Hollande et la Russie, contre la Prusse, la Bavière et la France. La France s'en vengea par une diversion en Angleterre. Elle y envoya le prince Charles-Édouard, dit chevalier de Saint-George, fils du prétendant, avec le duc de Saxe, pour chef de l'expédition. Une tempête la fit manquer entièrement. La France fut plus heureuse; un an après, à la sanglante journée de Fontenoy. Édouard était aventureux et constant. Il ne compta plus que sur lui-même, et repassa miraculeusement en Écosse. Il eut bientôt trois cents hommes, et puis quinze cents. Il défit tout ce qu'il rencontra de détachements anglais, se fit nommer régent des trois royaumes, et marcha sur Édimbourg. Il battit les anglais à Preston-Pans, et l'alarme se répandit jusqu'au cœur de Londres. Mais son hésitation donna du temps à la cour ; on s'épuisa pour faire face au danger, et après deux défaites, l'armée anglaise fut victorieuse à Culloden. Le prétendant s'enfuit blessé, abandonné ; et son retour

en France fut encore plus étonnant que ne l'avait été son départ. La maison de Hanovre se trouva enfin hors d'atteinte, au dehors comme au dedans.

La marine anglaise s'étendait à mesure que l'unité intérieure de la nation prenait de la force. Au milieu d'alternatives glorieuses ou tristes, les flottes anglaises donnaient un accroissement continu au commerce, et leur supériorité militaire s'établissait de jour en jour. Auson et Warren honoraient le pavillon national, compromis par l'amiral Byng. Chandernagor, dans l'Inde, tomba au pouvoir des Anglais. Battus par Lally dans ces mers, ils troublèrent les possessions françaises du Sénégal, prirent la Guadeloupe et quelques Antilles, et frappèrent un plus grand coup au Canada par la prise de Québec. La France voulut une revanche : elle donna au maréchal de Belle-Isle le commandement d'une expédition contre l'Angleterre. Plusieurs escadres devaient se réunir sous ses ordres et préparer une descente. Une flotte anglaise et les tempêtes en eurent raison. Québec vainement attaqué par les Français, l'Irlande défendue contre eux, ajoutèrent à la sécurité de l'Angleterre, et son haut rang maritime ne fut plus contesté.

(De 1780 à 1800.) George II avait secondé l'élan national ; sa mort ne le ralentit point. George III, son petit-fils, trouva l'Angleterre en voie de succès. Après une courte guerre, le traité de Paris donna de

grands avantages commerciaux à l'Angleterre. La guerre avait été soutenue par d'énormes emprunts, et la dette s'élevait déjà à 148,000,000 de livres sterling. Ce fardeau pesait à la nation et, pour l'en décharger, on voulut lever des taxes sur les colonies. Le Massachusets réclama, s'agita, et ne put empêcher l'établissement de l'impôt du timbre. Le mécontentement devint révolte, les provinces se concertèrent, et leurs députés s'assemblèrent à New-York. Des commissaires partirent pour Londres, on ne daigna pas les entendre. Bientôt, à de légères concessions, succédèrent des actes plus insolents. Le ministère, dirigé par lord North, interdit le port de Boston et en supprima la douane. Les colons perdirent le pouvoir exécutif, qui passa aux mains du gouverneur. Les accusés de Massachusets furent cités en Angleterre. On imposa au Canada un conseil suprême et des lois administratives françaises. L'insurrection se moqua et s'irrita de ces mesures, et fit de rapides progrès. Elle voulut toutefois mettre l'Angleterre dans son tort. Un congrès des treize États s'assembla à Philadelphie. Après une longue agitation, les idées de paix et d'union anciennes prévalurent. Une pétition, avouée par l'Assemblée en corps, exposa au roi l'état des choses, et ne réclama que les droits consacrés. Le ministère, appuyé par la majorité, se montra plus dur que jamais. Franklin lut la pétition au sein des Communes. Un descendant de Penn l'assistait

dans la séance. On les renvoya comme messagers des rebelles. Les Américains étaient prêts à tout ; ils reçurent la nouvelle de la guerre avec transport. Le Congrès de Philadelphie qui avait pris le titre de *représentants des colonies unies de l'Amérique du Nord,* nomma général en chef Washington, député de Virginie, qui s'était distingué dès l'ouverture de la campagne. Après de légers succès, les rebelles publièrent un manifeste calme et grave, et y joignirent une adresse au roi qui resta sans réponse. Les Anglais n'imitèrent en rien cette longanimité des Américains. Il bombardèrent leurs ports, et anéantirent Falmouth et Norforlk. Les colons redoublèrent d'ardeur. Washington fit capituler le gouverneur anglais dans Boston, et compensa l'échec de Montgomery devant Québec. Le Congrès anima l'armée en publiant la fameuse déclaration d'indépendance, remarquable par une sagesse et une modération qui confondent à jamais l'Angleterre.

L'armée anglaise avait en Amérique l'avantage du nombre et de la discipline. Mais les insurgés étaient pleins d'enthousiasme, et quelques revers ne les abattirent point. Washington, tantôt vainqueur et tantôt vaincu, soutenait toujours les siens ; et la balance des succès donnait le temps à Franklin d'entraîner la France au secours des colons. Rochambeau arriva avec un corps de Français ; de concert avec Washington et Lafayette, ils firent prisonniers

Cornwallis et les six mille hommes qu'il commandait.

La guerre maritime contre la France et l'Espagne, auxiliaires de l'Amérique, contribuait à l'augmentation des charges de l'Angleterre, sans relever complétement son honneur. Charles Fox devint au parlement l'organe de l'impatience nationale. Partisan fougueux de la liberté, il la servit sans le dire, en attaquant le ministère comme l'auteur de la détresse générale. Lord North fut chargé par les Communes de traiter avec le Congrès américain : il se retira avec arrogance. Fox, deux fois ministre, consomma l'œuvre qu'il avait réclamée, et les États-Unis prirent rang parmi les puissances. L'Angleterre se dédommageait dans l'Inde de ses pertes en Amérique. Le général Clive ôta et donna le trône de Bengale et étendit rapidement la domination anglaise. La Compagnie abusa cruellement de l'occasion. Après avoir enlevé aux Indiens d'immenses dépouilles, elle les affama pour s'enrichir encore. Elle ne leur cédait le riz qu'au poids ; cette spéculation fit périr des millions d'hommes. Hyder-Ali, prince de Mysore, et son fils Tippou-Saïb luttèrent vainement contre les conquérants. Ce dernier périt sous les ruines de sa forteresse, enlevée par les troupes du marquis Wellesley. Le Mysore demeura presque en entier à la Compagnie. Fox voulut la contenir, et porta un bill généreux mais libre, que la cour ne lui pardonna pas.

Pitt lui succéda et fit adopter son plan d'amortissement de la dette publique. La révolution de France vint effacer aux yeux de Pitt l'importance des autres affaires. L'Angleterre attendit pour se prononcer; mais à la mort de Louis XVI elle renvoya l'ambassadeur français, M. de Chauvelin.

On a vu qu'à peine affermie sous le règne de Guillaume, roi protestant, l'Angleterre s'est élevée elle-même au sommet des prospérités. Ce progrès immense et inconcevable n'a pas été accompagné d'un progrès littéraire parallèle et équivalent. Au règne de Guillaume, nous ne pouvons rattacher que la belle création de *Robinson Crusoë*, par Daniel de Foë; à celui d'Anne appartiennent les noms brillants d'un poëte harmonieux et spirituel, Pope; d'un satirique plein de finesse et d'amertume, Swift; d'un moraliste agréable et ingénieux, Addison; d'un auteur de comédies piquantes et sans naturel, Congrève; d'un dramaturge pathétique et peu fécond, Otway. Tous ces noms sont loin d'égaler en grandeur et en éclat les noms de Milton et de Shakespeare. Sous Georges II, cet affaiblissement s'accroît, mais pour faire place, vers la fin du règne de George III, à des talents puissants et nouveaux. Il faut citer Sterne, auteur d'arabesques littéraires mêlés de licence et de sentimentalité; le charmant moraliste Goldsmith; les petits poëtes Gay, Gray, Collins, l'habile prosateur Samuel Johnson; mais surtout les admirables ro-

manciers Fielding et Richardson. Churchill fait tonner sa verve satirique ; Junius foudroie les puissants ; Hume écrit l'histoire sceptique ; Gibbon attaqua le christianisme naissant, dans cette histoire de la décadence romaine, qui serait un chef-d'œuvre si elle ne reposait pas sur une base fausse ; Robertson trace avec une haute sagesse philosophique le tableau de plusieurs grandes époques ; Sheridan suit la route du spirituel Congrève. Enfin, la haute éloquence politique de Burke apparaît sur les limites de la Révolution française.

L'Angleterre alors s'empresse d'attaquer les colonies françaises. Les insurgés de l'ouest reçoivent d'elle des armes et de l'argent. Elle débarqua à Quiberon quinze mille recrues et émigrés, que leur vainqueur, Hoche, ne put soustraire à l'arrêt de mort prononcé par la Convention. La paix redevenait nécessaire ; le roi George et le Directoire la voulaient également. Lord Malmesbury négocia à Paris, et plus tard au congrès de Lille sans aucun résultat.

(De 1800 à 1815.) L'Angleterre reprit les hostilités avec un nouveau sujet d'inquiétude. La Révolution française avait remué au loin tout ce qui dépendait et souffrait. Une insurrection redoutable éclata dans la marine anglaise ; l'Irlande se mit en pleine révolte, soutenue par une expédition française. Le ministère comprima tout. Pitt n'était point populaire ; mais son génie infatigable forçait souvent l'assentiment.

Tandis que les armées de France faisaient respecter la Révolution, les marines française et espagnole donnaient aux desseins de Pitt un éclat qui le payait de sa constance. Mais son triomphe dura peu : la campagne d'Austerlitz le mit au désespoir, il en mourut. Sa profonde politique ne l'avait pas rendu populaire ; il pesait à l'Angleterre autant qu'à la France. Fox avait un cœur plus noble ; son retour au pouvoir fut signalé par l'abolition de la traite des nègres. Sur son déclin, il voulait la paix que voulait la nation. Mais Napoléon n'y songeait pas. Il signa à Berlin le décret qui fermait l'Europe au commerce anglais. La paix de Tilsitt aggrava cette mesure. L'Angleterre en sentit bientôt tout l'effet. Les marchands murmurèrent et la population ouvrière se montra plus menaçante. Le ministère Castlereagh perdait déjà courage quand l'Espagne lui offrit une ressource : Napoléon avait arrêté la famille régnante contre le droit des gens. Les massacres de Madrid avaient mis le comble à la fureur nationale. Dix mille Anglais partirent pour le Portugal, sous les ordres de sir Arthur Wellesley, connu déjà par ses succès dans l'Inde. Il repoussa à grand' peine les Français en Espagne. Napoléon ne s'en inquiéta point ; il reprit Madrid révolté et y dicta des décrets. L'Autriche voulut profiter de son éloignement ; mais sa tentative d'affranchissement lui attira un nouvel affront. Elle ne put refuser une archiduchesse pour femme à Napoléon. L'Espagne était restée

presque sans défense. Les Anglo-Espagnols prirent le dessus. La bataille de Talavera valut à Wellesley le titre de lord Wellington. Masséna, Soult, Suchet, d'une part, et de l'autre Blake, Beresford, Wellington eurent des succès mêlés, mais dont le résultat graduel était l'affaiblissement des Français. Les Anglais agissaient sur mer d'une façon plus distincte; ils enlevaient tout sur les côtes; une flottille russe tomba en leur pouvoir; ils s'emparèrent de la Martinique, de la Guadeloupe, des îles de France et de Bourgogne. Murat, devenu roi de Naples, voulait conquérir la Sicile : les Anglais le repoussèrent. Bernadotte, appelé au trône de Suède, n'était plus Français. Il entra dans les intérêts communs des puissances que l'Angleterre représentait alors, et la coalition contre Bonaparte se forma peu à peu. La Russie se déclara bientôt, et de là partit le coup prolongé qui devait plus tard abattre le colosse. L'Espagne échappa par degrés aux Français : Wellington les suivit au delà des Pyrénées et leur arracha, près de Toulouse, avec des forces triples, une victoire qui n'honora que les vaincus.

(De 1815 à 1836.) Napoléon était tombé, il se releva un moment, et l'Europe crut avoir tout à recommencer. La journée de Waterloo la rassura, et donna à l'Angleterre cette paix dont elle avait un si grand besoin. Elle y tenait plus qu'à la générosité dont elle se parait souvent; et quand Napoléon, cherchant une terre noblement ennemie, vint se livrer à la foi du

capitaine d'un vaisseau anglais, il se vit conduit, pour y mourir, sur un rocher perdu et dévoré du soleil. L'expédition malheureuse de Murat fut un nouveau gage de tranquillité générale. Mais l'Angleterre profita moins qu'elle ne l'espérait du repos de l'Europe. Le blocus continental y avait fait naître l'industrie sur tous les points; les produits étrangers devenaient moins nécessaires. La Sainte-Alliance s'entendait mal avec l'Angleterre qui se chargea d'un nouveau rôle. La division secrète des peuples et des rois, après une époque brillante et terrible qui les avait unis, parut à l'Angleterre une ressource précieuse. Elle régla ces différends pour tirer parti du plus fort comme du plus faible; mais son avenir n'a plus rien de grandiose. On ne vit plus rien en elle qui ressemblât au progrès puissant et solennel qui l'a portée à ce degré si haut où l'on ne monte que pour en tomber.

La paix générale ne rassurait pas l'Angleterre sur son état intérieur. La dette nationale, devenue écrasante, des mauvaises récoltes et l'agitation des classes pauvres l'occupaient profondément. Le ministère fit sabrer les mécontents à Manchester et accrut la haine qu'on lui portait déjà. L'esprit de révolte éclatait sur tout le globe, et les griefs établissaient entre les plaignants une sorte de communauté. Bolivar combattait le despotisme d'Espagne dans ses colonies soulevées; Riégo l'attaquait sur son propre sol. Naples s'agitait; les sociétés allemandes applaudissaient au républicain

Sand, assassin de Kotzebue, prédicateur des doctrines monarchiques. L'Angleterre fermenta de nouveau, et le procès de la reine vint encore exalter la haine du peuple contre le pouvoir. Thistlewood voulut venger les victimes tombées à Manchester, tenta l'assassinat de tous les ministres à la fois. L'Irlande était désolée par les Whitte-boys et le gouverneur Wellesley n'y pouvait rien. Les Chambres, toutefois, surent employer leur temps. On s'occupa de revoir le *Code criminel*, effrayant abrégé de toutes les idées barbares. On proposa un bill pour l'émancipation des catholiques. Les idées de liberté se développaient invinciblement sous toutes les formes, tandis que l'indépendance des colonies d'Espagne, reconnue par les États-Unis, achevait de tromper et de désespérer le despotisme de Castlereagh. Ce ministre n'y tint plus; il tomba dans une démence qui le mena au suicide. Le ministre Canning profita de la leçon. L'intervention française en Espagne l'occupa vivement, sans l'entraîner à aucune démarche passionnée. Canning garda la neutralité avec la France, l'Espagne et les colonies insurgées, et se donna le temps de ménager, là comme en Angleterre, une transition entre les vieilles institutions et les idées nouvelles. L'émancipation des catholiques était un de ses plus grands vœux. Il ménagea les opposants pour les pousser ensuite; il réprima les associations irlandaises qui avaient acquis, sous O'Connell, une effrayante unité

et qui embrassaient le radicalisme dans toutes ses conséquences.

Sous les ministères suivants, au milieu de vicissitudes apparentes, l'esprit démocratique poursuivit ses succès. Wellington et les tories perdirent dans George IV un grand appui. Après l'avénement de Guillaume, prince populaire, les whigs furent bientôt les plus forts. L'émancipation des catholiques, la réforme parlementaire, donnèrent la mesure de leur influence. O'Connell, admis au Parlement, y porta une autorité qui alla toujours croissant. Représentant de la démocratie irlandaise, la plus réelle des démocraties, il est encore l'organe des plus indomptables désirs de l'Angleterre souffrante. Dans les dernières années les plus graves événements du dehors n'ont point eu pour l'Angleterre l'intérêt de ce débat intérieur. Elle s'est querellée avec la Russie, au sujet de la Grèce, de la Turquie, de la Perse, de la Pologne; avec la France, à l'occasion d'Alger; avec toute l'Europe, à propos de la Belgique. Mais la mission d'O'Connel efface tout, et l'avénement de la jeune reine Victoria Ire, qui a mis tous les partis en émoi, n'a fait que relever l'importance du rôle singulier réservé à cet Irlandais.

Tel est le squelette exact, mais décharné, de cette vaste et dramatique histoire. On peut la diviser en plusieurs époques, le temps primordial, enseveli dans les ténèbres; le temps des Romains, commencement

de civilisation ; l'époque saxonne, rude et forte, sans relation et sans influence ; l'époque normande et féodale, qui ébranla la grandeur anglaise ; le développement du protestantisme et sa grande lutte avec la foi catholique, de Henri VIII à Guillaume d'Orange ; enfin le développement protestant sous les Nassau, de 1688 à 1815 ; dans ce dernier mouvement toute la grandeur de l'Angleterre est contenue. De 1815 à 1836, l'impulsion démocratique s'est fait constamment sentir, tantôt par secousses, tantôt avec lenteur, mais sans s'arrêter jamais. Quant au développement littéraire pendant cette époque, il semble avoir résumé tout ce que la vie de cette nation a produit de grand et de puissant depuis six siècles. Cette magnifique nation a produit à la fois Walter Scott, Byron, Wordsworth, Shelley, Hazzlilt, Godwin, miss Edgeworth, plus de vingt autres noms d'ordres différents et tous remarquables ; c'est à chacun de ces noms que le lecteur doit chercher l'appréciation exacte des facultés intellectuelles que ces écrivains ont déployées avec tant d'éclat.

LA PRESSE EN ANGLETERRE

LA PRESSE EN ANGLETERRE

Un voyageur qui a visité la Chine, M. de Guigner, affirme avec beaucoup d'assurance et de gravité que la presse chinoise est libre. « Un Chinois n'a-t-il pas le droit de tailler le morceau de bois qu'il a sous la main, de manière à former un caractère qui représente un mot? Quel édit de l'empereur lui défend d'appliquer de l'encre sur ce morceau de bois, de poser une feuille de papier sur le caractère et d'en tirer l'empreinte? Il n'y a pas même de statut qui prohibe la vente publique de cette empreinte. Donc, continue l'honorable voyageur, la presse chinoise est libre. » Hélas, cela est vrai à quelques faibles restrictions près. Le bambou vous frappera si vous dites un mot qui déplaise au gouverneur de la province, le pal vous déchirera les entrailles si vous soutenez une assertion qui lui déplaise. Avisez-vous de prendre à la lettre la liberté de la presse dont M. Guigner et

M. Barrow attribuent l'honneur aux Chinois, et vous verrez ce qu'il en adviendra. Imprimez autre chose qu'une affiche, une annonce, un roman ou une prière, et ce pays qui n'a ni censeurs, ni censure, ni amende contre les abus des journaux, vous apprendra ce qu'il entend par la *liberté de la presse*.

En Chine, point de loi contre la presse. Cependant je ne me fierais guère à cette tolérance. En Angleterre, point de loi en faveur de la presse; cependant, les Anglais disent ce qu'ils veulent ou à peu près. En Chine, les magistrats n'ont pas même songé à réprimer la licence de la parole imprimée. En Angleterre, les législateurs n'ont pas pensé à déclarer la presse libre; au contraire, ils sont armés contre elle de mille terreurs, de mille châtiments; ils l'ont cernée, traquée, environnée de piéges et de supplices; ils lui ont montré le pilori, la prison, la confiscation, l'amende, même le gibet. C'est qu'en Chine il n'y a pas de presse; personne ne s'est encore imaginé, au moyen d'une feuille de papier, chargée de signes convenus, de causer publiquement avec ses concitoyens, sur le pouvoir de l'empereur ou la justice de tel ou tel arrêt; ainsi la législation n'a pas eu à lutter contre un pouvoir qui n'existait pas. Au contraire, parmi nous, le géant de la presse a grandi bercé par l'opinion publique, et les nombreuses entraves qu'on a essayé de lui opposer sont tout simplement les preuves de sa force.

C'est ainsi que les mœurs, nous ne pouvons trop cesser de le redire, l'emportent éternellement sur les lois. Les lois anglaises n'établissent rien en faveur de la liberté de la presse, qui cependant triomphe sous la protection des mœurs. Les lois turques essayent de favoriser la presse qui ne se trouve pas dans les mœurs et qui ne peut pas s'établir. Les législateurs ignorants spéculent toujours sur la puissance de leurs arrêts. Ils devraient calculer la force de résistance des mœurs. S'il y a au monde une législation hostile au développement des libertés humaines, au libre exercice de l'intelligence et à l'expression de tous les désirs ou de tous les regrets populaires, c'est la législation anglaise; Delolme n'en fait que le roman. La tyrannie la plus avide de pouvoir chercherait en vain un édifice plus commode : le génie du peuple a triomphé de l'enveloppe de servitude qui lui a été imposée. La séve puissante d'indépendance qui a toujours caractérisé le peuple anglais s'est fait jour à travers la rude écorce des institutions féodales et aristocratiques. L'obéissance passive a toujours été dans le texte de la loi, la résistance dans le caractère de la nation. C'est ainsi que la puissance de certains arbres traverse un aubier dur comme le fer et fait jaillir à travers ce puissant rempart des branches luxuriantes. Ce ne sont point les rois ou les sénats qui font la destinée des peuples; les peuples font leur destinée propre et celle de leurs rois. Écoutez ce que dit Hume:

« Il est évident que jamais sermon dicté par la cour, jamais pamphlet absolutiste ne favorisa l'obéissance passive plus que ne le fait le texte de nos lois elles-mêmes. » Burke laisse échapper le même aveu. « Nos lois, dit-il, ne s'embarrassent guère du maintien de nos libertés; elles s'occupent, et elles ont raison, de rendre le gouvernement facile. Toutes les fois qu'une personne non autorisée par la loi s'arme en faveur de l'indépendance publique, il suffit d'employer la loi elle-même pour l'écraser. En général, la sévérité de cette loi est telle que si l'institution du jury n'en modérait la dureté, il serait impossible de défendre les libertés populaires. » Encore faut-il ajouter que ce remède, indiqué par Burke, est bien loin de posséder toute l'efficacité qu'on lui attribue. Le jury est chose mobile, inconstante, tantôt favorable au pouvoir, tantôt armé de colère contre la sédition. Sous Henri VIII et Charles VII, le jury existait : il n'opposa que de faibles barrières aux usurpations de la couronne. Préparez l'opinion publique; ameutez la bourgeoisie contre telle ou telle classe d'hommes, vous verrez quel instrument docile vous offriront les jurés les plus intègres. S'il y a un contre-poids à la législation anglaise, où faut-il donc le chercher? Dans la vertu publique, dans le sentiment de la dignité anglaise, dans la force virile et dans la moralité des individus, des familles, des masses.

Blackstone a raison de comparer le système des

lois anglaises « à un vieux château gothique, mais réorganisé par un architecte moderne et réparé de manière à suffire aux besoins d'un habitant de nos jours. Les murs crénelés (ajoute ce jurisconsulte, qui se livre une fois par hasard à un mouvement politique), les tourelles hérissées de fortifications, les vastes salles de réception et de banquet, conservent leur vénérable et antique magnificence. Mais on les néglige un peu : tout cela est inutile. Traversez quelques escaliers incommodes, quelques corridors sombres, vous trouverez plus loin des appartements modernes, dont la commodité, la disposition élégante vous étonneront. » En effet, c'est à travers un labyrinthe de vieilles voûtes tyranniques et de sombres arcades que l'on parvient à ce grand sanctuaire, aujourd'hui regardé comme inviolable, la liberté de la presse. Les Anglais des deux derniers siècles ne l'ont pratiquée, éclairée, soutenue et consolidée que par artifice, à force de travail et de persévérance. Il n'y a pas de clef légale pour y parvenir, vous la chercheriez en vain dans le plan de votre constitution. Nos honorables ancêtres avaient besoin d'une chapelle, d'une salle d'armes et d'une salle de festin. Que leur importait la bibliothèque ? Elle s'est élevée, pour ainsi dire, d'elle même ; proscrite par l'ancienne loi, cette liberté de la presse existe on ne sait comment ; sa vie est plus puissante et plus difficile à expliquer que si elle était écrite dans vingt statuts ; elle a pris naissance dans le

développement de toutes nos pensées les plus viriles, de tous nos sentiments les plus ineffaçables.

C'est par la presse que la classe moyenne s'élève progressivement à ce niveau, qui lui assure une forte position sociale et qui l'éclaire en la moralisant. C'est la liberté de la presse qui donne le ton à tous les sentiments populaires. C'est elle qui apprend aux hommes à se respecter, et comme individu et comme nation. Sans que la liberté de la presse soit autorisée et établie par aucune loi, la seule persuasion qu'elle est nécessaire suffit pour inspirer aux citoyens le désir de la défendre, l'ardeur de la posséder. Le fantôme même de la liberté de la presse est utile. En Angleterre, la législation punit sévèrement quiconque jette du blâme sur les magistrats et les détenteurs de la force publique. Or, comment critiquer les actes du gouvernement sans blâmer ceux qui le dirigent? Et comment jouir de la liberté de la presse, si l'on ne peut blâmer les actes du gouvernement? C'est le juif de Shakespeare, auquel on promet de couper une once de la chair de son ennemi, mais sous la condition expresse de ne pas verser une goutte de sang.

Un peuple a établi la liberté de la presse comme nécessité de son Code, et, par un étrange contraste, ce peuple commence à s'en plaindre. La liberté de la presse est pour les Américains le point fondamental du *Credo* politique; le principal agent de la machine gouvernementale. Écoutez la *Revue américaine du*

Nord : « Quelquefois, dit-elle, d'étranges scrupules de conscience viennent nous assaillir, quand nous sommes témoins de la licence effrénée à laquelle s'abandonnent les écrivains qui coopèrent à plusieurs de nos journaux. Nous sommes persuadés, continue cette *Revue*, qu'on trouvera moyen de remédier aux résultats les plus nuisibles et les plus graves de cet abus, sans empiéter réellement sur la liberté de chacun de nous. Déjà les hommes sages et bien intentionnés ont fait de nombreux efforts pour corriger les mauvaises tendances et favoriser les bons principes. C'est vers ce but que sont dirigées les *associations pour répandre les connaissances utiles*, associations nombreuses en Amérique et en Angleterre.

« Les voyageurs sont frappés de l'indécente et injurieuse verve avec laquelle nos journalistes traitent les sujets les plus graves et les hommes les plus estimés. Le talent littéraire des mêmes journaux est singulièrement rabaissé par cette habitude. On ne se donne aucune peine pour écrire dans des journaux, lorsqu'il est généralement reconnu que ces derniers ne sont que les organes des passions les plus basses et les plus vénales. » Que conclure de ces paroles sévères du journaliste américain ? Que les habitants des États-Unis vivent au milieu des abus de la presse, et les ressentent vivement, tandis que nous qui n'avons pas cessé d'être contrariés dans le désir ardent qu'elle nous inspirait, nous n'avons senti que sa grandeur,

nous n'avons aspiré qu'à la voir affermie sur son trône. Les juges et les tribunaux auront beau faire, la liberté de la presse correspondra toujours à la liberté de la parole, dont elle n'est qu'une autre expression. Jamais, malgré les efforts des jurisconsultes, vous ne parviendrez à marquer exactement la limite de ce qui est permis ou de ce qui ne l'est pas en fait d'attaques contre le gouvernement. La Belgique, dont l'affaire principale semble être de prêter de temps en temps à rire à l'Europe, et de parodier les grands mouvements politiques, comme elle contrefait les grandes œuvres littéraires, a prouvé récemment toute la futilité dont la presse est l'objet. Elle a essayé de faire un règlement à cet égard, et on a décrété que toute critique *décente* serait regardée comme légitime. Or, quelle est la critique décente ? Et comment la distinguer de la critique indécente ? Les législateurs belges ont oublié de nous fournir le criterium nécessaire.

Une nation décidée à parler librement sa pensée vaincra tous les obstacles. Voyez l'Angleterre.

La loi veut que les séances du Parlement soient de véritables huis clos : et le monde entier sait ce qui se passe dans le Parlement. A peine le dernier discours du dernier membre est-il prononcé, cent mille journaux le propagent. Tous les membres du gouvernement sont critiqués le matin et le soir d'une manière régulière et périodique ; et il n'y a pas une

seule ligne des journaux de l'opposition que l'on ne puisse inculper de haute trahison, si la loi était exactement appliquée. Bizarre triomphe du génie d'un peuple sur la législation : triomphe d'autant plus remarquable que ce peuple, conservant toujours du respect pour ses lois, ne cesse pas de les blesser ou de les éluder, comme ces gens que l'on vénère sans écouter leurs oracles.

Tout cela peut être ridicule en théorie, mais que les résultats ont été grands ! Quel étrange mécanisme que celui d'une publicité si invincible, si redoutable, en dépit de lois restrictives très-sévères ! Le pouvoir absolu ne pourrait durer vingt ans sous une telle organisation !

Tous les ministres se sont armés successivement contre cette liberté de la presse, qui n'existait que de fait, et que la loi réprouvait. Le père de Pitt, le grand Chatham, avait bien deviné l'indépendance irrépressible de ce nouveau pouvoir. « La presse, dit-il, porte sa charte avec elle-même, et rien ne la comprimera jamais. » Cependant Pitt, dans son second budget de 1797, augmenta de cent pour cent le droit du timbre, et, en 1798, il fit passer un acte d'après lequel l'imprimeur, l'éditeur et deux propriétaires de chaque journal devaient signer leur nom dans un registre. D'énormes taxes ont été imposées aux journaux anglais, qui n'en ont pas moins été les instruments les plus puissants de la civilisation moderne.

Le droit du timbre est de 4 pence par feuille, avec une déduction de 20 0/0 à cause des droits qui pèsent sur les manufactures de papier ; le droit de timbre ne s'élève donc réellement qu'à trois pence un cinquième. Quant au prix du papier pour les grands journaux, on peut l'évaluer à 70 schellings le mille, un peu plus d'un penny un cinquième par feuille. Les journaux de Londres qui portent le prix nominal de 7 pence, sont vendus aux commissionnaires de journaux (qui les transmettent aux lecteurs) au prix de 13 schellings pour vingt-sept exemplaires, ou 5 pence 7/9 par feuille. L'éditeur et le propriétaire d'un journal, celui qui a avancé son capital, qui l'a risqué, qui a réuni tous les matériaux pour la publication de son œuvre, qui, en outre, s'est exposé aux poursuites judiciaires dont une telle publication offre toujours le danger, n'obtient pas d'autre rémunération qu'un penny sept neuvièmes, ou, si l'on veut, un penny et trois fartings par feuille. Les commissionnaires jouissent d'une forte remise : remise qui a bien moins pour objet de payer leur peine et leur commission que leurs avances de fonds et les risques courus par eux. Ce calcul total nous prouve que les cinq septièmes du prix que coûte un journal proviennent de l'impôt. En France, on n'a pas encore été aussi loin : la taxe prélevée sur chaque feuille de papier n'est que de 4 centimes. En Angleterre, le timbre et le prix très-élevé du papier entravent né-

cessairement la circulation des journaux. On s'arrange pour lire à frais communs le même journal, et les gains de l'éditeur diminuent.

Voilà de quels obstacles la presse est surchargée ; elle fonctionne puissamment, malgré tout cela, tant son énergie vitale est puissante. Un rédacteur de journal paie tout ce qu'il insère dans son journal, excepté les avertissements et les annonces. Un journal de Londres, dont la vente n'était pas des plus considérables, payait récemment une somme totale de 6,000 livres sterling par an pour sa rédaction proprement dite, sans parler d'autres frais accessoires, par exemple, du coût des journaux étrangers et des dépenses à faire pour obtenir les comptes rendus des tribunaux, les nouvelles des pays étrangers et des provinces, etc., etc. Chacun des journaux du matin paie plus de 3,000 livres sterling par an les comptes rendus des séances parlementaires. C'est sous ce rapport surtout que les journaux anglais l'emportent sur les journaux du monde entier. Leur fidélité, leur impartialité sont dignes d'éloges.

Quoique toute la constitution américaine repose exclusivement sur cette liberté de la presse, sur ce droit même dont on abuse aux États-Unis, les journaux de ce grand et nouveau continent sont loin de pouvoir rivaliser avec les feuilles périodiques de l'Angleterre. On dirait qu'un certain degré de contrainte est absolument nécessaire au développement éner-

gique de quelques institutions. Dans leur compte rendu des débats des Chambres, les journaux d'Amérique sont fort succincts ; dans la partie consacrée aux débats judiciaires, ils sont incomplets et irréguliers. Washington, ville bizarre, qui ressemble à ces cités d'Aristophane bâties dans les nuages ; ville dont les maisons attendent leur architecte et dont les rues sont tracées, mais non pavées ; Washington, étant le siége central de la législature, ne peut suffire à la dépense d'un seul journal, qui donnerait avec exactitude et scrupule tous les débats du Sénat. Les autres journaux, de leur côté, sont remplis d'autres matières intéressantes et l'éloquence américaine languit encore dans cette espèce d'obscurité qui accabla jadis Agamemnon, et qui le priva de sa gloire. Quant à la France, on ne peut pas dire qu'elle ait usé jusqu'ici, largement, complétement, noblement, de la liberté de la presse. Elle a su en abuser sans l'employer pour son bénéfice, pour son agrandissement, pour sa stabilisation. Lorsque l'éducation des peuples est faite, on ne voit plus les partis se montrer si partiaux, si injustes, si déclamateurs, si incapables de rendre justice au parti adverse. On ne trouve dans les journaux de France que la plus infidèle image des débats législatifs ; nulle bonne foi dans les comptes rendus qu'ils publient ; jamais ils ne manquent de prêter des sottises et des absurdités aux orateurs qu'ils combattent, de tronquer leurs dis-

cours ou de donner une tournure ironique aux observations de détail destinées à compléter le tableau de la séance. Pour obtenir une idée à peu près précise d'une délibération de la Chambre des députés, on est réduit à parcourir tour à tour les journaux organes des différents partis, et de formuler son opinion d'après leurs contradictions elles-mêmes, comme un commentateur des anciens compare les textes différents pour obtenir la version véritable.

Il n'y a pas plus de trente ans que l'on est parvenu en Angleterre à ce résultat précieux, qui met, pour ainsi dire, à jour toutes les discussions des assemblées délibérantes. Non-seulement c'est un procédé tout nouveau ; mais, comme nous l'avons déjà dit, la loi anglaise le frappe d'anathème. Avant les guerres de la Révolution, les journaux ne donnaient qu'un résumé fort abrégé des séances. L'éditeur de *Junius*, Woodfall, essaya de remplir cette lacune ; la tâche qu'il entreprenait était véritablement athlétique. Il assistait aux séances, et, au moyen de quelques notes, en employant les maigres documents que renfermaient les journaux du matin, il se trouvait à même de publier vers les quatre heures un compte rendu de la séance. Tout cela était encore extrêmement inexact. Il saisissait assez bien les mouvements oratoires ; sa mémoire lui rappelait les traits principaux et les grandes divisions d'un discours ; mais on ne connaissait en le lisant, ni le mouvement général des

affaires, ni les mille détails curieux dont se compose une séance parlementaire.

Le système actuel est l'œuvre de M. Perry, rédacteur en chef du *Morning chronicle*. Aujourd'hui tous les journaux de quelque valeur emploient de dix à quatorze personnes à cet usage : ce sont les *reporters*. Chacun d'eux passe trois quarts d'heure ou une heure dans la galerie de la Chambre des communes ou dans celle de la Chambre des pairs, après quoi son confrère vient le remplacer. Le *reporter* sorti de la Chambre consulte les notes et écrit aussitôt les discours qu'il vient d'entendre et qu'une mémoire exercée lui permet de reproduire presque mot pour mot.

La sténographie, que l'on a souvent essayé d'employer, est depuis longtemps tombée dans le discrédit. Il est rare que le sténographe habile joigne au talent qu'il possède d'autres facultés plus nécessaires; trop souvent la partie matérielle de l'œuvre qu'il exécute l'absorbe et l'envahit. Il accorde peu d'attention à la série des arguments que les orateurs emploient ; il ne s'occupe que de son affaire ; il est sténographe avant tout. Ces traits et ces lignes qui, par la suppression d'une voyelle, lui offrent d'une manière indistincte et vague le souvenir lointain des périodes reproduites, mais non écrites par lui, usurpent invinciblement son attention. Rarement sait-il supprimer une répétition oiseuse, et donner le sens des

épithètes et des substantifs parasites qu'un improvisateur accumule en cherchant sa pensée. Enfin, c'est moins un copiste intelligent, qu'une machine plus ou moins parfaite. La plupart des *reporters* ont renoncé à la sténographie ; mais quand, à l'intelligence et à la capacité nécessaires, on joint la faculté de sténographier de temps en temps les passages vraiment remarquables, on arrive à une grande supériorité.

C'est au moyen de la division du travail que l'on a obtenu ces résultats. Après avoir écouté un discours d'une heure, le reporter s'enferme et en passe deux à rédiger ce qu'il a entendu. Le grand nombre de personnes ainsi employées, et l'habitude qu'elles ont de ce travail, permettent de tirer et de publier à sept ou huit heures du matin les débats d'une séance qui s'est prolongée jusqu'à deux ou trois heures.

La précipitation ne nuit en rien à l'exactitude. Non-seulement chaque discours est correctement reproduit, mais tous les incidents de la séance se trouvent notés avec soin ; on y ajoute même des citations et des observations curieuses empruntées aux antécédents parlementaires.

Les améliorations matérielles de l'industrie ont beaucoup contribué à ces étonnantes conquêtes. Il n'y a pas quinze ans que la presse mécanique est en usage et qu'elle est venue remédier aux inconvénients graves de la presse à bras. On devait quelques inventions utiles, mais incomplètes, au comte de Stanhope.

Deux cent cinquante feuilles imprimées d'un seul côté, voilà tout ce que pouvait produire une heure de travail soutenu. A force d'activité, et en employant beaucoup de bras, on parvenait à doubler ce nombre.

La concurrence, les rivalités, le besoin de satisfaire des abonnés exigeants, forçaient les éditeurs à préparer deux ou trois compositions différentes du même texte, afin d'augmenter la rapidité du travail.

Il y a quinze ans, l'application de la vapeur à la presse fut le résultat des longs efforts et des calculs habiles de M. Walter, gérant et propriétaire du *Times*. Ce nom peut être cité parmi ceux des bienfaiteurs de l'époque ; personne n'a montré dans ces derniers temps plus d'audace dans les combinaisons, plus de justesse dans les vues industrielles. Un grand nombre de tentatives perdues et des avances considérables furent enfin couronnées de succès. M. Kœnig, artiste allemand, construisit une presse mécanique à vapeur, qui imprima d'abord douze à treize cents feuilles par heure, et qui, perfectionnée, en donne aujourd'hui deux mille et même deux mille cinq cents par heure.

Ainsi, dans un temps donné, la presse mécanique est dix fois plus féconde que la presse à bras dans les occasions ordinaires, et cinq fois plus productive qu'elle, lorsqu'on la dirigeait avec une grande activité.

Voilà quel formidable organe de publicité s'est

établi en face du vieux statut, légalisé par les deux Chambres du Parlement, et qui défend, sous des peines graves, la publication des débats. Mais, nous le répétons sans cesse, parce que la vie des peuples se trouve là : les mœurs, qui sont le peuple même, triomphent éternellement des lois, qui ne sont qu'une lettre morte. Sans avoir jamais révoqué son statut, le Parlement accorde, par le fait, aux journalistes des priviléges et des facilités qui se trouvent en contradiction directe et incessante avec le texte de la loi. Ils entrent par une porte particulière dans la galerie réservée au public; et lorsque la foule est obligée de sortir, il leur est permis de rester à leur place. Il est vrai que la situation de cette galerie est si incommode et si éloignée des bancs des orateurs que souvent la voix faible de quelques-uns d'entre eux n'arrive pas aux journalistes. Est-ce coquetterie? est-ce négligence? ou veut-on se réserver le droit d'imputer au *reporter* les bévues du représentant de la nation? Nous ne porterons aucun jugement à ce sujet.

Cette nouvelle organisation de la presse périodique en Angleterre a eu plusieurs résultats singuliers. Les *reporters*, formant une classe d'hommes à part qui n'est inféodée à aucune opinion, mais dont l'influence et la considération dépendent du degré d'exactitude avec lequel ils s'acquittent de leur travail, ont intérêt à ce que leurs comptes rendus donnent une copie fidèle de la situation des Chambres. Ils ont un esprit

de corps, ils se respectent, et comme ils peuvent passer d'un journal à l'autre, ils ne s'attachent spécialement à aucun parti. Jamais rédacteur en chef de journal ne demande à son reporter aucune sympathie d'opinion politique.

Comme toute infidélité commise par un des membres de cette espèce d'association porte atteinte à l'estime dont le corps entier veut jouir, ils ont en horreur les altérations, les interprétations, les suppressions, dont la partialité des journaux français a fait une habitude. Fatigués d'ailleurs de ces logomachies politiques dont ils fatiguent eux-mêmes le public, ils ne prennent aucun intérêt au triomphe et à la défaite des tories et des wighs. Remplir exactement et consciencieusement leur tâche, c'est tout ce qu'ils veulent et prétendent.

Beaucoup de publicistes anglais réclament aujourd'hui la suppression de ces droits du timbre, qui pèsent de tout leur poids sur la presse des journaux. Les avertissements et les annonces les soutiennent seuls. La loi non-seulement exige que le prix du journal ne dépasse pas sept pence, mais que la feuille imprimée n'ait pas plus de trente-deux pouces de long sur vingt-deux de large. Toute feuille supplémentaire doit payer le droit de timbre à part. Que de précautions prises pour que les lecteurs aient à recueillir le moins de documents possible, et les éditeurs le moins d'argent possible! Quand les annonces sont très-abondantes,

il faut ou les rejeter, c'est-à-dire se priver d'un bénéfice certain, ou payer trois pence et demi par feuille supplémentaire. Ce moyen de publicité est donc entravé ; le commerce est privé d'annonces ; les éditeurs perdent une partie de leurs ressources, et le trésor royal lui-même (l'Échiquier) se prive d'une partie de son revenu, puisque chaque annonce lui paie une taxe de trois schellings six deniers.

Nous avons parlé des journaux avec quelque étendue, parce qu'ils sont le dernier résultat de la liberté de la presse, et que, malgré les obstacles qu'ils ont encore à vaincre, ce sont là les plus grands instruments de la civilisation moderne. Leur utilité ne consiste pas tant dans les connaissances positives qu'ils renferment que dans l'influence politique qu'ils exercent, en invitant la masse du peuple à comprendre et à savoir. Un pays sillonné par les journaux est un pays couvert de conducteurs électriques, prêts à porter d'un bout à l'autre du territoire la lumière et la foudre. Dès qu'une étincelle brille à l'horizon, tout s'agite, et ce qui n'était qu'un point imperceptible devient bientôt un rayon lumineux. « Voyez-vous, dit l'auteur des *Bulles de savon lancées par un vieillard,* ce petit bonhomme assis sur une haute escabelle? Son visage est malpropre, ses mains sont noires, il n'a pas dix ans, il ne fait autre chose pendant la journée que de remplacer une feuille blanche par une feuille imprimée, et une imprimée par une feuille blanche. Il continue

ce travail mécanique jour et nuit, matin et soir, sous la lueur douteuse et jaunâtre d'une lampe suspendue à la voûte. Eh bien! ce petit garçon, inconnu dans la société, dont la profession n'a pas de nom dans aucune langue, il est plus puissant et plus fort que l'autocrate de toutes les Russies; tant que les feuilles blanches et imprimées sortiront successivement de sa petite main, l'invasion des barbares sera impossible. Voilà le grand antagoniste de la Russie conquérante. Il amorce en une heure plus de deux mille feuilles de papier plus puissantes que deux mille canons. »

Un journal, en effet, est l'unique instrument capable d'armer l'individu de toutes les lumières acquises par la communauté. Pénétrez dans un pays sans journaux : vous serez effrayé de la masse de préjugés et des notions dangereuses ou perverses qui s'y trouvent répandus. C'est dans de tels pays que l'on pend et que l'on égorge les meuniers et les boulangers dans les temps de famine. Autrefois, dès que la disette menaçait les nations européennes, on avait des anathèmes contre les sorciers et contre tous les marchands de substances alimentaires; aujourd'hui les journaux nous apprennent à observer les variations des marchés, à supputer les *mercuriales*, à distinguer les bonnes et les mauvaises années. Le plus mince artisan porte ses regards au delà du cercle étroit de ses observations personnelles. Des dissertations politiques et des prédications de morale atteindraient difficile-

ment le même but; au lieu de se renfermer dans le domaine de ses intérêts domestiques, on finit par savoir qu'une chaîne invincible et immense unit tous les intérêts et tous les rapports, depuis la circonférence de l'état social jusqu'au plus petit des groupes qui le composent. Quelque étroite que soit l'intelligence d'un homme, cette habitude de curiosité, d'observation, ne peut manquer d'augmenter le nombre de ses idées et d'élargir son intelligence. Qu'il y ait de grands et nombreux abus inhérents à ce développement de la liberté, nous ne le nions pas; nous avons vu les femmes et les filles des ministres d'État frappées de calomnies absurdes et atroces, seulement parce qu'elles étaient filles et femmes de ces ministres. Mais il est certain que les avantages de la liberté de la presse sont généraux et constants, ses désavantages et ses dangers partiels et accidentels. Toutes les fois que les Cours de justice ont rendu leur sentence dans l'ombre et sans écho, les meurtres judiciaires ont été fréquents, l'iniquité s'est assise sur les bancs des tribunaux. La liberté de la presse eût arraché le comte de Lally-Tollendal à l'échafaud; elle eût suspendu la hache de presque tous les bourreaux qui ont fait tomber des têtes innocentes.

Aussi la défense de ce droit unique franchement prohibé par nos lois, hautement avoué par les interprètes mêmes des lois, a-t-elle occupé une place immense dans la vie des hommes les plus célèbres de

l'Angleterre. Chatam, Danius, Erskine, Fox, Curzan, Mackintosh, se sont dévoués à la liberté de la presse. On trouverait dans leurs œuvres plus de passages éloquents, plus d'élans oratoires en faveur de cette précieuse garantie, qu'il ne se trouve de recommandations morales et d'exhortations à la charité chrétienne dans les Pères de l'Église. Erskine a consacré sa vie à ce sujet unique. Les neuf dixièmes des causes plaidées par cet admirable orateur et cet avocat sans rival, furent des causes de presse. Le premier, il détruisit le système des interprétations, système qui permettait au juge de qualifier de trahison l'acte le plus insignifiant, commenté avec quelque habileté.

Erskine prouva aussi que ce n'était pas sur des mots seulement, mais sur l'intention générale, que l'on devait se baser dans les procès de presse; il ramena les jurés au sentiment de leur devoir. C'est d'après la doctrine introduite par Erskine que la législation anglaise procède maintenant; ces règles, posées par cet esprit supérieur, dominent toute la matière. Sans disconvenir des abus que la presse peut faire naître ou multiplier, il a forcé tous les bons esprits à reconnaître que ces abus ont pour compensation des conquêtes immenses. Dans son plaidoyer pour Stockdale : « N'éteignez pas la liberté de la presse, ne suspendez pas les terreurs du châtiment au-dessus de la raison humaine. Les esprits qui s'y soumettraient deviendraient incapables de produire ces grandes et nobles œuvres

qui éclairent les bases de toute politique, les origines de tout gouvernement; il deviendrait impossible, à plus forte raison, d'appliquer le remède du bon sens aux conjectures critiques, aux mouvements sociaux, et de réparer les brèches faites à notre constitution. Sous de pareilles terreurs, on verrait s'éteindre les grands flambeaux de la civilisation et de la science. Souvenez-vous que rien n'est grand dans le monde physique et moral, sans une certaine indépendance irrégulière et sauvage. Ou renonçons à ces bienfaits, ou acceptons-les avec leur alliage. Le génie marche seul; il paraît errer au hasard; la majesté et la vigueur de son pas le justifient. Les grands fleuves emportent leurs rivages et entraînent les troupeaux que les pâturages alimentent. Mais si les eaux ne débordaient pas, le sol resterait infertile, et tout périrait. Les orages ébranlent nos maisons et dispersent les navires de notre commerce; mais leur souffle vengeur éveille l'indolence des éléments qui, sans eux, engendreraient la contagion. Enfin la liberté, ce dernier don que l'Être suprême a fait à ses créatures, ce présent sublime, il faut la recevoir telle que Dieu la donne. Vous pouvez bien faire d'elle un modeste et timide enfant, vous pouvez bien la priver de son énergie et de sa force; mais ce ne sera plus la liberté. »

Dans le procès de lord Gordon, les accusateurs avaient développé de leur mieux la théorie des interprétations; des révoltes populaires ayant suivi la pu-

blication de plusieurs pamphlets écrits par ce lord, on en tirait d'induction que c'était lui qui était coupable de ces excès, et qui les avait provoqués. En effet, tout le système de nos anciennes lois favorisait cette manière de procéder, que l'éloquent Erskine accable de toute son éloquence.

« Eh quoi! messieurs, s'écriait-il, il suffira de voir ces conséquences prétendues, au lieu de juger les intentions, les motifs et les faits? Y a-t-il rien de plus contraire à la charité chrétienne que d'attribuer à un homme des intentions perverses, seulement parce qu'un malheur qu'il ne prévoyait pas a résulté de ses écrits ou de ses actes? S'il plaît au premier bandit d'assassiner un usurier, parce que, dira-t-il, la Bible parle des usuriers avec mépris, sera-ce la Bible qu'il faudra condamner? Si des crimes déplorables ont été commis récemment, crimes que l'on doit attribuer à l'indolence des magistrats, à l'aveuglement de la police et à sa mauvaise administration, par quelle atroce injustice essaierait-on d'établir je ne sais quel chimérique rapport entre ces actes et les écrits d'un publiciste politique. »

Le procès de Stockdale servit à établir un autre précédent non moins utile. La tâche de l'orateur était difficile; il avait à lutter non-seulement contre les préjugés populaires, mais contre l'éloquence entraînante de Burke et de Sheridan. Hastings, vice-roi de l'Inde anglaise, chargé de conserver par la force un

grand royaume acquis par la ruse, était traîné, comme coupable des actes les plus tyranniques, devant la suprême Cour de justice. Un ministre écossais nommé Logan, homme de talent et de courage éleva la voix en faveur du vice-roi. Stockdale, éditeur anglais, publia son livre, dans lequel la Chambre des communes était injuriée et comparée à un tribunal d'inquisition. Dicté par un louable amour de l'humanité et de la justice, ce pamphlet, qui contrariait d'ailleurs le mouvement presque toujours effréné de l'esprit public, contenait beaucoup d'expressions outrageantes pour les juges, les pairs et les accusateurs d'Hastings. Le célèbre Fox dénonça l'auteur. Il s'agissait pour Erskine de distinguer l'intention du fait, et de défendre la liberté de la presse sous sa forme la plus attaquable, lorsqu'elle ne peut justifier ses excès que par la droiture de ses intentions. Le plaidoyer d'Erskine est un chef-d'œuvre de dialectique et d'éloquence. Il se garde bien de soutenir la cause de Hastings lui-même; toute son argumentation porte sur le droit d'un citoyen anglais qui veut défendre un accusé malheureux et dont l'enthousiasme ne doit pas lui être imputé à crime. C'est à ce propos qu'il fait sentir la position cruelle d'Hastings, livré en même temps à la haine populaire et aux attaques des plus puissants esprits de l'époque.

« Voyez-le, dit-il; il est en face du tribunal le plus redoutable, investi d'une sainte et haute autorité, en-

touré de vénération, composé de tout ce qu'il y a dans notre pays de supériorités intellectuelles et scientifiques. La foule se presse à Westminster, et ce grand drame remue toutes les âmes dans leur profondeur. La curiosité est éveillée ; les cœurs palpitent de terreur et d'attente, et chaque jour se succèdent les premiers hommes de ce royaume, parlant à toutes les passions, faisant tomber sur l'accusé des invectives qui l'emportent sur celles des orateurs anciens ; éveillant l'indignation publique contre l'accusé ; piquant au vif l'orgueil national ; reprochant à ce représentant de l'Angleterre l'atrocité de ses actes, la perfidie de ses transactions ; soulevant contre lui toutes les haines ; montrant la nature outragée et l'humanité violée ; ne laissant jamais faiblir l'énergie de leur éloquence, toujours terribles, tragiques, emportés ; ambitieux comme tous les grands hommes, et ne négligeant aucune des ressources par lesquelles le talent cherche la gloire ; infatigables, en un mot, comme gens qui ont la persuasion intime de l'équité de leur cause : Messieurs, c'est sous le feu de cette terrible batterie, lorsque cet interminable procès frappait de stupeur toute l'Angleterre attentive, que l'auteur du pamphlet a pris la plume...

« Mais, Messieurs, je ne suis point l'avocat de M. Hastings ; je ne m'occupe ni de son crime ni de son innocence ; je ne parle de son procès que comme d'une matière collatérale au procès de mon client. Si les

domaines anglais dans l'Inde ont été conservés, si l'intérêt national a été servi, que demander de plus? C'est folie et absurdité de soumettre aux lois de la justice intègre et de la philanthropie l'exercice d'un pouvoir qui foulait aux pieds ces mêmes droits? Il peut, il doit avoir violé les ordres immortels de la nature et de Dieu; mais n'était-il pas le vice-roi fidèle d'un empire arraché à ses maîtres, baigné du sang de ses sujets contre les lois de Dieu et de la nature? Il peut, il doit avoir maintenu son autorité sur des populations abjectes et serviles, en les écrasant, en les insultant, en les décimant; mais n'était-il pas le fidèle administrateur d'un gouvernement sans sympathie avec les peuples de l'Inde, gouvernement qui ne s'appuie sur rien de national, sur aucune confiance, sur aucune similitude d'intérêt, et qui n'a d'autre instrument que l'alternative de la force et de la ruse? Les malheureux indigènes de la péninsule indienne, énervés par leur climat, brisés par la civilisation supérieure qui s'empare d'eux, retrouvent de temps à autre cette énergie furieuse et cette vigueur qui ne manquent jamais à la nature humaine outragée. Si l'on veut les gouverner, une verge de fer est indispensable. Il y a longtemps que notre pouvoir dans l'Inde aurait croulé, si, pour étayer un empire que Dieu ne nous avait pas donné, toutes les ressources de la violence guerrière et de la ruse administrative ne s'étaient alliées; si l'on n'avait pas employé dans cette œuvre

que le ciel condamne; tous les moyens qu'il réprouve.

« Je le vois, Messieurs, cette manière de considérer le sujet qui nous occupe vous surprend et vous touche. En effet, ce ne sont pas les livres muets et morts que j'ai consultés, c'est l'expérience, c'est le cœur humain, c'est l'histoire. J'ai vécu au milieu de nations asservies à notre autorité qu'elles abhorrent; j'ai connu leurs sentiments, leurs pensées, leur résistance, leur moralité, leur douleur. Je sais quelle est la seule manière de les vaincre, de les dompter ou d'apaiser leur rage. J'ai vu dans ma première jeunesse un prince sauvage et nu, qui tenait à la main le petit faisceau de petits bâtons destinés à rappeler à son souvenir les arguments de sa barbare éloquence, s'écrier : « Quel est celui qui fait naître au sein de ces hautes montagnes le fleuve qui va se perdre dans l'Océan? Celui qui élève et prolonge sur les continents l'ombre gigantesque de ces forêts, et qui les détruit et les abat par le tonnerre? Quel est-il? C'est le même être qui vous a donné votre patrie, de l'autre côté de la mer, et qui nous a assigné la nôtre en nous ordonnant de la défendre. Et nous la défendrons, continuait le guerrier, lançant avec violence son tomahawk sur la terre et poussant le cri de carnage de sa tribu. » Voilà, Messieurs, ce que pensent et sentent tous les hommes asservis. Pour gouverner ceux auxquels on ne peut demander aucune affection, il n'y a qu'une ressource, qu'un moyen : la crainte.

« Souvenez-vous que cet immense pouvoir asiatique dont vous jouissez, vous ne le devez pas aux sympathies humaines; vous ne pouvez le maintenir par aucune sympathie, par aucune délicate et douce méthode de gouvernement. La charité, la bienveillance, n'ont point fondé son empire et sont impuissantes à le soutenir. Voici deux cent mille hommes qui ont des chevaux, des armes, des éléphants, de la poudre à canon, et qui vous redemandent à grands cris les trésors que vous leur avez dérobés, les royaumes que vous leur avez pris!

« Allez donc leur répondre des paroles de douceur, de paix et d'affection. Vos soldats se révoltent; vous levez un impôt pour solder leur paie. Cela est injuste, nul doute. Vous avez conclu un traité qui vous défend d'augmenter les taxes; j'en conviens; mais hélas! sans cette augmentation l'administration elle-même tombe. Je sais qu'il est indécent, immoral de pénétrer dans la zenana que les femmes habitent, et que cette violation est surtout odieuse aux peuples orientaux. Mais il s'agit de prendre une ville et d'y pénétrer en se frayant un passage par la zenana; que faire? Rendre son éclat à l'honneur national, sa dignité à la moralité anglaise? Alors rappelez vos troupes, détruisez vos comptoirs; ordonnez à vos négociants d'oublier leur empire oriental.

« Mais si amoureuse de tyrannie et d'or, l'Angleterre veut dominer des nations lointaines; hostiles,

qui couvrent un espace de terrain bien plus étendu que nos îles natales; si elle y envoie des vice-rois sans autre instruction que l'ordre d'y conserver ces territoires et d'y maintenir la domination britannique, avec quelle apparence de raison viendra-t-elle, je le demande, trôner sur je ne sais quelle chaise curule de moralité sévère et reprocher à ses agents l'exécution des ordres qu'elle-même a donnés? De quel droit les accusera-t-elle? De quel droit condamnera-t-elle, non l'immoralité qui naît de ses propres actes, mais l'excès de cette immoralité? De quel droit dira-t-elle : — J'ai contrevenu aux lois éternelles et je suis innocente; vous avez outre-passé mes ordres et vous êtes coupable.

« Voilà ce que mon client a senti, ce qu'il a pensé. Si dans l'ardeur de son émotion, il a laissé échapper quelques expressions peu mesurées, le condamnerez-vous à l'infamie, à la prison, à l'amende! Jugerez-vous une parole peu modérée? Frapperez-vous une épithète malsonnante, au lieu de penser à la pureté, à la noblesse de l'intention? Ce que l'homme équitable et vertueux doit demander au Très-Haut avec le plus d'instances, c'est que la justice humaine soit pure, élevée, bienfaisante comme la céleste justice! Ah! malheur à vous, Messieurs, malheur à vous, si le grand Être vous jugeait plus tard d'après les règles que l'on vient poser; malheur à vous, si l'on comptait avec tant de rigidité, si l'on frappait avec tant de rigueur

chaque mot, chaque geste, chaque démarche inconvenante et peu modérée! Non, non; dans ce vaste et triste volume de notre vie, ce ne seront pas les innombrables erreurs de détail que l'ange notera pour nous perdre. L'intention générale, la charité envers les hommes, le bon ou le mauvais vouloir, seront appréciés. Nos imperfections nous écraseraient si l'indulgence céleste n'avait pas une autre règle, une autre mesure, un tribunal plus élevé et plus digne d'elle. Quand nos plus graves erreurs se trouveront alliées et inhérentes à quelque sentiment honorable, à quelque noble et généreux élan, à quelque parcelle de la flamme divine; oh! je n'en doute pas, nous serons pardonnés. L'homme, croyez-moi, Messieurs, l'homme qui ne comptera dans sa vie que ce genre de fautes, pourra marcher sans crainte dans l'ombre de la mort. Ces taches, si fréquentes et si nombreuses dans l'existence semée des plus éclatantes vertus, s'effaceront sous la lumière de la miséricorde divine. Faibles créatures, nos fragilités ne trouveront pas un accusateur acharné; nos mouvements de sensibilité et de ferveur, de dévouement, de bonté, de pardon généreux, trouveront un arbitre équitable, qui les placera dans la balance, et les opposera aux mille fautes de notre vie! »

Stockdale fut acquitté : l'orateur eut la gloire de fonder la doctrine d'après laquelle l'intention coupable ou innocente d'un écrit constitue sa criminalité,

ou entraîne l'absolution de l'auteur. C'est là, en effet, le fond de toutes les discussions sur la liberté de la presse. Erskine conduisit l'Angleterre à ce résultat important, qui assura l'omnipotence des jurés et les constitua arbitres, non-seulement du fait, mais de la manière d'appliquer la loi : changement nécessaire et qui n'a eu lieu que dans ces derniers temps.

Le célèbre Mackintosh peut compter parmi les athlètes victorieux de cette belle cause. Il se présenta en 1809 un étrange procès dont jamais l'analogue ne se retrouvera sans doute à aucune époque, dans aucune histoire. Un nommé Peltier, émigré français, qui publiait sous le nom de l'*Ambigu* une foule de fragments empruntés aux journaux de France, et plus ou moins défavorables à Bonaparte, alors premier consul, fut mis en jugement comme ayant inséré dans sa feuille des provocations directes à l'assassinat de Bonaparte. On ne pouvait nier le fait, Mackintosh se chargea de la défense, et composa un plaidoyer, non en faveur du libelliste Peltier, mais en faveur de la liberté de la presse. Son éloquence est celle du philosophe, non celle de l'avocat ; ses vues prophétiques s'étendent au loin, et la majesté de l'histoire se mêle à la sagacité du jurisconsulte. Quelques passages sont marqués du sceau d'une prévision frappante.

« Messieurs, nous sommes au commencement d'une grande lutte entre la seule presse libre de l'Europe et un grand pouvoir, le pouvoir absolu. Aujourd'hui la

presse anglaise est seule libre : privilége qu'elle partageait autrefois, avant le grand cataclysme de la Révolution française, avec la presse de plusieurs autres pays. Seule elle est debout, et elle vaincra, soyez-en sûrs; de faibles États qui n'avaient acquis de valeur dans la balance européenne que parce qu'ils s'étaient constitués centres de civilisation, d'industrie et de liberté, viennent d'être balayés à la fois par le grand orage politique. Dernier asile de la libre discussion, ce point de l'Europe est le seul où la raison humaine puisse s'exercer avec indépendance sur les sujets les plus vitaux de l'ordre social. Ici seulement, et non ailleurs, on peut hardiment publier son opinion et flétrir de sa haine la tyrannie la plus menaçante. La Constitution de nos aïeux protége encore notre presse libre; les cœurs et les bras des Anglais l'environnent et la défendent; elle ne périra, j'ose le prédire, que sur les ruines de l'empire britannique. C'est là, Messieurs, une considération d'ordre majeur; oui, cette liberté subsiste encore, mais elle subsiste au milieu des ruines, et elle est isolée. Maintenez-là donc, que tous vos efforts la maintiennent ! »

Ce procès, que Mackintosh devait perdre, eut beaucoup de retentissement en Europe. La sagacité philosophique de Mackintosh avait touché du doigt le point principal de la grande querelle européenne. Oui, c'était bien entre la liberté de la presse et le pouvoir absolu que se débattait le grand litige de notre temps. Per-

sonne n'en a jamais douté, depuis l'époque où la voix du jurisconsulte anglais retentissait à la barre du tribunal. Au reste, il n'avait éclairci aucun point de jurisprudence, et c'est surtout comme preuve d'observation providentielle et de pénétration vive que nous citons le discours remarquable que madame de Staël a traduit.

Curran, orateur irlandais, a aussi beaucoup contribué à l'affranchissement de la presse. Il l'a fait valoir, lui, comme concourant à la sûreté des gouvernements, comme nécessaire à leur salut.

« Quand une communication publique s'établit entre les citoyens, dit-il, savez-vous, Messieurs, à quels dangers échappe le gouvernement lui-même? Je vais vous le dire. Laissez la presse libre, la sédition marche à découvert et en plein midi, le démagogue déclame et gesticule; il a son théâtre, il en use, il joue son rôle en face du public; mais bientôt, soit lassitude, vénalité, ennui, dégoût ou désappointement, il quitte la scène, il disparaît, on n'entend plus parler de lui. Supprimez la presse et la sédition se cache, c'est pendant la nuit, dans un profond secret, qu'elle accumule les éléments inflammables, les matières combustibles dont quelque jour l'explosion détruira l'état social! »

Malgré tous les changements introduits dans cette matière, la jurisprudence de la presse anglaise est encore un énorme chaos au milieu duquel règne de la manière la plus despotique le caprice d'un jury, l'élo-

quence d'un avocat ou le souffle incertain des opinions populaires. Le pilori qui, autrefois, était une des punitions des crimes de la presse, et qui rappelait les temps barbares a été supprimé. Aujourd'hui la pénalité de la presse ne comprend que l'amende et la prison. Avant la Révolution il y avait des exemples d'emprisonnement pour dix années. Depuis cette époque, on n'a condamné les coupables qu'à une année, dix-huit mois ou deux ans de prison; mais dans quelque endroit qu'il plaise au juge de faire transporter le coupable, acquitté ou convaincu, quand même le prisonnier ne serait pas jugé, il paie les frais. Une maxime que la jurisprudence anglaise ne perd jamais de vue c'est que la couronne n'a pas de frais à payer, ni de dommages et intérêts à recevoir. L'accusateur public qui attaque au nom de la couronne avait jadis le droit de réplique, sans que l'accusé pût répondre à son tour. On cherche à prouver d'abord la publication du libelle; c'est un fait clair comme le jour; puis la malveillance et l'intention perverse de l'éditeur et de l'auteur, intention que l'on déduit non-seulement des termes employés par l'écrivain, mais de mille circonstances qui s'y rapportent. Autrefois cette intention malveillante, ou *malus animus*, était appréciée par le juge seul et non par le jury, ce qui constituait une énorme différence.

La loi n'admet pas aujourd'hui même, la preuve des faits que le libelliste impute au gouvernement.

Elle ordonne au jury de se déclarer quant à la pureté ou à la malveillance des intentions de l'écrivain. Une fois convaincue sous ce rapport, il s'agit du châtiment à infliger au coupable, et c'est alors que, dans l'espoir de le mitiger ou de l'augmenter, l'accusateur et l'accusé essaient de prouver l'un la vérité, l'autre la fausseté des assertions mises en avant par l'auteur du libelle.

Telle est la situation équivoque et vague de la loi anglaise à cet égard. Si l'on en croit les partisans du radicalisme, aucune espèce d'injure de la presse ne doit être châtiée, parce que, disent-ils, la presse sert de contre-poison à elle-même et que ses plus dangereux effets sont neutralisés par ses avantages. Tout au plus admettent-ils qu'un procès de presse pourrait être intenté dans le but de prouver la calomnie ou la vérité d'une attaque contre le gouvernement. Il est évident que tout ce code est vague, élastique, facile à détourner et à plier dans les sens les plus contraires. Un peuple qui connaît les droits et qui les soutient n'aura rien à craindre même d'un état de choses aussi dangereux et aussi incomplet que le nôtre, et la meilleure loi sur la presse deviendra périlleuse, quand un jury se trouvera disposé à exécuter aveuglément les ordres de la couronne et à favoriser ses usurpations. On peut être accusé de libelle et condamné sans qu'un grand jury s'assemble, sans être prévenu officiellement que les poursuites sont commencées, ou même sans être entendu. De 1806 à 1816, les ministres anglais ont usé

de ce pouvoir avec la plus grande latitude, avec une extrême dureté. En un jour on vit vingt-six écrivains politiques accusés à la fois, et la moitié des journaux cités devant les assises. Une fois le procès commencé on ne le continua pas; l'épée de Damoclès resta suspendue sur leurs têtes. Quelques-uns d'entre eux furent ruinés par les dépenses auxquelles ce procédé inique les exposait. On ne voulait que cela; au moyen de la terreur, on voulait leur fermer la bouche et les contraindre à laisser le ministère agir à sa guise.

Quelques améliorations ont été introduites par lord Brougham : il a essayé de rétablir l'équilibre détruit et de remplacer l'accusé en matière de presse sur le niveau de tous les autres accusés, qui, avant la preuve faite, sont considérés comme innocents, non comme coupables. Le bill de lord Brougham a mitigé sans les détruire quelques-unes des iniquités de l'ancienne loi qui a conservé en grande partie son vague et son obscurité.

La propriété littéraire n'est pas mieux protégée par nos bizarres lois. Lorsqu'un contrefacteur s'empare de votre ouvrage et vous enlève, par une édition frauduleuse, une part de vos bénéfices légitimes, vous n'avez qu'une espèce de recours; vous demandez au grand chancelier qu'il s'interpose afin de faire cesser la fraude dont vous vous plaignez. Ce magistrat prend des informations et use de son libre arbitre : il peut ou lancer contre le libraire coupable ce qu'on appelle

une *injonction*, c'est-à-dire lui défendre de continuer sa publication, ou même, dans certains cas, confisquer les exemplaires. Mais s'il juge l'ouvrage dangereux et par conséquent indigne de sa protection, il refuse l'injonction dont j'ai parlé. Dans ce dernier cas il arrive que le mauvais livre frappé d'anathème par le chancelier se répand plus aisément qu'un bon livre, puisqu'on donne au contrefacteur la faculté d'en multiplier les exemplaires; ce qui est arrivé au *Caïn* de lord Byron. Murray, par suite de l'interdiction de lord Eldon, perdit son droit de propriété sur ce livre; mais, d'un autre côté, il encouragea les contrefacteurs et fut cause que cinq ou six éditions de *Caïn* parurent à la fois.

Telle est la législation de la presse en Angleterre; infiniment flottante, obscure, ridicule, et cependant corrigée par les mœurs du peuple, par les invincibles habitudes, par son besoin de liberté. Toute l'histoire d'Angleterre est une grande leçon qui apprend quel parti un peuple peut tirer sans peine des plus détestables inventions de ses législateurs. Plus on avance dans la connaissance des hommes et des choses, et plus on se sent porté à la raillerie, et à la raillerie amère envers ces philosophes de cabinet auxquels il ne manque que l'observation des hommes et des faits : *Umbratiles philosophi*, comme disaient les Romains; hommes qui portant dans la pratique la régularité de leurs spéculations ne manquent jamais de se tromper

et de prendre les paroles pour des choses. C'étaient eux qui, dominant la Révolution française, déclaraient magistralement que les hommes sont égaux et que la presse était libre; croyant avoir assez fait par cette souveraine et magnifique déclaration, et s'embarrassant fort peu au fait si les égaux envoyaient leurs égaux à la place de Grève, et si la presse prétendue libre se trouvait asservie de manière à ne pouvoir publier ni une censure contre le gouvernement, ni une allusion aux membres du Parlement, du Directoire ou du Sénat. Il serait curieux de faire l'histoire des livres qui depuis 1793 jusqu'en 1809, sous le règne de la liberté de la presse en France, ont été mis au pilori, détruits ou mutilés par les divers gouvernements. Bonaparte et Robespierre, deux grands amis de la liberté de la presse, ne laissaient pas paraître un seul mot qui leur déplût. La censure de Louis XV et de Louis XVI était douce et bienveillante, comparée aux lois qui régissaient la presse sous la Terreur et sous Bonaparte. En général, quand un peuple laisse échapper la réalité de son indépendance, le fruit de ses libertés, lorsqu'il se paie de mots sans valeur et se contente d'une ombre vaine, il ne doit s'en prendre ni à sa législation, ni à ses maîtres. En fait de presse surtout (et l'Angleterre le prouve assez), la plus mauvaise législation devient, quand le peuple le mérite, un instrument d'affranchissement et de conquête.

BACON

BACON

1561-1626.

Si vous eussiez vécu en l'an de grâce 1620, et que le hasard vous eût fait rencontrer dans quelque rue de Londres, un personnage couvert de satin et de velours, tailladé sur les jointures, brodé d'argent, chargé de chaînes d'or, luisant de pierreries et d'aiguillettes, vous n'auriez pas osé dire :

« Voilà Bacon ! »

Vous ne l'auriez pas voulu croire.

Quoi ! le chancelier philosophe, le baron de Saint-Albans, le vicomte de Vérulam, le rénovateur de la doctrine expérimentale, le guide de trois siècles qui vont naître, se permettre des allures dignes tout au plus d'un héros de la Calprenède ! Oui, certes ! le voilà, c'est lui, lui qui se fait suivre de six estafiers, qui marche tantôt avec une gravité compassée, tantôt avec une légèreté de petit maître ; qui, le nez au vent, la tête haute, la toque pointue posée sur l'oreille, entre si lestement dans le palais, toise ses ennemis du regard, accueille avec dédain les solliciteurs ; traverse

en la narguant la foule des gentilshommes courbés sur son passage, puis se glisse jusqu'au cabinet royal, et là change de masque, devient humble, fait sourire sa bouche, amuse le maître d'une bouffonnerie ou d'une citation, et n'oublie rien pour s'avilir.

Chose étrange ! C'est là Bacon. La philosophie n'a pas de plus curieux monstre à étudier. Ainsi chacun de nous est gouverné par deux mobiles : l'esprit et le caractère. C'est le dernier qui nous dirige et nous commande, l'intelligence n'est qu'une lumière, le cararactère est une force ; la machine à vapeur n'éclaire pas, elle entraîne.

Le plus beau foyer lumineux ne soulève pas un brin d'herbe ; il verse la clarté, et la clarté n'est pas la puissance. Je soupçonne la plupart des conquérants, chefs de secte, réformateurs et autres grands hommes qui ont remué le monde, d'avoir prévalu sur leurs semblables bien plutôt par le caractère que par l'esprit. Ces dernières qualités s'unissent-elles? On est Frédéric II ou César !

Chez Bacon, le caractère était misérable, l'esprit excellent, immense, rare et de nature merveilleuse. Il serait tombé dans tous les ridicules comme dans toutes les bassesses, si son esprit ne l'eût sauvé des ridicules en colorant ses vices. Vous venez de le voir en costume de gentilhomme, rayonnant de faveur et d'insolence ; laissez-le rentrer dans son hôtel.

Là se trouve campée une armée de serviteurs qui

le pillent et le flattent : parasites recueillant ses sourires et vivant des débris de son faste ; gens de loi qui attendent leur avancement d'un caprice du maître ; entremetteurs surtout et agents d'affaires, trafiquant des grâces et des sentences du juge, lui apportant une aiguière, une soupière, un manteau, une toque, un collier, et lui épargnant, moyennant le prix du courtage, l'embarras d'une négociation délicate entre le plaideur et le magistrat. Bacon, le chancelier, s'admire et se pavane au milieu de ces richesses mal acquises ; il contemple sa figure radieuse, que répètent tous ces métaux précieux achetés par la concussion. Pauvre Bacon ! un moment ce pouvoir paraît chanceler. Le favori du roi est mécontent de Bacon, l'odieux et léger Buckingham a protesté, dans un cercle de gentilshommes, que le vieux chancelier, assez hardi pour s'opposer à ses desseins, aurait bientôt de ses nouvelles. Bacon tremble. Il sort à pied et seul. Il se rend à l'hôtel de Buckingham, sans suite, sans estafiers, sans amis, le front bas, et vêtu de noir. Les valets de Buckingham ne le saluent pas et lui répondent à peine. Il s'assied sur un bahut de l'antichambre, et sollicite, en vain, la faveur d'être annoncé. Un jour entier se passe dans cette ignominie ; il revient le lendemain, il recommence le surlendemain. Enfin Buckingham, lassé d'une si abjecte patience, daigne sortir de ses appartements.

Le chancelier, dont les cheveux sont blancs, et qui doit représenter la majesté et la justice en Angleterre, tombe aux pieds du jeune courtisan, qui le laisse à genoux. Bacon pleure, supplie, s'excuse et ne veut se redresser qu'après avoir reçu son pardon. On le lui jette.

A côté de ces deux scènes, il serait facile d'en esquisser d'autres, non moins fidèles à l'histoire et qui achèveraient la triste révélation ébauchée par nous. Ici, Bacon se traîne aux pieds d'Élisabeth, qui refuse à l'homme l'estime qu'elle accorde à l'écrivain, et ne veut pas contribuer à l'avancement d'un magistrat vénal. Là, il fatigue de protestations et de supplications un oncle qui le maltraite et le repousse ; plus loin, c'est lui qui fait tomber la hache sur la tête de son protecteur, de son bienfaiteur, de son ami, d'Essex, contre lequel il porte la parole dans le procès fatal ; procès qu'il poursuit avec un acharnement proportionné à la reconnaissance dont Essex lui a laissé le fardeau.

Cet homme meurt, honoré pour son esprit ; peu compris quant à sa philosophie ; méprisé plutôt que haï pour des vices mêlés de souplesse ingénieuse et de grâce caressante. Il ne reste de lui qu'une trace, ses livres ; trace enflammée, plus elle avance dans le ciel plus elle étincelle. Bientôt tout l'horizon est embrasé. Elle marche précisément au-dessus du siècle qu'elle précède et guide, comme la colonne de feu de

Moïse. Les peuples d'Europe lassés de croire, se sont mis à douter : Bacon leur recommande l'analyse. Le spiritualisme s'éteint et s'affaisse : Bacon a prêché un matérialisme déguisé. Les sens reprennent leur vieux pouvoir : Bacon a dit qu'il était stérile, inutile de rien chercher au delà des sens. On s'ennuie de théories générales, chaque jour on réclame les applications précises de la science aux intérêts privés : Bacon à préconisé l'*utile,* protesté contre l'idéal, annoncé la révolte du corps contre l'âme, de la pratique contre la rêverie, de l'expérience contre l'hypothèse. C'est donc le chancelier Bacon, le courtisan d'Élisabeth et de Jacques Ier ; le concussionnaire, l'ingrat et le lâche, le servile juge, l'orateur sans conviction ; le voluptueux et vaniteux magistrat, qui, tout chargé de ces iniquités sensuelles, tout énervé par ces faiblesses, livré au luxe, à la corruption, à la bassesse d'âme, a donné la première impulsion à la philosophie sensuelle et matérialiste. Lui, qui a sacrifié jusqu'à l'honneur au bien-être et au bien-vivre, il a prêché le premier la doctrine du bien-vivre et du bien-être. A sa vie pleine de honte a donc succédé, par la force même des choses et par une conséquence naturelle, un apostolat plein de gloire.

La philosophie du *mondain* est absolument celle de Bacon. Le monde industriel qui nous emporte offre le dernier développement de la doctrine dont il a été la première et la plus brillante expression. « Con-

« sommez, jouissez, expérimentez, travaillez, domp-
« tez la matière, enchaînez la nature, multipliez vos
« plaisirs, et que le monde entier, votre esclave,
« accroisse la somme de votre existence! Qu'importe
« les théories : cessez de raisonner *a priori*. Observez,
« essayez, manipulez, raisonnez, doutez, comparez,
« concluez. La vie de l'homme s'enfuit rapidement ;
« la science peut la doubler. Vous ignorez votre
« force, quittez les nuages, descendez sur la terre :
« *commodis humanis consulite*, servez l'intérêt hu-
« main ; *efficaciter agite, ad sublevanda vitæ humanæ*
« *incommoda*, concourez efficacement à soulager les
« misères de la vie ; *vitam humanam dotate novis in-*
« *ventis et copiis*, dotez l'humanité de nouvelles inven-
« tions et de ressources nouvelles..... *potestatibus*
« *novis*, de nouvelles puissances. » Écho séduisant qui retentit de page en page dans les œuvres de Bacon.

C'était précisément à l'utilité pratique, à la jouissance et au bien-être, que les peuples européens consacraient l'activité la plus hardie, depuis le commencement du dix-septième siècle. L'écrivain spirituel, brillant, incisif, fécond, lumineux, premier avocat de ce système, grandissait à mesure que les années s'écoulaient. Bientôt ce ne fut plus un auteur, mais une idole. La religion baconienne, seul dogme commun des Lamettrie des Voltaire et des Diderot avait enfanté Gassendi et Locke, Toland et Condillac. Il

fallut commenter cette bible de l'analyse, le livre saint des sens, ce code du monde physique : d'Alembert s'en chargea. Diderot sonna la trompette, et entonna l'hymne de louange, Deleyre et Lasalle se chargèrent des annotations et des explications ; Naigeon, Condillac, Helvétius apportèrent leur tribut d'éloges, et encensèrent le dieu. Alors, pour la première fois, on comprit tout le mérite littéraire de ce rare génie, cette éloquence nerveuse et piquante, ce flot d'images éclatantes et neuves, cette ingénieuse série de preuves brillantes, cette originalité de coloris, cette sévérité mêlée de verve, cette poésie si vive et si prompte, qui trouvèrent leur triomphe facile et universel dans une époque toute préparée à recevoir et à transmettre les doctrines de Bacon.

Un excellent ecclésiastique, homme d'esprit et de sens, tenta même de réconcilier Bacon avec les fidèles, et voulut prouver que sa doctrine n'a rien de contraire aux dogmes fondamentaux de l'Église. Pendant cinquante années, pas une voix ne s'est élevée assez téméraire pour attaquer le patriarche de l'industrie et de l'expérience : l'initiateur du monde moderne dans la nouvelle voie de progrès matériel, que nous parcourons avec tant de rapidité, de violence et d'orgueil, triompha sans obstacle.

Cette apothéose a duré longtemps. Aujourd'hui personne ne veut plus d'apothéose. Ce que l'Europe actuelle a de mieux ou de pis, mais du moins ce qu'elle

a de plus caractéristique, c'est une froideur déniaisée, que nous honorons du titre d'impartialité : froideur de vieillards ; mérite réel, toutes les fois qu'elle n'est pas symptôme d'affaissement et d'ennui. On replace toutes les gloires sur l'enclume. On juge en souriant les sentences, ceux qui les ont portées et ceux qui les ont subies. Le paradoxe devient lieu commun ; rien n'étonne plus personne.

Vous pouvez soutenir que Néron était un bonhomme, ou que d'Assoucy avait plus de génie que Corneille, le public ne se retournera pas pour vous saluer d'une épigramme.

Le vrai temps est venu des opinions librement individuelles. Bacon, par la piquante nouveauté de ses vices, de son génie, de son influence, de son école, a pu attirer toute l'attention de cette mordante et froide analyse. Aussi depuis quelques années a-t-on retrouvé fréquemment la curieuse figure de Bacon sur cette sellette de la critique, où nous le replaçons encore aujourd'hui. Lord Brougham et sir James Mackintosh ont apprécié diversement sa conduite et son caractère.

M. de Vauzelles, conseiller à la Cour royale d'Orléans, a groupé et classé, d'une manière ingénieuse et lucide, tous les documents biographiques et bibliographiques relatifs à son héros. A la tête d'une édition des œuvres du philosophe, M. Basile Montagu a placé une vie apologétique, écrite avec beaucoup de soin.

Un avocat de Londres, M. Thomas Martin, a publié une brochure intitulée *Character of lord Bacon,* brochure qui pallie tous les torts du chancelier et lui donne à la fois le baptême et l'absolution. Enfin le grand hiérophante de l'absolutisme dans les temps modernes, M. de Maistre, a disséqué en deux redoutables volumes les œuvres du philosophe anglais.

Tant de lumières ne nous satisfont pas encore. Il semble qu'il manque quelque chose à ces analyses, à ces investigations, à ces travaux. L'ouvrage de M. de Maistre, le puissant et le plus rude des produits intellectuels cités par nous, porte dans la discussion une ardeur polémique, une terreur inquisitoriale, une rigueur indomptée, qui font toujours ressembler la vérité au mensonge et qui épouvantent les esprits équitables. Ce bourreau de la pensée humaine, de Maistre, frappe à coups de dialectique comme à coups de hache et finit par atteindre le mensonge, à force d'abattre le sophisme. Son inexorable dilemme ne laisse rien subsister dans le monde, si ce n'est la vérité mathématique. Il ne juge pas, il ne peint pas, il ne fait aucune acception des circonstances ; il ne place Bacon ni en face de son siècle, ni au milieu de ses contemporains, ni devant l'avenir. C'est dans une région abstraite, au milieu des syllogismes et des enthymèmes, qu'il porte Bacon tout entier. Il pose toute la doctrine baconienne sur le lit de Procuste, et la réduit à l'absurde. Il reproche injustement au philo-

sophe ses erreurs en physique, en chimie, en métaphysique, et il oppose barbarement ces erreurs au système rationnel exposé dans le *Novum organum.* Comme s'il n'était pas donné à tous les hommes, aux philosophes surtout, d'être inconséquents à leurs principes et d'errer tout en soutenant qu'il ne faut pas errer! La dialectique n'admet pas l'inconséquence, elle n'admet pas l'humanité ; elle est par conséquent fausse dans ses jugements, dans ses résultats, dans ses conséquences. Elle est menteuse à force de rigueur. Mais ce que M. de Maistre a très-bien vu et merveilleusement déduit, c'est la suite nécessaire de la théorie baconienne. Il a eu le tort grave d'attribuer au philosophe l'intention de ces conséquences, dont il n'avait pas même le pressentiment. Il a aussi passé sous silence l'une des plus grandes improbités de la vie de Bacon, le pillage impudent des idées émises par Roger Bacon, et même des paroles employées par son prédécesseur.

Plaignons Roger le moine, esprit subtil, puissant et sévère, plaignons-le de n'être pas né assez tôt. Il appelait son œuvre principale *La grande œuvre, opus majus ;* François Bacon qui sentit, au commencement du dix-septième siècle, que le moment d'accomplir cette œuvre était venu, appela aussi son travail l'*enfant mâle du temps ; l'organe nouveau ; la restauration universelle :* dénominations éclatantes qui renfermaient autant de charlatanisme que de poésie. Il

savait bien, François Bacon, de quels langes de pourpre il fallait envelopper l'enfant trouvé.

Roger Bacon, ce moine dont le nom à demi effacé brille encore d'une lumière équivoque et dont on ne lit plus les ouvrages, quelle doctrine avait-il annoncée ? *L'expérimentalisme*. L'école arabe, puissante sur le moyen âge, lui en avait transmis le germe, emprunté, il est vrai, au plus grand observateur des temps anciens, Aristote. François Bacon suit la même trace; il n'a pas d'autre théorie à jeter dans le monde qu'il prétend réformer. « Expérimentez ! lui crie-t-il sans cesse. » Stérile encore au siècle du moine Roger, ce mot, prononcé avec éclat par le grand écrivain du seizième siècle, frappe alors les portes retentissantes d'une époque nouvelle, disposée à faire jaillir au loin l'écho redoutable d'une parole qui va tout changer. C'est un signal que nous suivons aujourd'hui même.

Examinons les titres réels de François. L'originalité de sa pensée, où est-elle ? Il réforme son siècle ; il ouvre une grande carrière ; il détruit toutes les idoles, dit-il; il est inventeur, c'est sa prétention; il renouvelle l'art de savoir et double la puissance de vivre en augmentant la puissance de connaître. Son premier travail consiste à indiquer les causes de l'ignorance générale : c'est plaisir de le voir à l'œuvre, cet esprit satirique et sensuel, armé d'images et de saillies acérées, ardent à l'attaque comme Voltaire ; fin dans la discussion, comme Bayle; fécond en ironies colorées,

aussi brillant et plus solide que Sénèque, d'une vivacité de trait admirable, et d'une inépuisable verve. Il promène le lecteur de tableaux en tableaux, imprime à l'imagination un mouvement qu'il modère ou accélère à son gré, personnifie et anime toutes les abstractions, présente tour à tour l'étude comme un lit de repos pour l'oisif, une forteresse pour le polémiste, une promenade pour l'homme du monde, un atelier pour l'industriel, *lectulus, arx alta, xystus, officina.* Puis il évoque tous les fantômes des préjugés qui nuisent à l'étude ; il nous les fait voir sur leur autel, il les chasse, il les dépeint ; il nous montre ces idoles adorées : ici, les *idoles de la tribu,* nées de la tradition et de la famille ; là, les *idoles de la caverne,* nées de l'antiquité ; plus loin, celles du *forum*, filles de la voix populaire ; enfin celles du *théâtre,* qui ont pour mères la vanité et l'apparence.

Ayez le courage d'ouvrir le poudreux volume de Roger Bacon, vous verrez à quoi se réduit l'invention de François. Roger assigne, comme son homonyme, quatre causes générales à l'ignorance humaine : la première, c'est *fragilis et indignæ auctoritatis exemplum* (l'exemple d'une autorité fragile et indigne) ; c'est ce que le second Bacon appelle l'*idole de la tribu.* — La seconde, *consuetudinis diuturnitas* (l'ancienneté et l'habitude), répond précisément à l'*idole de la Caverne.* — La troisième, *vulgi sensus imperiti* (le sentiment d'une populace ignorante), n'est autre que les

idola fori. — Enfin ce que Bacon flétrit d'un mot si pittoresque, *idolathetri,* le pauvre moine, peu habile à trouver l'expression concise et piquante, est obligé d'avoir recours à une périphrase pour dire la même chose. C'est selon lui : *propriæ ignorantiæ occultatio, cum ostentatione sapientiæ apparentis* (le besoin de cacher sa propre ignorance et d'étaler une apparente sagesse). Sont-ce donc là des coïncidences fortuites ? D'où vient cette similitude exacte dans la répartition des causes, dans leur ordre, et dans les vices dont elles sont la source ? La draperie du poète réussit-elle, croyez-vous, à cacher le vol du philosophe ?

Il y avait deux hommes dans Bacon, et comme deux génies opposés, qui luttaient, ou plutôt qui se balançaient perpétuellement : le bon génie qui dirigeait la pensée du philosophe, celui-là, génie de lumière ; — et le mauvais génie qui inspirait les actes de l'homme public, ce dernier, génie de flatterie, d'immoralité et d'avidité. Quand l'un de ces démons familiers apparaît, l'autre se cache ; ils dominent alternativement la vie de Bacon et la rendent tour à tour éclatante et sombre, admirable et misérable.

L'antithèse que j'indique n'est pas dans les mots, elle est dans les faits. Sa mère, femme d'esprit et de caractère, lui enseigne d'abord l'alphabet et jette dans cet esprit d'enfant le premier désir de science ; puis la reine Isabelle passe à côté de lui, le nomme son petit chancelier, caresse son front et ses cheveux,

et fait éclore la première étincelle orgueilleuse qui le dévora plus tard et lui fit sacrifier sa probité même à son désir d'argent et de titres. Dès lors, il fut toujours suspendu entre la science et l'ambition, entre l'honneur et le déshonneur ; ce mouvement qui ne s'arrêta plus, fut désormais, que l'on nous passe le terme, aussi régulier que l'oscillation d'un pendule. Au collége, il se moque des lieux communs aristotéliques et des ratiocinations scolastiques, monnaie creuse dont on veut le payer ; il a déjà le pressentiment d'un meilleur système, qui doit reposer sur l'examen des faits et s'attacher moins aux paroles. Puis il voyage en France, vient à la cour, y fait le beau et le superbe, se mèle aux affectations et aux coquetteries de cette population à demi italienne et à demi barbare des mignons et des spadassins de Henri III, école qui lui apprend la fatuité et l'amour des beaux habits.

Il revient étudier le droit à Londres, se plonge dans la loi et la coutume jusqu'aux oreilles, s'ennuie de cette science peu philohsophique, commence à expérimenter sur les faits et à entrevoir tout un monde d'observations, de réalités, de découvertes à substituer à la grande masse des systèmes *a priori*. En même temps que son génie commmence à poindre, son ambition s'éveille. Il désire être quelque chose, et pour cela, il s'abaisse, il rampe, il se prosterne, il écrit des lettres de mendiant inouïes, à plat ventre, baisant

l'ourlet du manteau de quiconque peut le servir ; courtisan exagéré, flatteur immodéré, et voulant arriver à tout prix. En effet, il entre aux Communes ; une fois maître de cette position, son bon génie reparaît. Il devient éloquent et sert les intérêts réels du pays : on s'empresse autour de lui, sa place semble marquée d'avance, l'estime lui arrive, et la cour despotique de cette époque commence à prévoir en lui le plus dangereux ennemi du monde, un adversaire honnête homme. Cependant le mauvais génie de cet étrange Bacon relève la tête : il change brusquement sa position, exploite l'admiration qu'il a conquise, chante la palinodie, excuse les plus tristes abus financiers et politiques d'une administration mauvaise, attaque ce qu'il a défendu, et protége de sa voix les dilapidations et les actes arbitraires qu'il vient d'attaquer. Au moment où l'estime des gens de bien se retire de lui, il publie un traité de morale, ses *Essais*, livre ou tant de finesse sociale se mêle à un sentiment si délicatement profond de toutes les convenances. Dans un style concis, lumineux, saillant et vif, qui n'est pas en rapport avec celui de La Bruyère et de La Rochefoucauld, il recommence la prudence, l'habileté, la prévoyance, toutes les demi-vertus si utiles de la politique sociale ; cependant il ne fait que des fautes et des sottises.

Le volume de François Bacon, conseiller d'État, neveu de premier ministre, fils de garde des sceaux, et

le plus grand esprit de son siècle, vient à peine d'être publié, aux applaudissements de tous les contemporains, que l'étranger, qui veut trouver à Londres ce même François Bacon, est obligé d'aller le chercher en prison, où il est détenu pour dettes, malgré sa fortune, son talent d'avocat et sa clientèle.

Déjà glorieux et méprisé, le mauvais succès de sa conversion maladroite l'irrite sans l'éclairer ; il parvient à sortir de prison, frappe tantôt avec colère et tantôt avec humilité aux portes de tous ses parents, qui le repoussent sans pitié ; et, les quittant de nouveau, il court se rallier à leurs ennemis, dont le chef, le chevaleresque comte d'Essex, vient à son secours, lui donne de l'argent, du crédit, et la protection de son amitié. L'ambitieux se confond en adulations inutiles ; son mauvais génie avait décidément pris le dessus, Essex tombe et Bacon est ingrat jusqu'à l'infamie.

Ce fut lui qui, de sa main, conduisit au supplice ; qui, de sa plume, flétrit ignominieusement ; et, de sa voix, injuria publiquement l'étourdi jeune homme, son généreux protecteur. Il y en avait bien assez comme cela, de turpitudes ineffaçables ; il continua et en augmenta la liste : d'abord par un mariage vénal et sans amour, dont le seul but était de payer ses dettes ; ensuite par ses protestations d'enthousiasme pour ce pédant de Jacques II, qu'il abhorrait en le nommant Salomon ; puis par sa puérile joie

d'être fait chevalier, lui deux cent trentième, des mains de ce Salomon burlesque, et enfin par le marché ignoble conclu entre lui et un favori méprisé, afin d'obtenir une plus haute charge de magistrature.

Une fois qu'il est arrivé là, par quelles routes déplorables, nous venons de le voir, il se retourne, se repose, et jette un regard sur les ambitions plus pures de sa jeunesse ; il se met, dans un accès de remords ou dans un moment lucide, à donner audience au bon génie. Il révise les lois anglaises, en débrouille le chaos, indique la méthode à suivre, et recommande l'humanité comme base de la justice ; il jette en avant toutes les idées de Bentham. Au moment où il a cet ouvrage sur son bureau, il fait donner sous ses yeux la torture à un pauvre diable de prédicateur, pour un sermon que ce dernier n'a pas même prononcé, pas même publié ; et Bacon est fort mécontent de ne pas pouvoir le pendre. C'est aussi de cette époque que datent ses grandes œuvres philosophiques, c'est-à-dire l'examen et l'expérience remis en honneur, et un nouveau lit creusé à tous les flots des idées modernes ; l'Europe s'en étonne et l'admire, le dernier mot du moyen âge est prononcé, les paroles initiatrices du monde nouveau ont été dites par Bacon, et cependant, à quoi s'occupe le philosophe, le second Aristote ? Il intrigue pour avoir une place de plus, une pension de plus, un domaine de plus. Ce

qui passe toute idée, et ce dont lord Campbell apporte les preuves irrécusables, il sème contre ses rivaux les lettres anonymes adressées au roi et aux puissants, et écrites de la main faussaire et calomniatrice de cet homme qui va être grand chancelier d'Angleterre.

En effet, il le devient ; dans les rues de Londres, ce beau cheval noir aux housses rouges, à crépines d'or, porte l'orgueilleux lord Bacon, escorté du grand trésorier et du garde du sceau privé, et suivi de cent gentilshommes à cheval, de trentes juges en litière et d'une procession de clients, de parasites et de flatteurs ; on va l'installer. Devenu chef suprême de la justice, il se met à la vendre, ou plutôt il autorise les gens qui l'entourent à en tenir boutique ouverte et à en débiter en son nom à beaux deniers comptants. Il reçoit des miroirs, des aiguilles, des bourses, des coffrets, des tableaux et force beaux écus. Tout va pour le mieux : les serviteurs s'enrichissent, les plaideurs se taisent et Bacon brille à la cour. Un jour, cependant, qu'on l'a payé pour être inique, l'évidence ou la conscience qui se réveille en lui le forcent à prononcer une sentence juste. Comme il a gardé l'argent dans sa poche, le plaideur qui a payé se fâche, dénonce le chancelier, et renverse d'un mot cette grande existence.

Bacon se retranche d'abord dans sa fierté, dit qu'il faut que la loi ait son cours et qu'il est innocent comme les « *petits enfants* qui viennent de naître. »

Puis, tout à coup, il voit mieux la chose, comprend sa situation, se met au lit, refuse de manger, écrit au roi qu'il vole vers lui, « avec les ailes de la colombe, » et avoue tout. Il ne veut rien cacher, rien dissimuler, « mais paraître dans sa honte, sans *feuilles de figuier*, et dans la nudité de son crime. » Il se plonge lui-même tout entier dans cette humiliation qu'il exagère à plaisir ; il s'y embourbe avec délices, criant : *merci, grâce* et *miséricorde*, de la façon la plus inutilement réitérée, hélas ! la plus abjecte et la mieux prouvée. Voilà bien des leçons, bien des douleurs et bien des fautes punies. Alors viennent les nobles journées de la solitude, de l'abandon et de la pauvreté ; le bon génie reparaît, le philosophe reprend courage, on ne voit plus ni juge vénal, ni intrigant sulbaterne. Il n'y a plus que lord Bacon, une intelligence infatigable, pénétrante et puissante, un poète et un observateur, enfin le grand homme qui, jusqu'à la fin de sa vie, restera seul debout sur les débris d'une autre existence ambitieuse et déçue, et pour ainsi dire sur le cadavre du mauvais homme et du mauvais juge. Lord Campbell a donné la première biographie complète de ce phénomène extraordinaire ; nous ne voulons pas dire qu'elle soit satisfaisante : rien n'est moins satisfaisant pour tout homme de cœur que les lettres de Bacon, publiées pour la première fois, et qui révèlent un des plus méprisables personnages qu'on puisse imaginer.

Il ne faut pas oublier le noble trait de ce pédant et satirique mais honnête Ben Jonson, si redouté pour son humeur caustique et son rude langage. Il n'avait rien demandé à Bacon puissant ; une fois le grand chancelier tombé, le seul homme qui montra de la sympathie pour la victime, ce fut le pauvre dramaturge, fils d'un maçon, et dont les journées se passaient moitié dans les tavernes, moitié parmi les bouquins latins et grecs. Il ne voulut pas croire qu'un si vif esprit et un génie si pénétrant fussent alliés à une conduite infâme. Ben Jonson protesta donc en faveur du chancelier déchu :

« Mon admiration de sa personne, s'écria-t-il, n'était point accrue par les fonctions qu'il remplissait et les honneurs qui se trouvaient accumulés sur sa tête. Je lui ai porté respect et je lui porte encore, à cause de la grandeur spéciale et particulière qui lui était propre, et parce qu'il m'a semblé, d'après son livre, que c'était l'un des plus grands hommes et des plus dignes d'admiration que plusieurs siècles aient produits. Dans son adversité, j'ai toujours prié Dieu de lui donner la force pour la grandeur : elle ne pouvait lui manquer. Quant à le plaindre, je n'ai pas prononcé dans ce sens un mot, ni une syllabe, sachant bien qu'il n'y avait rien qui pût porter préjudice réel à la vertu et que les plus cruels accidents ne font que la manifester davantage. »

C'est chose touchante de voir Ben Jonson, l'homme

de cabinet et d'étude, tout occupé à copier d'après Salluste le caractère de Catilina et celui de Céthégus, d'ailleurs rempli d'amour pour les lettres et pénétré de respect pour ceux qui les cultivent et leur doivent la gloire, défendre le philosophe Bacon, son illustre contemporain. Il ne comprenait point ce chancelier Bacon, si étourdi et si profond, si vénal et si fier, si généreux et si bas; cette intelligence qui ne pouvait sortir de sa sphère de méditation pour se mêler au monde de l'action et de la pratique sans s'avilir ou s'éclipser.

Bacon, l'homme de l'analyse, est un des écrivains qui ont le plus ardemment concouru à la destruction du lien des esprits. Il excite une curiosité sans bornes dans la religion, dans les sciences humaines. Cette maladie a fait d'effroyables progrès. Tout est devenu artificiel, méthodique, mesquin, tout est isolé. Nous sommes infestés de demi-savants, de demi-poètes, de demi-citoyens. Pourtant, le génie s'adresse au bons sens dont il est le fils aîné ; il faut qu'il se forme un public, et ce public naîtra. Les nationalités s'effacent, si on entend par là les masses imbues des niaiseries courantes, des haines prétentieuses apprises au collége, dans les chansons populaires et dans les récits des soldats voyageurs; mais les nationalités véritables tendent à se dessiner, les qualités dominantes à renaître, parce que l'esprit d'union qui se fortifie aujourd'hui aura nécessairement pour effet de redou-

bler la vie morale et de faire saillir les grands traits que Dieu a imprimés dans les âmes. La poésie française sera enfin française, la liberté italienne, sera enfin italienne, la réforme espagnole sera enfin espagnole. Mais ce changement, c'est au génie à le préparer ; c'est à un autre Platon de réunir dans un foyer les étincelles perdues dans la nuit, et à faire la *préface humaine*. C'est à un Dante de donner un monde à la foi. La nation à gagner, ce nest pas celle-ci où celle-là, c'est une nation philosophique et poétique ; un corps formé de membres épars sous toutes les latitudes ; c'est l'humanité.

UN VOYAGE

DE JOHN LOCKE EN FRANCE

UN VOYAGE

DE JOHN LOCKE EN FRANCE

(1675-1679)

Le trône de Louis XIV brillait de tout son éclat lorsque Jean Locke vint en France. Il n'avait encore publié aucun ouvrage. On ne le connaissait en Angleterre que comme l'auteur de quelques expériences physiologiques, l'ami de Newton et le confident de Shaftsbury.

C'était en 1672.

Turenne, avec 15,000 hommes, venait de battre 60,000 Allemands à Mulhausen. La seconde ligue formée par l'Europe contre le grand roi cédait à l'ascendant de sa fortune. Courbée aux pieds du trône, la vieille féodalité s'éclipsait tout entière devant cette gloire éblouissante. Les arts, les lettres, les triomphes guerriers et les fêtes galantes faisaient de Versailles l'admiration du monde.

L'édit de Nantes n'était pas révoqué ; Bossuet, dictateur de la foi, Fénelon, le dernier des apôtres,

Racine, Molière, Boileau, Pascal et La Bruyère vivaient.

Locke passa trois années en France; il parcourut toute la Provence, une partie du Languedoc, et séjourna longtemps à Montpellier, à Lyon et à Paris. Philosophe pratique, il avait coutume d'inscrire, chaque soir, sur ses tablettes les observations qu'il avait recueillies pendant la journée. Ce journal s'est conservé dans la famille de lord King, pair d'Angleterre, héritier direct de sir Peter King, exécuteur testamentaire de Locke. Une partie des documents et des résultats ainsi rassemblés par Locke pendant son voyage en France a été publiée récemment.

On n'y trouve que des indications très laconiques, des descriptions fort sèches, des notes écrites en courant, des *memoranda* dénués de style et souvent inachevés. Mais ces feuillets détachés n'en sont pas moins dignes d'attention. Gentilhomme anglais et protestant, il a été témoin des magnificences de la cour; il a vu danser le roi avec Mme de Montespan; et ce qui l'a frappé surtout, ce n'est pas la splendeur de ces fêtes, mais le mauvais état des routes, la malpropreté des auberges, la misère du paysan, l'onéreuse répartition des impôts, l'iniquité des enrôlements, le vide pompeux des thèses de Sorbonne, et la parfaite vanité des costumes et des cérémonies. Quelques-unes de ces notes, que nous traduirons dans leur simplicité, pourront donner une idée de la manière

dont Locke a jugé la France sous Louis XIV, à l'époque la plus glorieuse de ce règne. On ne s'étonnera pas d'y trouver des détails minutieux : la familiarité cache ici plus d'une instruction importante ; en feuilletant ces notes sans couleur et sans style, mais précieuses, comme témoins muets de vérités méconnues, on ne pourra s'empêcher de reconnaître la France réelle, le pays que Locke a visité et observé, de 1675 à 1678, et de répudier cette autre France chimérique dont les courtisans nous ont parlé.

FRAGMENTS

EXTRAITS DU JOURNAL DE LOCKE

« 2 Décembre 1675. — Les auberges, de Boulogne à Abbeville, sont détestables. Celle où je me trouve ne suffirait pas à garantir un berger d'Écosse contre les atteintes de l'air. A force de demander une paire de pantoufles, je suis parvenu à me faire apporter une paire de sabots. Ce genre de chaussure m'incommode singulièrement ; encore n'en ai-je pas seul le bénéfice : mes deux compagnons de route, fatigués de leurs bottes, ont tour à tour essayé ces souliers de bois, très-communs en France, et absolument inconnus en Angleterre ; deux sabots ont donc servi à trois personnes, et les politesses mutuelles dont ces évolutions ont été accompagnées ont achevé de rendre la scène

grotesque. A cela il faut ajouter un dîner abominable, point de lit, un mélange odieux de toutes les odeurs nauséabondes, et de tout ce qui peut torturer un voyageur..... Si Paris est un vrai Paradis, comme tout le monde prend soin de nous le répéter, les auberges de la grand'route sont assurément le Purgatoire qui y mène...

« 3 Décembre. — A Beauvais, belle cathédrale, mais inachevée. Depuis deux siècles elle reste dans cet état. Je ne puis que m'étonner du délabrement où on laisse un édifice magnifique : une moitié d'église privée de nef, et où, cependant, on dit l'office tous les dimanches.

« 22 Décembre. — Lyon. — J'ai visité le collége des Jésuites; édifice quadrangulaire, entouré de bâtiments très-élevés; les murs sont couverts de peintures fort belles; tout y respire l'opulence et le bon goût. La situation du collége sur les bords du Rhône, est vraiment remarquable; la perspective que les bons pères découvrent de leur bibliothèque est admirable; ils jouissent ici-bas de tous les biens terrestres.

« 28 Décembre. — Valence, petite ville, mal bâtie, irrégulière et mal tenue, comme toutes les villes de France. Nous avons eu de la peine à pénétrer dans la citadelle : voici pourquoi. Nous étions quatre, et la garnison chargée de garder ce poste se composait d'un seul homme. On lui a laissé pour arme un grand

canon, que le roi n'a pas pu prendre lorsqu'il a fait enlever l'artillerie de toutes ses forteresses pour armer sa marine. Ce canon unique avait un défaut; la lumière en était trop large, défaut commun à la plupart des pièces fabriquées ici.

« 31 Décembre. — Avignon. — Belle ville située dans une large vallée sur les bords du Rhône. Les remparts en sont encore intacts, et les fortifications construites d'après l'ancien système, sont restées debout. Je n'ai pas vu, en France, de ville aussi bien bâtie. Le Palais des Papes a toujours sa vieille magnificence. Quelques-unes des salles intérieures sont tendues en damas rouge; j'ai surtout remarqué la salle du conclave.

« 1er Janvier 1676. — Les couvents et les églises abondent ici. Le chœur de l'église de Saint-Pierre, et l'autel de l'église des Célestins sont dorés du haut en bas. J'ai rencontré dans la rue le vice-légat du pape, escorté d'une douzaine de suisses qui lui servent de gardes du corps. Il rendait visite aux pères Jésuites. Les Juifs ont ici leur quartier séparé; ils portent de grands chapeaux jaunes qui les distinguent du reste de la population.....

« 3 Janvier. — Nismes. — Les protestants de Nismes n'ont plus qu'une seule église : l'autre a été démolie, il y a quatre ans, par ordre du roi. Deux des consuls sont catholiques romains, deux autres sont protestants; on vient de défendre aux consuls pro-

testants de communier en grand costume, comme ils faisaient autrefois. Les protestants avaient construit à leurs frais, et pour leurs malades, un hospice que l'État vient de confisquer. On ne leur a laissé qu'une chambre pour leurs malades; les persécutions que ces derniers subissent ont contraint les protestants à renoncer à l'hôpital qu'ils ont bâti.

« 8 Janvier. — Montpellier. — On travaille peu, on s'amuse beaucoup dans cette province. Toutes les routes sont couvertes de joueurs de mail, et les jambes des voyageurs pédestres courent quelque danger..... Quoique nous soyons au cœur de l'hiver, il fait chaud ici. Les places publiques sont remplies de peuple; les charlatans et les escamoteurs attirent la foule; on ne voit que joueurs de paume, danseurs et faiseurs de tours.

« 18 Janvier. — J'ai été visiter la Maison de Ville, fort bel édifice, où se tiennent les séances des États du Languedoc. Ces séances ont lieu tous les jours. Le duc de Verneuil, gouverneur de la province, y assiste rarement; il n'y vient que pour faire quelque proposition nouvelle. Ordinairement, c'est le cardinal de Bonzi, archevêque de Narbonne, qui préside l'assemblée. Il se place sous le dais; à sa droite s'asseyent les vingt-deux évêques; après eux, les vingt-cinq barons, ou députés nobles; à sa gauche les députés des villes au nombre de quarante-quatre. A dix heures, je vis les membres de l'assemblée entrer dans la

salle, où les évêques passèrent leurs habits, richement brodés; le cardinal (1), vêtu d'écarlate, arriva enfin, suivi de toute l'assemblée; il alla à l'église de Notre-Dame, d'où les membres revinrent siéger dans la même salle.

« Du 19 Janvier. — La ville d'Uzès, qui est toute protestante, avait coutume d'envoyer à l'assemblée des États de Montpellier un député protestant, chaque année. On vient de lui enlever ce droit, acquis depuis longtemps. La semaine dernière, il est arrivé ici un ordre du roi, portant que les protestants n'auraient plus à l'avenir le choix de leurs consuls, et que leur temple serait démoli. Cette dernière injonction est d'autant plus cruelle, que les trois quarts de la ville appartiennent au culte réformé. Le temple protestant était, dit l'arrêt, trop voisin de l'église catholique, et le chant des psaumes hérétiques troublait les fidèles dans leurs dévotions.

« 1er Février. — Montpellier. — Grand tumulte dans la rue. Un recruteur avait glissé adroitement quelques pièces d'argent dans la poche d'un paysan, et, sous prétexte que le manant avait reçu l'argent du roi, les soldats voulaient emmener de force ce malheureux. Une foule de femmes du peuple et de la

1. Voyez dans les *Mémoires de Saint-Simon* le portrait du cardinal Bonzi. Le grand historien signale, avec sa puissance ordinaire de pénétration et de coloris, la position du cardinal à la cour, la manière dont il usurpe le gouvernement de la province, et la nullité à laquelle il réduisit les autorités civiles.

campagne se sont ameutées; elles ont arraché ce paysan des mains des soldats. C'est un stratagème fort usité ici : on entraîne un homme du peuple au cabaret; on le fait boire à la santé du roi. Il est soldat.

« Le roi vient de rendre un édit par lequel on peut exercer le commerce sans déroger à la noblesse, *pourvu que l'on ne manie pas l'aune* (but not using the yard). »

« 5 Février. — La chaleur augmente..... Les protestants ont vu pendant ces dix années, plus de dix de leurs temples démolis par ordre du roi. Ils sont privés du droit d'exercer aucune magistrature et aucune charge publiques; mais les impôts qu'ils supportent ne sont pas plus considérables que ceux dont les autres citoyens sont passibles. La justice est assez également rendue; mais un protestant qui, après s'être converti, retourne au protestantisme est presque toujours l'objet d'une persécution odieuse. Les conversions au catholicisme sont peu fréquentes; et les membres de l'une ou de l'autre communion vivent en bonne intelligence.

« 7 Février. — J'ai été à la messe à Notre-Dame. Les États généraux y assistaient, le cardinal et les évêques à droite du chœur, la noblesse à gauche. Le cardinal, dans ses habits pontificaux, à genoux sur un magnifique coussin de velours rouge, occupait la place la plus voisine de l'autel. Il répétait l'office

entre ses dents, d'un air indifférent et ennuyé, causant avec ses évêques, et quelquefois riant tout haut.

« 8 Février. — On vient de dissoudre les États avec toute la pompe et toute la magnificence extérieure d'une assemblée délibérante. C'est un vrai simulacre de Parlement. Les députés discutent à peine et font tout ce que l'on veut. Il y a cette petite différence entre notre Parlement et celui-là, que le nôtre délibère en conscience, et que l'autre accorde aveuglément tout ce qui lui est demandé. Cette année les États généraux de Provence donnent au roi deux millions cent mille francs ; on leur a promis de les récompenser en ne leur envoyant pas de troupes à loger. Mais cette promesse, que l'on fait toujours, n'est jamais tenue. Outre ces deux millions cent mille francs, la province entretient à ses frais onze mille hommes en Catalogne, et paie cette année trois cent mille francs pour le grand canal. Toutes ces taxes s'élèvent à 12 pour cent du revenu annuel des États.

« On a chanté le *Te Deum* dans la Maison de Ville; après la cérémonie, le cardinal a donné sa bénédiction d'abord au clergé, ensuite à la noblesse, enfin au peuple. Les nobles et les ecclésiastiques étaient debout, la roture à genoux.

« 10 Février. — La police est fort mal faite ici. M. Herbert a été attaqué par trois hommes en plein

jour. Dans la rue voisine, un homme a été assassiné hier.

« 11 Février. — Les Carmes ont solennellement célébré la canonisation de *Jean Delacroix,* membre de leur ordre, mort il y a quatre-vingts ans, et que Rome a canonisé. Pendant les huit jours ou l'octave consacrée à cette célébration, la porte du couvent était surmontée d'un pavillon magnifique, orné d'emblèmes poétiques et contenant le portrait du saint, avec indulgence plénière pour les fidèles. J'ai entendu le sermon prononcé le dernier jour de l'octave, sermon consacré à faire ressortir les hautes vertus du saint et les miracles opérés par lui. Le duc de Verneuil assistait à cette cérémonie, ainsi que la duchesse de Verneuil. Cette dernière était escortée de sa compagnie de mousquetaires.

« 12 Février. — La tolérance dont on jouit ici est fort limitée. Il est permis d'être protestant ou catholique; mais si, dans le sein de la communion protestante, il s'élève un schisme, le roi catholique se charge de le punir. Un ministre de la religion réformée, ayant professé récemment, à Montpellier, quelques doctrines qui sentaient l'arianisme, fut dénoncé, conduit à Toulouse, mis en jugement; il eût été brûlé comme hérétique, s'il n'eût opposé à ses accusateurs une dénégation formelle de la doctrine qui lui était attribuée.

« Voici, depuis six ans, 3,400,000 francs que les

États donnent au roi. Sur trente mille âmes, dont se compose la population de Montpellier, huit mille sont de la communion protestante : le nombre des réformés augmente sans cesse, en dépit des restrictions qu'on impose à leur culte, des priviléges qu'on leur enlève et des injustices dont ils sont victimes.

« — *Parasols*. Ce sont de petits ustensiles fort légers, que les femmes emploient ici pour se garantir du soleil[1], et dont l'usage me semble très-commode.

« 21 Février. — Le roi vient de rendre un édit qui prohibe le mariage entre personnes de religion différente.

« 24 Février. — Montpellier avait six consuls, trois catholiques et trois protestants; leur autorité était autrefois considérable; aujourd'hui ce ne sont que les valets du gouverneur, espèce de vice-roi de la province, investi du pouvoir le plus arbitraire. Les trois consuls protestants viennent d'être supprimés.

« ... Sont exemptes de toutes taxes les terres nobles qui, selon la coutume du pays, devraient payer au roi la valeur du revenu d'une année tous les vingt ans. Les familles nobles, profitant de leurs relations avec les contrôleurs-généraux, s'arrangent de manière à réduire cet impôt des trois quarts[2]. Les anciennes terres

1. On voit qu'à cette époque l'usage des ombrelles était inconnu en Angleterre.

2. C'est avec le duc de Saint-Simon qui, dans ses admirables *Mémoires*, donne la preuve de l'exactitude que Locke apportait dans ses observations, d'ailleurs sévères. Voir tome VI, p. 250 et *passim*.

du clergé jouissent d'un privilége encore plus complet, et ne paient rien ; mais les donations territoriales qui lui sont faites en terres restent sujettes au même impôt qu'auparavant.

« 3 Mars. — J'ai entendu à l'École de Médecine un jeune docteur soutenant sa thèse, six professeurs lui opposant leurs arguments , un professeur modérateur et un arbitre; violence étonnante de phrases latines, de gestes, de grimaces, de rhétorique et de non-sens.

« 18 Mars. — Recette pour faire un docteur en médecine. Grande procession de docteurs habillés de rouge, avec des toques noires ; dix violons jouant des airs de Lully. Le professeur s'assied, fait signe aux violons qu'il veut parler, et qu'ils aient à se taire ; se lève, commence son discours par l'éloge de ses confrères, et le termine par une diatribe contre les innovations et la circulation du sang. Il se rassied. Les violons recommencent. Le récipiendaire prend la parole, complimente le chancelier, complimente les professeurs, complimente l'Académie. Encore des violons. Le président saisit un bonnet qu'un huissier porte au bout d'un bâton, et qui a suivi processionnellement la cérémonie, coiffe le nouveau docteur, lui met au doigt un anneau, lui serre les reins d'une chaîne d'or, et le prie poliment de s'asseoir. Tout cela m'a peu édifié.

« 22 Mars. — J'apprends qu'il est défendu d'en-

seigner dans les universités, dans les écoles et dans les académies, la nouvelle philosophie de Descartes.

« 24 Mars. — J'ai dîné à Lunel, ensuite à Aigues-Mortes. Près de la ville, assez régulièrement construite, s'élève la maison du marquis de Vardes, gouverneur de la ville et du pays circonvoisin. L'abondance du gibier qui se trouve dans les environs est due aux soins du marquis de Vardes, qui fait exécuter les lois sur les chasses avec une rigueur extrême. Il y a peu de jours, ce gentilhomme a fait enfermer dans la tour de Constance un bourgeois coupable d'avoir tué un lièvre. Ce pauvre homme est resté trois jours dans une espèce de trou noir, où il ne pouvait ni s'asseoir ni se coucher, mais où il était forcé de se tenir debout.

« Tout le sel dont on se sert dans cette partie de la France se fait à Picais. Les propriétaires du marais salant sont obligés de fabriquer le sel eux-mêmes, et de le vendre aux fermiers de l'État, à raison de cinq sous le minot. Les fermiers revendent ensuite soixante francs ce qu'ils ont acheté cinq sous. Ils achètent ce privilége au prix de deux millions, qu'ils versent dans la caisse royale. Leurs dépenses les plus considérables consistent dans l'entretien de plus de dix-huit cents hommes, surveillants, gardes, et officiers, chargés d'empêcher la fraude. Pour une poignée de sel, ou dérobée ou achetée non aux fermiers eux-mêmes,

mais aux propriétaires des marais, un homme peut être envoyé aux galères.

« 26 Mars. — Castres. — Rencontré plusieurs voyageurs, tous armés de pistolets. Les propriétaires qui vont dans leurs champs visiter leurs ouvriers ne sortent qu'armés. On porte ici, en voyage, de grands manteaux rouges à l'espagnole.

« 31 Mars. — Je n'entends parler que de meurtres. Un frère vient d'assassiner sa sœur dans la maison voisine. Cet homme d'une aisance distinguée, était déjà coupable d'un meurtre. Son père, en faisant distribuer secrètement cinq cents écus aux conseillers, lui a sauvé la vie.

« 9 Avril. — Arles, Marseille. — La plus magnifique vallée que j'aie vue. Visité les galères. Les galériens ont meilleure mine que les paysans.

« 1er Mai. — Montpellier. — La valeur des terres et des fermages a diminué de moitié depuis dix années, à cause de la pauvreté du peuple. Les marchands et les artisans donnent au Trésor public la moitié de leur gain. Ici les terres nobles, dans quelques mains qu'elles soient, ne sont point imposées. En d'autres parties de la France, un noble, quand il achète une terre, quelle qu'elle soit, ne paie aucun impôt. Les terres nobles, exemptes de taxes, se vendent les trois quarts plus cher que les autres..... On compte en France un seizième de protestants, deux cent mille dans la seule province de Languedoc.

« 26 Mai. — Tours. — Cette année Tours a donné au roi quarante-cinq mille francs pour être exempte de la charge et de l'entretien des soldats. C'est le dixième de ce que les maisons rapportent à leurs propriétaires. On prélève l'impôt sur le vin et le bois qui entrent dans la ville. Le roi demande, en outre, aux diverses compagnies de métiers l'argent dont il a besoin. L'officier de chaque corps taxe les membres du corps de métier selon leur fortune, et souvent arbitrairement. Le propriétaire qui afferme son bien ne paie rien : c'est le fermier qui supporte toutes les charges. Aussi le paysan de France est-il *broyé* (*it* grinds *the peasant*) sous le poids de ses impositions si mal réparties. Les collecteurs font leur travail avec beaucoup d'inégalité et d'injustice. On peut en appeler de leurs décisisions; mais comme il n'y a pas de règle fixe à ce sujet, c'est un remède inutile et peu usité.

« 28 Mai. — Paris. — Au moment où j'arrive à Paris une guerre civile vient d'éclater parmi les moines. Les Jacobins se sont battus dans leur couvent avec une telle violence, que l'édifice n'a pas été assez spacieux pour les héros qui s'y disputaient à coups de poing le prix de la victoire. Les plus acharnés se sont battus dans la rue, au grand étonnement des fidèles. Une réforme sévère que le prieur voulait introduire, et qui avait ses partisans et ses adversaires, a causé ce grand scandale. Le prieur lui-même est grièvement blessé.

« 4 Septembre. — Visité le Palais Mazarin, le Louvre et les Gobelins. Partout Louis XIV. Le héros de tous les tableaux, de toutes les tapisseries, de toutes les sculptures, de tous les bas-reliefs, c'est Louis-le-Grand. Un de ces tableaux est humiliant pour l'orgueil des cantons libres de la Suisse. Le roi est représenté au moment où il conclut avec eux un traité d'alliance. L'ambassadeur suisse, chapeau bas, ploie le genou. Le roi est debout, couvert et menaçant.

« 5 Septembre. — De Paris à Versailles, quatre lieues. Magnificence sans égale. Le château n'est pas digne du parc et des jardins : dans ce lieu, naturellement dénué d'eau, il y a aujourd'hui plus de cascades, de bassins, de jets d'eau et de canaux qu'en aucun endroit du monde. J'ai vu le roi, dans un carrosse à six chevaux, accompagné de Mme de Montespan et de deux autres dames, faire le tour de ses jardins. Il est descendu, et seul avec Mme de Montespan, il s'est promené longtemps d'une pièce d'eau à une autre..... Les escaliers et les appartements sont mesquins en comparaison du reste. La salle à manger où le roi dîne ouvre sur le grand escalier, sans aucune antichambre.

« 24 Septembre. — Paris. — J'ai vu ce soir l'opéra d'*Alceste*. Le roi et la reine assis sur des fauteuils à bras; *à la droite du roi*, Mme de Montespan ; plus près du théâtre, à la droite de Mme de Montespan, Mademoiselle, nièce du roi d'Angleterre; à la gauche de

la reine, Monsieur; plus près du théâtre, Madame; toute la cour assise sur des tabourets. L'opéra m'a fatigué.

« 25 Septembre.—Fontainebleau.—Bal de la cour. Le roi, la reine et tous les personnages de distinction y ont dansé. J'ai vu avec surprise le roi se donner tout le mouvement d'un maître de ballets, faire reculer les spectateurs et prendre la peine de tout disposer lui-même. La reine était couverte de pierreries. — Le lendemain, opéra. Madame, coiffée d'une perruque d'homme et habillée comme un homme jusqu'à la ceinture, m'a paru fort singulière.

« 1er Février 1678. — Revue des gardes du corps, des mousquetaires et des grenadiers dans une grande plaine, à côté de Saint-Germain. Beaux hommes, uniformes éclatants et bien tenus; tous les soldats portant de grandes moustaches. Entre onze heures et midi, le roi est venu passer la revue. Escadron par escadron, homme par homme, ont défilé devant lui. Il les a examinés de près, comptant les hommes, se rendant compte de l'état des chevaux et des armes. Le roi, en descendant de voiture, portait un magnifique chapeau, bordé d'un large galon d'or avec une plume blanche. La pluie commença à tomber; le roi craignit pour son chapeau, et l'échangea contre un petit chapeau noir, bordé d'un galon noir. La reine vint ensuite, dans son carrosse à huit chevaux; le roi la conduisit devant le front de bataille; les troupes défilèrent ensuite devant elle.

« 15 Juillet. — Orléans. — La plupart des bourgs de France se composent de maisons si mal bâties, si pauvres, si délabrées, qu'en Angleterre on ne nommerait pas ces bourgs des hameaux. En général, les maisons n'ont qu'un étage : nous en avons vu beaucoup qui tombaient en ruines. D'après ces observations, il est impossible de ne pas croire que la population de France diminue ou s'appauvrit singulièrement. »

Telle était la vraie France de Louis XIV. Locke la dépouille de son prestige.

On trouve encore dans son journal un grand nombre de recherches sur l'histoire naturelle, de documents purement statistiques, de détails sur les poids et mesures, sur les procédés d'agriculture et d'industrie usités en France à l'époque de son voyage. Ce sont les observations d'un esprit méthodique et juste qui se rend compte de tout ce qu'il voit, et ne veut pas être la dupe d'une seule apparence.

Versailles et Marly n'y absorbent pas son attention.

Il s'occupe des villages et de leurs habitants; détournant ses regards du grand luxe et de la brillante cour, il les reporte sur les châteaux abandonnés par leurs maîtres, sur ces cabanes sans fenêtres et sans toit, demeures de la population noble et de la population agricole; il ne dédaigne pas les anecdotes. Son

guide était un M. *Justel*, dont la maison servait de point de réunion aux savants qui se trouvaient à Paris, et dont Locke vante le bon sens, le goût et l'hospitalité.

« 26 Août. — Toutes les lois somptuaires imaginées pour réprimer les progrès du luxe, au lieu d'atteindre leur but, ont agi dans une direction et exercé une influence absolument contraires à ce but même. Ici le luxe est extrême, et le pauvre ne peut plus trouver chez les marchands, souvent trompés, aucune espèce de crédit pour subvenir aux nécessités les plus pressantes.

« 27 Août. — Excepté le grand château de Richelieu et les maisons royales, la plupart des maisons de plaisance, châteaux et parcs appartenant à des familles anciennes et nobles, sont délabrées et en ruine; la cour où il faut briller absorbe tout[1].

« Abbaye de Noirmoutiers. — Magnifique édifice, grands jardins, caves immenses creusées dans le roc, et qui, l'année dernière, ont contenu treize cent quatre-vingts pièces de vin.

28 août. — Niort. — Les habitants se plaignent beaucoup des dégâts que font les soldats qu'on leur envoie à loger, et des dépenses que ce logement occasionne. L'hiver dernier, cette petite ville a entretenu douze

1. Les *Lettres de Madame de Sévigné*, les *Mémoires de Dangeau*, surtout les *Mémoires de Saint-Simon*, attestent également cette influence de Versailles sur la noblesse, qui affluait des provinces à la cour pour y briller et s'y ruiner.

cents soldats. La femme d'un pauvre bouquiniste m'a dit qu'elle avait eu, l'an dernier, deux soldats à nourrir, qu'il fallait leur donner trois et quelquefois quatre repas par jour, et que, pour éviter des désagréments de toute espèce, on était obligé de leur céder en tout.

« 15 septembre. — Bordeaux, Grave. — C'est du coteau qui porte ce nom que vient l'excellent vin de Grave. J'ai causé longtemps avec un paysan qui m'a dit qu'il avait trois enfants en bas âge, et que pour nourrir sa femme, lui-même et ses enfants, il gagnait sept sous par jour. Là-dessus, il fallait payer la taille, le loyer de la cabane et vivre, non-seulement pendant les jours ouvrables, mais les dimanches et jours fériés, jours où l'on ne travaillait pas. La maison de ce malheureux, ou plutôt la hutte misérable où sa famille était entassée, ne se composait que d'une seule chambre à une seule porte, sans fenêtres ni cheminée, découverte par le haut, et de l'aspect le plus affreux. Il louait ce taudis douze écus par an, plus quatre livres pour la taille. Quelques jours auparavant, le collecteur avait enlevé les ustensiles du ménage, la poêle à frire et la marmite. Pour nourriture ordinaire, ces pauvres gens n'ont que du pain de seigle et d'avoine et de l'eau, rarement de la viande. Les paysans de Grave passent ici pour vivre fort à leur aise. En Saintonge et dans le pays d'Aunis, leur misère est encore plus déplorable.

« 10 novembre. — Paris. — On ne voyage guère ici qu'à cheval; on loue un cheval d'une grande ville à l'autre; on ne fait pas plus de dix lieues par jour.

« 23 novembre. — Saint-Germain. — Je viens d'assister au lever du roi. Il n'y a rien de curieux dans cette cérémonie, si ce n'est l'extrême dévotion du roi, et le contraste de cette dévotion avec les airs évaporés et le babil continuel des grands seigneurs qui l'environnent. Le roi, entouré de plusieurs prêtres à genoux, s'est agenouillé au pied de son lit, et il est resté longtemps dans cette posture, sans que le bruit qu'on faisait autour de lui, dans la chambre pleine de monde, parût le troubler.

« Le marquis de Bordage, qui a épousé la nièce de M. de Turenne, vient de me raconter qu'étant à Rome en 1667, et se trouvant à une messe solennelle à laquelle le pape lui-même assistait, un des cardinaux les plus influents et les plus considérés se pencha vers l'oreille du marquis, après l'élévation, et lui demanda : *Que pensez-vous de toute cette forfanterie? Che dice V. S. de tutta questa furfanteria?*

« 4 janvier 1679. — Aujourd'hui, j'ai assisté à la revue de l'infanterie de la maison du roi : trente compagnies de troupes françaises, dix de troupes suisses. Les officiers français portent l'uniforme bleu avec broderie d'or; les officiers suisses l'uniforme rouge avec la broderie de même. Ce dernier costume est beaucoup plus riche et plus martial que l'autre. Tous

les soldats étaient habillés de neuf. Les soldats français portaient l'habit et la culotte blanchâtres, le gilet rouge avec un galon d'argent faux, ou plutôt ce qui paraissait être un gilet n'était réellement qu'une bande d'étoffe écarlate attachée à la chemise; — bandoulières et ceinturons de buffle, des bas rouges et un chapeau neuf avec un galon d'argent, et un grand plumet de laine blanche ou rouge; le tout, avec une capote grise ou surtout, coûte 44 francs, que l'on prélève sur la paie du soldat. Les Suisses portaient l'habit rouge et la culotte bleue, taillés à la mode de leur pays, et des chapeaux sans plumets. Dans les compagnies françaises et suisses, les piquiers avaient des demi-cuirasses qui leur couvraient le dos et la poitrine (*breast and bach-plates*); les Suisses portaient en outre des casques. Le roi a répondu avec grâce et noblesse aux saluts militaires des officiers qui abaissaient leurs piques devant lui. Le dauphin et les principaux personnages de la cour l'accompagnaient; la reine, dans son carrosse, assistait à la revue.

« Les sergents se sont plaints de ne pouvoir, avec leur paie, subvenir aux dépenses de leur nouveau costume. On leur a permis de s'indemniser aux dépens des bourgeois, en restant plus longtemps dans leurs quartiers. Pour être exempt de loger des soldats français, on paie 24 francs, et 18 francs seulement pour s'exempter du logement des Suisses.

« A Paris, où l'on compte cinq cent mille âmes, c'est-à-dire cinquante mille âmes de plus qu'à Londres, il meurt par année de dix-neuf à vingt mille personnes, un vingtième de plus qu'à Londres.

« On a brûlé en place de Grève un nommé Pomey et un nommé Chausson, convaincus d'avoir tenu une maison de débauche infâme.

« 13 février. — Malgré la dévotion du roi, l'observation des rites catholiques, et principalement de celui de l'abstinence ordonnée par l'Église pendant le carême, est tombée dans une complète désuétude. On voit de la viande suspendue à tous les étalages de bouchers, et pour quelque argent, on obtient une dispense générale. Les hommes du monde parlent de ces coutumes religieuses sans respect et sans foi.

« On vient de me raconter quelques traits fort plaisants de l'évêque du Bellay : il était depuis longtemps en querelle ouverte avec les Capucins; le cardinal de Richelieu entreprit de rétablir la paix entre ces puissances belligérantes. Les Capucins et l'évêque promirent de ne plus se quereller; mais cette trêve dura peu : un pamphlet dirigé par les Capucins contre leur ancien ennemi ranima la dispute, et l'évêque répondit à cette attaque. Peu de temps après, le cardinal rencontra ce dernier et lui dit : *Si vous étiez resté tranquille, je vous aurais canonisé.* — Alors, reprit l'évêque, vous auriez été pape, et j'aurais été saint;

c'est précisément ce qui nous manque à l'un et à l'autre.

« Le cardinal avait prêté à l'évêque du Bellay *le Prince*, de Balzac, et *le Ministre*, de Silhon, deux ouvrages écrits sous son règne et sous son influence. « Eh bien! monsieur l'évêque, lui demanda-t-il en présence de Louis XIII, que dites-vous de ces deux écrits? — *Le Prince* n'est pas grand'chose et *le Ministre* ne vaut rien, » répondit du Bellay.

« Une vieille dame, obsédée par son confesseur, qui appartenait à l'ordre des Carmes, légua tout son bien, par son testament, à cet ordre religieux. Le testament était signé, et elle concevait quelques scrupules sur l'équité de cette œuvre pie, quand l'évêque du Bellay vint la voir. Elle lui confia ses craintes, qu'il trouva fondées; il lui fit faire en secret un second testament par lequel elle donnait tout à sa famille et aux pauvres et ne laissait rien aux Carmes. Après la mort de cette dame, les bons pères accoururent pour recueillir l'héritage sur lequel ils comptaient; l'évêque les laissa jouir quelque temps d'une conquête qu'ils regardaient comme assurée, puis il exhiba le dernier testament qu'il possédait, le seul valable, leur en donna lecture, et leur dit : « Mes frères, vous êtes fils d'Élisée, prophète de l'ancienne loi; contentez-vous de l'*Ancien Testament*, le *Nouveau* ne vous regarde pas. » Jamais mot plus piquant ne fut dit ni plus heureusement appuyé d'une bonne action.

« Le père Chérubin, capucin fameux par son talent à fabriquer des instruments d'optique, et que j'ai été voir dans son couvent de la rue Saint-Honoré, s'est plaint à moi fort amèrement de la tyrannie à laquelle sont soumis les membres de son ordre.

« On se plaît, dit-il, à leur commander les pratiques les plus ridicules; on leur fait, par exemple, planter des choux, la racine en haut et la tête en bas, pour les accoutumer, dit-on, à l'obéissance; ensuite, pour les former à l'humilité, on les punit et on les réprimande, parce que les choux n'ont pas poussé.

« Voici une étrange affiche que je viens de copier sur un des murs de Paris :

« *Par permission et privilége du Roi,*

« Accordé à perpétuité à M. le duc de Bouillon,
« grand chambellan de France, par lettres patentes
« du 17 septembre 1667, vérifiées en parlement, par
« arrêt du 13 décembre audit an, le public sera averti :

« Que l'on vend à Paris un petit sachet de la gran-
« deur d'une pièce de 15 sols pour garantir toutes sor-
« tes de personnes de la vermine, et en retirer ceux
« qui en sont incommodés, sans mercure.

« Il est fait défenses à toutes personnes de le con-
« trefaire, à peine de *trois mille francs* d'amende. »

« Pendant les deux derniers mois, quinze églises protestantes ont été démolies; pendant les vingt dernières années, plus de trois cents. »

Ce que le philosophe Locke, en 1675, observait avec tristesse a fait, un siècle et demi plus tard, la Révolution française : — détresse du peuple, hauteur des grands, prostration de tous devant le trône. Et le trône est tombé.

RALPH THORESBY

L'ANTIQUAIRE ANGLAIS

RALPH THORESBY

L'ANTIQUAIRE ANGLAIS

Il y a des gens heureux qui se font un paradis du passé, qui y demeurent, y vivent; qui ne savent pas un mot du présent et de ses mœurs, mais qui connaissent admirablement bien les sentiers du moyen âge, les rues d'autrefois, les impasses antiques, les vieilles maisons, les vieilles bornes et les anecdotes historiques! Heureux enfants, plus innocents et plus heureux que nous tous!

Ralph Thoresby, contemporain de Cromwell, de Charles II et de Jacques II, appartenait à cette congrégation de gens heureux. A la tête de ces Mémoires que M. Hunter, membre de la Société des Antiquaires de Londres, vient de publier, vous voyez son portrait, et sur cette figure épanouie toute la félicité dont j'ai parlé. Sur le front arrondi de notre antiquaire pas un pli causé par le chagrin, sur ses joues potelées et

riantes pas une ride. Cet œil est doux, naïf et perçant. Cette bouche sourit toujours, et ce triple menton qui fait pendant à la vaste perruque dont la solennité était l'ornement favori de son époque, complète l'apparente béatitude de la physionomie. Après avoir salué le maître, si vous entrez dans la maison et que vous lisiez les quatre volumes, ce qui n'est pas une tâche aisée, vous découvrez avec étonnement que le propriétaire de cette figure de si bonne humeur a été toute sa vie pauvre, malade et puritain; les trois conditions les plus tristes de l'existence humaine. Ralph a vécu entouré de médailles rongées par le temps, et la poche vide d'écus, affligé de mille infirmités, relisant sans cesse la chère et vieille Bible de son père; avec tout cela plus gai qu'un viveur et plus heureux qu'un roi. C'était un personnage, ou comme disent les Anglais, un « caractère ». Soyez sûr que Fielding, Goldsmith ou notre bon abbé Prévost en auraient fait quelque chose.

Il avait les goûts, les penchants, même les passions de son époque; une excellente humeur, une tolérance vraie, une agréable et naïve modestie, surtout ses inclinations archéologiques adoucissaient et tempéraient chez lui les nuances fortes ou âpres. Il détestait la théorie catholique et tremblait de peur en face d'une église papiste; mais il ne voulait la mort de personne, et comme ce bonhomme vivait au milieu du double fanatisme le plus actif et le plus acharné,

on lit ses Mémoires, d'ailleurs diffus et peu intéressants avec une curiosité historique d'une nature particulière. On le persécute bien un peu de temps à autre, sous le mauvais règne de Jacques II ; mais il transcrit des épitaphes, il retrouve des généalogies perdues, il déchiffre des inscriptions frustes ; et le moyen, au sein de jouissances si vivement senties, de haïr longtemps ses persécuteurs ! Il n'a point d'argent dans sa bourse et l'étude des antiquités ne contribue guère à la remplir ; quand l'amertume de sa pauvreté l'afflige trop cruellement il a recours à sa piété : « Je « commence, dit-il en 1687, à ressentir le malheur de « ce monde ; beaucoup de charges et peu de revenus ; « mais je me soutiens en lisant saint Mathieu, verset 30 « du chapitre 6. Je suis aussi fort bien dans mon ca- « binet, lisant et écrivant les Mémoires des hommes « savants des temps anciens ; *optimi consultores mor-* « *tui.* »

Je ne sais si cette touchante simplicité d'une résignation modeste, aura beaucoup de valeur aux yeux de mes contemporains ; je la cite comme une singularité et non comme une leçon. Avec la doctrine de l'égalité, une fièvre bizarre s'est développée et court aujourd'hui comme une folie, dans les veines ardentes du corps social ; c'est la fièvre de la supériorité. Il semblerait au premier coup d'œil que ces deux mots impliquent contradiction. Mais pas du tout ; le monde actuel les concilie fort bien : il est vrai que personne

n'est content. Hommes de la politique prenez garde ; il n'y a peut-être pas beaucoup de sagesse et de prudence à éveiller toutes les ambitions, à enflammer toutes les cupidités en supprimant les récompenses et en bornant les carrières : peut-être la société se débat-elle assez tristement dans un problème insoluble. Mais quand nous aurions exactement indiqué la plaie, la médecine des moralistes n'y pourrait rien; et la faire saigner, ce n'est pas la guérir.

Quittons cette thèse morale et philosophique sur laquelle nous serions d'accord avec Thoresby, et non avec les théoriciens modernes. Parlons de l'intérêt sérieux des Mémoires, du journal et des lettres qu'un antiquaire moderne a déterrés après cent trente ans de profond oubli. Ces documents ne brillent point par le style. La demi-teinte la plus mate et la plus pâle efface et amortit, dans les pages de Thoresby, le récit des événements les plus importants. Il voit d'en bas et d'un petit coin obscur ce qui se passe dans son siècle. Il ne se mêle ni aux ambassadeurs ni aux hommes de Parlement. « Nous autres, pauvres hères, « dit-il modestement quelque part, nous ne savons « trop comment prendre les grandes nouvelles qui « nous arrivent d'en haut, et la vérité, la réalité, le « secret de ces transactions nous demeurent cachés. « Je ne placerai donc pas dans mon journal l'abdica- « tion de Jacques, la déclaration du prince d'Orange « et autres événements qui ne touchent pas de près

« ma famille. » Il ne prétend se donner ni pour un grand personnage politique, ni pour un profond observateur. Mais quand un événement a lieu, il en ressent l'impression lointaine; du fond de sa retraite et de sa province, il ne juge pas les grandes affaires; elles le poussent et l'entraînent à son insu. Et comme il reproduit exactement les idées du bourgeois anglais habitant la province à cette époque; comme il ne cherche ni à dépasser sa sphère, ni à commenter savamment ses impressions, ni à quintessencier le peu de rumeurs vagues et de nouvelles politiques qui lui arrivent; il met sous les yeux du lecteur le plus naïf et complet tableau de bas-fond de la société anglaise, entre les années 1670 et 1700. Ainsi pensaient, ainsi vivaient la plupart des habitants des villes de province. Voici les sentiments de haine secrète et timide qui fermentèrent pendant vingt années avant que l'on détrônât les Stuarts. Thoresby nous dit tout cela. Les historiens ou les amateurs sincères de l'histoire, quelle que soit l'époque dont ils s'occupent, ont beaucoup de peine à rencontrer de tels détails. On peint les cours et les palais bien ou mal. La mort de Charles I, le procès de Strafford ne manquent pas de narrateurs; mais les grands événements ne sont jamais isolés. Les masses se composent d'individus qu'il faut compter. Si vous ne vous occupez que des Mirabeau et des Cromwell, vous obtenez une histoire incomplète et fausse, les points culminants et visibles, sur

lesquels les rayons viennent frapper et qui apparaissent à tous les yeux; le sommet et non les bases des faits; les causes, la naissance, la structure, la vérité et la profondeur de l'histoire nous échappent.

Les matériaux dont je parle sont si peu communs et les hommes sont si légers, que l'on ne s'occupe guère de cette lacune. Le Journal et les Mémoires d'une famille de paysans vendéens, écrits entre 1790 et 1796, et le journal du plus petit et du plus insignifiant bourgeois de Paris pendant la Terreur, expliqueraient bien des énigmes et feraient crouler beaucoup de théories.

Ces matériaux deviennent nombreux. On fait imprimer les plus petites recoupes et les moindres bribes. On verse à tout hasard le contenu du papier aux enveloppes de lettres qui reçoit sous nos tables le résidu de nos lecteurs et les débris de nos brouillons. Vous avez donc tout entier notre Ralph Thoresby, que M. Hunter a imprimé tout vif, sans faire grâce aux lecteurs des mémoires de blanchisseuse et des comptes de ménage. C'est dans cet océan de stériles niaiseries qu'il faut aller pêcher d'assez curieux renseignements sur l'état moral des populations, sur l'esprit des masses, sur la vie bourgeoise de l'Angleterre, sur son profond attachement à la liberté de l'examen, sur son penchant aimé à la discussion théologique et politique. A ces divers égards, la récolte du philosophe est abondante et il n'est point mécon-

tent de Ralph Thoresby qui nous renseigne sur le développement de la bourgeoisie en Angleterre, plus apte à manœuvrer les vives évolutions de la politique, qu'à en activer et en propager la destruction.

MACAULAY

MACAULAY

(1800-1859)

Le premier parmi les modernes historiens est assurément *Thomas Babington Macaulay*. Grote, Merivale, Froude, hommes recommandables, sont des historiens de paradoxe et d'archaïsme. Merivale continue Tite-Live; Grote refait les annales helléniques, en se plaçant au point de vue de Westminster-Hall; c'est un Grec membre du Parlement. Froude pousse aussi loin que possible la religion documentaire; il récrit l'histoire avec des dossiers. Le factice se laisse entrevoir sous leur travail. Mais M. Macaulay a eu la gloire d'élever à sa nation, à son parti, au temps présent, à la nouvelle phase des destinées anglaises un monument durable et éclatant. C'est dorénavant dans sa prose un peu oratoire, quelquefois pittoresque jusqu'au chatoyement des couleurs, mais expressive et facile, ardente et variée, qu'il faudra lire les annales de ce prodigieux mouvement du monde britannique, entre 1688 et la fin du dix-huitième siècle. La bourgeoisie, le commerce, le peuple, les sectes, les partis, les anec-

dotes, même les détails de la vie privée ont trouvé place dans son œuvre, distribuée d'ailleurs avec un art savant et nouveau.

Je ne jurerais pas qu'il fût impartial ; et peut-être son pinceau à la Reynolds demi-vénitien, demi-flamand, a-t-il exagéré quelques teintes. C'est un whig passionné, un moderne, qui estime fort les conquêtes matérielles, industrielles, politiques de son pays dans les derniers temps ; passion, préjugé même, enthousiasme modérés par l'érudition et la sagacité, percent dans ce qu'il écrit. Il ne surfait pas ses héros, Guillaume III excepté. Malborough, Halifax et les autres deviennent sous sa plume des bandits ou des Figaros très-interessants. Quittant l'école élégante de Hume et l'école controversale de Lingard, plus voisin de Gibbon, mais avec moins d'emphase et de diffusion, il a le premier fait entrer le drame dans l'histoire de son pays. C'est là son honneur et son caractère propre. Il prend, on doit en convenir, des familiarités grandes avec l'histoire ; il se plaît au détail des caractères et à la revue des mœurs. Du reste assez savant et assez sensé pour ne pas abuser de ces excursions dans le roman, qui donnent à son travail un mouvement et un charme particuliers. Sur sa route il a rencontré plus d'un ennemi, soutenu plus d'une lutte et fait face à tous les périls et à toutes les attaques. M. Croker et M. Hepworth Dixon lui ont livré une guerre assez vive ; ce dernier à propos du quaker Guillaume

Penn, dont M. Macaulay attaquait, dont M. Dixon défendait la mémoire et restituait l'honneur, a publié une excellente biographie du bienfaisant Penn. Pour ma part je ne suis pas fâché de savoir que le bon Penn n'était pas un coquin.

Macaulay, whig déterminé et philosophe sceptique, aime à médire des catholiques et des quakers. Il nous montre Penn ami de Jacques II, et dans le palais de ce monarque, comme un flatteur, un courtisan de bas étage, et même un intrigant assez peu estimable. Il y a dans ce nouveau portrait du célèbre quaker un désir de rabaisser et d'avilir le caractère de Jacques II, qui l'avait choisi pour instrument et le traitait avec amitié; c'est l'esprit de parti qui fait des siennes. Mais il fallait expliquer cette singularité, une vertu si fière dans les doctrines et si peu d'accord avec elle-même dans les faits. Était-ce un hypocrite ? un homme cupide ? un homme vain? M. Macaulay lui attribue seulement un esprit faible. Il ne nous apprend pas par quel prodige William Penn, l'honnête quaker, faisait des bassesses ; pourquoi de Foë, cet homme vrai, faisait des mensonges ; pourquoi Jacques II, ce patriote, vendait son pays. Oh! bizarre complexité du caractère humain ! Shakespeare et Tacite presque seuls ont su comprendre les enchaînements de cette trame. C'est le dernier terme, je ne dis pas de la sagacité littéraire, mais de la pénétration donnée à l'homme. La subtilité n'y parvient pas ; au con-

traire. Ce qu'elle aperçoit, elle le gâte. Mackintosh, qui a écrit la même histoire, était trop subtil et se trompait. M. Macaulay dont la trempe d'esprit est moins déliée et plus pittoresque, n'y réussit pas toujours, trop habitué qu'il est aux assertions rapides des discours parlementaires et aux procédés sommaires des revues. William Penn était l'homme d'une doctrine ; le premier dogme de cette communion particulière était qu'il faut attendre l'inspiration divine, et que par elle, mais par elle seule, toute action est excusable et même sainte.

Macaulay le whig en conclut que la conduite de Penn a été sainte et ignoble. Malheureusement M. Hepworth Dixon a prouvé à Macaulay que ces documents allégués contre Penn sont faux et qu'ils se rapportent à *Jean Penne*, un misérable et un drôle, non pas à *William*, qui n'était pas même son parent.

L'histoire d'Angleterre par Macaulay, neuve et consciencieuse, puisée aux sources, ornée de couleurs plus vives et plus chaudes, entremêlée de hors-d'œuvre et d'excursions plus fréquentes que ne comporte la littérature historique, telle que la Grande-Bretagne l'a comprise et pratiquée jusqu'à lui, est fertile en enseignements politiques et surtout en analogies sérieuses. On a beau faire ; on revient, malgré la France, à ses variations politiques, à son histoire récente : Cromwell et sa cuirasse d'acier se dressent à côté de Napoléon et de sa redingote grise. On ne

peut s'empêcher de comparer, quoi qu'on en ait, la restauration de Charles II et celle de Louis XVIII, la France en 1830 et l'Angleterre de 1688; nos essais constitutionnels, qui, malgré tant de talent, d'habileté, d'esprit, d'éloquence et de courage, ont échoué sur des écueils imprévus, et l'établissement aristocratique de 1688, en Angleterre, cette fondation de laquelle personne ne voulait, et qui, attaqué par vingt partis et la moitié de l'Europe, par Louis XIV, les États-Unis et Napoléon n'a pas cessé de grandir. Les analogies étaient nombreuses ; n'étaient-elles donc pas réelles ? Non ; les faits, les événements sont identiques ; les éléments dissemblables. En première ligne, et comme premier mobile de ces différences, il faut placer l'opposition et le contraste des origines. Il n'y a que différences entre les deux races ; l'une est composée de Saxons, de Danois, de Norwégiens et de Normands, qui ont absorbé au profit de l'esprit teutonique les débris keltes ou romains ; l'autre a complétement anéanti, au profit de l'unité gallo-romaine, les traces germaniques importées chez elle par Clovis et Charlemagne. L'Angleterre sans renier le progrès, s'est attachée à la lettre de la coutume ; la France a méprisé la tradition et cherché la théorie, au risque de négliger les faits. L'Angleterre a préféré les mœurs et le langage germaniques à ceux des civilisateurs latins ; la France s'est assimilée à la civilisation latine, dont elle a été le chef de file et

dont elle parle encore la langue. L'Angleterre, adoptant le droit barbare des Saxons et le mêlant au droit un peu moins barbare des Normands, a composé en tout un mélange absurde et contradictoire qu'elle corrige de son mieux dans la pratique ; la France s'est emparée du Code et du Digeste romains, dont elle a fait sa loi. Toutes les traditions de la discipline romaine chez nous ; il n'y a pas de pays moins romain que l'Angleterre.

C'est la remarque que faisait déjà en 1687 cet homme peu systématique et d'une netteté de raison peu commune, Daniel de Foë. Il attaquait Jacques dans sa *Revue*, raillait ce qu'il appelait ses prétentions romaines, anti anglaises et ne se moquait pas moins des whigs anglicans dont le parti venait d'éclore et qui se vantaient d'être *true Britons*, « de vrais Bretons » — « Où trouvez-vous les vrais Bretons? « demandait Daniel ? Montrez-les moi. Nous ne « sommes qu'un mélange de Danois, de Saxons, de « Norwégiens, de *North-men* (Normands) et de tous « ces barbares venus des régions scandinaves et du « continent germanique, lesquels ont effacé les Ro- « mains et détruit les Keltes. » Ennemie naturelle de Rome, l'Angleterre, en embrassant le protestantisme, a fait surtout acte d'indépendance et de révolte contre Rome, le protestantisme flattait singulièrement son génie. Depuis longtemps chaque citoyen anglais regardait sa propre volonté comme reine ; en France

au contraire la sympathie communicative et le besoin de l'unité ont déterminé l'effacement des originalités et l'absorption des idées particulières dans le courant des idées générales. L'Anglais est naturellement sectaire, le Français naturellement sociable. Ces natures opposées semblent vouloir se rapprocher aujourd'hui; mais c'est une apparence seulement. Comme nous avons épuisé les résultats de l'unité monarchique qui a valu le grand éclat du siècle de Louis XIV, nous désirons nous éloigner de cette forme. Les Anglais, de leur côté, qui doivent le beau développement de leur puissance à l'adoption de la forme constitutionnelle, c'est-à-dire les libertés individuelles et les débris féodaux groupés entre 1688 et 1800, sous apparence monarchique, se sentent entraînés vers un mode un peu plus unitaire. C'est là (qu'on nous passe le terme) un chassé-croisé fort naturel; néanmoins, dans cet essai de formes nouvelles, chacun de ces peuples conserve son génie propre. Il se passera bien du temps encore avant que le bourgeois de Londres cesse de voir d'un œil mécontent l'escadron de cavalerie traversant les rues de la ville, ou même la sentinelle à la porte d'un théâtre. Nous sommes bien éloignés de l'époque où nous comprendrons que le citoyen français ne doit pas tout demander à son gouvernement.

En 1688 les résultats opposés du génie des deux peuples et des institutions sont pour ainsi dire en pleine floraison. La France aimait assez l'unité pour

applaudir à la révocation de l'édit de Nantes. L'Angleterre était assez protestante pour que les meilleurs citoyens s'armassent d'un bâton attaché à une lanière, qu'ils appelaient *protestant-flail*, et dont ils assommaient les catholiques dans les rues. Ce fut alors que Jacques II eut la maladresse et l'imprudence de s'élever seul contre le génie national et d'attaquer obliquement et de front, par la ruse et les supplices, préjugés, traditions, vices, vertus, tout ce qui constituait le fond même de l'Angleterre.

Alors aussi se montra sur la scène Guillaume d'Orange, dont Macaulay fait un portrait magnifique. Jacques II, en voulant constituer à son profit le pouvoir absolu, avait effrayé l'aristocratie, faute considérable, qui rejetait dans les bras de Guillaume cette noblesse riche et puissante, pivot de la Constitution ; Guillaume devenait ainsi à la fois le symbole de cette aristocratie et celui de la passion populaire, du protestantisme.

Non-seulement un grand parti se rangeait naturellement sous sa loi, mais il entraînait avec lui la moitié de l'Europe. Il représentait une religion et résumait une croyance à laquelle se rattachaient des ambitions avides et des intérêts nobles et ignobles. Derrière Guillaume III et ses amis il faut toujours voir l'Europe protestante, c'est-à-dire la portion la plus jeune, la plus nouvelle et longtemps la plus barbare de l'Europe, émerveillée à la fois et épouvantée par la

grandeur de Louis XIV, jalouse de la France, hostile à l'Espagne, naguère si redoutable, fatiguée des prétentions politiques de Rome, ingrate envers ses précepteurs religieux, et avide non-seulement d'indépendance, mais de conquêtes. Cette masse énorme qui s'était remuée déjà confusément et sourdement sous Henri VIII et Élisabeth, avait compris sa puissance sous Cromwell et Gustave-Adolphe, et elle voulait en jouir.

Voilà quelle armée se trouvait derrière Guillaume III ; non-seulement à ses ordres, mais heureuse d'y être, plus fanatique et plus ardente que lui. Voilà pourquoi la conquête de Guillaume fut si facile et la chute de Jacques II si rapide; pourquoi aussi les Parlements orageux du règne de Guillaume harassants pour le monarque, ne compromirent point sa dynastie.

Un coup d'œil jeté sur la France, de 1825 à 1840, prouverait aisément que ces éléments de force nous manquaient. Ils s'agissait en 1815, d'établir un gouvernement constitutionnel sans aristocratie, et de concilier deux intérêts violemment hostiles, les seuls intérêts véritables qui restassent debout, les intérêts révolutionnaires et les souvenirs monarchiques. On était réduit à naviguer entre deux écueils ; et le seul intérêt que l'on pût appeler à son secours, celui du commmerce et celui de l'argent, essentiellement mobiles, étaient dénués d'élan, d'enthousiasme et de fanatisme.

Les calvinistes régicides, les puritains du Covenant, si ennemis qu'ils pussent être personnellement de Guillaume, sentaient bien qu'au fond il y avait analogie et adhérence entre leur fanatisme protestant et le chef avoué des protestants européens. Nul de ces points d'appui n'existait en France, et c'était un tour de force prodigieux que de faire marcher quelque temps une machine privée de ses ressorts essentiels.

Partout Guillaume de Nassau trouvait une force, partout nous rencontrions une faiblesse. Ce qui rendait surtout le gouvernement difficile en France, peut-être impossible de 1815 à 1850, c'était le manque de sérieux de l'époque, la France voulait s'amuser et jouir. On appellera cette disposition des esprits comme on voudra : indifférence, lassitude, ennui, critique, scepticisme ; chez le paysan et l'orateur l'état des idées, des mœurs, des partis, n'offrait rien de solide, et dans ces sables mouvants, le meilleur architecte politique aurait été bien embarrassé de bâtir. L'Angleterre est triste. Lisez l'histoire de Macaulay : le sérieux des actes et des paroles frappe tout de suite.

Vous voyez qu'il n'est pas question de phrases ; que les croyances sont intrinsèques, et que certains spectres passagers et factices ne prennent pas l'apparence des passions ou des partis. Parmi les acteurs de l'époque, les uns triomphent, les autres sont vaincus ; ceux-ci meurent à la peine, les autres tiennent le

pouvoir ; ceux-ci sont vicieux, ceux-là honnêtes; il y en a beaucoup trop qui volent et trompent, d'autres aussi qui mentent impunément; l'humanité enfin n'est pas meilleure que partout ; souvent elle est pire.

Mais on sent qu'il s'agit moins pour elle de phrases, de plaisirs, de passe-temps et de beau langage que de sérieuses réalités. Les intérêts sont vrais, les convictions ardentes. Ce n'est pas d'hypothèses, de synecdoches et de métaphores qu'il s'agit là comme à Bysance. Si le catholicisme et Jacques l'emportent, il est bien certain que les agents politiques de Guillaume seront pendus; si au contraire Guillaume triomphe, le prétendant court risque d'être décapité comme Monmouth, ou de passer sa vie en prison.

Une autre marque de la virilité de ce temps, c'est que l'on hait ses ennemis et que l'on ne doute pas de la vertu. On est puéril et atroce, on se querelle sur une aumusse ou un surplis, mais on convient qu'il est bon d'être honnête homme, d'aimer sa famille, de respecter le bien d'autrui, de croire en Dieu, et que deux et deux font bien et dûment quatre. Le contraire précisément avait lieu chez nous. Où était le vrai, où était le faux? Y avait-il au monde une vérité ou un mensonge? Tel système valait-il mieux que tel autre, tel parti que tel autre? Nul ne s'en souciait. Ce n'est pas que l'on manquât d'idées parmi nous, ni peut-être de vices; mais on était à peu près indifférent sur le choix.

Tout cela constituait notre situation curieuse, dramatique, périlleuse, situation au milieu de laquelle il était aussi amusant de vivre que de s'abandonner aux oscillations d'une balançoire, et qui fournira plus tard à quelque plume caustique et pénétrante une terrible série de portraits étranges et de singuliers tableaux. Sans cesse la corde se brisait; on était par terre; on recommençait, et ce n'était la faute de personne, car c'était celle de tout le monde. Sans doute, au moyen d'un grand sens politique, on aurait pu échapper à tous les dangers ou du moins les amortir. Mais le sens politique, c'est-à-dire le « bon sens » dans la gestion des affaires, manquait depuis longtemps à la France, et c'est une éducation qui ne s'improvise pas. Où donc aurions-nous appris à nous gouverner nous-mêmes, à ne pas attendre de l'État la manne du ciel et le bien-être universel, — à nous entendre, au lieu de nous chamailler éternellement; — à réfléchir, au lieu de pérorer; — à sacrifier notre opinion, au lieu de tirer chacun à soi, quand il s'agit d'un intérêt national? Swift disait que l'Anglais est un « animal politique » et le Français un « animal sociable; » et, jusqu'à ce jour, le mot se trouve juste.

Si les événements y sont pour beaucoup, le caractère fougueux et mobile de la race y est bien pour quelque chose. Il avait raison, il avait trop raison, ce vieux membre roturier des États Généraux qui s'ap-

pelait Masselin, et qui disait en hochant la tête : « Nostre France est un ménage mal réglé. »

Ce ménage était déjà mal réglé sous Jules César, sous les chefs germaniques et aux époques féodales. S'élancer vers la destruction, s'endormir dans l'immobilité n'est pas tout.

La grande œuvre politique consiste à détruire tout ce qui est inutile ou dangereux, en avivant tout ce qui a puissance d'avenir, et ce n'est pas chose facile. Il faut beaucoup perdre de ses droits, beaucoup céder de ses prétentions, reconnaître surtout les bornes étroites de la puissance humaine, et ne pas vouloir que la pratique des choses soit complète comme un système, absolue comme un logarithme, parfaite comme une théorie. Il y avait en Angleterre, à l'époque dont nous parlons, beaucoup d'esprits absolus, exclusifs, chimériques, pédantesques. On les a éliminés successivement des affaires, et ce travail dure encore. Il y avait les théoriciens de la liberté absolue, du calvinisme absolu, et ceux du catholicisme exclusif, comme Jacques II. Les uns auraient voulu donner à la noblesse tout pouvoir et toute influence, les autres anéantir la noblesse sous la monarchie ou sous les communes. Il y avait les novateurs absolus et les conservateurs exclusifs, deux races indestructibles et éternelles que Macaulay décrit fort bien :

« Nous les retrouvons partout, dit-il, dans la littérature, dans les arts, dans les sciences, dans les ma-

thématiques, dans la politique. Partout, il y a deux classes d'hommes, ceux qui s'attachent obstinément aux choses anciennes et ne se laissent convaincre qu'à grand'peine, à leur corps défendant, de la nécessité d'une innovation quelconque, et ceux qui marchent toujours en avant, peu soucieux des risques et des dangers qu'une amélioration peut entraîner. Les uns sont les hommes de la circonspection et de la prudence, les autres sont les hommes de l'espoir et de l'audace. Nous reconnaissons quelque chose de louable dans les sentiments de ces deux classes ; des deux côtés, les plus dignes d'estime ne sont pas les plus violents.

Les changements que notre constitution politique a subis pendant les six derniers siècles, dit-il encore, ont été le résultat d'un développement graduel, non de la destruction et de la reconstruction successives. Ce vieux chêne est au jeune chêne ce que l'homme est à l'enfant, notre constitution actuelle l'est à cette autre forme politique sous laquelle nous fleurissions il y a cinq cents années. Nous avons beaucoup changé de nos lois ; toujours, néanmoins, la constitution anglaise a conservé quelques-uns de ses anciens éléments. De là beaucoup d'anomalies et beaucoup de résultats assez utiles pour compenser les malheurs de ces anomalies. D'autres peuples posent des formules de constitution plus symétriques ; jamais encore une société humaine n'avait réussi à joindre la révolution et la prescription, le progrès et la stabilité, l'énergie de la

jeunesse et la majesté d'une antiquité immémoriale.»

La formule, hélas! la formule! Macaulay a prononcé le mot fatal. Que l'on y regarde de près. Tous les sots qui ont voulu mener le monde n'ont pas fait autre chose que de remplacer la réalité par la formule, le fait par les mots, la pratique par la théorie, la vérité par la chimère, le possible par l'absolu; — enfin, ils ont importé dans la gestion des affaires et dans la vie active les habitudes du pédantisme et la recherche métaphysique de je ne sais quelle logique rigoureusement absurde. Anacharsis Clootz et Jean de Leyde, comme l'insensé Héliogabalê, n'étaient que des pédants fanatiques de nuances diverses. Si ce dernier eût écrit un journal, je ne doute pas qu'il eût expliqué, par les meilleures raisons et les plus éclatantes hyperboles, son culte du soleil, et sa pierre noire, et la nécessité d'en finir avec la vieille religion romaine, et le panthéisme mystique et symbolique auquel il prétendait asservir le monde, en attelant à son char une douzaine de jeunes esclaves nues. Il avait aussi ses doctrines et ses arguments mirifiques. Il avait son idéal de gouvernement théurgique et oriental; les cervelles de travers sont prodigieusement fertiles en constructions de ce genre. Malheureusement, elles plaisent assez à nos esprits français; — non que l'on manque d'intelligence en France, — tout au contraire; mais on aime la théorie, et un système bien arrangé charme celui qui le lit: cela fait si bien sur le papier!

Les Français, rapides dans l'action, admirables quand la discipline s'est emparée d'eux, renoncent difficilement à ce goût des belles formules qui, en politique, trompe toujours et mène les peuples à la ruine par la superbe de l'algèbre.

On voit quelles différences profondes, voilées sous des apparences menteuses d'analogie et d'identité, séparaient l'établissement de 1688 en Angleterre de celui de 1830 en France. Ces oppositions fondamentales se résument en deux mots : il n'y avait plus en France ni aristocratie ni fanatisme; deux éléments fort dangereux que le « sens politique » de nos voisins a soigneusement corrigés : — le fanatisme par la tolérance universelle des sectes diverses; — l'aristocratie par un très-puissant mélange démocratique qui la modifie sans cesse et en tempère les inconvénients. C'est surtout depuis 1688 que l'Angleterre, fidèle à ses vieilles traditions, est parvenue à mobiliser son aristocratie, qu'elle renouvelle par l'ascension perpétuelle des classes inférieures. Ne pas rompre avec le passé, ne jamais dédaigner l'avenir; admettre les hommes de race comme élément solide, et les hommes de talent ou de courage comme principe actif; concilier dans leur lutte ces deux principes : — n'avoir pas d'oligarchie fermée, pas de démocratie sans lest; voilà le code politique de l'Angleterre. Je ne juge pas abstraitement les choses, j'abandonne volontiers la théorie aux amateurs du syllogisme et de l'enthymème,

du sorite et de l'argumentation ; — je ne m'adresse pas aux Trissotins de la politique, que la pauvre France a toujours aimés et choyés, qu'ils s'appelassent Mably ou Boulainvilliers, qu'ils fussent bleus ou verts. Je laisse les philosophes hermétiques disserter sur le grand arcane; ce qui serait, après tout, assez récréatif si les expériences ne suivaient pas nécessairement les théories, et si, dans ces essais d'alchimie redoutables, il n'y avait pas péril pour la maison.

Dans la pratique et dans le fait, il n'y a qu'une vue bien bornée qui puisse attribuer aux formes de gouvernement une puissance virtuelle et exclusive. Elles n'ont de valeur que relative. Elles ne sont bonnes ou mauvaises que par le bien ou le mal qu'elles font et par leur analogie avec les races, les peuples, les temps, avec les œuvres qu'il faut accomplir.

Essayez donc de concevoir la République du premier Brutus sous Dioclétien, ou la monarchie de Louis XIV sous Charlemagne! Rien de plus puéril que de discuter le mérite abstrait de l'aristocratie ou de la monarchie; autant vaudrait controverser la valeur abstraite des costumes portés sous des latitudes diverses. Ils valent beaucoup ou ne valent rien, selon le climat. Moins un gouvernement s'impose et plus il est estimable. Plus il est simple, adhérent aux costumes, né de lui-même, nécessaire et spontané, meilleur il est. Dans ce dernier cas, il ne gouverne presque pas, et

les restrictions qu'il exige sont peu nombreuses et peu gênantes, car elles ne sont que l'expression de la vie même du peuple. Savez-vous quelle est la pire des formes politiques? C'est précisément celle que l'on prétend fabriquer pour la faire subir de gré ou de force. Voilà pourquoi les Anabaptistes de Munster étaient ridicules et les Mormons de l'Amérique septentrionale ne le sont pas. Les uns prétendaient faire revivre aux bords du Rhin les mœurs des patriarches et des prophètes de l'ancienne loi; les autres transportent dans des régions sauvages les conditions de la vie sauvage. Cela ne veut pas dire que toutes les formes politiques soient bonnes, encore moins qu'elles doivent durer toujours. Tout au contraire : les changements subis par la race humaine à travers l'histoire expliquent et nécessitent le changement de formes politiques. L'Europe chrétienne ne pouvait plus vivre de la vie dont s'étaient contentés les sujets de Rome. L'Angleterre de Guillaume III n'avait plus rien de commun avec la féodalité des Plantagenets. Nous ne pouvons plus tolérer l'esprit monarchique; il disparaît de la face de l'Europe. Les monarchies pures, de bien plus fraîche date que l'on ne pense, le moyen âge ne les connaissait pas; elles se sont établies progressivement sur les ruines du régime féodal, éclipsé dans des flots de sang humain, en 1400 et 1500, et vont s'éteindre. L'autorité monarchique qui prévalut au quinzième siècle, ici plus faible, là plus ab-

solue, partout acceptée et reconnue comme garantie contre les abus, les violences et les rivalités atroces de la suzeraineté n'est plus nécessaire. L'assiette politique de l'Europe s'est ébranlée à l'époque de Comines et de Villani, comme elle s'ébranle aujourd'hui de nouveau; ils assistaient à la destruction de l'esprit féodal, comme nous assistons à la destruction de l'esprit monarchique.

Ce serait une erreur de croire que des éléments d'autrefois nulle parcelle, aucun vestige ne se perpétueront dans le monde nouveau. L'éternel renouvellement des sociétés et leur progrès veulent qu'elles ne procèdent point par destructions infécondes. C'est la loi contraire qui est la vraie. Aux États-Unis, les traces du moyen âge altérées subsistent; on les y retrouve modifiées, énergiques, concourant de la manière la plus efficace à la prospérité des citoyens et à leur bien-être.

Qu'est-ce que leur régime municipal si indépendant et si bien habitué à se gouverner lui-même, sinon le dernier écho des municipalités bourgeoises du moyen âge? Le jury appartient-il donc aux idées modernes? Les corporations et le génie d'association libre, en dehors de toute entrave gouvernementale, faisaient partie essentielle des institutions féodales. Toutes ces choses se sont transformées pour vivre; elles ont vécu en se transformant. Malgré la métamorphose, l'élément vital et essentiel s'est maintenu.

C'est ainsi que la démocratie héritera des éléments utiles du passé, éléments qui semblent aujourd'hui s'éteindre et qui ne font que changer d'apparence. Quant à ceux qui rêvent un monde nouveau et qui espèrent déplacer l'axe de la terre, j'en suis fâché pour eux, mais il est probable qu'il n'y aura jamais qu'un soleil pour notre petit globe ; et que démocraties et monarchies vivront et mourront d'après les lois antiques : ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de progrès et qu'il ne faille pas le servir.

A travers les fautes et les folies humaines on aperçoit clairement ce progrès invincible et admirable de l'humanité. On voit les villes grandir, le commerce s'étendre, les pauvres de venir moins pauvres, les ouvriers plus riches et plus moraux. Il est bon de prêter l'oreille à cette perpétuelle et féconde végétation, qui ne cessera pas, malgré l'égoïsme des uns et la cupidité des autres. Grande leçon : les peuples politiques parviennent à faire des révolutions qui profitent à tout le monde, et pressent le mouvement du progrès sans briser la machine sociale. Qu'on étudie ; on reconnaîtra de quelle manière se terminent les grandes crises politiques, non par un dénoûment violent et complet qui satisfasse les uns et détruise toutes les espérances des autres, mais par de certains atermoiments, par des demi-satisfactions données aux partis, par des demi-victoires et des quarts de victoire : par la mutilation de toutes les illusions tyranniques et la

disparition de toutes les chimères exclusives; enfin par un accroissement sourd et latent des forces de l'humanité, par une expansion invisible et continue de ses énergies, par l'accomplissement de cette loi divine qui fait acheter à notre race quelques bénéfices au prix de beaucoup de souffrances.

En France, au milieu des crises de ce dix-neuvième siècle et du monde actuel, quelques personnes ont espéré une solution calme qui rendra tout le monde content; d'autres ont prévu un cataclysme épouvantable, dénoûment affreux d'un drame déjà fertile en catastrophes. La cataracte, après avoir mugi, redescendra-t-elle dans un lit égal et tranquille? Ou bien ira-t-elle se perdre avec le tonnerre de ses eaux dans le fond des abîmes? Telle est la question. Les choses ne se passent ni d'une manière ni de l'autre. Tout en s'élevant et en s'enrichissant jusqu'au prodige, l'Angleterre n'a pas cessé de souffrir de 1660 à 1800; la fièvre de mécontentement est universelle. Tout le monde crie, et tout le monde est blessé. Mais tout le monde se résigne et travaille; on sent qu'il faut ou périr ou se résigner, et que chacun a quelque sacrifice à faire. Les éléments hostiles ne peuvent se concilier qu'en se mutilant. Que fera la société française, — toute remplie de contradictions plus flagrantes encore; — soif de la paix et amour de la gloire: — le besoin des jouissances et ennui du bien-être, — personnalité insurgée et désir de la fraternité uni-

verselle, — amour de la possession et haine de la propriété, besoin de centraliser les pouvoirs et haine de l'autorité centrale, — aspiration à la fortune et haine de la richesse, — désir d'organiser une aumône publique et la reconnaissance de la charité chrétienne comme unique source vive de l'aumône? Partout et jusque dans les individus le même déchirement apparaît. Les lois vont contre les mœurs, les idées contre les institutions, les habitudes contre les idées, les désirs contre les regrets, les actes contre les théories, les passions contre les intérêts, les tendances contre les goûts, et les calculs contre les entraînements.

Puissent les expériences politiques du passé n'en prendre que ce qu'il faut espérer et faire dans ces situations violentes : — ne pas prétendre à l'absolu, ne pas désespérer de soi ; — et pour servir le mieux possible la prospérité morale, intellectuelle et matérielle de la race au milieu de ses crises de renouvellement, se résigner à la souffrance, accepter le labeur et croire au devoir !

Les parties de l'histoire, que les autres écrivains avaient traitées d'une manière insuffisante ou légère, le sont avec une grande supériorité et un soin curieux par Macaulay. Il est tout à fait neuf et vraiment admirable dans la peinture des progrès sociaux, dans la reproduction ou plutôt la reconstruction des vieilles mœurs et des cités antiques, dans l'élucidation de certains points étranges ou douteux de l'histoire. Ce

n'est pas qu'il aime le paradoxe, mais, comme tous ceux qui parlent souvent au public, il cherche la curiosité, il aime à éveiller l'attention, et s'il s'arrange du vrai, il préfère surtout l'intéressant et l'imprévu. Ici se retrouve l'homme habitué à la polémique active du Parlement et des journaux. Tandis que la vie solitaire ou ascétique nous place en face de nous-mêmes et nous pénètre de vénération pour le culte saint de la vérité, la vie publique, constitutionnelle, populaire, remplie de combats, de critiques, d'argumentations, de discussions, de contredits, nous apprend à douter de toute la vérité abstraite, et à chercher surtout ce qui frappe ou amuse. La vie solitaire nous rend absolus, et la vie commune sceptiques. Macaulay, homme éloquent et savant, est resté dans son œuvre parlementaire et *reviewer*.

Il est assez curieux d'étudier sur un si beau modèle l'influence que les institutions de la moderne Angleterre constitutionnelle ont exercée sur les esprits, et de la manière dont elles ont modifié les produits littéraires. Macaulay, on le sait, a pris part aux débats parlementaires et s'est placé au premier rang des écrivains périodiques de son pays. Comme partisan politique il fut whig déterminé; il est resté whig la plume à la main. De là, plus d'une injustice involontaire et plus d'une partialité excusable; une demi-teinte favorable jetée sur certains actes qu'on peut reprocher aux whigs; la lumière versée à flots sur

les moindres fautes des catholiques et des tories, beaucoup d'indulgence pour les uns, beaucoup de sévérité pour les autres. De là aussi une extrême faiblesse de touche quand il s'agit de peindre les redoutables erreurs populaires. C'est là cependant que nous reconnaissons le grand historien. Il n'est pas avocat; il est juge, sa mission n'est pas de plaider les circonstances atténuantes de l'humanité; j'ai horreur de ce chroniqueur ancien qui, étant Bourguignon, nous raconte sans sourciller comme quoi « Le bon peuple de Paris tressait des licols à ses chevaux, avec les boyaux des Armagnacs égorgés. » Macaulay ne va pas jusque là. Mais étant whig, il n'a pas trop de colère contre Titus-Outes, qui avait inventé des faux jésuites et un faux complot pour faire pendre tous les utopistes et recevoir tant par tête. Macaulay n'a pas de blâme pour cette hallucination de la populace anglaise qui vous massacrait pour un signe de croix. Il ne dit rien de cette crédulité stupide qui s'empara de Londres, à la naissance du prince de Galles — « qui était le fils d'une laitière, et que les Chérubins avaient apporté dans une bassinoire pour attraper le peuple. » Voyez un peu Tacite, le maître éternel, non pas de style, mais de probité en fait d'histoire ; quelles paroles ou plutôt quel chevalet de fer rouge il tient prêt quand ces folies atroces se présentent à lui! Qui respecte et qui aime l'humanité a de l'exécration pour ceux qui la flattent.

L'homme de parti ne peut guère éviter ce malheur. Il appartient à une armée, et doit marcher avec elle. C'est un honneur sans doute et une gloire de prendre part aux mouvements politiques de son époque, mais combien il est rare que la vue philosophique n'en reste pas faussée ! à peine le grand Jules-César a-t-il pu triompher de cette partialité naturelle. Il y a comme une fumée et une poussière qui sortent du brouhaha des discussions, et qui voilent aux yeux des lutteurs les visages et les actions de ceux qui les entourent. Pourquoi Fox a-t-il écrit une si mauvaise histoire? Pourquoi les pages historiques que Mirabeau a imprimées n'ont-elles aucune valeur? Pourquoi les ardents pamphlets de Barke ne sont-ils plus que des documents historiques fort contestables? Combattants, non observateurs, ils ne pouvaient appliquer à l'observation les forces qu'ils dépassaient pour le combat. On voit trouble quand on lutte. Tacite touchait à peine aux affaires ; et Saint-Simon, que je regarde, toutes différences acceptées, comme le Tacite anecdotique et le plus profond historien des temps modernes se trouvait à peu près dans une position analogue.

Macaulay, qui était né pour la philosophie, l'étude et le style élégant, vif et orné, revient de temps en temps, et autant qu'il le peut à cette impartialité suprême ; il essaie d'atteindre des hauteurs baignées d'une atmosphère plus lucide, plus pure et plus se-

reine : il ne réussit pas longtemps à s'y maintenir. Les traditions reçues du parti le ramènent bientôt aux régions inférieures. Il est obligé même, sans le vouloir, de perdre quelque chose de ses belles qualités d'écrivain. Il est moins artiste, moins concis, moins simple qu'il pourrait l'être. Le *debater* prolixe et minutieux reparaît par intervalles.

L'auteur n'est point pédant, il s'en faut bien, il est parlementaire; il a ses vues spéciales, bornées par le whiggisme. Une certaine gravité mâle et ferme ne lui appartient pas. Ce n'est plus l'historien qui s'embarrasse peu du présent, ne regarde que l'avenir et fait son œuvre à toujours, comme dit Thucydide (Κτῆμα εἰς ἀεί). C'est l'homme parlementaire, éloquent, élégant, incisif, dissertateur habile, souvent pompeux, comme on l'est quand on parle en public et qu'il faut grossir sa voix, enfler sa phrase et colorer ses épithètes.

En revanche, et comme il faut bien qu'un écrivain aussi remarquable ait les qualités de ses inconvénients, les secrets rouages qui font mouvoir les partis lui apparaissent nettement; il explique avec une lucidité vive et parfaite les ruses, les déceptions, les intrigues, les coalitions, enfin toute la tactique et la stratégie des assemblées délibérantes. C'est une supériorité qu'il a sur tous ses prédécesseurs, Hallam, Fox, Smollet, Hume, Lingard, Burnet, pour ne citer que les plus célèbres et même sur le subtil et ingé-

nieux Mackintosh. Le jacobite Hume, le catholique Lingard, le whig modéré Mackintosh, Burnet, ami de Guillaume III, se contredisent incessamment dans l'appréciation de ces mouvements de partis ; dans la nouvelle histoire de M. Macaulay, ces mouvements se dessinent avec une admirable netteté.

L'esprit caractéristique de chaque personnage, son trait vif et spécial ne se montrent pas assez clairement ; je vois les traits, le visage, j'entends même souvent les paroles de l'acteur historique ; Macaulay a trop de talent pour manquer de les reproduire, je voudrais encore davantage. Où est la bouffonnerie amusante et insouciante de Charles II ? Ce mauvais roi avait dans la raillerie un accent vigoureux et charmant qui le rendait très-populaire, et que Macaulay, peut-être à cause de son esprit whig, a trop effacé. Il y a chez lui beaucoup de portraits brillamment colorés, à la manière de Gibbon, et, ce qui est encore mieux, de Macaulay lui-même. Je ne sais si le dessin en est toujours assez pressé et le contour assez sévère, Charles Ier insouciant et débauché, Jacques II idiot et rancuneux, Jeffries insolent et cruel ne me suffisent pas ; son Jacques II me semble bien féroce ; son Charles Ier trop perfide, son Charles II trop méprisable, son Guillaume trop vertueux. Je suis tenté de faire le même reproche à diverses peintures, tant des villes anglaises au dix-septième siècle que des gentilshommes de Londres et de la campagne à la même

époque. Assurément il n'y a pas exagération dans l'idée ni même dans le dessin de ces tableaux; mais les teintes sont un peu forcées et un certain artifice qui règne dans la distribution de la lumière fait éclater aux yeux les points isolés qu'elle frappe, et qui prennent trop de saillie et trop d'importance. Les grands horizons de l'histoire s'accordent mal avec cette manière, que les revues et les journaux, provoquent ou plutôt rendent inévitable.

Macaulay, après avoir expié par quelques désavantages, comme nous l'avons vu, son expérience et ses honneurs d'homme politique a payé ce second tribut à son illustration de reviewer. En véritable écrivain de revue, il saisit volontiers un point à discuter, pour le dégager de tous les points accessoires, le faire valoir, l'embellir, l'éclairer quelquefois, le faire briller d'une lueur accidentelle ou factice, et ne l'abandonner qu'après avoir épuisé toutes les ressources et les curiosités que le sujet fournit.

C'est là une méthode utile et séduisante, bien qu'elle ait de graves inconvénients. On sait que toutes les revues exagèrent, qu'elles s'occupent volontiers de tel ou tel point à l'exception de tous les autres ; que par conséquent elles altèrent la vérité de l'ensemble en outrant la vérité du détail. On sait que toute revue anglaise procède d'un parti qu'elle soutient, et que nécessairement elle a ses préjugés de secte ou de coterie qui se surajoutent aux exagéra-

tions et aux affectations de tout écrivain populaire. Il faut bien, auteur ou lecteur, se résigner à ces défauts, qui en Angleterre sont connus de tout le monde et ne surprennent personne. On s'habitue à corriger les excès d'une revue tory par les allégations d'une revue whig ; à opposer l'article radical dicté par l'école américaine à l'article religieux qui prêche et défend les intérêts exclusifs de la haute Église. L'intelligence publique au lieu de s'endormir dans une somnolente indifférence, est tenue en éveil et fait sans cesse usage de ses forces. En Angleterre, ce jeu perpétuel et vigoureux des revues mensuelles, bi-mensuelles, trimestrielles, jeu qui a commencé précisément sous Guillaume III, avec le bon Daniel de Foë est admirablement compris. On se garde bien de signer les articles de revue; l'anonyme généralement adopté permet aux écrivains plus de simplicité, d'abandon, de laisser-aller, et en même temps de tenue dans les intérêts du groupe et du parti qu'ils soutiennent. Il s'agit pour eux de dire des choses utiles, et surtout utiles à leurs alliés. Au lieu de transformer une revue en magasin ouvert aux vanités littéraires, on en fait un recueil de documents souvent partiaux, quelquefois incomplets, mais presque toujours libres d'emphase et de manière, de vaine rhétorique et de prétentions personnelles, de fleurs et de phrases, enfin de beautés prétendues littéraires. Ce système anglais, plus simple que le notre (lequel procède directement

du *Mercure de France,* où M. de Marmontel se faisait admirer), vaut infiniment mieux que l'exercice périlleux et artificiel auquel, grâce à la publicité des noms propres, et depuis le dix-huitième siècle surtout, les écrivains périodiques français se trouvent condamnés.

Néanmoins, même en Angleterre, l'existence et la popularité des revues ont des dangers considérables ; elles invitent le talent à produire vite, à trop s'étendre en paroles, à trop résumer les idées, deux défauts contraires qui se marient aisément, à inventer des théories pour le besoin de chaque article, à faire vingt pages avec la matière ébréchée d'un livre, à courir d'un sujet à l'autre, non-seulement sans épuiser les sujets, mais, ce qui est plus triste encore, en ayant l'air de les épuiser tous. Elles le contraignent pour ainsi dire à l'enluminure excessive, à l'abus de la saillie et du relief, à une certaine vivacité essoufflée, surtout au défaut inévitable de maturité dans la pensée et dans la forme. Ceux qui liront le nom écrit au bas de ces pages ne manqueront pas de s'étonner, et ils auront grand tort assurément. Personne ne connaît mieux les dangers maritimes que ceux qui ont couru la mer, et les ressources ou les inconvénients d'une locomotive que le chauffeur qui l'alimente. Thomas Hood, Walter Scott, Carlisle, Byron, les esprits les plus divers et les plus distingués de l'Angleterre, ont exprimé la même plainte et énoncé la même opi-

nion sur la destruction des talents par les revues ; Gœthe a été plus loin, il a comparé cette périodicité active au grain semé avant la saison, aux moissons coupées avant d'être mûres.

Certes on ne peut s'empêcher de convenir avec lui que la périodicité des revues anglaises, qui forment une bibliothèque si vaste et si mêlée, a tué ou amorti plusieurs talents remarquables. Hood, Leigh, Hunt, Gifford, Lockhart, John Wilson, Macaulay, Jeffreys ont trop sacrifié de leur vie à ce mode de publicité pour accomplir les travaux qu'ils auraient pu mettre à fin. C'est une forme improvisée et violente, une serre chaude de l'esprit, tout à fait digne de l'époque pressée, ardente et inquiète, qui en a favorisé l'accroissement. A mesure que cette course au clocher qui emporte l'Europe se rapprochera du but, lorsque après tant de destructions et d'efforts la création se développera enfin comme récompense et terme de la course, les revues s'abaisseront et diminueront de valeur ; c'est ce qui a déjà lieu aujourd'hui.

Macaulay aperçoit et indique avec une sagacité remarquable certains points peu connus et mal appréciés de l'histoire moderne ; par exemple l'accroissement financier et commercial de l'Angleterre entre le règne de Charles Ier et celui de Jacques II ; — la curieuse situation des Anglais exilés en Hollande et leur action sur l'Europe — l'hostilité naturelle des populations germaniques, par conséquent de la race

Anglo-Saxonne, contre les idées et les mœurs du midi catholique ; — les affinités bizarres du jansénisme en France et du calvinisme en Angleterre ; — la position singulière et isolée de William Penn et de la secte des amis, *Quakers*, au milieu des luttes et des partis anglais. Ce sont là les curiosités de l'histoire, les problèmes qui plaisent aux esprits subtils et amis de la controverse. Macaulay les traite en reviewer habile qui jette des aperçus significatifs plutôt qu'en historien philosophe.

Il s'étonne, par exemple, que les méditations morales et les pieuses aspirations de Jacques II et de ses familiers, se soient mêlées de vices ignobles et de crimes odieux : c'est ne pas connaître l'humanité. Macaulay semble attribuer à ces vices seuls la chute du roi et son impuissance devant la force des événements contemporains ; c'est ne pas connaître l'histoire, les sociétés et les hommes ne périssent pas nécessairement par les vices, mais par les vues fausses. Ce n'est pas le catholicisme de Jacques II qui l'a perdu ; ce ne sont pas non plus ses défauts qui l'ont précipité ; c'est la fausseté du coup d'œil qui l'a jeté dans l'abîme et tout en admirant le talent de Macaulay, je ne trouve pas qu'il ait fait saillir de sa toile ce portrait curieux : un homme sensuel et dévôt, méticuleux et brave, entêté et violent, exact et maladroit, obstiné dans ses amours et obstiné dans son repentir, incapable de sacrifier une idée à un mou-

vement du cœur, et capable de sacrifier un royaume à cette idée.

D'autres problèmes que Macaulay soulève à plaisir nous semblent plutôt indiqués que résolus par lui.

Louis XIV le savait, Bourepaux ne l'ignorait pas, Barillon le voyait, le Vatican le sentait bien et les cardinaux le répétaient à Jacques.

Le salut du catholicisme anglais même y était engagé. Jacques II, comme tous les utopistes, préféra la chimère à la réalité, le but aux moyens, l'idée au fait et la cause honorable et sacrée qu'il voulait faire triompher périt corps et biens dans le naufrage de cet esprit faux.

Il s'adressait d'autant plus mal que l'un des caractères essentiels de la nation anglaise, c'est l'horreur pour l'idée pure, pour le but systématique, pour la théorie et tout ce qui n'est pas pratique. L'Angleterre veut la pratique et s'y enfonce, la France cherche l'idée et s'y perd, l'une toute germanique matérialise la nation du droit, elle se met en quête des précédents et des coutumes ; l'autre se refuse aux chaînes de la tradition et s'en débarrasse pour remonter à des notions supérieures. Je ne prononce pas entre ces deux modes, j'expose une différence ou plutôt un antagonisme qu'on peut lire inscrit à toutes les pages de l'histoire des deux nations.

Si l'Angleterre n'acceptait plus les progrès comme

compensation de son attache superstitieuse au passé elle serait perdue. La France, si elle se refusait à toute règle et à tout souvenir du passé se suiciderait.

J'ajoute que le principe de l'autorité ou de l'unité qui est inhérent au catholicisme et que Jacques II voulait faire prévaloir, répugne profondément à l'esprit anglais. Tout Anglais est né sectaire et isolé, comme tout Français est naturellement sympathique et sociable. Nous comprenons très-bien, et nos voisins ne peuvent pas souffrir que les préférences particulières viennent s'absorber dans l'idée générale. Ni Henri VIII, ni même les Plantagenets n'auraient osé exiger cela de leur peuple ; on leur aurait opposé des habitudes plus antiques que la monarchie et plus fortes que les lois. Nul d'entre eux n'aurait songé, par exemple, à parquer l'aristocratie anglaise dans un cercle étroit, infranchissable pour la roture, à en faire une noblesse dans le genre de la nôtre. Dès les premiers temps du moyen âge, on avait vu les nièces des rois anglais épouser des roturiers braves et illustres, et tel soldat, fils d'un bourgeois de Londres, devenir *Knight* chevalier, quand il s'était bien battu. Sans doute, cela n'était pas d'accord avec la beauté de la théorie, l'unité de caste, le système des races et leur orgueil (*kind*) ; mais le vieil esprit germanique. celui qui fait sortir la puissance de roi de la force morale (*kannig*, *konnig*, *knowing*, *king*), trouvait son compte à cette diversité. Nul ne s'étonnait qu'un

guerrier né dans le peuple prit le pas sur des petits-fils de pair, et jouit de plus d'honneurs que les Bohuns, les Mowbrays, les de Vere, même les cousins des Plantagenets. Sir John Howard et sir Richard Pole, tous deux sans noblesse, se mariaient aux filles des ducs de Norfolk et de Clarence. Cela faisait moins bien comme système ; en pratique, c'était excellent. Aujourd'hui même les troisième et quatrième fils d'un pair ne sont que des *esquires* (écuyers), comme tout le monde.

Il y a des degrés nombreux entre le premier pair d'Angleterre et le dernier des prolétaires ; il n'y a pas d'abîmes entre eux. Si l'on veut remonter à la source de ce système qui fond l'aristocratie dans la démocratie, système tout à fait contraire à nos idées françaises et méthodiques, on sera forcé d'y reconnaître la trace de cet esprit sauvage, germanique, incapable de se détacher de la tradition, amoureux du fait et peu soucieux de la régularité idéale, de la méthode apparente. Le code des lois britanniques est encore un grimoire inextricable de coutumes contradictoires, bariolé de traces saxonnes, normandes et danoises; les tribunaux n'ont pas même pu se défaire encore du vieux patois latin-normand que les légistes de Guillaume Ier importèrent autrefois. Voici le texte d'un arrêt rendu assez récemment contre le maître d'une voiture attelée de deux chevaux fougueux qui renversèrent un homme :

« *Li défendant* (dit l'arrêt) *porta deux chivals ungovernables en un coach, et improvide incante et absque débita considérationne ineptitudinis loci la eux drive pur eux faire tractable et apt pur un coach, quels chivall pur ce que, per leur férocité, ne poient estre rule, eurre sur le plaintiff et le noie.* » Il n'y a pas de plus bizarre preuve de la prédilection anglaise pour la tradition et la coutume, que ce jargon dont on se sert encore devant le banc du roi.

Ainsi en Angleterre le fait acquis, le précédent, a toujours prévalu; le droit, accepté une fois, n'a jamais cessé d'être matériellement le droit. Il a pu s'altérer dans ses applications, on a pu le blesser par des usurpations partielles, il n'a jamais changé de base. Jamais Henri VIII n'eût osé dire comme Louis XIV : l'État, c'est moi. C'est que dès l'origine, la conception unitaire de l'État absorbé par son chef n'existait pas pour cette race ; on ne concevait en Angleterre que le respect des libertes individuelles et traditionnelles organisées sous un chef. Les rois des Northumbriens ou des habitants du Wessex ; ils ne prétendaient ni posséder la terre, ni absorber les juridictions. Aussi Louis XIV, dans ses lettres à Jacques II, ne parle-t-il de la constitution anglaise qu'avec horreur. Il s'irrite de la voir si étroitement captive dans les chaînes de la tradition et du passé ; il signale, comme le plus sanglant outrage à la liberté royale, le pacte qui défend au monarque de lever les impôts et des armées sans le

consentement du Parlement ; et, ce qui est étrange, c'est que la liberté royale lui semble identique et équivalente à la liberté publique. Il ne néglige aucun sacrifice pour renverser en Angleterre cette anomalie monstrueuse, pour replacer les Stuarts sur le trône libre et l'affermir sur la base du catholicisme, qui en est l'appui naturel.

Louis XIV était parfaitement dans son rôle ; son éducation, sa naissance à demi espagnole, ses préjugés, son honneur même, penchaient de ce côté. Mais, de la part de Jacques II, vouloir plier à la monarchie pure et au catholicisme unitaire la nation anglaise, qui respectait avant tout le passé et redoutait avant tout l'unité, c'était la folie. Plus tard, la France a fait une expérience contraire ; on sait combien elle a rencontré d'obstacles quand elle a essayé d'accoutumer son génie théorique et impétueux, mais unitaire, aux formes représentatives qui comportent la variété et la liberté.

Pour Jacques II, comme pour tous ces esprits chimériques qui ne contemplent que leur pensée et ne suivent que leur désir, il n'y avait au monde ni accidents ni obstacles ; il y avait seulement un but supérieur qu'il fallait atteindre. Il l'apercevait au fond des nuages, et voulait le toucher en dépit de tout. Jacques II n'ignorait pas que les quarante-neuf cinquantièmes de ses sujets étaient protestants, et que, sur ce nombre, les deux tiers au moins l'étaient avec

passion. Il savait que la propriété, l'instruction, la richesse leur appartenaient dans une proportion égale. Peu lui importait, et les avertissements de Rome n'y faisaient rien, car il était encore plus fidèle à son idée, qu'obéissant envers le Saint-Siége. Les railleries significatives d'Innocent ne l'ébranlèrent pas ; ce qu'il apercevait seulement c'était sa propre chimère.

En politique, la plus difficile chose n'est pas d'agir avec finesse ou avec audace, c'est de voir ce qui est. Un honnête homme peut se tromper là-dessus aussi bien qu'un fripon ; une Assemblée délibérante peut voir aussi faux qu'un roi absolu ; et en politique, quiconque se trompe sur les réalités est perdu. C'est la leçon suprême qui ressort de l'histoire d'Angleterre de Macaulay, leçon mille fois renouvelée chez tous les peuples, et qui n'empêchera désormais ni les rois, ni les assemblées de se tromper sur l'état des esprits, sur la réalité des faits, sur ce qui les entoure, et de périr en se trompant.

ÉMIGRATION ANGLAISE

ÉMIGRATION ANGLAISE

Le mouvement d'émigration qui se produit dans le monde, organisé puissamment, se continue au profit des peuples actifs et habiles, surtout de l'Angleterre.

On sait combien l'Angleterre est embarrassée de sa richesse. Ses forces pécuniaires et morales, sa population, son ambition et son luxe se sont accrus démesurément; mais enfermée dans l'île qu'elle occupe, elle n'a pu en élargir le diamètre et offrir à toutes ces avidités ardentes et affamées un théâtre de travail proportionné à leur désir. De là cette excessive compétition, cette rivalité furieuse et véhémente, cette foule qui encombre toutes les avenues du commerce et de la fortune, ce difficile emploi des capitaux, ce paupérisme épouvantable, ces lois des pauvres qui ne font qu'aggraver le mal.

Les économistes cherchent mille moyens divers de contrebalancer ce mouvement et d'opposer une digue au progrès d'un mal qui n'est, après tout, que le pro-

grès de l'industrie, de l'opulence et du commerce. M. Malthus se joint à miss Martineau pour engager les Anglais à ne plus se marier ou à se marier très-peu, par considération pour leur patrie, l'accroissement de la population étant la source évidente de ce fléau. D'autres philosophes conseillent l'exportation annuelle des pauvres dans les colonies américaines, australiennes et même africaines : mais leur remède n'est qu'un palliatif assez peu efficace. Pendant qu'ils offrent une issue et un moyen d'écoulement à cette foule affamée, lui permettant d'aller travailler et mourir dans un pays sauvage, bien loin des souvenirs nationaux, l'Angleterre elle-même sert de récipient à une autre foule mendiante qui lui tombe de l'Irlande, et qui, non-seulement remplace les travailleurs expatriés, mais abaisse, par sa misère et son extrême besoin, le taux du salaire et le sort des travailleurs qui n'ont pas déserté le sol natal. L'Angleterre ressemble donc à un vase qui se vide d'un côté pour se remplir de l'autre. L'Irlande est une fabrique permanente de pauvres diables qui n'ont pas de culottes, qui ne savent aucun métier, et qui, trois pommes de terre à la main, passent le détroit et viennent demander aux Anglais du travail au plus bas prix possible. On leur en donne, et ils s'étendent endormis sur leurs haillons. Je voudrais que les philanthropes et les calculateurs réfléchissent à cet état de choses : ils y verraient une des nombreuses preuves de l'impossibilité où est

l'Europe de soutenir longtemps encore sa suprématie sur le globe, et l'un des symptômes les plus graves de ce changement, qui s'annonce bien autrement intéressant que les révolutions de l'empire romain, et qui livrera indubitablement quelque jour le sceptre des destinées humaines, du commerce, de l'industrie et des sciences actives à des régions aujourd'hui en apprentissage, mais qui vont s'émanciper.

Mais ces vues lointaines ne sont permises qu'aux philosophes, que les hommes actuels voient et jugent avec tant de mépris. Quant à ces derniers, tout occupés de leurs embarras présents, ils font très-bien de s'en défaire de leur mieux ; et les hommes d'État de l'Angleterre agissent très-raisonnablement en encourageant de toutes leurs forces l'émigration des familles pauvres, la fondation de nouvelles colonies, l'extension des colonies anciennes et l'emploi des facultés industrielles et des ambitions nationales en dehors du domaine très-resserré de la mère-patrie. Il y a aujourd'hui plus de dix *settlements* en ébauche, et qui commencent à fleurir sous la protection du gouvernement anglais. Je citerai ceux que l'on a formés dans les *backwoods* du Canada, dans l'Australie du sud et dans l'Australie de l'ouest. Les États-Unis de l'Amérique septentrionale dévorent aussi, avec grand profit pour eux-mêmes, une quantité singulière de travailleurs irlandais, femmes, enfants et vieillards, qui, se jetant sur le premier vaisseau, passent l'Atlan-

tique, offrent la faiblesse ou la force de leurs bras, sont acceptés et meurent au bout de peu de mois ou d'années, écrasés par le violent travail qu'on leur impose. Ils gagnent deux fois plus que dans leur pays, mais ils travaillent six fois plus et périssent six fois plus tôt. Les grands efforts sont comme les combats. Le peuple américain, monté sur le cheval de course de son progrès, ne s'embarrasse guère ni de sa fatigue, ni des existences qu'il peut absorber et dévorer. Il marche, ou plutôt il court, et soyez sûr qu'il ne s'arrêtera pas de sitôt.

Ainsi s'opèrent les transformations du monde. Ainsi les Anglais dans l'Hindoustan, en changent la face. Je ne vois rien d'impossible à ce que des influences nouvelles modifient peu à peu toute l'Asie; à ce que les changements de culture, d'alimentation, de locomotion, déterminent dans l'organisme des races ces profondes, puissantes et intimes révolutions que l'œil ne peut suivre, mais qui sont l'histoire cachée, l'histoire elle-même. Le Français qui boit aujourd'hui de bon vin ne ressemble guère de loin au Kelte d'Hérodote, qui s'abreuvait de mauvais cidre. Un Ottoman qui a vécu à Paris ou à Berlin assassinera fort peu de chrétiens et de chrétiennes, s'il revient habiter Damas ou Bagdad. Essayez de placer en Mésopotamie ou dans le Kaboul un fragment de ce réseau de chemins de fer dont l'Angleterre est couverte; les fils du Bédouin et de l'Affghan afflueront

sans peine à Constantinople et ensuite à Paris, où ils désapprendront leurs vieilles formules et s'initieront bien ou mal à la grande rénovation occidentale, qui date des Grecs, et qui est simplement l'analyse et l'examen.

Tout cela s'opère sous nos yeux, mais sourdement, confusément, obscurément, comme toutes les évolutions. Est-il chimérique ou paradoxal d'espérer que quelques-unes des plaies de l'Orient se fermeront peu à peu, que la polygamie qui épuise les forces viriles et fait dégénérer les races, la mauvaise alimentation, la mauvaise culture, la force adorée, l'horreur de l'examen, l'assimilation de l'officiel avec le réel, le défaut absolu de contrôle, la croyance dans l'autorité reposant sur la force et regardée comme sainte, le mépris du faible et par conséquent de la femme; l'emploi systématique du mensonge regardé comme force, le dédain pour l'intelligence et ses applications pratiques, iront se détruisant ou s'affaiblissant par degrés dans ces belles régions du soleil ?

Supposez que le contraire arrive. L'élément européen, celui du progrès, a le dessous; hypothèse impossible, mais que l'esprit peut adopter un moment. La vieille œuvre inaugurée par les Hellènes, poursuivie pendant trois siècles par les Espagnols, les Romains, les Vénitiens, les Français demeure abolie. Nous perdons Alger. On voit reparaître en Gaule les hordes de l'Asie et de la Mauritanie. La Chine, avec son despotisme et ses habitudes d'ivresse et de vol,

parvient à nous expulser de la mer Jaune. Un nouveau Tamerlan fait subir à l'Inde ses extorsions et ses supplices. L'Occident replie ses voiles. Il faut pactiser avec les pirates. Deux cents hommes (cela s'est vu sous Richelieu) sont enlevés annuellement et trois villages brûlés sur nos côtes de Toulon et de Cette. Tous les efforts des races civilisatrices, depuis Alexandre jusqu'à Louis XIV, jusqu'à notre conquête d'Alger et nos derniers combats, se trouvent perdus à la fois!

LA POLITIQUE ANGLAISE

EN 1867, 1868 ET 1869

LA POLITIQUE ANGLAISE

EN 1867

On ne peut juger sainement et calculer avec précision la courbe suivie par la civilisation et la politique d'une race et d'un peuple, qu'en opérant sur un grand nombre d'années, sur une longue et imposante série de faits, sur de vastes espaces historiques. Tout se prépare; rien ne s'improvise. Les conséquences de l'établissement anglican de 1688 se font sentir encore aujourd'hui. Le fénianisme est le contre-coup lointain des iniquités de Cromwell. Ce que Pitt méditait à la fin du dix-huitième siècle commence seulement à se dessiner à présent.

Qui étudie une fraction de siècle, aussi bornée et aussi restreinte que l'est un espace de quatre mois, n'a donc sous les yeux qu'un segment très-insuffisant et très-mesquin, un élément trop peu important de l'analyse qu'il veut entreprendre.

Mais ce segment, cette fraction, ce débris possède

néanmoins dans la direction qu'il affecte, dans sa courbe prédéterminée, un sens et une valeur propres. On peut juger, jusqu'à certain degré, de l'ellipse générale, en se rendant compte du point de départ et du point d'arrivée. L'Angleterre actuelle continue vigoureusement et poursuit sa vieille destinée laborieuse, œuvre de ses mains. Elle a creusé, pendant les quatre mois qui ont inauguré l'année présente, son ancien, son profond sillon politique. Si la France, sa voisine, également fidèle de son côté à sa tradition spéciale et à ses antécédents, a donné beaucoup à la réglementation de ses libertés, à la discipline de ses forces, à l'organisation légale de son indépendance, à la répression de ses folles humeurs; — si enfin notre chère patrie, sous le noble drapeau tricolore, a enrégimenté l'ordre et fait marcher au pas les sauveurs de la monarchie; — nos voisins, sur une route parallèle et contraire, ont élargi leurs franchises, donné à la voix de la presse plus d'expansion que jamais, discuté à ciel ouvert la légalité des coalitions ouvrières, inauguré un nouveau règne de tolérance religieuse, affaibli les bases et les assises despotiques de l'Église anglicane en Irlande, et frayé la voie aux révolutions les plus inattendues. Tout cela s'est produit paisiblement, sous le couvert de l'esprit monarchique le plus ostensible, au milieu du développement le plus réel, le plus sincère même, de la vieille loyauté; pendant ce temps, la reine, aux

grands applaudissements de la presse anglaise, publiait un livre plein de grâce touchante, de souvenirs d'une tendresse presque enfantine, de descriptions et de paysages, attestant chez celle qui les a tracés une parfaite quiétude d'esprit.

Ce n'est pas que la politique anglaise actuelle soit facile. Elle court des bordées dangereuses. Les périls sont nombreux ; les assaillants redoutables. Le fénianisme préparé au sein de la République américaine par des mains irlandaises, traverse la mer et revient frapper le flanc du navire. Le catholicisme longtemps persécuté se redresse, reprend courage et profite de l'universelle tolérance des mœurs européennes. Les coalitions d'ouvriers, fièrement organisées et légalement belliqueuses, s'arment contre les manufactures et haussent les salaires. Une énorme expédition militaire s'engage dans les défilés abyssiniens et franchit les Alpes inconnues d'un pays ennemi et lointain. Les anciens maîtres de la politique britannique vieillissent ou meurent. Le cadre électoral, ouvrant accès à une multitude nouvelle et qui jusqu'ici n'a point joui de ces franchises et de ces droits, peut donner lieu à une crise formidable. La corruption atteindra-t-elle ces électeurs de fraîche date? N'a-t-on pas à craindre que, selon les lois naturelles et les inévitables faiblesses de l'humanité, les voix ne s'achètent bientôt au lieu de se peser ? La complication des intérêts coloniaux anglais exige une plus grande régularité ad-

ministrative; il faut multiplier les rouages et imiter, jusqu'à certain point, les mœurs officielles de l'Autriche et de la France. N'est-ce pas là un nouveau danger? Et la Grande-Bretagne n'a-t-elle pas à redouter le règne des commis, si défavorable à la rapidité de l'action, à la précision des mouvements, à la réalisation des perfectionnements? Si enfin l'Irlande catholique et l'Irlande féniane, deux Irlandes ennemies, ne renoncent bientôt à leurs hostilités armées et incessantes, ne faudra-t-il pas avoir recours aux moyens militaires, aux armées permanentes, aux terribles ressources de la force, aux canons qui foudroyent l'émeute, et aux gros bataillons?

Résumez ce tableau très-adouci des périls de la situation anglaise; vous la voyez menacée à la fois par le *militarisme* exclusif; par la *bureaucratie*; et par le pire des maux, la *plutocratie*, le régime de cette puissance grossière et dépravante: — l'argent.

Il n'y a donc pas d'observation plus digne d'intéresser le philosophe que celle-ci : étudier la manœuvre que va exécuter cet équipage; — bien discipliné sans doute, mais obéissant à de nouveaux chefs, très-expérimenté, très-dévoué, très-solidaire, très-compacte, mais divisé en groupes ardents, hostiles, peu adhérents; exposé à des périls si terribles et forcé d'affronter des difficultés si extraordinaires. L'Angleterre, vaisseau marchand, toujours sous la tempête, portant une

riche cargaison, n'a pas un moment à perdre. Pas de milieu pour elle. Il faut se sauver ou sombrer. Les amusettes de paroles, les réjouissances de rhéteurs, les concerts de théories, les célestes musiques de l'abstraction ne serviraient qu'au naufrage. Une fausse manœuvre, et tout est perdu. Voyons donc comment elle s'acquitte de son travail.

Courons au plus pressé, dit l'équipage. C'est du côté de la pauvre Irlande que le navire fait eau. Voici les *fénians;* la torche et la hache au poing, ils s'avancent et menacent.

Que sont donc ces enfants de *Finn* ou de *Fionn?*

Ils n'ont rien de religieux ou de catholique. Ils empruntent à la légende obscure des temps ossianiques ce vocable qui les caractérise. Enfants de la vieille *Erin* sauvage, ils sont républicains, exclusivement et politiquement Irlandais. Leur énorme masse résulte de l'émigration qui, sous la direction de Robert Peel et depuis son ministère, a versé des flots misérables de populations keltiques au sein de la libre union américaine. Ces millions d'hommes, naturalisés et nationalisés par delà l'Atlantique, ont dû comparer la situation matérielle et morale de leur pays natal avec celle des États-Unis, leur pays d'adoption. Ici ils étaient esclaves. Là-bas ils ont voté comme électeurs libres. Au lieu de mourir de faim dans leur cabane irlandaise sans toiture, ils ont recueilli des salaires américains de cinq ou six dollars par jour. On leur a dit

que toute royauté affame ses sujets. Ils savent par expérience que la République américaine nourrit ses ouvriers et leur assure du travail. Ils se demandent pourquoi leur vieux pays ne deviendrait pas à son tour une république riche et libre. Mais ce vieux pays professe le catholicisme ! Et là se présente une complication majeure. Tout catholique libéral, surtout républicain, s'expose à démentir la tradition, à secouer l'autorité, à renoncer à l'obéissance. Les deux éléments, fénianisme jacobin et catholicisme autoritaire, se heurtent donc en Irlande, et les efforts de ces deux révoltes pour détruire la tyrannie britannique partent de régions opposées.

La politique anglaise a dû se porter à la fois sur les deux points contraires d'attaque. Par les procès et les gibets on a essayé de réprimer la conspiration féniane républicaine, ou de l'étouffer ; et l'on s'est demandé si par l'abolition des priviléges exorbitants que l'Église anglicane possède en Irlande on parviendrait à calmer l'irritation catholique. C'est à ce but que tendent, au moyen de mesures pratiques très-diverses, plus ou moins promptes, plus ou moins radicales, le tribun éloquent, M. Bright, la parole la plus guerrière qui ait retenti depuis celle de lord Brougham ; le philosophe J. Stewart Mill, plus remarquable par la clarté et la profondeur de l'argumentation que par la verve et la faconde ; et surtout M. Gladstone, le plus ardent et le plus énergique des apôtres de la nouvelle école, ré-

clamant à grands cris la séparation définitive et absolue des deux pouvoirs, du spirituel et du temporel.

Ce mouvement est soutenu et favorisé par un très-grand nombre de sincères protestants et même de zélés anglicans, qui avouent l'injustice avec laquelle l'Irlande a été traitée. Ce mouvement s'accorde avec la marche générale des peuples vers la libération et l'égalité, ou, si l'on veut, vers la *démocratie*. Je proteste contre cette désignation classique, impropre à rien exprimer de moderne, puisque le *demos*, classe isolée et dominante, n'existe pas plus que la classe des *aristoi*, des nobles et des meilleurs. Passer le niveau sur toutes les sectes, assurer un droit égal à toutes les opinions, les libérer toutes, en les privant de tout monopole et de tout privilége exclusif, voilà le but de la politique actuelle en Angleterre. La France, à cet égard, lui tourne le dos. Sa religion d'État lui est toujours chère, et elle essaye de réaliser un compromis impossible entre la servitude et la liberté ; entre la haine et l'amour ; entre l'idée exclusive et l'idée sympathique, entre la tolérance et l'intolérance, entre la protection accordée au spirituel et les ménagements envers le temporel. Cette position fausse la gêne dans tous ses mouvements. De même, en proclamant la nécessité de l'éducation populaire, elle est impuissante à l'établir ; en adoptant la liberté de la presse, elle lui impose des menottes et des entraves ; enfin, se proclamant *démocratie*, elle centralise incessam-

ment; et vivant du suffrage universel, elle ne parvient pas encore à faire des électeurs éclairés et instruits.

Dans le mouvement double des deux pays, tout, je le répète, est parallèle et contradictoire. L'Angleterre, au lieu d'exiler ou de repousser dans l'obscurité ses hommes de lettres, les porte rapidement et progressivement au pouvoir. Disraëli, fils et descendant d'Israélites vénitiens, nommé en février premier ministre, fait tête à Gladstone, qui n'a pas plus de blason britannique que Disraëli. C'est ce spirituel Disraëli, connu par la souplesse, la versatilité, l'éclat et la finesse de ses talents, qui soutient la cause de l'Église anglicane en Irlande; c'est-à-dire que, pour le présent moment, défenseur de ce qui existe, il protége l'intolérance. C'est Gladstone l'helléniste, célèbre par ses *Homeric studies* et ses études classiques, qui répudie la tradition, se lance dans l'avenir et ouvre la porte à cet indulgent système de tolérance universelle que, jusqu'ici, l'Angleterre n'avait pas accepté. La Grande-Bretagne, ainsi favorable à l'ascension de l'intelligence, doit-elle y perdre quelque chose? La France, qui tous les jours se montre plus avare et plus cruelle envers ses gens de lettres, moins soucieuse de leur gloire et moins favorable aux intérêts de la presse, y perdra-t-elle quelque chose? C'est ce que nous apprendra l'avenir.

Ce qui est certain, c'est que le sens politique n'a

pas abandonné l'Angleterre. La crise qu'elle subit, crise douloureuse et pénible, dont elle tire grand parti, le prouve assez. Chaque jour, malgré les obstacles, elle se rapproche de cette équité suprême, difficile à établir. Elle va lentement. Elle n'a pas encore négligé la pratique pour l'absolu, la conduite politique pour la fantaisie. Diriger le ballon de l'État à travers les nuages de l'esthétique ne lui convient pas. Alors même que, de franchise en franchise, de libération en libération, l'Angleterre aboutirait au suffrage universel, elle accomplirait cette terrible évolution avec un vigoureux sang-froid. Les soubresauts et les boutades, les vexations et les violences n'amendent rien. Peel et Wellington n'ont pas agi autrement.

Ce qui est merveilleux dans ce système, c'est que rien n'est exclu, tout y a sa place. Jamais, comme cela s'est fait sous Louis-Philippe, on ne verrait un homme ou un parti vouloir tout absorber et exclure ce qui n'est pas lui-même. Jamais, comme sous notre première République, la mort ou l'exil ne frapperaient les dissidents. Le combat s'engage, la minorité subsiste ; elle reprend des forces, s'apprête à la revanche; et chacun a son tour. Probablement ce sera bientôt celui de Gladstone, plus philosophe, plus logicien que Disraëli, sous la critique duquel on a vu souvent la Chambre plier d'abord, puis se cabrer mécontente. Tour à tour les conducteurs les plus dissemblables

ont saisi le gouvernement; tantôt le spirituel et raide, le puissant et incisif lord Russell, un caractère ferme, vif, constant dans ses opinions, acerbe dans leur expression; ou Robert Peel, froid, patient, cadencé, un peu gourmé, un peu « asiatique » dans ses discours; habile homme qui ne plaisait guère, dont l'art oratoire manquait de familière sympathie et de prise réelle sur ses auditeurs; lord Palmerston, d'une apparence étourdie, amoureux de son pays, plus aimé que craint; Disraëli enfin, connaisseur en fait d'hommes et de vices humains, admirablement attentif à gouverner la Chambre en se laissant gouverner par elle, — incarnation récente de l'homme de lettres parvenu au pouvoir. A chaque époque, à chacune des crises sociales un docteur nouveau et particulier survient. Que deviendrait la carène si elle ne savait ni virer de bord, ni s'armer contre les événements; — si les voiles ne pouvaient être ni carguées ni déployées à souhait? Le naufrage attend tout pilote absolu. La politique n'est ni une pyramide qu'il faut asseoir carrément, ni un temple qu'il faut hardiment bâtir. Elle dépend de mille circonstances variables; — le flot, le vent, les époques, les latitudes. Le meilleur capitaine n'est pas celui qui les méprise ou les ignore, mais celui qui s'y prête et les comprend.

Lord Derby, avec sa bonne humeur de gentilhomme, sa familiarité quelquefois brusque, son ton à la fois aristocratique et bon enfant, son manque de tact

apparent et ses qualités excellentes d'homme comme il faut, avait fait son temps ; quand ce roturier hardi, aimable et spirituel, Disraëli, est devenu *premier*, comme disent nos voisins. Aujourd'hui je crois qu'il pourra rester sur la brèche, occupé et ardent à défendre son groupe conservateur ; mais le tour du libéral Gladstone est arrivé. Gladstone d'accord avec les idées, les désirs et les aspirations nouvelles. Nous allons assister bientôt à sa campagne en faveur de la tolérance contre l'anglicanisme ; et certes le spectacle sera curieux.

N'est-il pas étrange que, malgré les chemins de fer et l'énorme mouvement industriel, le grand combat soit redevenu religieux partout ? Le monde des idées se superpose au monde des faits et le régit. C'est pour et contre l'idée que l'on est aux prises. L'Amérique du Nord tire des doctrines de l'Évangile mille conséquences antisociales. La question de la papauté domine toute la situation de l'Italie. L'Autriche se détache du concordat et secoue la vieille servitude religieuse. Pour la France, la querelle irritante est celle de la science armée contre la foi. On a donc beau faire, l'influence des idées reste maîtresse et arbitre.

L'Église établie d'Angleterre, qui est une sorte de demi-catholicité, subsistera-t-elle avec ses priviléges et son monopole ? Les catholiques d'Irlande subiront-ils encore le joug de leurs ennemis ? Payeront-ils de leurs deniers l'entretien des temples et l'éducation des ministres qui les frappent d'anathème ? Enfin la

tyrannie d'un dogme absolu ; — cette idée musulmane, aujourd'hui frappée à Vienne par la chambre des Seigneurs ; — la confusion des deux pouvoirs ; — cette colonne du moyen âge moral — se maintiendra-t-elle à Dublin et à Cork, et de notre temps?

M. Gladstone, Écossais de race, roturier comme M. Disraëli, répond que cela ne peut pas être ; que le progrès du monde veut la séparation absolue du spirituel et du temporel. Et plantant hardiment son drapeau dans une position avancée, il soutient qu'aux yeux de l'État « *toute communion chrétienne a une valeur égale et légale.* »

M. Gladstone, homme d'un incontestable talent, d'une grande énergie et d'une parfaite intégrité ; quelquefois violent dans la discussion ; plus estimé qu'il n'est aimé ; — avec des duretés de philosophe et des sécheresses d'économiste ; manquant de cette grâce des hauts rangs qui distinguait lord Derby, et de cette vivacité fine et ouverte d'homme du monde, que possède lord John Russell ; —M. Gladstone est éloquent, savant, bon logicien ; son esprit très-juste est au service d'un ferme courage ; aussi groupe-t-il autour de lui les libéraux de nuance vive. Il paraît destiné à jouer plus tard sous d'autres formes le grand rôle des Chatham et des Fox. La partie est difficile. Il reculera ou attendra quelque temps, avant de démasquer toutes ses batteries. En face de lui, bien plus habile à mener les hommes, sachant admirablement se servir

de ceux qu'il paraît servir ; d'un tact souple et consommé dans l'art de manipuler une assemblée, de la comprendre, de la deviner, de saisir le souffle qui circule dans les majorités, de se familiariser avec elles, de se les incorporer, de se prêter à leurs faiblesses et de les conduire à ses propres desseins ; — nous avons déjà nommé *Disraëli*.

Cette qualité bizarre que les Anglais nomment *pluck*, et qui n'est ni la hardiesse, ni la bravoure, ni l'à-propos, ni la résistance, ni la persévérance dans la lutte, mais un composé de tout cela, ne manque à aucun des deux antagonistes qui, doués de qualités très-diverses, se mesurent des yeux aujourd'hui. M. Gladstone, au moment même où il tient tête à l'Église anglicane, donne la preuve d'une autre bravoure, non moins méritoire, en affrontant les *coalitions d'ouvriers* et en provoquant au combat leur représentant, M. Tupper.

La coalition des « hommes de métier, » — imposant la loi aux marchés et aux fabriques, est une des plus dangereuses menaces pour l'Angleterre. C'est l'idée communiste, prétendant écraser et étouffer la puissance individuelle sous la tyrannie de tous ; l'intolérance des masses sans critique, issue de la même source que l'intolérance religieuse, à laquelle toute critique déplaît.

Ici, M. Gladstone se montre doublement brave et doublement utile à son pays ; il s'arme contre deux

tyrannies à la fois : celle de la multitude et celle du dogme.

Réussira-t-il? Tôt ou tard, assurément. Les plus belles intelligences, les hommes les plus pratiques marchent avec lui. On ne peut se lasser de contempler l'ensemble des efforts et des travaux, des changements de front et des hissements de cordages, auxquels une telle situation donne lieu.

J'ai nommé les trois hommes les plus en vue; — ce ne sont point, comme en France, des hommes d'argent et des guerriers; ce ne sont pas davantage des gens d'affaires et de bureau, mais des gens de lettres. Le vieux Russell, qui a déterminé la réforme du Parlement et qui pendant plus d'un quart de siècle en a poursuivi l'œuvre avec tant de persévérance, a écrit plus de dix volumes, la plupart excellents. J'ai esquissé la piquante figure de ce chef roturier du torysme, du conservateur Disraëli, le romancier. Le chef du nouveau parti libéral, M. Gladstone, a écrit, comme Cornwall Lewis, plus de six volumes. Ce sont tous les trois des intelligences fortes ou vives, des penseurs, des écrivains et des érudits.

A de tels guides se trouve confiée la direction des affaires dans un moment de crise et même de danger.

Le successeur de lord Derby, le *premier Disraëli*, rattache aujourd'hui son armure et s'apprête à défendre contre le « *fougueux Achille*, » contre M. Gladstone, c'est ainsi qu'on le nomme, le monopole de

l'Église protestante irlandaise. C'est là le grand intérêt. Devant cet intérêt majeur, tous les autres disparaissent.

Aussi la littérature proprement dite a-t-elle donné peu de produits importants. On a surtout fait attention aux *Notes de voyages de la reine Victoria,* livre ingénu auquel on prétend que M. Arthur Helps et M. Henri Taylor ont pris part, mais dont certainement la reine elle-même est responsable. Comme sentiment et comme idées, comme style et comme calcul, rien n'est plus simple et plus dénué de toutes prétentions. Nul effort littéraire, nulle ambition d'écrivain; ces pages naïves offrent un développement vraiment touchant du caractère de la femme septentrionale, telle que l'ont faite les mœurs germaniques et chrétiennes; conservant la naïveté dans l'élévation, donnant à la ménagère toute son autorité domestique, sans détruire ou tarir l'élément poétique. Le livre débute ainsi :

« *A la chère mémoire de celui qui a donné la lumière*
« *et la joie à la vie de l'auteur cette œuvre est dédiée*
« *avec amour et gratitude.* »

Des descriptions agréables et peu colorées; animées d'un sentiment de bienveillance parfaitement aimable; ne s'élevant jamais ni jusqu'au drame ni jusqu'au dithyrambe; — mille souvenirs féminins, d'un détail souvent délicat, quelquefois d'une humilité excessive; quelques souvenirs émus et contenus;

jamais d'affectation ; rien de tendu, ni du côté de la majesté, ni du côté de l'exaltation poétique ; point de pédantisme ou de sentimentalité romanesque ; voilà le livre. Il fera certainement honneur à la civilisation actuelle ; c'est de la démocratie royale et féminine ; la souveraine d'une des plus puissantes races de la terre se montre à vous sans cérémonie et en déshabillé ; elle vous conte ses petits chagrins, ses petits plaisirs, ses voyages, ses joies et ses peines. Ce qu'il y a eu, d'ailleurs, de curieux à cet égard, c'est que la liberté de critique des journaux a été absolue ; depuis le *Court-Journal*, qui assimile l'œuvre de la reine aux créations des génies immortels, jusqu'au *Courrier du Nord*, qui s'écrie sans façon que c'est l'œuvre ordinaire d'une femme ordinaire. Ah ! si un journal français parlait ainsi de la femme d'un simple chef de bureau, quel scandale ! et serait-il jamais assez puni ?

Mais aussi, c'est que rien ne ressemble moins à la presse anglaise que la presse française. L'une et l'autre ont derrière elles deux publics sans analogie. Le public français est un être collectif, passionné, éclairé, ingénieux, blasé, ayant confiance en lui-même, voulant trouver des arguments pour sa cause et des armes pour son parti ; spirituel, aimant à s'amuser, ne dédaignant ni le feuilleton agréable, ni le paradoxe véhément ; amoureux surtout des doucereuses méchancetés et des allusions incisives, surtout des plaidoyers bien faits ; craignant d'ailleurs de blesser la

loi et de déplaire à l'autorité. Ce public adore l'épigramme voilée, mais aiguë, contre un pouvoir dont il a grand'peur. Il respecte fort l'administration à laquelle seule appartient le droit de réprimer les abus. Il a, en outre, et c'est son bon côté, la crainte des fausses nouvelles; et, s'il est bien aise de connaître d'une manière certaine, que mademoiselle T***, artiste de l'Opéra-Comique, épouse M***, danseur de l'Opéra; — d'un autre côté, il ne se soucie pas de savoir ce qui se passe hors de France. Que le sultan soit détrôné; qu'une région inconnue soit explorée; que le continent américain soit traversé par une immense voie de fer, cela lui est parfaitement égal. Servez-lui ce qui plaît à ses passions, ce qui satisfait ses susceptibilités, ce qui garnit l'arsenal de sa polémique.

Le public anglais, moins raffiné, réclame une autre pâture. Il n'est que curieux. Apportez-lui toute espèce de nouvelles; des faits de mille couleurs; des renseignements sur toutes choses. Tâchez de poser le doigt sur les grandes et petites pulsations du corps social. Il ne vous demande ni style, ni beauté de forme, ni même beaucoup de raison. Seulement il exige que vous lui disiez quelque chose. Le grand devoir du journaliste est de babiller. Il n'y a pas d'individu surpris en état d'ivresse dans la rue, où de femme battue par son mari qui ne relève de la presse. Ce jeune lord qui le soir a brisé les vitres des boutiques; cette vieille dame, qui un peu trop décolletée s'est montrée au

Parc, courent risque de trouver, le lendemain matin, leur signalement inscrit dans les journaux. Une telle façon de procéder donne beau jeu aux sottises, à la calomnie, au commérage. Mais chaque individualité atteinte peut se défendre; la réponse est libre, l'opinion agit en souveraine et personne ne se plaint.

L'abîme qui sépare la vie morale des deux peuples n'est donc pas comblé. Tout au contraire. Un journal français qui se serait exprimé, comme l'ont fait récemment les journaux anglais, à propos de deux ou trois procès célèbres, aurait certainement subi lui-même plusieurs procès en diffamation; il lui aurait fallu ou respecter le huis clos, qui est aujourd'hui une expression si complète et si parfaitemement significative de la législation française, ou payer de fortes amendes.

Quelques parents fanatiques (*peculiar people*), par une interprétation ridicule de la Bible, avaient mieux aimé laisser périr leur enfant que d'appeler à son secours le docteur en médecine qui, entre Dieu et l'enfant, selon eux, n'avait pas le droit de s'immiscer. Aussitôt les journaux ont pris la parole et ont réclamé hautement pour la société le droit d'empêcher ces idiots fanatiques de commettre un stupide assassinat.

Au moment où le fénianisme s'emparait d'un petit fortin situé au bord de la mer, et plaçait son baril de poudre sous les murs de Clerkenwell, deux journaux irlandais appelaient la population keltique aux ar-

mes; la question fut aussitôt débattue. Ces fénians dépassaient-ils ou non les licences permises à la presse? Malgré leur goût pour la presse et la liberté, les journaux ont admis que l'appel aux armes et la convocation aux massacres sont des délits.

Un jeune homme appartenant à une grande famille, ayant pendant sa minorité acheté chez un joaillier plusieurs bijoux de prix, qu'il refusa de payer étant majeur, fut soumis pendant le mois de février dernier à cette terrible enquête, à cette foudroyante lumière de la discussion publique : et malgré le verdict du jury, obligé de l'acquitter, la honte l'a forcé de restituer au marchand la valeur même des bijoux. Mais l'exemple le plus frappant de cette vindicte de la raison universelle et de l'équité morale est celui auquel a donné lieu l'assassinat d'une pauvre jeune femme nommée Mathilda Griggs. Ayant refusé de porter témoignage contre le misérable qui l'avait frappée de treize coups de poignard et qui avait été son amant, elle tomba sous la cruelle et pharisaïque vindicte de la vieille loi anglo-saxonne, qui la condamnait à payer, pour refus de témoignage, 40 livres sterling d'amende. Elle ne put satisfaire à la loi, et on la mit en prison. Ce fut alors une rumeur et une clameur immenses. La barbarie du vieux code fut attaquée de toutes parts, et je ne crois pas qu'un seul journal se soit abstenu de cette réclamation si juste. M. Ruskin, écrivain original et célèbre, envoya les

quarante livres sterling à la pauvre fille et se mit à la tête de la croisade organisée en sa faveur.

De même aussi, dans l'affaire scandaleuse de lord Willoughby d'Eresby, contre lequel s'éleva, à propos de l'abandon d'une personne avec laquelle il avait entretenu des relations intimes, une huée des journaux si violente, que je n'oserais pas même la rapporter ici; — justice fut faite par l'opinion et les journaux.

Il y a donc là deux procédés tout à fait contraires, le procédé teutonique et la méthode romaine. Ici le public et la critique faisant la police. Là le public et la critique bannis par le pouvoir.

Selon l'esprit romain et le génie byzantin, le public n'a point à s'occuper des individus, encore moins doit-il demander la révision des lois. Seule une assemblée de jurisconsultes peut vaquer à la réforme d'un code, disposer savamment les articles, en établir les exactes subdivisions et accomplir son travail avec méthode. Cela est plus satisfaisant pour la théorie; mais la prévoyance humaine sera-t-elle apte à se garantir de tous les dangers et à définir d'avance tous les cas possibles? La manière pratique et teutonique de réformer les lois est plus patiente et plus modeste; elle écoute humblement l'opinion du public, la provoque, et se conforme aux faits. Elle examine les symptômes, elle porte remède aux accidents et aux maladies. C'est une application du diagnostic médical à la vie politique; et si une telle manière d'agir fait

moins d'honneur à la science, peut-être apporte-t-elle plus d'avantages à l'humanité ; elle part de cet excellent principe : que le bien absolu n'est pas de ce monde qu'il faut se résigner aux inconvénients de la vie terrestre ; que la lumière doit être faite et qu'une fois un abus signalé et bien nettement désigné, il faut se hâter de le détruire.

A côté du *Voyage de la Reine,* dont je viens de parler, on a remarqué les deux beaux volumes d'*Hepworth Dixon,* auteur de *New America*, les *Spiritual Wives*, ce qui ne veut pas dire « les femmes spirituelles » mais « les mariages platoniques. » L'auteur poursuit, à travers l'histoire de l'Europe chrétienne, chez les Herrnhuters, les Moraves, les Piétistes, les Agapemoniens, les Unionistes, ce sillon extraordinaire de tentatives pour établir sur des bases morales les *affinités morales* de l'amour libre. Je citerai encore, pour compléter cette liste assez maigre, une *Histoire des rois de Rome* par Dyer ; une *Vie de Walter Raleigh*, par J. A. Saint-John, une bonne biographie de *Las Casas* par Arthur Helps, et surtout un étrange mais éloquent livre du poète Swinburne sur le peintre visionnaire William Blake. Enfin un gentilhomme très-amoureux des idiomes antiques, M. G. Lyttelon, baronnet, s'est avisé de traduire en vers latins le délicieux poème de Tennyson, *Enoch Arden;* puis en vers grecs le *Samson Agonistes* de Milton. Rien de plus contraire aux mœurs françaises modernes : quel sénateur s'aviserait parmi

nous de tourner en vers grecs *le Dieu des bonnes gens* de Béranger ou l'*Hernani* de Victor Hugo?

Point de grands poètes nouveaux. Aucune œuvre philosophique très-remarquable. Quelques morts, laissant un vide dans les annales du pays : le baron Marochetti, sculpteur italien, nationalisé anglais; — le dernier des grands caricaturistes, H. B., dont le vrai nom était *John Doyle*, un gracieux artiste, qui a su mêler un agréable atticisme aux sarcasmes gravés de Hogarth et de Gillray ; — le célèbre érudit scientifique *sir David Brewster*, biographe de Newton, inventeur du kaléidoscope ; celui qui fonda l'Encyclopédie dite de Brewster; — un peu étourdi, un peu trop véhément; — doué d'ailleurs de connaissances variées; controversiste quelquefois excessif; — Brewster est mort à quatre-vingt-six ans, le 10 février dernier. Il s'était marié à quatre-vingts ans et un enfant lui était né.

Citons enfin, pour clore cette liste nécrologique, l'excellent acteur Charles *Kean;* — et la dernière descendante du satyrique *Foote*, miss *Foote*, actrice dans sa jeunesse et actrice spirituelle, qui était devenue comtesse de Harrington.

Les profonds intérêts de l'humanité, ceux de la liberté religieuse et morale, ont un peu rejeté dans l'ombre l'expédition d'Abyssinie, dont les proportions colossales et l'aventureuse hardiesse ont coûté tant

de milliers de livres sterling et subi tant de critiques amères. Ces critiques, démenties par l'événement, en ont assuré le succès. Quelle leçon ! Au lieu de marcher dans la voie abstraite d'une stratégie chimérique, on a prêté l'oreille à ce même public dont je parlais tout à l'heure. Sa critique a dépassé toutes les bornes; il a été injuste, haineux, ridicule, odieux quelquefois; la somme totale de ses avertissements et de ses satires, de ses épigrammes et de ses erreurs, au lieu d'entraver l'expédition, l'a servie et protégée. Décidée il y a neuf mois, cette aventure gigantesque n'avait trouvé personne préparé. Il a fallu combattre et les difficultés du terrain d'Abyssinie et l'opinion publique. La prudence, l'enquête, la persévérance, les vieilles mœurs politiques ont triomphé de tout; l'honneur, non-seulement national, mais européen, a été sauvé, et la barbarie a reçu de la civilisation son juste châtiment.

Ce n'est point du côté de cette caravane lancée témérairement dans les défilés et les gorges africaines que se sont portées les plus vives préoccupations de l'Angleterre, mais vers l'*Irlande*, *Gladstone* et les *Coalitions;* vers le vaste mouvement de conversion qui fait glisser insensiblement cette race anglo-saxonne et normande sur la pente populaire du monde nouveau.

Nous, en France, nous sommes une république qui devient absolue. L'Angleterre est une aristocratie qui

devient république. Cela s'opère sous nos yeux, au milieu d'un drame politique, mesuré, d'un intérêt puissant, dont les scènes s'enchaînent l'une à l'autre avec un calme logique, sans que les sommités sociales soient attaquées, sans que les intérêts matériels soient compromis. Je vois peu de gibets se dresser. La Banque d'Angleterre n'a point suspendu ses payements. La reine, après s'être promenée en Écosse et avoir publié son livre comme une bourgeoise, livre sur lequel les radicaux ont dit fort librement leur opinion, ne reçoit aucune balle de pistolet dans sa voiture. Sauf l'attentat isolé d'un fénian d'Australie, sauf quelques émeutes partielles bientôt réprimées, il n'y a point de troubles furieux ou de massacres. Sous ce voile de tranquillité s'exécutent muettes, profondes, avec une régularité fatale et invincible, les plus étonnantes transformations. Les symptômes qui les annoncent sont à peine visibles à l'œil du vulgaire; et cette immobilité apparente en assure le succès. Notre globe qui chaque jour tourne sur lui-même et qui chaque année se meut autour du soleil, décrit ainsi son ellipse invariable. Il se meut avec une puissance régulière, parce qu'il ne semble pas se mouvoir.

Quelle est donc l'évolution présente? Elle est énorme. La destruction définitive de la féodalité; celle des priviléges jadis réservés à certaines Églises; la tolérance et l'égalité planant sur toutes les religions; la fusion du keltisme irlandais dans l'anglo-saxonisme, son ri-

val et son bourreau ; plus d'autorité arbitraire ; protection accordée aux faibles, aux minorités, aux femmes ; quels résultats, quels changements ! Ils peuvent tarder plus ou moins pour les divers peuples d'Europe ; mais ils sont irrésistibles et inévitables. Honneur aux peuples qui devanceront les autres ! Malheur à ceux qui viendront les derniers !

LA POLITIQUE ANGLAISE

EN 1868

Disraëli et Gladstone. — Les *Ritualistes*. — Spurgeon et Wilbarforce. — L'armée. — Les procès scandaleux. — Lord Brougham et sir James Brockes. — Mouvement politique et social.

M. Disraëli est un des « caractères ou des types les plus curieux de notre époque. » Il est encore au centre des questions, des affaires et des orages. Il essaye de rallier autour de son cabinet tombé et de sa cause vaincue les vieilles forces de l'Angleterre protestante. « Voyez, dit-il, et tremblez! Voici Rome papale, les calvinistes de Cromwell et ses presbytériens, les athées et les démagogues unis et ligués pour notre perte! Protestants, défendez l'arche sainte. Protégez l'Église; — sauvez votre « établissement! »

Il parle en vain. L'avenir marche, s'élève et roule; l'éternel labeur ne permet pas aux événements de s'arrêter, au monde d'être immobile, aux conséquences

de demeurer stériles en nouvelles conséquences. La logique de l'histoire est invincible. Elle continue donc, dans l'atelier de la destinée, à forger ses puissants chaînons. Si l'on ne résistait pas, si le fer enflammé ne pétillait pas sous le marteau qui le pétrit, que serait le drame humain ?

Quel intérêt offrirait le progrès sans la *lutte?*

Et que signifierait la lutte sans le *progrès?*

Le chef-d'œuvre du mécanisme politique consiste à les régulariser en les conservant. Il y a des gens qui, redoutant la lutte des opinions, voudraient tenter de réaliser le progrès dans la mort ; ils se trompent. Il y en a d'autres qui, n'aimant que le combat pour lui-même, exagèrent la mêlée, réalisent la ruine et faussent le progrès : pour les concilier il faut s'accoutumer à la concession et à la tolérance.

Tolérance!

Un protestant anglais de pure race abhorre les catholiques ; leur intronisation si longtemps frappée d'anathème le révolte. Mais au nom de la tolérance il accepte ce progrès. William Pitt l'avait désiré et demandé. La sottise humaine, qui est la même partout, s'était mise en travers ; et la cruauté humaine, intarissable et inexorable, avait doublé l'obstacle. Malgré le peuple et malgré les George, en dépit des rois et des sots, l'émancipation des catholiques a eu lieu ; lentement, irrégulièrement, péniblement, avec interruptions et nuages, mais avec un succès

définitif. Il en sera de même des faits nouveaux et de leur dénoûment. Quoi de plus étrange que l'introduction des cérémonies catholiques au sein de cette âpre et sévère nudité protestante, qui depuis plus de deux cents ans, a tenu le haut du pavé en Angleterre? Quoi de plus contraire à ce violent génie calviniste, génie amer qui se dit raisonnable, et qui, en effet, a sa raison d'être, puisée dans la rectitude du jugement et dans la contemplation rigide de la vie: mais qui, s'insurgeant contre d'autres conditions et d'autres facultés également sacrées, contre l'imagination hardie, la sensibilité intime et le goût idéal des arts, ne doit pas régner seul, usurper toute la puissance, mutiler l'humanité, contrevenir à la nature et aux ordres de Dieu?

Aujourd'hui ces facultés, ce noble besoin de ne pas vivre exclusivement pour la raison pure, cette soif d'entendre de la musique, de bercer son âme dans la poésie et dans les fleurs; de donner aux sens, en les contenant dans le devoir leur légitime essor, se représentent en Angleterre, non pas triomphants, mais militants, non pas intolérants et tyranniques, mais réclamant une place et leurs droits.

Le combat s'engage donc. Il y a du tumulte, des clameurs, de la fumée, une confusion apparente et des obscurités douloureuses avec des terreurs, même avec des violences. Il y a des vaincus et des *endoloris;* jamais d'esclaves. Le parti qui a subi la défaite, ra-

masse ses armes brisées, respire, essuye sa sueur et sa poussière, reprend haleine, reprend aussi courage, et, ne subissant aucune ignominie, ne sent pas entrer dans son âme l'ineffable *rancœur* que laisse après lui le remords de la servitude subie. Ces minorités sont d'abord presque imperceptibles. Ainsi les *Ritualistes* actuels sont peu nombreux ; ceux qui ont osé allumer deux cierges sur l'autel, « l'enguirlander » de roses nouvelles et tomber à genoux au lieu de garder la ferme et perpendiculaire attitude du vrai ministre de Jéhovah, selon le vieux rite anglican ; — ceux-là forment un groupe infiniment petit, perdu dans l'océan de la population protestante. Peu importe. Il existe. Il subsiste. Il est une individualité d'opinion, une assertion de liberté légitime. On vient de juger solennellement, à la *Cour des Arches*, cette minorité *ritualiste ;* — les deux redoutables cierges, la décoration abominable de l'autel ; et la chasuble blanche ; et le docteur Mackonochie, qui s'est agenouillé trois fois, — un Écossais réfractaire, coupable d'avoir réinstallé ces pompes du démon dans sa chapelle. La sentence du docteur Phillimore, *doyen des Arches*, singulièrement douce, a prouvé ce que je viens de dire, l'inévitable pente vers la tolérance.

L'ouvrier tolère l'homme de cabinet ; et l'homme d'affaires ne méprise pas l'homme d'études. Ceux qui déjà ont porté aux Communes *John Stuart Mill*, le philosophe, *Mac Cullogh Torrens* le voyageur, *Thomas*

Hughes et le professeur *Fawcett*, vont continuer leur œuvre; et ce ne sont ni les gens de lettres, ni les hommes des classes supérieures; ce sont les artisans. Tout atelier et toute échoppe d'Angleterre possèdent les nuances de la vie politique les plus diverses, depuis le catholicisme ultramontain jusqu'au radicalisme anglican ou dissident. Les jeunes lords sont souvent démocrates; plus d'un industriel soutient le haut clergé. M. Disraëli, juif d'origine, a pour appuis mille chrétiens ardents. Personne ne s'étonnera de voir les écrivains *Hepworth Dixon*, *Anthony Trollope*, *Goldwin Smith*, *Henri Hoare*, devenir les représentants de classes, sinon illettrées, du moins rustiques ou livrées aux travaux manuels; ils sont lus et appréciés par les ouvriers, qui vont les élire, et qui ne se laissent pas enrégimenter comme des moutons. Penser par soi-même bien ou mal, voilà le mot.

Jamais, d'ailleurs, depuis un demi-siècle, la situation politique de l'Angleterre n'avait été aussi grave. L'agitation est profonde. Les conservateurs, les anglicans, les vieux tories marchent d'un côté. Les whigs, les nouveaux radicaux, les antianglicans, les ritualistes marchent d'un autre. C'est un drame des plus intéresants. M. Odger, ouvrier, s'est présenté comme candidat au Parlement; et les philosophes l'ont applaudi et approuvé. Le grand philosophe libéral, John Stuart Mill, a vu sa candidature ardemment soutenue et favorisée par les classes populaires. Il

semble qu'une fermentation sourde et un feu intérieur, recouverts d'une enveloppe paisible et comme d'une croûte extérieure épaisse, préparent des changements notables qui s'opèreront sans trop de bruit; déjà de petites fumées légères courent sur les flancs du volcan. Point d'éruption furieuse. Rien ne croule. Point de fracas. Aucune coulée de lave n'ensevelit ou ne renverse les villes et les temples. Seulement l'Église anglicane d'Irlande va être démembrée pièce à pièce, savamment et avec art. Mille autres symptômes trahissent la situation qui couve au dedans. Les assises du vieux monde s'affaissent tour à tour et l'une après l'autre. On voit s'atténuer par degrés le pouvoir des grandes familles whigs; s'abaisser les barrières qui séparaient les diverses classes; et les remparts dont s'entouraient le trône, la Chambre des pairs et l'Église établie se démanteler progressivement. Même la vieille dureté anglo-saxonne cède à l'adoucissement général des mœurs, on va supprimer le supplice de la *marque*, qui, appliqué à trois soldats irlandais, a révolté. La peine du *fouet* vient d'être abolie dans l'armée, au grand contentement des philanthropes et contre le vœu des fanatiques de l'antiquité. « Notre armée, disent ceux-ci, a besoin du bâton et de la corde, qui seuls imposent à ses mauvais penchants. Ramassée dans la lie et dans la boue de la population, elle ne marchera plus, dès que vous aurez supprimé le supplice et la honte! » — Et bien, répondent les adversaires, réfor-

mez l'armée ; cessez de vendre les grades. Ne tolérez plus vos états-majors d'officiers gentilshommes commandant à d'ignobles bandits. Que ce soit désormais une gloire, non un déshonneur d'être soldat. Que les promotions soient la récompense des services, de la bonne conduite et de la bravoure. Que la France et la Prusse vous servent de modèles. Dans ces deux pays, tout soldat expulsé des rangs est un homme perdu ; et le dernier fantassin sait qu'il a (c'est le mot de Napoléon Bonaparte) le bâton de maréchal dans sa giberne. Vous ne possédez pas d'armée nationale anglaise ; vous n'avez qu'un instrument grossier dont vos nobles usent de leur mieux. Il faut donc réorganiser votre armée et la rendre effective en l'honorant. »

Ces inévitables conséquences, cette chaîne logique de causes et d'effets apparaissent menaçantes aux soutiens de l'ancien monde. Ils ne cèdent que pied à pied et s'arrêtent autant qu'ils le peuvent sur la pente, résistant sans violence au mouvement qui les entraîne. Cependant le passé continue à descendre sous l'horizon.

J'ai dit plus haut que les gens de lettres et les hommes de science, autrefois à peu près bannis par la coutume de la Chambre des Communes, où l'on ne voulait admettre que les gens d'affaires, les politiques et les hommes d'État, semblent devoir constituer une portion notable du Parlement prochain. Les

classes bourgeoises, qui trouvaient difficile de maintenir leurs enfants à Oxford et à Cambridge vont pouvoir, grâce à l'abaissement du prix de la pension, jouir des mêmes bénéfices intellectuels que l'ancien régime n'offrait qu'aux familles opulentes. Ce sont là de petits commencements et des symptômes légers, mais significatifs; la roture est convoquée au festin intellectuel des gentilshommes; le soldat est relevé de sa déchéance, il faudra bientôt, en élevant le degré d'instruction du peuple, lui assurer l'emploi de ses forces nouvelles; enfin, la suppression de la vente des grades et celle des punitions corporelles entraîneront le remaniement total du système militaire.

De même pour les mariages, déjà certes assez faciles à contracter en Angleterre, et qui, d'après la nouvelle loi, le deviendront bien plus encore. Il suffira dorénavant, d'après cette loi, d'avoir résidé quinze jours dans une paroisse ou dans un district pour être légalement marié, après un délai de vingt et un jours, quelles que soient les différences de communion ou de croyance. Dans l'ancienne législation, le clergé catholique ne pouvait, sans s'exposer à la vindicte de la justice, célébrer de *mariage mixte*. Toute union de ce genre ne se légalisait que si on la consacrait de nouveau par la cérémonie protestante célébrée dans le temple même. De nombreux scandales, des mariages frappés de nullité, d'interminables

litiges ont démontré l'iniquité de cette législation. La tolérance moderne les remplace d'une manière qui ne manque assurément ni de simplicité, ni d'indulgence. On ne publiera plus les bans à l'église; on les affichera seulement à l'Enregistrement (ce qui équivaut aux affiches de nos mairies). On ne paiera plus la licence comme autrefois. Quant aux autres facilités matrimoniales, on les conserve soigneusement; dès aujourd'hui, ceux qui veulent séculariser leur union peuvent procéder à cette affaire avec une netteté aussi prosaïque que s'il s'agissait de l'achat d'un cheval ou du transfert d'une rente. Les sept neuvièmes des mariages se font, il est vrai, à l'église; et les dissidents n'ont pas besoin aujourd'hui de consulter l'évêque anglican pour serrer les nœuds de l'hyménée. Que sera-ce donc maintenant, que tous les obstacles et toutes les épines sont enlevés par la nouvelle loi?

Laissez faire! laissez passer! est le mot du siècle.

J'ai montré tout à l'heure le vieux catholicisme anglais profitant de la tolérance universelle, rallumant ses cierges, se prosternant devant l'image immaculée de la vierge Marie, pénétrant jusque dans le sanctuaire luthérien, et faisant irruption dans l'anglicanisme. Déjà il rattache à lui toute une fraction du protestantisme. De là ces étranges querelles que j'ai signalées. Allumera-t-on un cierge ou trois cierges? L'encensoir sera-t-il permis? Le ministre doit-il s'agenouiller trois fois? ou deux fois? Et son genou doit-

il toucher terre? Élèvera-t-on le saint-sacrement au-dessus de la tête du ministre? Emploiera-t-on le mot *table*, en mémoire de la sainte cène? Il faut se rappeler les circonstances actuelles;— se souvenir que M. Gladstone essaye maintenant de déraciner l'Église protestante d'Irlande; — il faut connaître aussi l'esprit profondément religieux des races teutoniques et leur inexorable logique, pour avoir une idée de l'anxiété causée par ces innovations et comprendre les émeutes qui saluent le demi-catholicisme des *Ritualistes* et l'attaque contre l'Église d'Irlande.

C'est à Manchester que le vieux cri sanguinaire des protestants du temps de Jacques Ier : « *A bas la papauté!* » a retenti de nouveau. Un nommé Murphy, Irlandais et protestant, a renouvelé, tant à Manchester qu'à Birmingham, les merveilles d'éloquence fanatique qui, du temps de Cromwell, ameutèrent la populace anticatholique. Les magistrats effrayés lui ont refusé d'abord la permission de prêcher en public sur ces matières brûlantes. Mais, s'armant de la loi, en véritable imitateur des Anglo-Saxons, Murphy a déclaré qu'il voulait se porter candidat pour la nouvelle élection.

Rien à répondre à cela. Tout est strictement pharisaïque dans la loi anglaise. Devant les intentions manifestées par le prétendu candidat, les herses de la prison, où on l'avait déjà enfermé, s'abaissèrent. Deux ardents partisans de sa cause lui servirent de

caution ; et le voilà, au milieu de la place publique, haranguant cinq ou six mille personnes dont les cris discordants et les bâtons noueux n'annonçaient point d'intentions pacifiques. L'orateur l'était encore moins. « Mes amis, hurlait-il, tout prêtre catholique, vous le savez, est un assassin et un cannibale, un menteur et un filou, un tigre qui vous dévore quand vous lui donnez pâture. Vos femmes et vos filles seront séduites ; et vos biens confisqués. Armez-vous contre ces monstres ! Chassez-les, ou tuez-les ! » A ces mots la bataille a commencé. Une troupe nombreuse d'Irlandais s'est ruée sur la masse des ouvriers protestants et anglo-saxons. Il a fallu, après deux jours de combat, que la population bourgeoise et paisible intervînt et prêtât secours à la police. Enfin le calme s'est rétabli, mais avec peine.

M. Lynn, catholique converti au protestantisme, connu autrefois sous le nom du père Ignace, a renoncé depuis quelque temps à son costume de moine, qui attroupait derrière lui les enfants dans la rue ; il est devenu *ultraritualiste*, et c'est lui qui porte le plus loin la superstition des cierges et des aumusses ; il prêche en général dans l'église Saint-Nicolas, c'est-à-dire au centre de la cité, dans une région occupée, on le sait, par les gros commerçants et les riches banquiers, la plupart dévoués à l'*établissement*, et protestants très-décidés, sinon très-éclairés. Notre père Ignace, auquel ils n'étaient pas favorables, s'avisa un

beau jour de prêcher contre les petites iniquités du commerce. Spéculateurs, boursiers, courtiers-marrons, chefs de boutique, employés inférieurs et supérieurs, notre imprudent missionnaire les engloba tous dans une malédiction commune, ornée de traits satiriques et de récits peu satisfaisants pour leur amour-propre. Le dimanche suivant, une émeute des commis et des jeunes gens de commerce, avec vociférations et projectiles, força le père Ignace de descendre de sa chaire. Des femmes furent insultées, des voitures renversées; grand tumulte passager.

Jusqu'au fond des provinces reculées le vieux protestantisme datant d'Élisabeth et de Cromwell se sent attaqué et tremble. Les conversions au catholicisme sont assez nombreuses pour justifier cette terreur; et d'un autre côté, le caractère essentiellement protestant de la race persiste et résiste. Il y a des testaments rédigés en vue de soutenir l'anglicanisme. Une veuve protestante, maîtresse d'une grande fortune et d'un beau domaine dans le Wexford, ayant épousé en seconde noces un catholique romain fort riche aussi, nommé sir Thomas Esmond, vécut avec ce second mari en très-bons termes, éleva ses deux filles nées d'un premier lit et les maria convenablement. Cette heureuse entente de la famille ne fut troublée qu'en 1866, lorsque la plus jeune fille de lady Esmond devint elle-même catholique. La mère, sans se brouiller avec sa fille, dont la fortune était d'ailleurs assurée,

résolut de fonder un collége protestant à Dublin. Plusieurs dotations du même ordre, une entre autres, destinée à subvenir à l'éducation des ministres, lui semblèrent d'excellents moyens de secourir les besoins du protestantisme menacé. Femme énergique, d'une intelligence vigoureuse, d'un caractère viril, elle fut frappée de paralysie avant de pouvoir régulariser ses legs. De là procès; et le jury n'ayant pu se mettre d'accord, la sentence n'est pas encore rendue.

Le vieux fonds protestant se sent donc ébranlé. D'une part le *Dissent*, représenté par M. Spurgeon, anabaptiste; d'une autre, l'anglicanisme pur, représenté par M. Wilberforce ont des deux points opposés élevé leur voix. Il n'y a pas de créatures plus dissemblables que ces deux personnes. M. Wilberforce ultra-civilisé, aussi raffiné que les plus polis, a toute la finesse, la suavité, les subtilités de ce christianisme adouci, délicat jusqu'à la ténuité, éthéré jusqu'au mysticisme, didactique jusqu'à la froideur, dont Cambridge et Oxford sont les berceaux universitaires. Il affirme que les colonnes anglicanes oscillent sur leurs bases, et, d'un ton éploré et touchant, il invoque l'appui du gouvernement en faveur de l'*établissement en péril*. M. Spurgeon, de son côté, réclame avec véhémence en faveur de son christianisme, à lui, christianisme fougueux, austère, inexorable. M. Spurgeon est un Veuillot moins spirituel et plus baroque; un Berserker scandinave, qui met sa hache

au service du calvinisme excessif. Quelquefois il prêche comme au moyen âge, avec un crâne devant lui; aux grands moments, il allume une bougie dans le crâne, et ce moyen d'épouvante éclaire et enflamme son éloquence, digne de Bridaine. Il lui est arrivé de faire élever une sorte de plate-forme ou de galerie longue, qui lui sert de promenoir pendant qu'il harangue les femmes du monde pâlissantes et fait tonner ses foudres, rendues plus terribles par le mouvement et l'agitation de son corps. Comme M. Wilberforce, il appelle sur sa propre Église, dont il paraît craindre l'amoindrissement ou la décadence, les secours pécuniaires de l'État.

Tout cela tient l'esprit public en éveil, et le mouvement des élections a commencé au milieu d'une agitation religieuse assez vive.

Un des signes du temps, c'est que M. Disraëli ait gardé si obstinément le pouvoir. C'est peut-être le premier homme d'État anglais qui se soit trouvé dans cette situation et ait pris cette attitude ; — c'est le premier qui ait tenu bon devant l'ennemi, avec un dédain léger, qu'il laisse voir et qu'on lui rend, avec une demi-teinte d'ironie leste dont il est à la fois le possesseur et l'objet. Cela facilite ses mouvements en leur prêtant moins de conséquence et de sérieux ; les ressorts, huilés ainsi, et jouant avec plus d'aisance, offrent un avantage pour la manipulation, un danger pour l'avenir. Ce n'était pas avec cette grâce que le

lourd et massif Robert Peel, le tranchant et sec Wellington et même l'ardent Canning conduisaient leur armée. En France ce ne serait pas une nouveauté que ce tempérament à demi littéraire, mélange de rhétorique et d'épigramme, souriant à tous, choisissant une proie de temps à autre, fondant sur la victime afin d'amuser la galerie, puis se retournant d'un coup d'aile et caressant ses ennemis pour en faire ses amis. L'Angleterre n'avait pas encore vu cet amusant spectacle. Nous Français, nous y sommes accoutumés ; nous avons même eu mieux que cela. La gaminerie politique, dont le spirituel Camille Desmoulins a été le type aux plus sanglants jours de la Révolution, et dont nous avons possédé des échantillons délicieux, nous a coûté cher. Être premier ministre après avoir été romancier, diriger un grand parti (difficile à conduire), c'est déjà beaucoup : des commencements légers parmi des gens graves; l'hébraïsme originaire parmi des anglicans ; point de fortune, dans un pays de banque, d'industrie et de richesse; enfin la roture, au milieu d'aristocrates, rendent le tour de force plus merveilleux.

L'autre héros du moment, bien plus solide et moins agréable, celui qui recueillera l'héritage du pouvoir actuel, est M. Gladstone. Comme le Romulus du peintre David, il est debout, javelot en main, immobile et menaçant. Ses difficultés sont énormes; il faudra voir comment, dépassé déjà par M. Bright et les ra-

dicaux, il s'acquittera de la tâche difficile qui lui incombe : diriger le mouvement social sur la pente populaire, sans rien précipiter et sans rien briser; venir à bout de l'Irlande protestante, sans affaiblir la nationalité anglaise, — et enfin, favoriser l'active et nécessaire fusion des conditions sociales, qui, juxtaposées et irritées, pourraient s'enflammer dans le choc et tout détruire. D'une part, comme le prouve le bill sur les logements des pauvres, l'aristocratie pense à soulager ses petits et à civiliser ses *roughs*, non pas *la canaille*, comme on le disait récemment, mais ses *rudes*, ses *ours*, ses « grossiers », ses *impolis ;* d'un autre, de nombreuses leçons infligées par les tribunaux et la presse aux classes supérieures les ramèneraient, si quelques-uns de leurs favoris s'en écartaient, au sentiment de la décence et du devoir. Les fraudes reprochées à de brillants habitués des courses ont provoqué des enquêtes, affaibli cette singulière institution très-équivoque, et occasionné un suicide. Le procès Borrovdale, auquel le nom de lord Ranelagh se mêle, a fait grand bruit. On a ri de cette pauvre veuve qui, pour se faire *réparer* et dans l'espoir d'être épousée par lord Ranelagh, a livré à une parfumeuse, épileuse et magicienne des sommes folles. Les mystères les plus malsains d'une civilisation trop avancée se sont manifestés, ont effrayé les bonnes âmes, et averti les gens honnêtes. Si le huis-clos et le silence avaient caché ces immondices, elles auraient eu tout

le temps de couver et de se répandre, comme cela est arrivé en Italie et ailleurs.

Il est donc heureux pour l'Angleterre que le huis-clos lui soit inconnu, que la lumière et l'air circulent librement chez elle et lui plaisent, enfin que, depuis longtemps, elle se soit habituée aux indécences de la presse périodique et aux hardiesses de la publicité. Elle sait tout ; ce qui lui semble dangereux ou malsain, elle le corrige. Elle n'a ni *Veilleuses* ni *Lanternes*, jolis instruments inventés pour la prison, la maladie, les ténèbres. Elle juge en plein air, sous la grande clarté du jour, les faiseurs de dupes, Mercadets ou Scapins n'y prospèrent pas. Un seul rayon de publicité tombé, par exemple, sur Home, l'évocateur d'ombres, lequel venait de s'attribuer une fortune, a suffi pour lui arracher cette proie. Certains replis de la vie privée, aussi grotesques que criminels, se sont dévoilés; et on y met ordre.

Ainsi continue, silencieux et actif, le mouvement général de l'Angleterre, bien plus calme en apparence que pendant la première moitié du siècle, mais bien plus profond. L'aiguille, qui semble ne pas marcher sur le cadran, ne cesse de poursuivre sa route; les rouages intérieurs, finement balancés et modérés, n'agacent point l'oreille et n'étonnent pas l'esprit; mais ils déterminent une évolution inévitable, immense, constante. C'est vers la tolérance, l'adoucissement de la pénalité, l'admission des capacités ; —

c'est en faveur des femmes, des faibles, des minorités ; — en faveur des catholiques, des pauvres, du mariage civil, des franchises électorales que le mouvement s'opère. Par un renversement singulier des lois vulgaires de la politique, le mouvement d'opposition vive est dirigé par Gladstone, l'homme de la raison, et le groupe de la résistance immobile a pour conducteur le génie de l'audace et du caprice, Disraëli.

Ils se livrent une guerre très-courtoise : la souplesse de l'un lutte contre la solidité de l'autre, sans violence et sans haine. Ils restent fort modérés. Tels n'étaient pas les deux hommes célèbres qui viennent de mourir, lord Brougham et sir James Brookes, — deux héros, chacun dans son genre.

Ces deux hommes singuliers n'avaient rien de commun avec le monde nouveau, avec ses mœurs, ses tendances, ses idées. Deux hommes de forces vives, de mouvement hardi, de liberté personnelle et de fantaisie dans l'action. Deux figures dramatiques, trop remuantes peut-être ; — d'une vivacité après tout créatrice et féconde. On ne le comprendra guère d'ici à vingt ans. Dès aujourd'hui, elles commencent à sembler surannées et énigmatiques, et il est bon de les expliquer.

Émeutiers sérieux, indépendants par nature et révoltés par plaisir, jamais ils ne se seraient développés dans un milieu de volontés avachies, donnant pour

résultat des intentions incertaines, des solutions en vain cherchées et le besoin définitif du repos. Ils n'auraient rien compris à la lenteur stratégique de nos temps, aux oscillations de Disraëli, à la patience de Gladstone, à toute cette Europe moderne qui se fait la guerre l'arme au bras et qui charge ses pièces au nom de la paix. L'un et l'autre se sont retirés volontairement d'un monde qui se détachait d'eux : *lord Brougham*, dans sa belle solitude de Cannes ; *Brookes*, dans son parc verdoyant du Devonshire.

Quelquefois on voyait comme un vieux fantôme, une tête tremblante couverte de cheveux blancs, apparaître à la Chambre des lords ou dans ces assemblées libres consacrées aux discussions politiques et sociales, ou bien encore dans les bureaux du comité pour l'*amélioration des lois anglaises*. Quelques paroles ou plutôt quelques murmures à peine distincts sortaient de ces lèvres tremblantes, et le respect de l'assemblée permettait au vieillard de se rasseoir au milieu de l'étonnement et du silence. C'était Brougham. Voilà ce qui restait de l'athlète infatigable et du réformateur sans repos, dont les succès mêlés de revers avaient occupé près de quatre-vingt-dix ans ; — et quelles années ! Celles de Mirabeau, de Fox, et de Napoléon ! Par son énergie versatile, sa tumultueuse souplesse, son penchant pour l'invective passionnée, son besoin de nouveauté, son inquiétude intellectuelle et sa philanthropie véhémente, il était

bien digne de cette période de *Sturm und Drang*, qui commence à la guerre d'Amérique et qui s'arrête ou s'apaise vers 1830. Lord North était premier ministre quand Brougham naquit. Disraëli allait quitter le pouvoir au moment où Brougham expirait. En harmonie parfaite avec l'ardeur sauvage des éléments qui luttaient et fermentaient autour de lui, Brougham a manqué peut-être des qualités de modération, de tenue et de discipline attentive auxquelles nous attachons tant de prix. Mais quel amour sincère de l'humanité ! quelle passion pour la civilisation ! quelle énergie et quelle vigueur ! Doué d'une organisation puissante et d'une force physique qu'entretenait une activité formidable, il a tenu sous l'orage, sans plier un moment, tous les drapeaux des croisades philosophiques : — émancipation des esclaves ; — bibliothèques populaires ; — propagation des connaissances ; — réforme de la législation ; — création d'une nouvelle science sociale.

Il ne faut demander à cet esprit violent et robuste ni poésie, ni délicatesse, ni grâce, ni finesse ; les nuances littéraires lui manquent. Véritable Anglo-Saxon, de race moitié écossaise, — tout muscles, même pour l'intelligence, — il n'était heureux que dans la lutte corps à corps d'une polémique sans pitié. Il y triomphait toujours. — « Brougham a levé la main ! disait-on aux Communes, nous allons avoir du bruit ! » En effet, quand ce doigt décharné accom-

pagnait du geste la parole enflammée de Brougham et son invective, tout tremblait, une réforme s'annonçait, quelque abus allait tomber.

Cette gloire, cet orage sont venus s'absorber dans les honneurs de la pairie. Le Juge suprême et le Grand-Chancelier, forcé d'écouter toujours et de ne parler jamais, s'est endormi paisiblement sur son trône et dans son ennui, après avoir marqué d'une empreinte vive et durable les annales de son temps ; son nom reste attaché au procès de la reine Caroline, à la réforme de 1832 et à l'émancipation des esclaves.

Sir James Broakes s'est montré plus soigneux que son vieux contemporain de sa réputation et de son repos. Une fois ses exploits accomplis et son but atteint, il a senti que la retraite est l'honneur et la récompense des vieux héros. Au lieu de forcer un public moqueur ou indifférent à voir rentrer sur la scène l'acteur dont on ne veut plus, il s'est enfermé paisible dans son domaine, respirant les brises chargées de parfums rustiques, et de temps en temps trottant sur son petit cheval à travers les petits sentiers verts de son comté. Cet homme cependant avait été roi, et sans devenir burlesque, roi asiatique. C'était un officier jadis au service de la Compagnie anglaise, indépendant de caractère et fier comme le Cid espagnol ou le vieil Achille ; après certaines difficultés avec ses chefs, d'ailleurs forcé par sa santé de renoncer au service pour quelque temps, il se mit

à la tête d'une bande de matelots choisis, se les attacha, les civilisa, se fit aimer, et avec eux chercha les aventures. Son yacht avait déjà croisé dans la Méditerranée lorsqu'il entreprit de donner aux vingt hommes de son équipage une occasion mémorable de se signaler. Les pirates malais, coréens et chinois infestent, comme on sait, les parages de la mer des Indes. Brookes se dirigea vers Bornéo, employa sa troupe à la défense des indigènes, gagna leur bon vouloir, devint rajah, c'est-à-dire prince souverain et joua, mais au grand sérieux, le singulier rôle d'un Européen oriental, pétrissant une civilisation primitive pour la jeter un jour dans le moule nouveau. Ce Triptolème ou ce Romulus a pleinement réussi. La transformation opérée par lui dure encore ; et quand l'Europe s'emparera définitivement de la vieille Asie, elle y trouvera les vestiges de son passage.

Contre les pirates qui l'inquiétaient toujours le rajah Brookes obtint, même sans l'aveu de son gouvernement, l'aide effective du capitaine Keppel, dont la poudre et les boulets firent entendre raison aux brigands maritimes. On n'y parvint qu'après une longue Iliade et des engagements successifs qui constituèrent une véritable campagne. Les deux Anglais, l'un monté sur la *Didon*, l'autre sur le *Gai Célibataire*, vinrent enfin à bout de ce monde de bandits presque innombrables. Plus d'un repaire fut brûlé, plus d'un village mis à sec ; et comme dernier résul-

tat, des milliers de pirates asiatiques s'évanouirent et disparurent devant une poignée d'Européens.

Les gens de Bornéo ne doutèrent plus de la légitimité, ou pour mieux dire de la divinité de leur monarque anglais, du *Tuam-Bésar*, qui évidemment disposait d'une force magique. Leur idolâtrie pour le conquérant se manifesta par des discours, des hymnes, des sacrifices, des feux d'artifices, des concerts sauvages et d'interminables festins. Pendant quelque temps, Brookes resta paisiblement assis sur son trône, donna des lois, donna des fêtes, et raviva par intervalles l'enthousiasme de son peuple par de vives guerres contre des voisins incommodes, guerres d'où il sortait toujours vainqueur. Sévère contre les insurrections, qu'il réprimait avec une main impitoyable, — il commençait par les châtier, puis il rassurait les Malais par de beaux discours; deux procédés de gouvernement qui apportaient à l'âme asiatique, essentiellement esclave et amoureuse de la rhétorique, une satisfaction double et complète. Le récit de tous ces exploits, auxquels prit part l'amiral anglais sir Edward Belcher, se trouve consigné dans plusieurs volumes, et mêlé à des détails intéressants sur la vie, les mœurs et les idiomes de ces régions presque inconnues.

Une dernière consécration manquait à la création et à la conquête de Brookes. Ses sujets souhaitaient obtenir la protection politique de l'Angleterre. Le rajah en écrivit au parlement, sollicita les ministres, et es-

saya d'établir entre les indigènes et la Grande-Bretagne des rapports qui devaient profiter à la fois à lui-même et à la métropole. Ici Brookes rencontra des obstacles insurmontables; soit que les ministres redoutassent la jalousie de la Hollande, qui pouvait voir avec déplaisir une pareille annexion, soit que l'envie personnelle s'en mêlât, il fut impossible au rajah de placer le pays sous la protection anglaise. Les Chinois s'armèrent alors. Pendant une belle nuit d'automne, ils vinrent incendier la ville; désastre dont il tira vengeance, sans recevoir aucun secours de la métropole. Il fallait bien que cette brillante carrière eût ses revers et ses mécomptes; en vain le rajah vint-il solliciter à Londres les puissants et les chefs des divers partis. L'envie sociale ne lui permit pas d'aller plus loin. Il délégua ses pouvoirs et son autorité à un lieutenant, qui se trouve encore aujourd'hui vice-rajah de Bornéo, et vint mourir paisible et assez ignoré sous les ombrages de son pays natal,

On ne pense plus guère ni à Brookes ni à Brougham. Toutes les préoccupations actuelles se portent sur le nouveau cabinet Gladstone et sur le triomphe éclatant de la majorité libérale, qui, au moment où j'écris, est de *cent* voix, et qui, en admettant les nuances mobiles, peut aller jusqu'à *cent cinquante*.

Vers la fin de décembre, toutes les formalités remplies, les débats commenceront; les tories reprendront, après un long exercice du pouvoir, leur poste

d'opposition, Bright, Gladstone, Lowe, dirigeront les affaires. Pour la première fois, le radicalisme pur se trouvera, sinon maître, du moins l'un des grands moteurs.

Voilà de graves changements sans doute. Mais le principe vital n'est point attaqué; tout au contraire.

La minorité s'est déplacée; on la respectera comme toujours. Un peuple hostile aux minorités se déshonore et se suicide. Méconnaissant la variété et la liberté, il rentre dans la brutalité sauvage. Il se plonge et s'anéantit dans l'unité opaque et dans le repos atone qui caractérisent les choses mortes. Renonçant aux diversités et aux nuances, il renonce à la vie. Malheur donc aux races chez lesquelles tout prêtre est inquisiteur, tout soldat bourreau, tout ouvrier démagogue, toute femme esclave, et où chacune de ces conditions, soumises à un même niveau d'opinion et de coutumes, s'identifie pour ne former qu'une seule masse compacte et inerte! Le doigt du pouvoir pousse cette masse, et elle reçoit l'impulsion comme un boulet. Ainsi on « minéralise » l'humanité, on la réduit à l'état brute, on la dégrade au nom de la mécanique.

Elle se venge ensuite; — l'humanité se venge toujours. Cela est arrivé en Asie, où la destruction de la puissance vitale a suivi la centralisation excessive. Il faut qu'une variété libre s'établisse et règne. Il faut que parmi les artisans il y ait des conservateurs; parmi les théologiens des philosophes; parmi les hommes

de race noble des réformateurs ; parmi les législateurs des poètes; parmi les industriels des philanthropes. Il faut que tous les moules subsistent, et que tous les types s'améliorent dans leur originalité propre, en conservant leur essence et en individualisant le caractère de leurs mérites.

La Révolution française s'est trompée de route; quand elle a voulu tout égaliser, tout niveler et remplacer la diversité par l'uniforme.

Elle a pris le niveau pour emblème; et ce *niveau* est devenu l'acier de la guillotine.

Il n'y a de niveau que dans l'*absolu;* les lignes droites du triangle géométrique, contraires aux souples phénomènes de la création, à la libre vertu de fécondité et au développement ondoyant de la vie, ne peuvent conduire, par la route de l'*abstrait*, qu'à la servitude et à la mort.

LA POLITIQUE ANGLAISE

EN 1869

L'Angleterre en 1869. — Les évêques « d'ornement. » — Les évêques « d'utilité. » — La contre-police de Londres. — Un *Renan* britannique. — Un *Michelet* britannique. — Le catéchisme et l'éducation. — Le radical devenu ministre. — Ses embarras. — Autre ministre. — Paysans et fenians. — Opinion et réforme. — Cours général des choses en Angleterre.

Décidément le vent pousse l'Angleterre aux réformes. Point de brise folle ni de gros orages avec tonnerres d'éloquence ou grêle d'émeute. Non, c'est plus courant et moins effrayant pour le spectateur. Mais la nef s'en va sur la pente, du côté populaire, trouvant sur sa route des embarras, des obstacles et des rochers, tournant ici un promontoire, s'affalant sur une côte, les agrès criant, les cordages grinçant, quelques hommes politiques à vau-l'eau. Mais c'est leur affaire, c'est leur métier, on les paye pour cela; et quand mal leur arrive, tant pis pour eux. Ils sont condamnés au succès.

Bright et Gladstone sont à l'œuvre. On les contemple avec beaucoup d'intérêt et de curiosité. Lord Clarendon au gouvernail, à côté d'eux, met souvent à l'épreuve la patience de ses collègues libéraux, *jamais*, s'écrie-t-il, *le gouvernement n'adoptera de telles mesures; elles sont subversives, elles sont insensées.* Or il s'agit de la mesure même que son co-ministre Bright a jadis élaborée; mesure d'après laquelle l'État donnerait aux pauvres d'Irlande,—cultivant la terre des autres, mourant de faim,—catholiques sur un sol protestant, chassés de leurs fermes après l'expiration du bail qui a enrichi le propriétaire d'une *plus-value*, — de quoi acheter ces mêmes fermes, se les approprier et vivre largement. C'est le *land-tenure act.* On se réunit et l'on crie très-haut. En faveur de ce *tenant-right*, les *meetings* sont fréquents. Le clergé catholique, pour diminuer le nombre des propriétaires anglicans et étendre son pouvoir, encourage les rebelles irlandais; leur réclamation d'ailleurs est juste. Nature, équité, charité, plaident la cause des pauvres *cotters*. Mais quoi! voici cinq ou six siècles d'imprévoyance, de misère, de paresse, qui pèsent sur cette race; et les curés qui entretiennent l'agitation, et les évêques qui soufflent d'en haut, et les fénians qui attisent le feu aggravent encore le mal. La cruauté du vieil esprit anglo-saxon résiste. Il ne cède pas aisément à la charité, encore moins à l'aventure et au socialisme, il garde ses propriétés, appuyé sur la

liberté qui lui est plus chère que tout. Dans le caractère irlandais, au contraire, l'ineffaçable étourderie, l'ardeur sauvage, l'animosité incurable, se laissent emporter aisément au communisme, à l'égalité absolue, au partage des terres. — Les deux génies, — que rien n'a ébranlés ou altérés, — restent debout en face l'un de l'autre.

Eh bien! ces tenanciers irlandais réussiront. Ils reprendront leurs droits en dépit de tout; ils sont destinés à l'emporter, non complétement, ni d'un seul bond et tout de suite, mais par le naturel développement des choses. Et cela sera, parce que cela doit être.

Comment certains abus tombent-ils tout à coup? Pourquoi disparaissent-ils? On n'en sait rien.

On y était habitué, on les avait tolérés; de temps en temps on s'en était moqué, ou même on les avait signalés, en les regardant comme assez nécessaires, comme naturels et incurables; on les respectait même à cause de leur vétusté. Voici qu'un beau jour, par accident ou caprice, quelque coutume surannée s'évanouit d'elle-même; le vieux lichen se détache de l'arbre, on ne sait pourquoi. Le vicaire de Redbourne, dans le comté de Lincoln, vient à mourir. Le duc de Saint-Alban auquel appartient le droit de nommer le successeur, s'avise de se rappeler que les premiers chrétiens élisaient eux-mêmes leurs pasteurs; il écrit à ses *tenanciers* qu'il renonce à son privilége, qu'il les

prie de lui recommander un bon ecclésiastique, et qu'il veut se conformer à leurs désirs. Voilà un excellent exemple. Sera-t-il suivi? Quant à la réforme des évêques invalides, elle est accomplie dans l'anglicanisme au moyen d'un singulier *bill*, qui vient de prendre force de loi, et dont l'utilité pratique est aussi évidente que la rédaction en est comique. Toutes les fois qu'un évêque, tombé dans la décrépitude, frappé d'aliénation mentale, ou trop paresseux, ne pourra ou ne voudra pas remplir ses devoirs pastoraux, il gardera son titre, jouira des honneurs de sa charge, des deux tiers de ses revenus officiels, continuera de siéger parmi les lords et prendra sa retraite. On lui donnera un coadjuteur d'office qui touchera le tiers des appointements, satisfera obscurément aux besoins du diocèse, et ne recevra pas d'autre compensation honorifique. Il y aura donc des évêques *utiles* et mal payés ; et des *évêques d'ornement* (*ornemental*) magnifiquement rétribués et vivant dans des palais. C'est la chose du monde la plus drôle pour nos intelligences logiques. Un *évêque d'ornement* peut être aliéné; cela ne l'empêche ni d'être évêque, ni d'être lord. Un évêque *utile* reste dans les ténèbres et touche le tiers de la solde.

Moins on est évêque, plus on est lord; moins on est valide, plus on est évêque.

Ces conséquences ne font pas même sourire des gens qui ne s'inquiètent pas du tout de la logique et

ne songent qu'à la pratique, à la manœuvre, à ce qui sauve, à l'expédient et à la commodité. Ainsi Gladstone qui a passé sa vie à prêcher l'insurrection aux Italiens, la condamne chez les Irlandais. Il foudroie leurs insurgés fénians, refuse de relâcher leurs camarades prisonniers, et soutient aujourd'hui que l'insurrection est le crime le plus odieux. La fermeté de ce ministre libéral et anglican, est remarquable. D'une main il détruit en Irlande l'omnipotence territoriale de l'anglicanisme, d'une autre il se montre inexorable pour les fénians; enfin il mécontente les orthodoxes en nommant celui que l'on appelle le Michelet de l'Angleterre, M. Seeley, auteur de l'*Ecce homo*, comme titulaire à la chaire d'histoire moderne de Cambridge; et M. Temple, le Renan britannique (à ce que l'on prétend) à l'évêché d'Exeter. Ce sont des promotions hardies, inouies, téméraires, que l'on critique avec violence, mais qui attestent le progrès de la liberté de la pensée. Lord Shaftersbury nous répète que l'*Ecce homo*, — livre doux, peinture idyllique et morale de la perfection dans le Christ, — « est le plus affreux livre que l'enfer ait vomi »; un autre orthodoxe accuse M. Michelet d'empoisonner l'Europe d'obscénités et M. Temple d'imiter les *tableaux vivants* que M. Michelet exhibe. Tout cela est d'une exagération incroyable; et le talent de ces deux écrivains Seeley et Temple, d'ailleurs érudits et remarquables, nous semblerait, — à nous Français, que des

saveurs bien autrement faisandées ont depuis longtemps aguerris, — d'une innocence presque enfantine.

Le crime de M. Temple est d'avoir écrit dans les *Essais and reviews*, organe des réformateurs d'Oxford, un article de bon goût, et de s'être isolé jusqu'à certain point dans l'anglicanisme central et orthodoxe, de l'*établissement* de 1688, vieille citadelle élevée contre Louis XIV, à l'époque où les protestants craignaient Louis XIV. Maintenant ces fortifications morales ne servent pas plus aux anglicans que celles que M. Thiers nous a bâties ne nous servent. La rigueur orthodoxe d'une petite Rome protestante ne fait plus retentir la nécessité; les *puséytes* font bande à part; les *ritualistes*, partisans d'une église moins dénuée d'ornements, ont des prosélytes; le *confessionnal* catholique, par une réaction qui tient à la nature humaine, reprend quelque faveur; Gladstone achève de rendre aux Irlandais papistes les revenus papistes de l'Irlande. Enfin un membre du cabinet actuel a eu raison de demander, il y a huit jours, si dans dix années l'*édifice* épiscopal et anglican existerait encore.

Telle est la pente.

A travers l'Europe et même l'Amérique si vous observez bien l'état des âmes, des communions et des Églises, vous verrez qu'elles se confondent; que la même décentralisation s'opère; que les vieilles habi-

tudes s'affaiblissent et s'écroulent; que les vieux dogmes s'effritent; que tel prédicateur protestant incline vers l'unité extrême, même vers la suprématie et l'infaillibilité du pape; — et que tel catholique ouvre la porte très-grande au protestantisme, à l'examen et à l'enquête.

Je ne regarde point ce mouvement de fusion générale comme un mal, tant s'en faut. La tolérance y gagne; la liberté aussi; la charité aussi.

Au surplus, qu'empêcherez-vous? C'est la nécessité qui le veut. Le *Morning advertiser* (conseiller du matin), organe officiel de la bourgeoisie dévote, a beau pousser les hauts cris. Quand même le terrible *No popery!* du dix-septième siècle retentirait encore dans les rues de Londres, le cours des choses irait son train. De même que les citoyens de la capitale viennent d'organiser une *contre-police* destinée à surveiller les surveillants légaux qui abusaient de leur autorité; — même les tolérants et les pacifiques arrêteront dans leurs excès les intolérants des deux partis, les fanatiques de la réforme, et les exclusifs de la papauté.

Ce n'est pas chose très-facile. Par exemple, la nouvelle *ligue des réformateurs de l'éducation* a quelque peine à réaliser son honnête dessein. Ils se heurtent contre les difficultés de conscience, les scrupules religieux, les préjugés de secte et de caste, l'intolérance enfin, — tache originelle du genre humain, —

le besoin de dominer autrui et de rendre sa propre opinion victorieuse. Dissidents, catholiques, non-conformistes, quakers, presbytériens, chacun tire de son côté ; chacun veut absorber et monopoliser l'éducation. Il faudrait plusieurs Rouher pour contenter tout ce monde. Le plan des *réformateurs* (modelé d'ailleurs, comme presque toutes les nouveautés, sur le patron des États-Unis américains) consiste dans une subvention de l'État, qui ferait les frais d'une grande école pour chaque localité. Les autorités des petits centres surveilleraient et dirigeraient l'école. Sept cent mille enfants pourraient ainsi acquérir l'instruction nécessaire. La Chambre des communes est toute prête à voter les fonds. Mais quelle sera l'instruction religieuse? C'est la pierre d'achoppement. — « Nous n'imposerons aucun catéchisme, répondent les membres de la ligue. Tous les enfants seront libres de choisir leur communion et leur dogme. » — « C'est bien pis, répliquent les dévots, vous en faites des athées. » Comment agir? Le catéchisme anglican effraye les dissidents. L'absence de catéchisme éloigne les anglicans. Les catholiques n'admettent pas qu'un laïque puisse élever leurs enfants. Et la chose en est là.

On demande une nouvelle enquête relative aux associations, sociétés d'assurance, etc. On réclame la diminution de quelques gros traitements, spécialement de ceux qui sont affectés au Corps diplomatique. Quelques personnes vont beaucoup plus loin dans la

voie des réformes populaires; elles attaquent la Chambre haute, les lords qui se mettent en travers du peuple et gênent le progrès.

Les lords sont l'objet de satires acharnées dont il est facile d'apercevoir le but.

On fait ressortir et l'on rend odieux le taux énorme de leur fortune collective, leur hostilité déclarée contre les mesures populaires, leur influence excessive. M. Douglas Kinnerd, dans la *Revue de quinzaine* (*Fornightly review*), demande implicitement leur suppression, en indique l'opportunité et les avantages. Écoutera-t-on M. Douglas Kinnerd? Suivra-t-on ses avis? Ce serait facile, et les Communes, au moyen de deux ou trois bills successifs, que la presse radicale appuierait et expliquerait, aurait, en quelques coups de bélier, démantelé la vieille forteresse, ruiné la pairie et balayé la Chambre des lords, avec leurs masses, leurs sceaux et le fameux sac de laine! La belle œuvre que l'on aurait faite là! A moins de les noyer dans leur sang, ce qui révolterait la nation, l'Europe et l'humanité, à moins d'égorger leurs familles et de confisquer tous leurs biens, c'est-à-dire de se replonger dans la barbarie; on rendrait les nobles plus puissants que jamais. Tout le gouvernement de l'État tomberait dans leurs mains. Depuis plus d'un siècle ce sont des fils de roturiers, de précepteurs, d'agriculteurs et de fabricants, les Pitt, les Gladstone, les Burke, les Canning qui mènent les affaires; les

lords ne servent que de contrepoids et donnent l'équilibre à la vieille machine. Privez-les de leurs priviléges traditionnels ; si vous ne les privez en même temps de leurs siéges et de leurs revenus, ils rentreront dans le pouvoir par une porte bien plus dangereuse ; ils useront de leurs avantages, fortifieront leur clientèle ; envahiront les Communes ; seront tous députés, écraseront les autres candidats, étoufferont les libertés publiques ; et feront ce qu'ils voudront.

On sent cela, même dans le peuple. Il a l'expérience de la politique ; il connaît le parcours, les dangers, la manœuvre ; il y est accoutumé ; il ressemble à un homme qui a longtemps géré ses propres affaires, qui sait le cours de la rente, le taux des actions, la valeur des obligations, les chances diverses de la Bourse. Celui-là ne se laisse pas décevoir aisément par des espérances de lucre et des spéculations vaines dont la séduction le ruinerait. Il voit le fond des choses ; il retourne les questions dans tous les sens ; il soulève, examine et pénètre une affaire dans le détail et sous tous les aspects : il y fait entrer l'air ; il y amène la lumière. Ce n'est pas lui qu'on prendra pour dupe.

J'ai fait voir combien de problèmes s'agitent dans la vie anglaise d'aujourd'hui.

Incessamment controversés, remués, élucidés, secoués, attaqués dans leurs racines, percés à jour, « *aérés* », pour ainsi dire, débattus sans miséricorde, fatigués d'arguments contraires, et (comme disent les

Anglais avec leur incisive audace) *ventilated* — « ventilés », ces problèmes sont soumis à l'épuration de l'air ambiant et du vent populaire.

J'ai montré la critique universelle s'exerçant sur l'éducation, — sur l'état de l'Église, — sur ses revenus, ses devoirs et ses immunités, — sur l'action de la police, — sur la réaction des bourgeois, — sur les femmes et les enfants, — sur les lords, sur toutes choses. Cette controverse sans relâche fait grand tapage; pour la moindre affaire, vingt avis sont ouverts dans les journaux. C'est précisément ce souffle populaire, violent, éternel, cette *ventilation* perpétuelle, qui active la vie publique, dégage les bons germes, amortit les mauvais, dissipe les miasmes, développe la tolérance, empêche la misère et les grèves de dévorer l'Angleterre, protége toutes les opinions, toutes les sectes, même le papisme détesté, et prévient la décadence. Si vous fermez les issues et bouchez les jours, si vous vous placez sous la coupole et le couvercle de Justinien et du Vatican, vous étouffez.

Les modernes n'en veulent plus; la ventilation leur est indispensable.

Il leur faut la discussion libre et *aérée*, non pas pour égorger le semblable ou le brûler; mais pour respirer et vivre.

Un homme qui ne pense pas comme nous nous est utile, puisqu'il contribue à l'enquête universelle.

Donnez donc de l'air et secouez bien les questions,

comme font les ménagères de leurs étoffes. Pour réaliser cette expérience, il faut aimer les hommes, non la domination ; — l'enquête, non la crédulité ; — l'indépendance, non le *renfermé ;* — la comparaison, non l'imitation ; — ne pas choisir, ne pas aimer seulement les grands centres, les villes, leurs commérages et leurs servilités ; mais surtout l'énergie, l'activité, les forces bien employées ; les voyages profitables, l'horizon vaste, la brise du matin et du soir ; — la nature, la liberté et la vie.

DEUX HISTORIENS FRANÇAIS

SUR L'ANGLETERRE

LETTRES DE LOUIS BLANC

SUR L'ANGLETERRE

M. Louis Blanc est Corse de race, sa mère est une Pozzo di Borgo : le chef de la famille a péri sous la Terreur. Il est né à Madrid, vers l'époque où s'écroulait le grand empire de Napoléon Ier. — (Algèbre idéale, renversée par la réalité et la pratique.) La rude maîtresse des vigoureux esprits, la *pauvreté*, l'a forcé au travail depuis l'enfance, et il a subi avec fierté, avec honneur ce joug qui n'écrase que les têtes débiles. Enfin, s'il fallait en croire certaines rumeurs, dont je n'affirme pas l'authenticité, la famille d'Orléans se serait trouvée mêlée à des faits et à des actes qui auraient blessé celle des Pozzo et la sienne. Mais on connaît ce peu de valeur de l'anecdote contemporaine, il ne faut insister que sur les certitudes, les dates et l'incontesté. Avec beaucoup de talent naturel, il était en dehors des voies frayées ou faciles. Comment employer cette activité, réaliser des pensées fortes et atteindre de grands buts?

Par quelle issue va sortir, se délivrer et éclater

cette personnalité vive, toute du Midi, fougueuse et calculée, subtile et obstinée, saisissant au bond l'à propos, l'instrument de la politique, prête à se jeter et à se jouer dans la mêlée humaine, à s'en démêler; à s'y tenir ferme; — prompte aussi à systématiser l'abstrait et à passionner le système? — Il sortira de cette obscure difficulté par une voie, la seule qui lui reste: il ne sera ni républicain, ni constitutionnel, ni monarchiste, ni impérialiste.

Il se réfugiera plus haut que tous ces systèmes et s'élèvera jusqu'à une société primordiale, dont l'unité, absorbant toutes les forces et sacrifiant les individualités à l'ensemble, corrigera les imperfections et les misères. Dans cette théorie philosophique qui rappelle Campanella, Savonarole et l'ancien oriental Mazdak, l'ensemble seul a le pouvoir, l'égalité absolue entre les êtres humains s'établit. La tendance décidée de notre siècle — destructeur des inégalités — est servie; chacun doit apporter à la société seulement ses forces; mais la société doit à chacun selon la justice. Les uns reçoivent plus qu'il n'apportent et sont reconnaissants; les autres sacrifient plus qu'elle ne leur accorde et sont satisfaits. Le dernier mot de ce système n'a été formulé par le jeune publiciste qu'au moment où l'évolution des circonstances lui a permis d'ouvrir ses batteries et de les démasquer toutes.

Il a fallu que le régime constitutionnel parcourût ses diverses phases, et subît tour à tour la série d'at-

taques qu'enregistrera l'histoire, pour que le feu du jeune assaillant, dirigé d'abord contre le trône nouveau, puis contre le trône ancien, enfin contre l'établissement social lui-même, dévoilât toute la stratégie de celui qui en était le maître et qui en avait calculé les effets.

Ainsi s'accomplit cette large vendetta. Le fils de Mlle Pozzo, neveu de M. Ferri Pisani, appartenant par sa mère à cette forte race que nous avons nommée, race aussi célèbre par l'intelligence de ses membres, que par leur opposition à la famille Napoléonienne, par son énergie, ses aptitudes diplomatiques et ses talents divers, appelait à lui et provoquait la popularité et les orages. Les orages ne lui manquèrent pas : il aurait joué en France le rôle de Bright ou de Cobden, de Cobbelt, ou même d'un républicain du Sud américain, si nous étions parvenus à nous faire des mœurs politiques. Nous n'avons que des partis.

Les partis s'exterminent.

La politique les emploie en les laissant survivre. « La vendetta » du jeune révolté méridional se manifesta d'abord par la furieuse attaque à Louis-Philippe, (*Histoire de dix ans*) ; canon si bien pointé que quatre éditions s'épuisèrent simultanément, que le trône s'en ébranla, et que la vibration s'est propagée jusqu'à nous. Le second coup alla frapper l'antique monarchie.

Ce furent les deux premiers volumes de la grande

(*Histoire de la Révolution Française*), continuée depuis en douze volumes. Pour l'ampleur de la rhétorique, l'enchaînement des déductions, l'arrangement et la nouveauté des faits, la rapidité pamphlétaire des formes et le style souvent oratoire, c'est bien le «Midi». Le souffle involontaire des anciens y respire; la tribune aux harangues s'y fait sentir. Tout vient de l'Agora, du Forum, de Rome, de l'Espagne, de l'Italie et de cette zone ardente; rien du Nord.

Le talent de l'avocat qui plaide, la véhémence du partisan, l'argumentation du métaphysicien s'y déploient.

Ce qui caractérise surtout l'art de ces belles régions, la guerre véhémente des idées, soutenue par la stratégie froide et l'habile disposition des documents, signale ces volumes, que jamais intelligence septentrionale n'aurait conçus ou écrits. En effet, par un don particulier de Dieu et de la nature, la combinaison et le calcul sont aussi naturels à ces intelligences du Midi, que l'ardeur et l'impétuosité sont naturelles à ces âmes.

Les hommes de Provence et de Languedoc, de la « terre chaude de la France», de notre *tierra Caliente* ont par cela même l'avantage dans le jeu des partis. Ils sont passionnés et ils sont froids : ils se servent des hommes et des idées avec une dextérité et une rapidité incomparables; habiles comme un général d'armée, à disposer, à lancer, diviser, arrêter, allier

leurs bataillons d'arguments et de partisans. Mirabeau, provençal-italien (*Riquetti*), ouvre la révolution; les hommes de Bordeaux, d'Aix et de Marseille la continuent; Napoléon l'achève.

Même la frénésie calculée d'un « Marat », de race italienne helvétisée (*Maratti*), usurpe une et une valeur. Quelques hommes du Nord, comme Robespierre (*Roberts-Pierre*), s'égarent dans ces régions brûlantes et doivent y succomber. Toujours la veine du Midi l'emporte; nous avons les Girondins, Barras, Siéyès. Enfin, depuis le commencement du siècle, presque tous les hommes qui ont mené la France: — M. de Martignac, M. de Villèle, M. Lainé, — sans parler de MM. Guizot et Thiers, nos contemporains, tous du Midi. M. Louis Blanc était non-seulement de cette zone, mais en avant de ce monde. Il en avait le grand ressort, l'à propos, qui soulève passions et partis.

Le jeune homme donna plus d'une preuve de cette qualité maîtresse; c'est ainsi qu'il attaqua le nouveau trône au moment favorable, puis, du fond de son érudition et de sa métaphysique, l'ancien trône. Sa dernière *vendetta* s'attaqua à la société elle-même, par la création de ce qu'il a nommé l'*Association du travail*.

Dépassait-il la sphère du possible? ce qui est certain, c'est que, avec le tact redoutable des hommes de sa trempe et de son ordre, il ramena les dernières couches sociales et, ballotté quelque temps par la vio-

lente tempête, il finit par être rejeté comme un exilé et une épave sur les rivages de l'île voisine, en Angleterre.

C'était, je ne veux pas dire une dérision, mais une incisive leçon de la destinée. L'apôtre de l'*absolu* était relégué dans un pays qui ne connaît que le *relatif*. L'homme de l'égalité divinisée allait voir à l'œuvre toutes les inégalités consacrées. L'enfant des îles de la Méditerranée, bouillonnant de séve et de soleil, allait se refroidir dans la température humide et âpre des Cobden et des John Stuart-Mill. Le partisan de l'idée, — partisan sincère, éloquent, dévoué, presque fanatique, allait observer de près ces praticiens, ces hommes du fait, les Palmerston et ces Cornwal Lewis, navigateurs de la politique, qui tantôt carguent leurs voiles, tantôt les déploient, non pour un principe, mais pour ne pas faire naufrage. L'homme de parti allait étudier sur place la politique et se pénétrer de cette vérité, — nouvelle en France, que les partis ne sont pas la politique. Aussi est-il infiniment curieux d'observer comment ce remarquable esprit devint pratique, à son propre insu. Il admet par degrés et adopte, non les mœurs anglaises, mais une température intellectuelle toute contraire à cet *ardent absolu* qu'il avait prêché, et pour ainsi dire confessé avec la puissante éloquence de sa foi méridionale. Il ne s'abdique pas. Il ne renonce pas. Il s'apostasie et ne rétracte rien. Seulement, de proche en proche, il se plie

aux réalités ; le brillant et décevant éclat des théories traversant le pâle milieu du fait et de la pratique, arrive à préciser les contours, rend la politique possible, contemple, discute, analyse les intérêts privés et publics. Il sent que pour accomplir d'une manière effective les désirs de l'humanité, ces aspirations charitables qui sont, il faut le dire, l'honorable fond de sa vie et de ses idées, la rhétorique et le système sont loin de suffire ; il s'arrête souvent en face de contradictions extraordinaires, et dont il ne se rend pas d'abord bien compte, mais il en sent le mérite ; il s'associe à l'enquête septentrionale et à ses conséquences. Peu à peu il les explique complétement. Il reconnaît que la discussion libre, longtemps soutenue et sans entraves, finit par se créer une opinion définitive, irrésistible, toute-puissante.

L'opinion publique en Angleterre, dit-il, malheur à qui la défie ! On n'invoquera contre lui aucun texte de loi, on ne le traduira devant aucun tribunal, on ne lui dépêchera ni commissaire de police, ni gendarmes, mais il risquera de mourir faute d'air, de disparaître écrasé sous le poids de l'indifférence ou du mépris ! « En France, lorsque M. Proudhon eut lancé son fameux livre, *La propriété, c'est le vol*, beaucoup s'irritèrent, beaucoup se récrièrent ; mais cela même fit à l'ouvrage un grand succès. En Angleterre, ni ministres, ni législateurs, ni juges, ni policemen n'auraient eu à se mêler de la chose, mais le livre

n'aurait trouvé probablement personne qui eût envie de le lire, personne qui s'offrît à en être l'éditeur, et peut-être personne qui consentît à l'imprimer ». Sacrifier ses opinions à l'opinion est considéré en France de la part d'un homme politique, comme une faiblesse coupable. En Angleterre, sa majesté l'opinion sourit à de tels sacrifices comme à un hommage qui lui est dû.

Ouvrez la biographie de sir Robert Peel. Y eut-il jamais un plus violent adversaire de l'émancipation des catholiques? Or, par qui fut présenté, en fin de compte, le *Catholic Relief Bill?* par lui. Y eut-il jamais un adversaire plus décidé de la suppression des prohibitions qui pesaient sur les *céréales?* Or, à qui l'Angleterre est-elle redevable de cette réforme célèbre? à lui-même. Lord Palmerston, en dégageant de ses biens le commerce des « céréales »; sir Robert Peel, en émancipant les catholiques, n'ont pas cédé au pouvoir, à l'autorité, à la force, mais à la *Raison.* La vérité s'était manifestée par la discussion libre. Ces ministres ont subordonné leur système à la pensée de chacun. Ils le devaient. Ils ont obéi à cette puissance du libre examen qui naît de l'analyse et de l'exercice du jugement individuel. Depuis le grand Pitt, la presse anglaise n'avait pas cessé d'inculquer à toutes les consciences la nécessité de la tolérance, inutilement recommandée auparavant et démontrée par Locke; depuis cinquante ans, la même presse avait

enseigné la nécessité de libérer le commerce d'importation et d'exportation des grains. Mille fois ces questions avaient été soulevées, secouées, discutées, passées au crible. Chacun avait pu créer à cet égard sa conviction personnelle. Dans la question des catholiques et dans la question économique, le préjugé national, battu en brèche par mille plumes hardies, avait fini par céder. Ce que M. Louis Blanc appelle l'opinion publique, c'est donc l'opinion de chacun, méditée, comprise, étudiée, volontaire, — invincible, — lente agrégation de toutes les forces personnelles, de tous les esprits éveillés et actifs. Les *notes* sans prétention, vives et d'une couleur naturelle, que M. Louis Blanc a fait insérer dans plusieurs journaux et qui, recueillies en quatre volumes, composent le livre dont je parle, sont, à mon sens, son meilleur ouvrage. Tous les événements des six dernières années y sont commentés avec une lucidité rapide et supérieure. Les Cobden, les Bright, les Palmerston, les Lyndhurst y sont passés en revue; leur caractère public et leurs actes appréciés avec une sagacité impartiale. On peut s'y renseigner admirablement sur l'opinion anglaise à notre égard. On peut y étudier la transformation subie par cette race dans les derniers temps. M. Louis Blanc, pendant dix-huit années, a observé sur place les progrès et l'envahissement de l'idée populaire dans ce pays aristocratique. L'analyse et l'enquête, méthodes, s'emparent d'un esprit net,

vif, méridional, amoureux de la justesse, éminemment synthétique, le conduisent d'étonnement en étonnement. Beaucoup de faits lui paraissent d'abord étranges. Un homme qui a fait des romans et des vers, M. Disraëli, pèse donc dans la balance politique! Un universitaire, M. Gladstone, qui a très-éloquemment disserté sur Homère, n'est point bafoué à la Chambre des communes! Un tribun véhément, M. Bright, n'est point chassé du pays! Un métaphysicien érudit, M. Cornwal Lewis, est cependant consulté par ses amis politiques, et ses conseils passent pour bons! Tout cela lutte, combat, mais subsiste; on ne détruit personne, on emploie toutes les forces, tous les talents, même ce philosophe (*Cornwal Lewis*) dont voici l'excellent portrait, tracé par M. Louis Blanc, après la mort de cet homme éminent.

Ses qualités étaient le nécessaire appoint de celles dont chacun de ses collègues est doué. Lui seul les faisait valoir tout ce qu'ils peuvent valoir. Il modérait la vivacité de lord Palmerston; sa prudence corrigeait ce qu'aurait eu de trop risqué l'empressement de Gladstone à prêter sa voix éloquente aux entraînements passagers de l'opinion; et l'espèce de calme impartialité, qu'il avait puisée dans une étude approfondie de l'histoire, lui permettait d'éclairer la route obscure où, sans lui, la politique plus sincère que réfléchie du comte Russel se serait précipitée.

En le perdant, chacun de ses collègues se trouve

perdre, en quelque sorte, une partie de lui-même : et, sous ce rapport, sa mort laisse dans le cabinet un vide qu'il sera probablement impossible de remplir.

Comme homme de parti, sir George Cornwall Lewis n'est pas moins à regretter ; mais en ce sens seulement que son parti, le parti libéral, gagnait beaucoup à être servi par un esprit aussi éclairé, et tirait une force morale considérable de l'adhésion d'une âme aussi honnête. Car, du reste, il n'y avait rien dans sir Cornwall Lewis qui tînt du partisan. Et d'abord ce qui lui manquait d'une manière frappante, c'était la passion politique. Homme d'étude et plus amoureux de livres que de toute autre chose, il avait contracté dans son commerce avec la science une sorte de désintéressement intellectuel qui l'empêchait de se livrer sans réserve à son propre parti.

Ses vastes connaissances en histoire l'ayant conduit à se rendre un compte exact de ce que chaque ordre d'idées contient de bon et de mauvais, il en était résulté chez lui une tendance marquée, non pas à s'accommoder du scepticisme, non pas à s'endormir dans l'indifférence, mais à se garder de l'enthousiasme et à finir l'absolu. Il tenait les comptes de la cause libérale en partie double, sans jamais négliger ni le doit ni l'avoir. Sa dernière publication est un *Essai sur la meilleure forme du gouvernement*

Or, à quelle conclusion arrive-t-il? A celle-ci : qu'il n'est pas, à rigoureusement parler, de forme de goût

vernement qu'on soit fondé à proclamer la meilleure. Cette conclusion est caractéristique !

Si les institutions créent les peuples, comme M. Louis Blanc en paraît convaincu, M. Cornwall Lewis aurait tort; mais si les hommes font les institutions! Et je l'avoue, c'est mon avis, on a trop pensé au cadre, à la formule, et trop peu à l'homme.

L'homme fait de ces institutions ce qu'il veut : il les déforme, les transforme, les renouvelle. Est-ce que l'Angleterre, sous la forme monarchique et aristocratique la plus apte à engendrer la tyrannie n'a pas développé la liberté? Est-ce que les cadres constitutionnels que nous possédions ont empêché la plupart de nos hommes politiques de disparaître expulsés de la scène? Est-ce que la vie brillante et contradictoire de Palmerston, la laborieuse et noble carrière de lord Russell, celles de lord Brougham et de sir Cornwall Lewis, celle de lord Herbert n'ont pas accompli leur œuvre et achevé leur ellipse soit de réforme politique, soit d'utilité sociale, dans les étroites limites des vieilles traditions? Est-ce que, pour tout dire, la prétendue monarchie anglaise n'est pas une vraie république déguisée? M. Louis Blanc n'épargne pas la critique aux bizarres formules que l'Angleterre conserve. Il raille ces archéologies : — *le sac de laine*, les vieilles coutumes, les levers de la reine, les réceptions, les *drawing-rooms*, mille singularités et mille ridicules. Mais il cite les compensations. Elles ont de la valeur.

Est-ce que personne songe à s'emparer de la personne du fameux Bright, si éloquemment formidable aux membres de la pairie et aux grands propriétaires? Personne même ne se formalise des incartades de M. Roebuck, l'enfant terrible du Parlement. La théorie de la liberté est entrée dans la pratique, sous le couvert de ces traditions souvent burlesques. Certains résultats de cette liberté font sourire M. Louis Blanc ou le révoltent, son pinceau les retrace et les colore avec beaucoup de talent. Tantôt ce sont les courses d'Epsom, où reparaît, dans sa verve sauvage, la fraternité anglo-saxonne (*fellowship*); tantôt les mœurs judiciaires, si opposées aux nôtres; tantôt les combats de boxeurs, sur lesquels l'écrivain revient à plusieurs reprises. Il s'agit bien, quand Jem Mace et Joë Goff vont se caresser mutuellement la mâchoire, de l'alliance franco-russe, du Congrès de Francfort, des chances d'une guerre entre la France et les États-Unis, à propos de Mexico, de l'hospitalité donnée à Brest aux loups de mer de la *Florida* des « *iron plates* » qu'on est en train de construire pour les confédérés dans les chantiers anglais de M. Liard, etc., etc.! Questions secondaires que tout cela auprès de cette noble, de cette importante question : lequel de Jem Mace et de Joë Goff est plus capable, pour une somme donnée, d'estropier son homme?

Aussi, il fallait voir la foule qui, dans la soirée de lundi dernier, se pressait, s'écrasait à l'embarcadère

de Paddington. Là s'étaient donné rendez-vous tous les vices d'en haut et tous les vices d'en bas : désœuvrés de club et brutes à visage humain, libertins blasés et hommes de proie, l'écume des tabagies et l'écume des tavernes, non sans une forte proportion de *respectability ;* car la passion du pugilat, comme spectacle et sujet de pari, est en Angleterre une passion qui a envahi toutes les classes. Où s'arrêterait, pour déposer à terre les lutteurs, le train spécial qui devait les emporter, eux, leurs partisans, leurs admirateurs, les curieux, la cohue enfin ? Nul ne le savait, à l'exception des grands prêtres de la chose; attendu que les combats de boxeurs sont défendus par la loi, et que la police se doit de veiller à ce qu'on exécute la loi pour la forme.

Le lieu fixé pour la rencontre est donc toujours un secret; secret de cabaret, plus religieusement gardé qu'aucun secret d'État. Ce que personne n'ignorait, par exemple, c'était le moment du départ, qui était annoncé pour quatre heures du matin. Mais, bah ! dès minuit, les abords de l'embarcadère du chemin de fer étaient littéralement inondés de voyageurs, ce qui veut dire qu'à minuit a commencé une scène de brigandage dont aucune description ne saurait donner une idée.

Pas un coquin, de ceux qui grouillent dans les bas-fonds de Londres, pas un « *rough* » qui ne fût là ; je vous laisse à penser si montres, bourses et mouchoirs ont eu beau jeu ! Voleurs brandissant de gros bâtons

d'un air dégagé, coups terribles donnés dans l'estomac des uns et dans le dos des autres, tempête de jurons. La police a paru, juste au moment du départ, quand il n'y avait plus personne à protéger utilement et plus rien à voler. Il faut rendre cette justice aux «*roughs*» qu'ils ne nous volent pas notre chemise, et se contentent de mettre notre habit en lambeaux. Ici notre ami Taine a raison. La civilisation romaine est plus douce. La vieille rudesse de mœurs qui persiste toujours dans les régions teutoniques et qui perce, sous la peau extérieure de la civilisation superposée, sous l'épiderme de la politesse et de l'éducation, reparaît en mille occurrences. Le fait suivant, par exemple, est commun à tout le teutonisme, et applicable à la Prusse, comme à l'Écosse ; à la Scandinavie, comme à l'Angleterre. L'autre jour un M. Corbett envoyait à une Miss Chandler, qu'il espérait depuis longtemps épouser, et qui faisait mine d'en vouloir épouser un autre, sommation formelle de *l'aimer*, sous peine de dommages-intérêts. A cela Miss Chandler répliqua, absolument dans le style d'Agnès, qu'elle n'en pouvait rien mais qu'elle s'était mise à aimer Horace tout naturellement sans même y prendre garde ; que : *lui seul en était la cause, qu'elle n'y songeait pas lorsque se fit la chose.*

Et sans plus tarder elle courut à l'autel, où Horace l'attendait. Là-dessus procès. A vrai dire, Miss Chandler avait autorisé M. Corbett à lui faire la cour pour

le bon motif, et cela n'avait pas duré moins de deux ans ; en d'autres termes, il avait été accepté comme *fiancé*. En Angleterre, ces engagements qui se prolongent d'une manière infinie sont fort communs, et parmi les membres du clergé, notamment, il en est peu qui se marient, sans avoir passé et fait passer celles qu'ils aiment par l'épreuve d'un long noviciat volontaire. Or, la loi est formelle : il faut que le fiancé épouse ou paye. C'est le vieux mariage teutonique par le *Tryst*, par la foi jurée ; celui que Shakspeare contracta vers sa dix-huitième année. Tous ces détails de mœurs privées et publiques, expliqués avec sagacité et avec verve, forment un commentaire aussi complet que possible de la dernière époque de la vie anglaise.

Après avoir lu ces excellents et curieux volumes, on ne peut s'empêcher de déplorer la perte considérable de forces intellectuelles. Voilà des esprits actifs, rares, puissants, dont la France est privée. Les nations étrangères s'enrichissent de nos naufrages. Ainsi, lorsque les protestants, après la révocation de l'édit de Nantes, se répandirent sur l'Europe, ils fécondèrent les autres génies : les Ancillon en Prusse, les Rumilly en Angleterre, les Bayle en Hollande, prêtèrent leur puissance et leur séve à d'autres civilisations. Ils commencèrent ce grand travail d'échange qui n'est pas moins actif dans le monde des esprits que dans le monde physique.

La même loi de fusion régit tous les mondes.

Athènes a fait Cicéron. Les derniers écrivains romains ont commencé la littérature de la Gaule. Sans les artistes grecs, exilés de Byzance, il n'y aurait eu ni Raphaël ni Michel-Ange. L'histoire des exilés et des proscrits serait une intéressante histoire : ce sont, en général, des propagateurs et des intermédiaires merveilleux. Quand les orageuses républiques italiennes du moyen âge eurent lancé dans toutes les directions leurs *fuorusciti* ou « proscrits » ceux-là propagèrent la Renaissance italienne à travers l'Europe. La moitié de nos premiers imprimeurs appartenaient à cette classe spéciale. Quelques-unes des premières chaires du collége de France furent desservies par des bannis italiens et grecs.

Certes, pour une nation, il vaut mieux qu'elle conserve ses puissances et les concentre sur elle-même. Il aurait mieux valu pour nous, que Bayle (s'il avait pu échapper aux galères) restât en France et y imprimât son *Dictionnaire historique*.

La science astronomique aurait marché plus vite si Galilée avait pu librement imprimer ce qu'il pensait en Angleterre, en France ou en Italie. Ceux que les tumultes des partis en lutte ou l'excès de l'autorité chassent de leur pays ont encore une admirable mission à remplir : c'est (comme le fait celui dont je parle) d'activer dans son rayonnement qui s'entrecroise la grande lumière, qui d'un centre tombe sur un autre centre, d'un peuple sur un autre peuple.

Sous ce point de vue, ce sont des bienfaiteurs; ils enseignent les peuples; ils leur apprennent à s'estimer, à se comprendre, à se corriger, à se perfectionner mutuellement. J'ajoute que tous ceux qui, comme M. Louis Blanc, sont doués et puissants, se perfectionnent eux-mêmes.

La pensée de ce dernier est devenue plus pratique, plus ferme, plus nette; elle n'a rien perdu de sa verve; elle a gagné en solidité. Il comprend et fait sentir admirablement quel est le rôle des *partis* dans un État. Serviteurs et soldats du progrès, dès que les partis deviennent plus forts que la politique et le progrès, ils dévorent l'un et entravent l'autre.

La première condition des *partis* est de se détruire mutuellement; c'est la guerre. La première condition de la *politique* est de ne rien détruire, même en combattant : c'est le progrès.

DE LA DÉCADENCE
DE L'ANGLETERRE

PAR LEDRU-ROLLIN

Nous félicitons M. Ledru-Rollin d'avoir acquis une si profonde ignorance de l'Angleterre. Certes, il la connaîtrait mieux s'il n'y eût jamais mis le pied. Quel Anglais un peu instruit ne lui aurait appris, par exemple, que l'aristocratie de race pure, contre laquelle M. Ledru-Rollin pointe ses deux volumes, existe à peine dans le pays? Le sang normand, le sang aristocratique est épuisé. Deux ou trois familles en conservent seules les traces. De nouveaux rameaux, empruntant leur séve au commerce qui a prospéré, à l'industrie florissante, à l'armée, à la marine, aux arts, aux lettres et à la magistrature, ont remplacé les rameaux du vieux trône féodal; c'est ce que l'on appelle aujourd'hui « l'aristocratie anglaise. » Les branches qui tombent de temps à autre sont remplacées à leur tour par des branches roturières. A côté de cette prétendue aristocratie échelonnée depuis les

marches du trône jusqu'au pupitre du banquier devenu baronnet, une autre classe, non pas noble, mais puissante, s'est élevée, — en dehors de la noblesse, et qui lui est hostile : l'industrie manufacturière et le grand commerce.

Depuis 1815 surtout, des fortunes considérables se sont faites, des familles influentes se sont établies ; sans aucun rapport avec l'aristocratie proprement dite, et sans respect pour elle. A Manchester, à Liverpool, à Sheffield, un lord n'est pas un personnage plus considérable qu'un négociant, tant s'en faut ; vous y trouverez, comme à Londres, bien des gens qui vous disent : « Je m'embarrasse peu des lords, et la no-« blesse m'est plus qu'indifférente. »

Voici donc, du premier abord, deux classes armées de pouvoir, riches l'une et l'autre. Au-dessous d'elles se meut un troisième groupe composé de ce qu'on appelle les classes moyennes, et ne cherchant qu'à profiter des ressources de la mère-patrie pour bien vivre et faire fortune. C'est la masse même de la nation. Ce n'est peut-être pas le cœur, mais ce sont les entrailles et l'estomac de l'Angleterre. Ces *middle classes* ont à la fois beaucoup de respect pour le gros manufacturier, pour l'homme de cour, pour le comte et le vicomte, pour le débris rare des vieux chefs normands et pour l'officier public. Cette classe n'est pas servile, elle est un peu égoïste ; elle aime le labeur, la propriété, la famille et même la liberté ; elle les aime

pour elle, et s'embarrasse peu du pauvre ouvrier qui meurt de faim ou de la fille d'un marin célèbre et brave qui reste sans pension et sans secours. Elle ouvre sa boutique à cinq heures du matin et la ferme à minuit. Elle la fermerait à trois heures du matin si elle pouvait. Elle achète des fonds publics ; elle soutient l'État : elle est patiente, énergique, industrieuse, infatigable, probe jusqu'à certain point ; elle n'est pas charitable. L'esprit de gain la domine, et pour beaucoup de ses membres, la propriété est un fétiche à qui l'on doit immoler.

Contre cette classe intermédiaire, douée de qualités admirables et qui, si on la laissait faire, pourrait bien se suicider par amour de la conservation, s'élèvent à la fois les clameurs et les reproches des classes inférieures et agricoles longtemps écrasées, et les attaques bien autrement dangereuses de l'aristocratie, qui, se voyant débordée, signale les fautes, et, si l'on veut, tous les crimes de l'aristocratie bourgeoise qui tend à la remplacer.

Les classes pauvres et inférieures ont pour expression le chartisme : pamphlets violents et déclamatoires, objurgations furieuses et vagues, journaux trop philosophiques ou trop hyperboliques pour porter coup, leur servent d'organes. Certains hommes de talent, tels que Carlyle, servent le chartisme dans ses évolutions.

L'effet de cette prise d'armes ne serait pas dange-

reux ni surtout définitif, et la bourgeoisie commerçante pourrait dormir sur ses deux oreilles, malgré les révoltes des rebbecaïtes et les processions des chartistes, si l'aristocratie de race et de cour, deux classes aujourd'hui confondues, disposant de beaucoup d'argent, comptant dans leurs rangs des talents supérieurs et pouvant d'ailleurs les payer, ne venaient en aide aux classes opprimées, ou plutôt ne prenaient leur direction.

Ainsi pressées entre le chartisme irrité et l'aristocratie inexorable, les classes intermédiaires sont obligées de donner en aumônes, en charités, en concessions, en lois favorables aux classes déshéritées, cent fois plus qu'on n'aurait osé demander à la générosité et à la pitié publiques. On ne s'arrêtera pas là. Il est probable qu'au moyen de quelques lois nouvelles sur la propriété territoriale, l'Angleterre créera un nouvel échelon dans sa hiérarchie; on verra naître une nouvelle armée de petits propriétaires terriens capable de contrebalancer d'une part l'ascendant énorme des grandes fortunes domaniales de la noblesse, et, d'une autre, les prétentions croissantes de la spéculation industrielle.

Tel est, en résumé, et si l'on sacrifie aux faits généraux le détail et la diversité des nuances, le mouvement général de l'Angleterre. Elle gravite, non sans effort, vers un changement de situation. Tout change ou va changer, non violemment et par secousse, mais

avec cette lenteur et ce pénible travail qui signalent les modifications organiques et durables ; des chaînes se dénouent et des forces se déplacent ; la vieille machine anglaise subit plus d'une réparation intérieure ; on entend le fracas des roues nouvelles que l'on ajoute et des vieux pivots que l'on brise pour les éliminer. La grande ouvrière de ce labeur, c'est précisément l'aristocratie. Il y va de sa vie ; si elle laissait faire ce commerce, elle serait détruite elle-même. Aussi quel mouvement, quels cris, quels frottements. Combien d'émissaires, que de dénonciations, quelle ardente et souvent égoïste charité ! Quelle commisération touchante ou intéressée pour les classes pauvres ! On ferait cent volumes avec les enquêtes, les recherches, les statistiques provoquées ou exécutées par l'aristocratie anglaise. Pas de caveau si humide et si obscur où elle n'ait pénétré pour en arracher des victimes, ou les signaler à la pitié publique ; pas de cabane en ruine ou d'étable abandonnée où elle n'ait lancé ses agents. Un écrivain isolé, un corps spécial ne se chargent pas de soulever les voiles. Les journaux se remplissent des détails de cette misère horrible ; des publications étendues les recueillent, la Chambre des communes en retentit.

Est-ce là de la décadence ? M. Ledru-Rollin l'affirme. Ah ! vienne bientôt le jour où la même enquête couvrira la France, où l'on saura précisément ce que chacun souffre, et ce jour-là attend, où pas une dou-

leur, pas une misère et pas une injustice ne seront ensevelies ! Le symptôme de la décadence, apprenez-le, ce n'est pas l'activité, ce n'est pas l'observation, ce n'est pas la lumière portée dans les profondeurs et les détresses ; ce n'est pas même le combat acharné des partis. C'est l'indifférence. Un peuple cessera-t-il de s'intéresser à lui-même, s'endormant comme le sauvage au fond de son canot ; sans goût pour la gloire et le travail, pour la vie ou la mort ; devient-il oisif, frivole, sophistique, parleur, trop amuseur et trop amusé ; — un écrivain redoutable remplaçait récemment ces deux épithètes par une seule, bien plus triviale ; — sans amour pour les grandes choses et les labeurs de l'esprit, laisse-t-il aller à la dérive le vaisseau qu'il devait conduire ? Le moment de la vieillesse est venu. Alors les Romains laissent en friche leurs vastes domaines, les Espagnols se contentent de faire venir l'or du Mexique sur leurs galions, et les Grecs nourrissent dans leurs villes moins d'artisans que de rhéteurs. Hélas ! ce triste moment vient pour tous les peuples ; il sonnera pour l'Europe. Notre hémisphère se couvrira d'ombres. Ailleurs seront la vie, l'activité, et ce même mouvement énergique que vous blâmez en Angleterre. Les ténèbres sont descendues sur la grandeur romaine et sur l'héroïsme espagnol ; moments funèbres, l'un d'énervement chez les descendants de Scipion ; l'autre de torpeur chez les concitoyens de Fernand Cortez. Au lieu de se réjouir de cette décadence,

le monde a senti comme le froid de la mort qui se glissait dans ses veines. Le foyer de la vie universelle s'éteignait, les arts s'abaissaient, la somme des jouissances de l'humanité diminuait, une race s'en allait, comme les feuilles d'automne tombent et s'accumulent sous les pas du promeneur. Il n'y a pas là de sujet de joie, pas de prétexte à une fanfare d'orgueil, et nous regrettons de voir M. Ledru-Rollin, un homme dont les idées devraient être si « avancées », se frotter les mains en s'écriant : « L'Angleterre est morte ! »

Ignorer que toutes les races se touchent et se tiennent, ne pas sentir le magnétisme commun qui les unit, prêcher l'isolement, c'est-à-dire la mort, se réjouir de ce que l'Angleterre tombe, on le croit du moins; chanter le *Gloria in excelsis* sur une race qui s'en va (on l'imagine), c'est méconnaître bien complétement les destinées de l'humanité; c'est être peu philosophe.

Voilà précisément ce qui me chagrine chez M. Ledru-Rollin ; de l'avenir, il n'y a rien chez lui, du présent, très-peu. C'est un homme du passé, son livre est un monument, et un monument creux et théâtral. Ce livre tient à l'abbé de Mably, à l'abbé Raynal, à l'abbé Barthélemy, à tous les abbés sonores et classiques, romains et grecs qui se préoccupaient beaucoup de savoir comment Lucullus avait dîné et comment Miltiade était mort.

M. Ledru-Rollin se préoccupe énormément de l'aris-

tocratie, c'est-à-dire d'un fantôme. Et ce qu'il y a de plus étrange, nous n'osons dire de plus plaisant, à propos d'une personne aussi grave, c'est qu'il répète précisément ce que l'aristocratie a écrit ou imprimé récemment dans ses journaux. Mais ces enquêtes de l'aristocratie anglaise sur la misère du peuple, loin d'annoncer la décadence, prouvent au contraire avec quelle rigueur elle lutte pour vivre.

L'étendue de son mal, l'Angleterre la voit; les remèdes possibles, elle les cherche. — « Remèdes inefficaces! » s'écrie M. Ledru-Rollin! O philosophes respectables, vous voudriez que l'on découvrît l'élixir de longue vie ou la pierre philosophale, vous ne vous contenterez pas à moins! — « Rien de tout cela, dites-vous, ne fera vivre éternellement l'Angleterre. » — Nous n'en voyons pas la nécessité, si ces remèdes font vivre l'humanité plus tard, cela vaut mieux. — « Mais, ajoutez-vous, c'est une révolution que l'Angleterre va subir. »

Vous en convenez! — Où est le mal? — Ce dont nous nous plaignons, c'est que vos révolutions tuent; nous aimons les révolutions qui font vivre. Le corps humain n'est-il pas dans une révolution, ou plutôt dans une évolution perpétuelle? Qu'est-ce que l'incessante élaboration de la vie végétale et de la vie animale? Pertes et acquisitions, destructions et réparations, changement sans fin, rénovation éternelle. Quiconque marche vers la vieillesse acquiert moins et

perd davantage; c'est la décadence. Jeunesse et maturité se signalent par des acquisitions supérieures aux pertes subies; c'est l'accroissement. L'Angleterre a beaucoup perdu de son intolérance, de ses lois contre les catholiques, de ses prescriptions sévères contre les étrangers. Elle perdra beaucoup d'ici à cinquante ans de ses vieilles habitudes anglicanes, féodales, et peut-être de ses inégalités de fortune. A nos yeux, toutes ces pertes sont des gains. L'Angleterre change sans cesse; à chaque mouvement qu'elle opère, elle est parfaitement prête à le subir et à en profiter. Si Guillaume d'Orange, ou Malborough son général, revenaient au monde, ils ne reconnaîtraient plus leur vieille Angleterre; ils diraient que c'est une république inconnue avec une couronne pour dôme, un double sénat pour moteur et quelques grands seigneurs pour ornement. Ils n'auraient pas tort. L'Angleterre telle qu'elle existe, féodale, selon M. Ledru-Rollin, industrielle, selon d'autres, est aujourd'hui même par la trempe des idées, le mouvement des esprits, le jeu des institutions et les habitudes populaires, cent fois plus républicaine que nous.

Mais supposons un moment que le contraire soit vrai. M. Ledru-Rollin a fait un bon livre, il a vu juste, l'Angleterre, à travers le sang et les larmes, se précipite vers la décadence. Je voudrais bien savoir ce que la France et l'Europe gagneront à la destruction de l'Angleterre.

Cet anneau de la grande chaîne européenne brisé, les autres anneaux deviendront-ils plus puissants? Cette maille rompue, le reste de la trame y gagnera-t-il? Plus de filatures à Liverpool, plus de fonderies à Manchester, plus de docks à Londres; la Chambre des Communes est anéantie ; Calcutta, délivrée du joug anglais, redevient la ville des Brahmanes.

L'Angleterre morte, qui profitera de ses dépouilles? Quel avantage la civilisation en tirera-t-elle? Aucun.

Telle est la loi divine de solidarité entre les races et les nations, qu'une race qui tombe ne profite pas plus aux autres races, qu'un homme qui meurt ne profite à ses voisins.

Ce rival vous gêne, le poignard le fait disparaître? Il tombe, sa mort ne vous sert de rien; son activité, au contraire, vous eût porté bénéfice; le vaisseau qu'il équipait vous eût rapporté sa cargaison ; le commerce qu'il exploitait vous eût donné ses produits; son génie ou son adresse auraient accru votre bien-être. O philosophes de la haine et théoriciens de l'envie, n'apprendrez-vous jamais que votre égalité c'est la destruction, et que, par une suprême nécessité, le destructeur s'anéantit? L'activité même égoïste de l'Angleterre, son énergie même exagérée, l'ubiquité de ses vaisseaux, le nombre presque infini de ses comptoirs, sont autant de fils électriques de la civilisation universelle. Le germe fertile tombe sur toutes les latitudes, sur tous les territoires, sur un îlot de

rochers, au milieu des mers, dans les jungles de l'Inde, sous les glaces du pôle, et partout il se développe, tant pour se débarrasser de sa population exubérante que pour vendre ses produits et faire vivre ses pauvres; l'Angleterre colonise sans cesse, et coloniser c'est civiliser. Devant le fantôme du paupérisme, qui se dresse à tous ses horizons, elle n'a qu'un remède, et elle en use: — coloniser.

Elle rejette incessamment sur tous les points du globe ceux qu'elle ne peut nourrir, ou les aventuriers et les hommes d'entreprise à qui les ressources du pays ne suffisent pas. Non-seulement les habitudes matériels, les progrès industriels et la civilisation pratique de l'Europe se répandent ainsi sur la face du globe, mais les élégances mêmes de la vie, les améliorations des mœurs, les dernières acquisitions de la science populaire vont fructifier dans des climats nouveaux. Les émigrants anglais apportent des bibliothèques et des instruments de physique dans les marécages de la Jumna et dans les déserts australiens. — « J'allai visiter en Australie, dit Mme Chrisholm, un « berger qui gagnait vingt-cinq livres sterling par an « et qui habitait une petite hutte sur le revers de la « colline. Sa femme, fort industrieuse, trouvait moyen, « en faisant coucher ses enfants de bonne heure, de « gagner un peu d'argent par la couture et en travail- « lant pour les voisins. Je vis à côté un petit hangar « assez propre et fermé à clef. — Qu'est-ce que cela ?

« demandai-je à cette femme. — C'est ma biblio-
« thèque, répondit-elle; c'est là que le maître va ap-
« prendre à lire aux enfants. Nous savons que les
« gens qui enseignent aiment à être tranquilles, et
« nous lui avons réservé ce petit endroit pour lui, les
« enfants et leurs livres, quand il fait la leçon. »

Combien je m'intéresse à cette pauvre femme, un des êtres que M. Ledru-Rollin nous signale comme prouvant l'état misérable et condamné de l'Angleterre, — à cette ouvrière forcée de fuir un pays où elle ne peut plus vivre, et qui s'en va au bout du monde travailler, élever sa famille et payer *huit livres sterling* par an sur vingt-cinq, pour que ses enfants sachent lire et écrire l'anglais.

Imitons cette décadence, M. Ledru-Rollin, songeons à nos pauvres, examinons nos greniers et nos mansardes, colonisons le plus possible, répandons sous toutes les latitudes, nos produits, nos mœurs, nos idées, notre éducation, nos souvenirs; concourons autant qu'il est en nous à cette grande éducation du genre humain qui se continue. Soyons aussi républicains le plus possible; excellente façon de l'être. Le règne de l'absolu, que vous appelez, ne viendra peut-être pas; mais la somme des douleurs humaines diminuera; celle des jouissances humaines s'élèvera proportionnellement; la liberté, la dignité humaine y gagneront; et c'est bien quelque chose.

Résumons : si j'étais un des amis du tribun exilé,

j'achèterais l'édition de son livre, j'en recueillerais tous les exemplaires, je les ensevelirais ou les détruirais; je ne voudrais pas que les comtemporains ou l'avenir pussent en découvrir une seule trace. En histoire, en philosophie, en philologie, dans toutes les matières que le dictateur banni passe en revue, les erreurs, les *blunders*, les légèretés, les dates inexactes, les anachronismes flagrants sont versés d'une main prodigue; pas une assertion qui ne soit équivoque, et presque tous les faits sont matériellement faux. Milton se trouve avoir vécu au seizième siècle; Shakspeare n'est plus populaire en Angleterre; le nom de Bacon y est oublié; celui de Locke y est connu de tous les lecteurs; en Angleterre, on n'a que de la malveillance pour l'auteur du *Paradis perdu;* enfin, si le créateur d'*Othello* jouit de quelque estime parmi ses concitoyens, ce n'est plus à titre de poète, dit M. Ledru-Rollin, c'est comme... grand seigneur! Vous ouvrez de grands yeux; vous vous demandez si vous avez bien lu; les bras vous tombent; le livre vous échappe des mains, et vous le reprenez pour bien vous assurer que de telles rêveries sont consignées dans un ouvrage solennel, fruit des loisirs de l'exil, travail d'un homme politique, accusation lancée contre un peuple rival par le ci-devant dictateur d'une grande nation. On y regarde à deux fois, et l'on relit : Si Shakspeare est aujourd'hui en honneur en Angleterre... il ne le doit pas à son génie... c'est le *client*

de la reine Élisabeth, abrité sous la pourpre royale.... que l'Angleterre révère en lui. » Quoi ! cet homme populaire, voleur de daims, vivant à la taverne, sans rapport avec la cour, éloigné par sa position et son état de toute splendeur, vous en faites un aristocrate ! Étudiez sa langue, vous saurez que son style est celui du peuple ; sa poésie, la poésie du peuple ; de là son énergie, sa variété, sa profondeur ; ses sonnets, véritables mémoires, dont l'authenticité est irrécusable, sont le cri de douleur d'un pauvre acteur humilié, le gémissement d'une âme altérée de considération, endolorie sous les affronts que le monde lui a fait subir ! — « Ayez pitié de moi, ô mon ami, l'étoffe de ma vie est trempée dans de tristes couleurs. Elle s'en est imprégnée comme la main du teinturier perd sa nuance native. O fortune, ô fortune ! je te gronde ! Toi seule es coupable. Tu ne m'as laissé pour vivre que des ressources vulgaires et les vulgaires habitudes qu'elles engendrent. »

...Guilty goddess of my harmful deeds that did not better for my life provide than public means, which public manners breeds.

Un beau jour, le poète allemand Tieck, cherchant au fond de son cabinet quelque thème à broder, imagina entre la reine Élisabeth et le jeune acteur William un rapprochement fantastique, dont le clair de lune avait dû être témoin ; c'était neuf et impossible, faux et charmant, piquant et absurde comme une

prairie bleue de Watteau, émaillée de Colombines vêtues de soie grise, et peuplée de Crispins qui donnent la main à des duchesses. Aussitôt nos romanciers français ont fait passer dans leur monde de féerie la mascarade de Tieck ; l'Opéra-Comique a trouvé que ce Shakspeare de fantaisie et cette Élisabeth en domino rose ne feraient pas mal à côté des corsets bleus de ses bergères; Paris s'en est amusé; jusqu'ici tout allait bien. Mais, chose étrange! temps peu sérieux! bizarre enseignement! C'est à M. Scribe et à l'Opéra-Comique que le nouvel écrivain a été demander des données certaines sur la situation sociale de Shakspeare!

Les études de M. Ledru-Rollin sur Milton sont encore moins avancées. « *Cet austère et noble génie...* prit place, il y a trois siècles, dit M. Ledru-Rollin, *entre Dante et Shakspeare.* »

Il y a trois siècles! en 1550 évidemment, sous le règne d'Édouard VI; d'où il suit que le secrétaire de la *Commouwealth* anglaise, pour prolonger ses jours jusqu'à Cromwell, n'a pas dû vivre moins de cent vingt-quatre ans. Pourquoi placer ce vénérable centenaire entre Dante le Florentin et Shakspeare le dramaturge? On ne le dit pas; mais on nous apprend que : *l'Angleterre protestante est pleine de malveillance pour Milton, et qu'elle l'admire assez peu aujourd'hui.* Voilà du nouveau.

L'Angleterre, parce qu'elle est protestante, méprise un protestant! Tout au contraire, elle le vénère jusqu'à l'idolâtrie. Milton est plus admiré en Angleterre

que Corneille en France. Les esprits sérieux et vigoureux s'en nourrissent; les enfants ordinaires le lisent en passant; tous l'admirent sur parole. L'hommage n'en est pas moins national et universel.

Quant à Bacon, j'avais toujours pensé que son mérite avait été de revenir aux faits, de proclamer la nécessité de l'expérience, de clore définitivement le règne hasardé de la synthèse chimérique. Pas du tout. C'est un idéaliste, un spiritualiste et un généralisateur. Il se trouve que « ce grand encyclopédiste du seizième siècle représente l'idéal; et comme aujourd'hui nous ne voulons plus que des faits, dit M. Ledru Rollin, nous avons mis de côté le chancelier Bacon, pour adorer Locke, l'anatomiste de la sensation. » Locke, ce subtil analyste des opérations de l'esprit, est-il un anatomiste de la sensation?

Je l'ignore. Bacon, si jeune sous Élisabeth, et dont les grands travaux datent de 1600 à 1620, peut-il passer pour « l'encyclopédiste du seizième siècle? » Je n'en sais rien. Mais voici le plus extraordinaire :

M. Ledru-Rollin dit que les « Anglais ont abandonné les aspirations généreuses de Thomas Moore, auteur de l'*Utopie*, pour les chiffres de Malthus. » Ainsi les Anglais ont été, avant Malthus, de vrais utopistes ! Les partisans de Cromwell, « utopistes »; les cavaliers « utopistes! » C'est M. Ledru-Rollin lui-même qui nous l'affirme !

HISTOIRE DES PROVERBES

PROVERBES

FRANÇAIS, ANGLAIS, ITALIENS

Les amateurs de cette sagesse des nations qu'on nomme proverbes, feront bien d'étudier deux volumes français qui auraient fait les délices de Charles Nodier et de Sancho Pança; ce sont des *Études sur les proverbes*, par M. Quitard; et un autre volume par le même; volume qui, sous le titre de Dictionnaire, contient l'explication de beaucoup de proverbes rangés par ordre alphabétique.

Non que tout me plaise dans ces œuvres spirituellement savantes, que je recommande aux gens dont le tumulte contemporain assourdit les oreilles et brouille le cerveau; mais l'histoire et la philosophie ne font point défaut à ces œuvres archéologiques, philologiques, bibliographiques, parémiographiques, de lecture amusante, pleines d'une érudition fine et recherchée, et qui ont dû coûter bien des veilles à M. Quitard,

leur auteur. Je ne connais pas de livres plus difficiles à écrire ou plus agréables à lire, quand ils sont bien faits; il faut à ceux qui les composent de l'originalité, de l'exactitude, de la précision, de la verve; un bon style, net et ferme, vif et varié, ne forçant pas le sérieux, ne tombant pas dans le grotesque; des aperçus rapides, des données fécondes, beaucoup de ces vues neuves (*hints*), qui suscitent la pensée, qui l'éveillent et qui sont le vrai secret des grands écrivains; j'entends des écrivains qui durent, qui persistent, qui survivent et qu'on relit; de ceux qui possèdent la substance et la séve durables; surtout à qui entreprend ces travaux mêlés d'érudition variée, de métaphysique et de connaissance du monde et des hommes, il faut beaucoup de jugement et de bon sens.

Quoi de plus simple en apparence que de ramasser des proverbes à l'exemple de M. de Lamesangère et M. de Méry? On en ferait sans peine soixante volumes in-quarto. Mais d'abord, qu'est-ce qu'un proverbe?

Tel mot d'origine cynique ou vulgaire, telle locution grivoise, telle expression bizarre, passée dans l'usage habituel : —*Boire à tire-larigot*, par exemple, n'est pas un proverbe; le mot *godelureau* n'en est pas un. Sans doute le linguiste est bien aise de savoir que ces deux locutions sont dévotes, et d'une dévotion septentrionale; — que *to your-lord-God* (à la santé du bon Dieu), a créé « tire-larigot », et que *God'slure* (la séduction du bon Dieu), a fait éclore « godelureau ».

Mais ces deux étymologies étranges (qui, par parenthèse, attendu notre vieille ignorance des idiomes du Nord, manquent aux dictionnaires étymologistes français, y compris celui de M. Quitard, et qui manquent également aux dictionnaires anglais), ne se rapportent à rien de proverbial. *Qui trop embrasse mal étreint; — qui compte sans son hôte compte deux fois; — bon chien chasse de race*, voilà des proverbes; une leçon en peu de paroles.

Je ne sais quel oriental ou quel ancien les appelait des « clous dorés ». Brillants et solides résumés où se condense l'expérience antique; soit qu'ils prêchent le mal ou le bien, soit qu'ils parlent comme Machiavel ou comme Socrate, ils méritent d'être étudiés. Les orientaux, dont la civilisation dit aujourd'hui son dernier mot, n'ont rien laissé perdre de cette sagesse de leurs vieux temps; le *Comte Lucanor*, rédigé en Espagne sur des documents arabes, en a transmis à l'Occident une portion notable. En général, un cycle historique ne s'achève pas, une ère nouvelle ne s'annonce pas, sans qu'une multitude attentive vienne recueillir avec un soin religieux la poussière d'or des proverbes.

A la fin du moyen âge, quand la découverte de Colomb et celle de Gutenberg annoncèrent que l'un des plus grands renouvellements du monde allait s'opérer, l'armée des collecteurs de proverbes et d'adages se mit en marche, nombreuse et infatigable. Shakspeare ne les épargnait pas; Cervantes, qui les

aimait, les confiait à son fils Sancho ; Bacon les avait en grande estime; le chef et le maître des amateurs de proverbes fut alors Erasme, qui, pendant plusieurs années de sa studieuse vie, s'occupa de relier en gerbe toute la sagesse païenne du polythéisme grec et romain. Ce service éminent rendu à la philosophie et à la civilisation est un des titres les plus honorables d'Erasme à la reconnaissance de la postérité. Tout le monde, en 1580 et 1650, connaissait ses adages (*Chiliasmata*); ils ont fait pénétrer dans les veines et le sang du monde moderne le suc et la moelle de l'antiquité. C'est ce que M. Désiré Nisard exprime très-bien dans un passage que nous avons plaisir à citer. « Le « livre des Adages, dit-il, illumina un moment (le « mot n'est point figuré) la fin du quinzième siècle et « le commencement du seizième. Figurez-vous tous « les proverbes de la sagesse antique, du bon sens « populaire, tirés des livres grecs, latins, hébreux, et « expliqués, commentés par Érasme, avec un mé- « lange piquant de ses propres pensées, de ses expé- « riences, de ses jugements et de tout ce qu'il y avait « de sagesse pratique dans son époque. Ce fut un livre « décisif pour l'avenir des littératures modernes; ce « fut la première révélation de ce double fait, que « l'esprit humain est un, l'homme moderne fils de « l'homme ancien, et que les littératures ne sont que « le dépôt de la sagesse humaine. »

Oui, sans doute; mais cette sagesse change de

forme; et il est bon de se reconnaître à travers les dictons, prétendus sages, que tous les siècles nous ont légués. Érasme travaillait sur des éléments antiques consacrés, élaborés par l'expérience des âges. Le *parémiographe* moderne a sous la main une matière grossière, confuse et rebelle; expressions cyniques, métaphores basses, mots équivoques venus des quatre coins de l'Europe. Il faut qu'il distingue le bien du mal, le Nord, le Midi; l'apophthegme de la citation, celle-ci de l'adage; l'un et l'autre du proverbe vulgaire; le mot sentencieux du dicton trivial; le terme d'argot de la saillie accréditée et répétée par le public. Souvent l'étymologie qui devrait le guider l'embarrasse, souvent elle se cache dans l'obscurité d'idiomes peu connus. J'en donnerai quelques exemples qui se rapportent aux ouvrages de M. Quitard.

Ménage, comme Duclos, Nodier, Beauzée et même Éloi Johanneau ne savaient que faire des mots singuliers *tire-larigot*, *luron*, *déluré*, *godelureau* et beaucoup d'autres. Nodier, dont l'instinct philologique était vif et délicat, a très bien deviné que luron procède de quelque idiome germanique. Nodier ne savait pas beaucoup d'anglais, lui qui a traduit « contredanse » (*cinq-pace*) par « cinq pas »; quant à l'allemand il l'ignorait tout à fait; aussi n'a-t-il pas pu préciser son assertion.

« Luron », « lurette », — liron, lirette — déluré, turlurette, — et cet autre petit vocable qui n'a pas

de sens et que les enfants chantent à la fin de leurs rondes... (lire... tire-lire-on-fa) ont pour racine commune le mot lure (« attrait, plaisir, séduction, agrément »), que l'on retrouve dans « alluring » *agréable, attirant*. Le *lure* est à proprement parler un terme de fauconnerie et d'oisellerie : l'oiseau qui attire ses compagnons dans le piége et qui du sein de sa captivité chante gaiement pour les appeler à lui, c'est un « luron ». Notre langue vulgaire abonde en expressions cyniques, venues de l'anglais. *Godan*, *guilledou*, *garnement* n'ont pas d'autre origine. Lorsqu'ils envahirent nos provinces méridionales et poussèrent jusqu'à la capitale, les soldats de cette nation se laissèrent aller apparemment à une intempérance de conduite et de mœurs qui s'explique, je ne veux pas dire se justifie, par la beauté du climat, l'attrait de nos campagnes et le doux jus de la treille. Leur *god dam!* devint *godan* (« donner dans un *godan* », mot que M. Quitard a oublié). *Warn* ou *beware*, *man!* fit le mot *garnement*. « *Will ye do?* » proposition érotique d'un sens très-grossièrement direct, se changea en *guilledou*, « courir le guilledou. » Ils nous ont fait cadeau récemment d'un des plus vilains vocables de leur langue (*blackguard*) : indiquant du temps d'Adisson ces petits savoyards glapissants et ironiques qui suivaient comme gardes du corps les voitures des grands seigneurs en demandant l'aumône. La superbe fortune qu'a faite la *blague* parmi nous (hélas! l'affreux

mot!), fille des *black-guards* (et non de la « blague à tabac ») est un des plus tristes incidents philosophiques de nos derniers jours. Vers la fin du seizième siècle, nous prîmes à nos voisins l'*hurluberlu*, l'étourdi par excellence (*hurly-burly*), dont M. Quitard ne fait pas mention; c'est le brouillon, le casse-cou, l'aventurier excessif et sans repos. Notez que les races du Nord nous ont fourni les vocables qui expriment la turbulence, la grossièreté, la violence, et les proverbes de même espèce; *drôle* vient de « troll », le mauvais démon scandinave; *gamin*, de « gaming ». polisson, joueur; *béguin* et *béguine*, de « begging », priant, demandant l'aumône; pauvre *hère*, de « herr », dans un sens méprisant; *rosser*, de « ross », cheval, battre comme on frappe un mauvais cheval. Aux régions méridionales nous avons emprunté tout au contraire les termes qui renferment des nuances d'astuce, de finesse et de tromperie; *câlin*, de l'espagnol « callar », se taire, dissimuler; *intrigant*, de l'italien « intreccio »; *tricher*, de « trica »; *matamore*, de l'espagnol « matamoros »; de même que les expressions dédaigneuses ou triviales, *grigou*, *bélitre*, *canaille*, indiquent le degré d'abjection où étaient tombés aux yeux de nos pères les *græculi*, les *balatrones* et les *canaglie;* « *grigou* vient de « griego »; « bélitre » de « balatro »; « canaille »; de « cane », avec le péjoratif.

Ces injures, pour les voisins, appartiennent à toutes les langues.

Nous disons : Parler comme une *vache espagnole*. *Taking french leave* (s'esquiver à la française), c'est pour les Anglais « s'en aller sans prendre congé. » Nos proverbes vitupératifs s'adressent en France à la grossièreté et à la sottise ; ceux des Italiens au malheur et à l'insuccès ; ceux des Anglais aux gens qui ne pensent pas comme eux, surtout en fait de religion. Le *saint* des catholiques (selig) est devenu pour eux *silly*, idiot. L'habitant payen des bruyères (*heath*) est devenu *heathen*, puis *hoyden* (timide, ridicule et gauche), mot tout anglais qui ne s'applique plus aujourd'hui qu'aux jeunes filles qui ne savent pas vivre. Le vieux mot *miscreant* (mécréant), que l'on n'emploie guère, indique cette vieille infirmité de l'esprit humain qui consiste à regarder comme atteints de dépravation incurable ceux dont les opinions ne sont pas les nôtres. Par une étrange coïncidence, les Anglais ont perdu le mot *prosateur ;* leur ancien vocable *proser* ne signifie plus aujourd'hui que « ennuyeux, diffus, long, somnolent », quelque chose entre l'abbé Trublet et Delille de Sales — l'espèce d'écrivains que nos voisins tolèrent le moins. Nous qui avons inconstestablement les plus grands *prosateurs* de l'Europe, nous avons conservé leur désignation primitive. Le sens du mot *emphase* s'est modifié chez nous ; les Anglais l'emploient dans sa vieille et honorable acception, comme une simple marque d'accentuation plus énergique. Ils expriment par *bombast* l'ampleur facile du langage qui

leur semble doublée de coton et de ouate (*bombast*, vêtement garni d'une doublure épaisse). Ce que nous entendons par *emphase* est pour eux analogue à de fausses jambes et à de faux mollets.

Le mot *gringallet* dont M. Quitard ne se rend pas compte, personnage consacré par Scribe (Gringallet, le prétendant novice et le joueur inexpérimenté), doit avoir pour père le *groen-gallant* des Anglais; un garçon qui s'essaie et n'est encore qu'un galant en herbe (green). « Le bon *drille* », le garçon bien découplé, vigoureux, et apte à tous les exercices, se rapporte au « drilling » « to drille », à l'exercice militaire dont il est l'honneur. Je ne parle pas des mots modernes que nous avons empruntés ou repris à nos voisins; *entraîner* les chevaux (training) — c'est un ridicule barbarisme; — *budget* (la bougette antique); *rail*, pour « rainure », mot dont nous aurions pu nous passer.

J'aurais aimé que M. Quitard dont les dissertations plus ou moins étendues sont toujours récréatives, érudites et fort spirituelles, eût établi une distinction absolue entre la « locution populaire archaïque et proverbiale » et le *proverbe réel*, c'est-à-dire la sentence « gnomique », le précepte nettement formulé.

Le vrai proverbe contient toujours un résultat, un enseignement, bon ou mauvais. C'est la sagesse des nations, dit Sancho. C'est souvent aussi la niaiserie et la folie des masses.

« *Il a trop d'esprit, il ne vivra pas,* » dit un proverbe; cependant Fontenelle et Voltaire ont beaucoup vécu. *Un bienfait n'est jamais perdu*, c'est-à-dire qu'il n'y a ni ingrats ni ingratitude; l'histoire du monde en est certes la preuve! *Qui fit le Normand fit le truand* (le gueux); relisez les annales de cette belle province de Normandie, si active et si peu *truande. Grosse tête peu de sens;* Cuvier, Humbold, Bossuet donnent encore ici un démenti terrible à la sagesse populaire. Pauvre sagesse! Comme elle dit *le pour et le contre*, et « souffle le chaud et le froid! » Ici je suis loin de m'entendre avec M. Quitard, qui professe la religion fanatique des proverbes. Comment accordera-t-il donc l'axiome égoïste : *Chacun pour soi et Dieu pour tous*, avec celui-ci : *Qui donne aux pauvres prête à Dieu?* et cet autre : *Charité bien ordonnée commence par soi-même*, avec ce quatrième adage : *Prêtons l'épaule à qui est trop chargé?* Les antagonismes de Kant ne sont pas plus irréconciliables.

On lira avec fruit les études de M. Quitard sur la nationalité des proverbes, sur leurs modes divers, leurs variétés, leurs singularités sur leur origine et leurs transformations; ces études compléteront le Dictionnaire où nous avons vainement cherché quelques locutions proverbiales; telles que :

Un prêté pour un rendu.
Avoir plusieurs cordes à son arc.
Des mémoires d'apothicaire.

Avaler des couleuvres (c'est le *toad-eater* des Anglais : « mangeur de crapauds). »
Tirelire.
Donner dans le godan.
Garnement.
Hurluberlu.
Raisonner comme une huître.
Faire contre fortune bon cœur.
Accroche-cœur. (C'est ce que les Américains des districts éloignés nomment *spit-curl* : nous ne traduisons pas cette expression trop expressive.)

De véritables proverbes sont oubliés, tels que :

A bon chat bon rat.
Qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son.

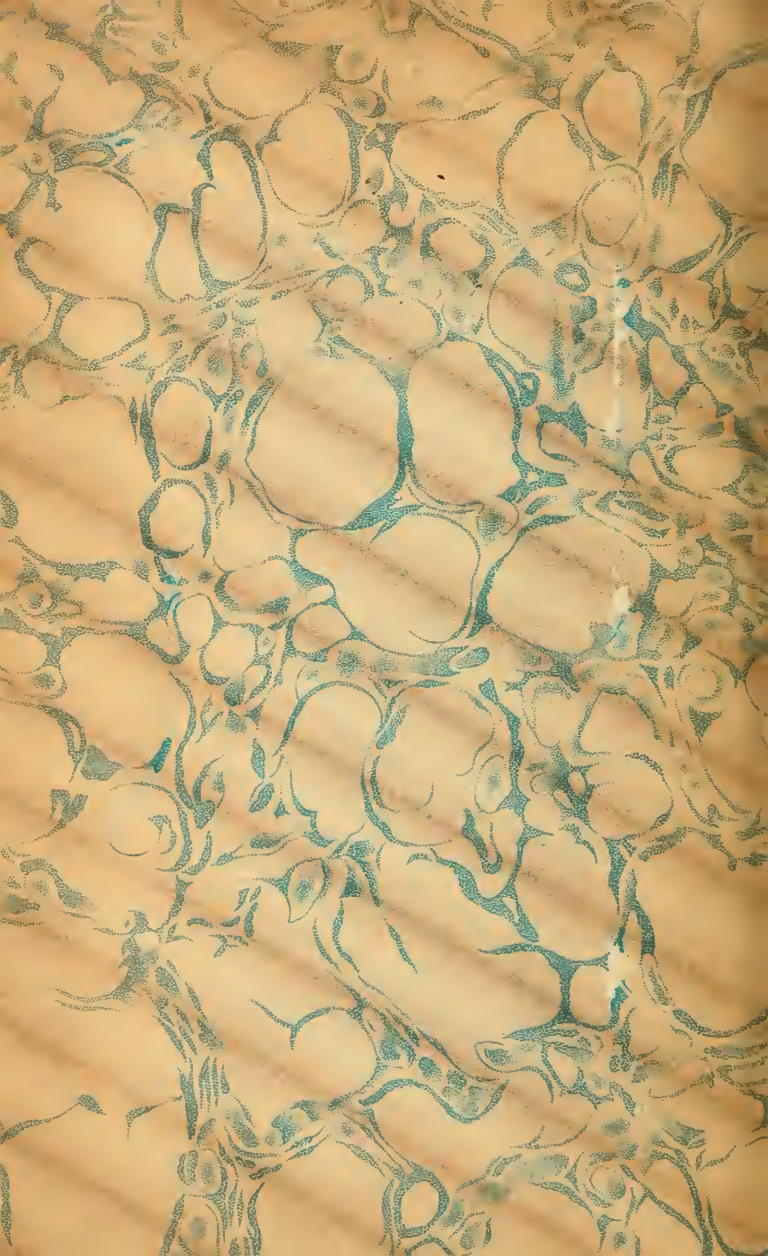
FIN.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos..... 1
Histoire pittoresque de l'Angleterre..... 15
La presse en Angleterre..... 103
Bacon (1561-1626)..... 145
Un voyage de John Locke en France..... 169
Ralph Toresby, l'antiquaire anglais..... 197
Macaulay (1800-1859)..... 207
Émigration anglaise..... 247
La politique anglaise en 1867..... 255
— — en 1868..... 281
— — en 1869..... 307
Lettres de Louis Blanc sur l'Angleterre..... 321
De la décadence de l'Angleterre, par Ledru Rollin..... 339
Proverbes français, italiens et anglais..... 357

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

Paris. — Impr. E. Capiomont et V. Renault, rue des Poitevins, 6.



HE.
C4874a
174396
Author Chasles, Philarète
Title L'Angleterre politique.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU